

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Avènement au trône p. 03-07
p. 13

Séance publique
n° 97 p. 08-12

Actualité parlementaire p. 14-20

Questions
au Gouvernement p. 21-99

2023-2028

n° 39



Avènement au Trône de
Son Altesse Royale
le Grand-Duc Guillaume
le 3 octobre 2025

Stéphane
Lucien

Sommaire

Avènement au trône p. 03-07
p. 13

Séances publiques p. 08-12

97^e séance du vendredi 3 octobre 2025 p. 08-12

Actualité parlementaire p. 14-20

Questions au Gouvernement p. 21-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Date d'impression :

24/10/2025

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Photo 1^{re} page de couverture :
© Maison du Grand-Duc

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

PRINTED IN
LUXEMBOURG



S.A.R. le Grand-Duc a prêté serment devant la Chambre des Députés

Un acte éminemment symbolique s'est déroulé le 3 octobre 2025 à la Chambre des Députés : avec la prestation de serment devant la Chambre des Députés réunie en séance publique, S.A.R. le Grand-Duc Guillaume est devenu Chef de l'État.

Juste avant, lors d'une cérémonie solennelle au Palais grand-ducal, S.A.R. le Grand-Duc Henri avait abdicqué en faveur de son fils qui lui a succédé en tant que Grand-Duc.

La cérémonie de prestation de serment a rassemblé les 60 députés, les membres du Gouvernement ainsi que bon nombre d'invités d'honneur. Parmi ces invités figuraient LL.MM. le Roi et la Reine des Pays-Bas et S.A.R. la Princesse Catharina-Amalia d'Orange-Nassau, LL.MM. le Roi et la Reine des Belges et la Princesse Élisabeth, Duchesse de Brabant, les frères et sœurs du Grand-Duc avec leurs conjoints respectifs, la Présidente du Parlement européen, Mme

Roberta Metsola, le Président du Conseil européen, M. António Costa, les Présidents d'honneur de la Chambre des Députés et les Premiers ministres honoraires, les députés européens et le commissaire européen luxembourgeois, des membres du Conseil d'État, de la magistrature, du corps diplomatique et des institutions européennes, l'Ombudsman ainsi que des représentants du Parlement des jeunes.



S.A.R. le Grand-Duc a prêté serment devant la Chambre des Députés, succédant ainsi à son père, S.A.R. le Grand-Duc Henri.

Cérémonie d'abdication au Palais grand-ducal



Les députés ont pu suivre la cérémonie d'abdication, qui s'est tenue au Palais grand-ducal, sur les écrans de leurs bancs. Les invités, quant à eux, ont pu la suivre sur des télévisions installées dans la salle plénière et dans le bar des députés.

Cortège vers la Chambre des Députés



La cérémonie d'abdication a été suivie d'un cortège vers la Chambre des Députés composé du Président de la Chambre, M. Claude Wiseler,...



... du Premier ministre, M. Luc Frieden, et du Vice-Premier ministre, M. Xavier Bettel,...



... de Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, et de M. Ukko Metsola,...



... de M. António Costa, Président du Conseil européen,...



... de LL.AA.RR. le Prince Félix et la Princesse Claire, de S.A.R. le Prince Louis, de S.A.R. le Prince Sébastien, de S.A.R. la Princesse Alexandra et de M. Nicolas Bagory,...



... de LL.MM. le Roi et la Reine des Belges et S.A.R. la Princesse Élisabeth, Duchesse de Brabant,...



... de LL.MM. le Roi et la Reine des Pays-Bas et S.A.R. la Princesse Catharina-Amalia d'Orange-Nassau,...



... et de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, accompagnés de Mme la Maréchale de la Cour Sasha Baillie.



Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, a accueilli tous les invités d'honneur au pied de l'Hôtel de la Chambre, qui ont salué au passage la foule rassemblée sur le « Krautmaart ».



LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa et S.A.R. le Prince Charles ont, quant à eux, emprunté la porte communicante avec le Palais grand-ducal. Ils ont été accueillis par M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre.



MM. Jean-Claude Juncker et Jacques Santer, Ministres d'État honoraires, ont emprunté la même porte pour se rendre à l'Hôtel de la Chambre depuis le Palais grand-ducal.

Prestation de serment de S.A.R. le Grand-Duc en séance publique



LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse lors de leur arrivée en salle plénière



Le nouveau couple grand-ducal pendant le discours du Président de la Chambre des Députés



La Présidente du Parlement européen, Mme Roberta Metsola, et le Président du Conseil européen, M. António Costa, ont assisté à la prestation de serment au milieu de la salle plénière, au même rang que les membres du Gouvernement.



LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa étaient aux côtés de leur fils lors de la cérémonie de prestation de serment...



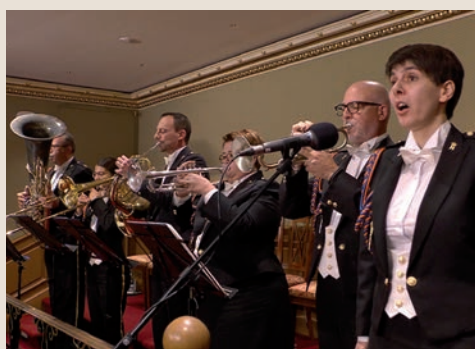
... et étaient accompagnés de S.A.R. le Prince Charles, fils aîné du couple grand-ducal.



Les frères et sœurs du nouveau Grand-Duc ont assisté à la cérémonie depuis la tribune de la salle plénière...



... de même que les Ministres d'État honoraires, MM. Jacques Santer et Jean-Claude Juncker, ainsi que les Présidents d'honneur de la Chambre, M. Jean Spautz et Mme Erna Hennicot-Schoepges. Au 2^e rang : le Procureur général d'État, M. John Petry, et l'Ombudsman, Mme Claudine Konsbruck. Au fond : les membres du Parlement des jeunes.



Les hymnes « Wilhelmus » et « Ons Heemecht » et l'hymne européen : depuis la tribune, des membres de la Musique militaire ont contribué au caractère festif de la cérémonie.



S.A.R. le Grand-Duc lors de la prestation de serment : « Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles. »



LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa étaient parmi les premiers à féliciter le nouveau Grand-Duc,...



... suivis par le Président de la Chambre et le Premier ministre.



LL.MM. le Roi et la Reine des Pays-Bas et S.A.R. la Princesse Catharina-Amalia d'Orange-Nassau ainsi que LL.MM. le Roi et la Reine des Belges et S.A.R. la Princesse Élisabeth, Duchesse de Brabant, étaient installés sur le podium.



Les membres du corps diplomatique et du Conseil d'État ont accueilli le nouveau couple grand-ducal sortant de la salle plénière...



... sur son chemin vers la signature du Livre d'or.

Signature du Livre d'or par LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse et les invités d'honneur





Ambiance festive et l'Hôtel de la Chambre aux couleurs de la famille grand-ducale



L'Hôtel de la Chambre arborait les couleurs du drapeau luxembourgeois et celles de la Maison de Nassau.



La foule s'était rassemblée au « Krautmarkt » pour assister à l'événement.



Le couple grand-ducal, accompagné de S.A.R. le Prince Charles et de MM. Claude Wiseler, Luc Frieden et Xavier Bettel, a salué la foule à la sortie de l'Hôtel de la Chambre.



Les membres du Bureau et leurs conjoints ont participé au dîner de gala au Palais grand-ducal le soir-même.

Prestation de serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc conformément à l'article 57 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 08	4. Prestation de serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc conformément à l'article 57 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg	p. 10
M. Claude Wiseler, Président		Son Altesse Royale le Grand-Duc	
2. Lecture par M. le Premier ministre de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2025 portant abdication de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg	p. 08	5. Discours du Trône de Son Altesse Royale le Grand-Duc	p. 10
M. Luc Frieden, Premier ministre		Son Altesse Royale le Grand-Duc	
3. Discours du Président de la Chambre des Députés	p. 09	Présidence : M. Claude Wiseler, Président	
M. Claude Wiseler, Président			

À 09.15 heures arrivent le Corps diplomatique, les membres du Conseil d'État ainsi que des représentants des institutions nationales, des institutions européennes et du Bureau exécutif du Parlement des jeunes.

La Doyenne du Corps diplomatique, le Président et le Secrétaire général du Conseil d'État, les représentants des institutions nationales et européennes, le Secrétaire général adjoint du Gouvernement et les membres du Bureau exécutif du Parlement des jeunes s'installent aux tribunes.

Les autres membres du Corps diplomatique et du Conseil d'État sont installés dans le bar des députés.

Dès 09.15 heures, les membres de la Chambre des Députés arrivent à l'Hôtel de la Chambre des Députés et s'installent à leurs places habituelles dans la salle plénière.

Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, membres du Gouvernement, accompagnés du Secrétaire général du Gouvernement, et M. Marc Angel, M. Charles Goerens, M. Fernand Kartheiser, Mme Martine Kemp, Mme Tilly Metz et Mme Isabel Wiseler-Lima, membres luxembourgeois du Parlement européen, de même que M. Christophe Hansen, commissaire européen, arrivent à 09.45 heures à l'Hôtel de la Chambre des Députés.

Les membres du Gouvernement occupent les places situées au milieu de la salle plénière, entre les bancs des députés. Le Secrétaire général du Gouvernement occupe une des places situées en dessous des tribunes de la salle plénière.

Les membres luxembourgeois du Parlement européen et le commissaire européen occupent les places qui leur sont réservées dans les tribunes.

À 10.30 heures arrivent, par le couloir de communication entre le Palais grand-ducal et l'Hôtel de la Chambre des Députés, Mme Lydie Polfer, M. le Ministre d'État honoraire Jacques Santer et M. le Ministre d'État honoraire Jean-Claude Juncker, accueillis par M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés.

M. le Ministre d'État honoraire Jacques Santer et M. le Ministre d'État honoraire Jean-Claude Juncker s'installent aux tribunes. Ils sont rejoints par M. le Président d'honneur Jean Spautz et Mme la Présidente d'honneur Erna Hennicot-Schoepges.

À leur arrivée, M. Luc Frieden, Premier ministre, et M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre, ainsi que Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, et M. António Costa, Président du Conseil européen,

occupent leurs places situées au milieu de la salle plénière, entre les bancs des députés.

LL.AA.RR. le Prince Félix et la Princesse Claire, S.A.R. le Prince Louis et S.A.R. le Prince Sébastien, de même que S.A.R. la Princesse Alexandra et M. Nicolas Bagory s'installent aux tribunes.

Les tribunes sont également occupées par la presse ainsi que par M. Olivier Baldauff, Chef du Protocole du Gouvernement, et M. Ukko Metsola.

LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa et S.A.R. le Prince Charles arrivent par la porte communicante avec le Palais grand-ducal, accueillis par M. Fernand Etgen, Vice-Président de la Chambre des Députés ; ils prennent place dans la salle des pas perdus.

Dans la salle plénière, à droite des trônes sur le podium, s'installent successivement, après l'annonce de leur arrivée par un huissier, LL.MM. le Roi et la Reine des Pays-Bas et S.A.R. la Princesse Catharina-Amalia d'Orange-Nassau ainsi que LL.MM. le Roi et la Reine des Belges et S.A.R. la Princesse Élisabeth, Duchesse de Brabant.

LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa et S.A.R. le Prince Charles occupent, après l'annonce de leur arrivée par un huissier, les emplacements du côté gauche des trônes sur le podium dans la salle plénière.

À 10.53 heures, LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, accompagnés de Mme la Maréchale de la Cour Sasha Baillie et précédés par un huissier en habit de la Chambre des Députés, sont reçus à l'entrée de la Chambre des Députés par M. le Président de la Chambre des Députés.

Après un moment photo devant la Chambre des Députés, LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, suivis par M. le Président de la Chambre des Députés, sont conduits, après l'annonce de leur arrivée par un huissier, dans la salle plénière, en cortège précédé par un huissier en habit, où des musiciens de la Musique militaire interprètent l'hymne « Wilhelmus ». L'assemblée est debout.

LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse s'installent sur leurs trônes sur le podium.

M. le Président, qui se tient debout au milieu de la salle plénière, ouvre la séance à 10.58 heures.

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Lecture par M. le Premier ministre de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2025 portant abdication de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

D'Chamber kënn elo zesummen, fir dem Groussherzog säin Eed ofzehuelen. Den Här Premierminister kritt elo d'Wuert, fir eng Kommunikatioun ze maachen. Här Premierminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här Chamberpresident, ech ginn Iech elo Lecture vun dem Arrêté, dee mer elo grad am Palais ënnerschriwwen hunn.

Arrêté grand-ducal du 3 octobre 2025 portant abdication de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

„Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Vu l'article 56, paragraphe 4 de la Constitution ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}.

Nous renonçons à la fonction de Chef de l'État du Grand-Duché de Luxembourg en faveur de Notre Fils bien-aimé, le Grand-Duc Héritier Guillaume.

Art. 2.

Le Premier ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.”

Dat ass ënnerschriwwen gi vum Grand-Duc Henri a vu mir als Premierminister.

Altesse Royale, duerch d'Abdicatioun vun Ärem Papp, dem Grand-Duc Henri, gouft Dir elo grad am Palais Grand-Duc vu Lëtzebuerg an an e puer Minutten,



Le Premier ministre, M. Luc Frieden, a fait lecture de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2025 portant abdication de S.A.R. le Grand-Duc.

duerch den Eed virun der Chamber, gitt Dir eisen neie Staatschef.

Dëst ass eng grouss Verantwortung. Si brauch Asaz, Courage an Härer.

Als Symbol vun der Natioun sidd Dir d'Zeeche vun der Eenheet an der Onofhängegkeet vu Lëtzebuerg. Dir representéiert als Staatschef d'Kontinuitéit vun eisen Institutionen. D'Stärkt vun der konstitutioneller Monarchie ass dës Kontinuitéit a Stabilitéit, lassgeleest vum politeschen Dagesgeschäft.

Gläichzäiteg ass haut, ass all Trounwiessel, och e Moment vun der Erneuerung an der Entwécklung. Fir dass et bleift, wéi et ass, muss et sech änneren.

Kee vun eis weess genee, wéi d'Zukunft ausgesäit. All Generatioun muss sech hiren Erausforderunge stellen. An där gëtt et haut vill: d'geopolitescht Ëmfeld, d'Kënschtlech Intelligenz, de Klimawandel, d'Konkurrenz an der Weltwirtschaft.

D'Ëmfeld wäert natierlech och Är Funktioun beaflossen. An enger Monarchie spigelt sech d'Ëmfeld och ëmmer am Monarch erëm.

Esou steet d'Grande-Duchesse Charlotte fir d'Onofhängegkeet an d'Resistenz vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich an duerno.

D'Zäit vum Grand-Duc Jean war eng vum wirtschaftlechen a sozialen Opschwung vu Lëtzebuerg am Härer vum europäesche Projekt.

An ënnert dem Grand-Duc Henri ass Lëtzebuerg zu engem vun den internatiounale Länner an der Welt ginn, ouni dobäi seng Wuerzelen a seng Traditionen ze verléieren.

Déi Periode schéngen haut evident. Mee am Ament, wéi Är Urgroussmamm, Äre Grousspapp, Äre Papp d'Funktioun als Staatschef vu Lëtzebuerg iwwerholl hunn, war dat net esou kloer.

A genau wéi deemools wësse mir och haut net genee, wat déi nächst Joren eis bréngen. An awer ass haut kee Moment vun Onsécherheet. Grad am Géigendeel, et ass e Moment vun Zouversicht.

Well, Monseigneur, mir kennen Iech.

Ech weess, datt mir e Staatschef kréien, dee beduecht ass, zum Succès vun eisem Land bäizetroen, deen en oppent Ouer huet fir d'Uleies vun de Leit, deen en éierlechen Interêt u villfältigen Theemen huet.

Als Krounprënz, als Lieutenant-Représentant, als Member vum Staatsrot, als Chefscout hutt Dir all d'Facettë vun eisem Land, sengen Institutionen a senge Leit kenne geléiert.

All déi Leit, déi Dir dobäi an de leschte Jore begéint hutt bei Äre ville Visitten a verschiddene Beräicher an op Äre Wirtschaftsmissionen, kennen a schätzen Iech.

Mir wëssen, datt Dir prett sidd, fir d'Plaz vun Ärem Papp, dem Grand-Duc Henri, als Staatschef ze iwwerhuelen.

Zesumme mat Ärer Fra, der Grande-Duchesse Stéphanie, stitt Dir fir eng modern Monarchie, déi nolauscht, déi sech engagéiert an déi d'Hoffnungen an d'Erwaardungen vum Lëtzebuerger Vollek representéiert.

Eng Monarchie, déi den Zäitgeescht versteet a verkierpert, ouni dobäi hir Wuerzelen ze verléieren.

Am Numm vun der Regierung an als Ären éischte Premierminister versprechen ech Iech d'Ënnerstützung an all Äre verfassungsrechtlechen Aufgaben a wënschen Iech an der Grande-Duchesse vill Freed an Erfolleg an Ärer Funktioun un der Spëtzt vun eisem Land.

Vive de Grand-Duc! Vive d'Grande-Duchesse! Vive Lëtzebuerg! Vive Europa!

(Applaudissements de l'assistance)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

3. Discours du Président de la Chambre des Députés

Majestés, Altesses Royales, Exzellenzen, léif Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, en Trounwiessel ass an der Geschicht vun engem Land wéi en Epochewiessel. All Staatschef präagt seng Zäit a gëtt vu senger Zäit geprägt.

Monseigneur, mir erënneren eis un Är Urgroussmamm, d'Grande-Duchesse Charlotte. Si steet fir d'Generatiounen, déi de Krich materlieft hunn. Si huet eis markéiert duerch hir charmant an hir iwwerzeegend Aart a Weis an huet Lëtzebuerg duerch schwiereng Zäite gefouert. Duerch hir weltwäit Presenz krut eist Land seng Onofhängegkeet zréck an eng fest Plaz op der internationaler Bün.

Äre Grousspapp, de Grand-Duc Jean, steet fir eng Epoque vu Wuesstum a vu Wandel, an där eist Land sech fundamental geännert huet a vun engem Industrie- zu engem Déngschtleeschungsland ginn ass. Vill vun eis kënne sech gutt un hien erënneren. De Grand-Duc Jean huet op seng diskreet an empathesch Aart a Weis déi Transformatiounen begleet an och representéiert.

Äre Papp, de Grand-Duc Henri, zesumme mat der Grande-Duchesse Maria Teresa, huet während 25 Joer d'Moderniséierung vun eisem Land begleet an dozou bäigedroen, datt d'Institutionen vun der Monarchie gefestegt an un d'Zäit vun haut konnt ugepasst ginn. Et ware 25 gutt Joren, déi eist Land, seng Identitéit, seng Oppenheet weiderbruecht hunn.

Dofir ass et eis och eng Éier an eng grouss Freed, haut hei an der Chamber de Grand-Duc Henri an d'Grande-Duchesse Maria Teresa ze begrëissen. Ech wëll hinne Merci soe fir all dat, wat si fir eist Land an deem Véierelsjoerhonnert gemaach hunn.

Merci, Monseigneur! Merci, Madame!

(Applaudissements de l'assemblée et de l'assistance)

Mir sinn och houfreg, haut hei an dësem Haus d'Staatscheffen aus Holland an aus der Belsch begrëissen ze kënnen.

Majestés, Altesses Royales, je me réjouis de Votre présence parmi nous en cette journée historique à la Chambre des Députés. Il s'agit d'un signe fort qui caractérise les liens entre Vos dynasties et la famille grand-ducale. Votre présence incarne le lien profond et immuable qui unit nos trois pays.

Nous sommes également très honorés et profondément touchés de pouvoir accueillir aujourd'hui parmi nous les plus hautes autorités européennes.

Madame la Présidente du Parlement européen, Monsieur le Président du Conseil européen, étant donné que l'assermentation du Grand-Duc en tant que Chef de l'État se fait, selon l'article 57 de la Constitution luxembourgeoise, devant la Chambre des Députés, devant le Parlement luxembourgeois en tant que représentant du pays, et qu'il s'agit là d'un acte éminemment symbolique inscrivant la monarchie constitutionnelle dans notre démocratie parlementaire, il nous a semblé évident de vous avoir aujourd'hui parmi nous en tant que représentants des deux institutions co-législatrices européennes.

Votre présence témoigne de votre soutien au nouveau Grand-Duc et de la place importante qu'occupe notre pays au sein de vos institutions.

Monseigneur, haut ass virun allem e wichtege Dag fir Iech.

Dir sidd hei zu Lëtzebuerg gebuer a grouss ginn. Dir kennt eist Land an Dir kennt seng Leit. Dir sidd vu Klengem un op Är Roll als Grand-Duc a Staatschef virbereet ginn an Dir hutt viru bal genau engem Joer d'Chargé vum Lieutenant-Représentant iwwerholl.

An haut ass et esou wäit. De Grand-Duc huet decidéiert, Iech den Troun ze iwwerloossen.

Well et de richtege Moment ass.

A well Dir prett sidd.

An e puer Minutte wäert Dir als Grand-Duc Staatschef vu Lëtzebuerg ginn.

D'Fonction vum Staatschef ass ierflech an der direkter Descendance vum Grand-Duc Adolphe, dee virun 135 Joer op den Troun komm ass. No him sidd Dir de siwente Lëtzebuerger Grand-Duc aus dem Haus Nassau-



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, lors de son discours

Weilburg an den zéngte Grand-Duc säit der Schafung vum Grand-Duché 1815. Dir sidd och de fénnefte Lëtzebuurger Staatschef mam Virnumm Guillaume, no den dräi holländesch-lëtzebuergesche Rois Grands-Ducs an Ärem Ururgrousspapp, dem Guillaume IV.

Monseigneur, Dir sidd den éischte Grand-Duc, deen no der Aféierung vun der neier Constitutioun vereedegt gëtt. Ären institutionelle Rôle ass do definéiert. „De Grand-Duc ass de Staatschef. Hie representéiert de Staat. Hien ass d'Symbol vun der nationaler Eenheet an Onofhängegkeet“, steet am Artikel 44.

Als Symbol vun der nationaler Eenheet hutt Dir déi wichteg Aufgab, Brécken ze bauen, Brécken tëschent Tradition an Zukunft, tëschent Generatiounen, tëschent Lëtzebuurger an Netlëtzebuurger, tëschent eisem Land a sengen Partner, am Benelux, an Europa an an der Welt.

Monseigneur, Iech erwaarden aner Erausforderunge wéi Är Virfaren. Déi Welt, an där mer haut liewen, fuerdert déi Wäerter, déi fir eis wichteg sinn, déi d'Fundament vun eiser Gesellschaft bilden, ëmmer méi eraus. D'Demokratie, d'Fräiheet, d'Rechtsstaatlechkeet, d'Mënscherechter, jo, souguer de Fridde stinn ëmmer méi ënner Drock. Et wäert an deenen nächste Joren eis gréisst Erausforderung ginn, fir dat ze kämpfen, woufir mer stinn, wouru mer gleewen a wat eis ausmécht: eis Wäerter.

Et wäerten an deene Jore gutt Zäiten op eist Land zoukommen, awer och manner gudder. Mir sinn iwwerzeegt, datt mir déi Erausforderunge meeschtere kënnen. An dat ëmsou méi einfach, wann e Land e Staatschef huet, bei deem ee weess, datt hie sech wäert, egal wéi de Wand bléist, fir d'Wäerter vun eisem Land a vun eiser Gesellschaft asetzen: Demokratie, Solidaritéit, Fräiheet a Respekt.

D'Institutioun vum Grand-Duc steet fir Stabilitéit.

Lëtzebuerg steet fir Stabilitéit: vun eiser Gesellschaft, eiser Wirtschaft an eise Wäerter.

Eis Stabilitéit erkläert sech eigentlech duerch eppes ganz Einfaches: Mir wëllen dat erhalen, wat eis wichteg ass, mee mir fäerten net, no vir ze kucken, ze adaptéieren an ze änneren, wann et dann noutwendeg ass. Mir si gewinnt, vill an heiansdo laang ze diskutéieren, bis de beschte Wee fonnt ginn ass.

Eis Stabilitéit erkläert sech haaptsächlech och do, d'uerch, datt jiddweree fräi ass, seng Meenung ze soen, hei an der Chamber an iwwerall soss.

Do kann et da selbstverständlech Desaccorde ginn, mee dat heescht net, datt mer eis splécke loossen, weeder vun aneren nach vun eis selwer.

Dat ass dat, wat Lëtzebuerg ausmécht.

An dat ass och mäi Message un Iech.

Mir wäerten zumools a méi schwéieren Zäiten op Iech kucken an der Erwaardung, datt Dir eis duerch Är Dignitéit an Är Integritéit drun erënnert, datt d'Rezept vun der Stabilitéit vun eisem Land doranner läit, datt mer alleguerten, an och wa mer eis net grad ëmmer iwwer alles eens sinn, zesummenhalen.

Ech weess, datt dat Iech net wäert schwéierfalen.

Är Virfaren hunn Iech dee Wee virgezeechent, mee et ass un Iech, en esou ze gestalten, datt e bei Iech an och an eis modern Zäit passt. Ech sinn iwwerzeegt, datt Dir Äert Bescht wäert maachen an demsem Règne Ären eegenen, Äre perséinleche Stempel wäert opdrécken. Dobäi hutt Der d'Grande-Duchesse Stéphanie un Ärer Säit.

Madame, de Grand-Duc Guillaume, Äre Mann, gëtt elo Staatschef. Dir, als Grande-Duchesse, wäert him eng wäertvoll Stäip sinn. Duerch de Respekt, deen

Dir an all deene Jore vun de Leit entgéintbruecht krut, kënnt Dir Theeme weiderbréngen, déi Iech beweege. Är Roll ass net an der Verfassung beschriwwen, mee ass an den Härzer vun de Leit, wou Der elo schonn eng grouss Plaz hutt.

Dir hutt als Elteren och drop gehalen, de Pränz Charel mat an d'Chamber ze bréngen. Dat huet jo bis elo gutt geklappt.

(Hilarité)

A mir sinn och dankbar fir de symbolesche Gest vu laangfristeger Kontinuitéit.

Monseigneur, ech wënschen Iech, datt des nei Etapp fir Iech mat Freed an Zouversicht verbonnen ass an datt Dir d'Begeescherung, déi Der als Ierfgroussherzog an als Lieutenant-Représentant fir Är Missiounen gewisen hutt, ni verléiert.

Dir hutt all d'Viraussetzungen dofir.

Ech wënschen Iech eng glécklech Hand un der Spëtzt vun eisem Land.

Voilà, Monseigneur, déi puer Wieder, déi ech am Numm vun der Chamber, mee och am Numm vum Land wollt soen. Ech wollt soen, datt mir Iech vertrauen, esou wéi mir Ärem Papp vertraut hunn. Mir wëssen, datt Dir alles wäert maachen zum Beschte vun eisem Land, sengen Leit a sengen Wäerter.

4. Prestation de serment de Son Altesse Royale le Grand-Duc conformément à l'article 57 de la Constitution du Grand-Duché de Luxembourg



Prestation de serment de S.A.R. le Grand-Duc selon les dispositions de l'article 57 de la Constitution

„Le Grand-Duc est le Chef de l'État“, esou steet et am Artikel 44 vun eiser Verfassung. Virun e puer Minutten huet de Grand-Duc Henri Iech duerch seng Ofdankung zum Grand-Duc gemaach. Fir d'Fonction vum Staatschef kënnen auszeüben, musst Dir nach hei virun der Chamber en Eed ofleeën, esou wéi den Artikel 57 vun eiser Verfassung et virgesäit.

Ech géif Iech elo bieden, Monseigneur, no vir ze kommen, fir virun der Chamber dësen Eed ze leeschten.

(L'Assemblée et l'assistance se lèvent pour la prestation de serment.)

Monseigneur, ech liesen Iech den Text vum Eed vir. Ech bieden Iech, Är riets Hand an d'Luucht ze hiewen an en ze widderhuelen.

Je jure d'observer la Constitution et les lois...

Son Altesse Royale le Grand-Duc | Je jure d'observer la Constitution et les lois...

M. Claude Wiseler, Président | ... et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles.

Son Altesse Royale le Grand-Duc | ... et de remplir fidèlement mes attributions constitutionnelles.

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Iech heimat Akt vun Ärem Eed.

(Applaudissements de l'assemblée et de l'assistance)

Am Numm vun der Chamber a vum Land wëll ech Iech, Monseigneur, vu ganzem Härze felicitéieren.

5. Discours du Trône de Son Altesse Royale le Grand-Duc

An ech ginn Iech elo d'Wuert fir Är Trounried. Monseigneur.

(L'Assemblée et l'assistance s'assoient pour le discours du Trône.)

Son Altesse Royale le Grand-Duc | Majestés, Altesse Royales, Här Chamberpresident, Madame la Présidente du Parlement européen, Här Premierminister, Monsieur le Président du Conseil européen, Dir Damen an Härren Deputéiert a Regierungsmemberen, léif Matbiirger, „ech wäert d'Liewe vu mengem Vollek liewen, vun deem ech duerch keng Barriär wëll getrennt sinn. Ech wäert seng Freed a säi Leed deelen.“

Mat deene Wieder huet d'Grande-Duchesse Charlotte sech den 18. Januar 1919 an hirer éischter Ried un d'Natioun adresséiert. Iwwert deen Eed eraus, dee si e puer Deeg virdrun als nei Staatscheffin geleescht hat, waren dës Wieder och e Verspreechen un hiert Land an u seng Bierger.

Et ware Wieder, déi vun Härze komm sinn no engem Konflikt, deen Europa zerrappt hat. Wieder, vun deenen een dunn nach net wosst, wéi wäitreechend se zwee Joerzéngte méi spët an engem nach méi schlëmme Kataklysmus wieren. Genee 80 Joer ass et hier, dass d'Grande-Duchesse Charlotte 1945 aus dem Exil zrëckkomm ass.

D'Monarchie war an deene schwéieren Zäiten e Pilier vun der Kontinuitéit vum Lëtzebuurger Staat. Si verkierpert d'Prinzipie vu Fräiheet an Eenheet, Prinzipien, déi an eiser Constitutioun verankert sinn an déi eis drun erënneren, dass eis Monarchie, geschter ewéi haut, eng Referenz an e festen Halt a Krisenzäiten ass. Duerfir ass den Eed, deen ech elo grad op d'Verfassung ofgeluecht hunn, e wichtegen institutionellen Ament vun eisem Land.

Ech wäert d'Flichten, déi mat dësem Eed verbonne sinn an déi d'Verfassung mir operleet, mat Verantwortung, mat Integritéit a mat Engagement erfüllen. Eis Demokratie brauch staark Institutiounen an ech sinn houfreg, mäin Deel dozou bäizedroen.

Duerfir verspreechen ech, politesch ëmmer neutral ze sinn an eis demokratesch Grondprinzipien ze verdeeden.

Ech verspreechen, am Déngscht vun all de Mënschen hei am Land ze stoen an ëmmer am Interessi vum Land ze handeln.

Ech wäert ëmmer nolauschten an ech engagéiere mech ze hëllefen, zesumme Léisungen ze fannen.

Ech wäert mat Integritéit handeln, authentesch bleiwen an eisem Land trei an éierlech déngen.

De Grand-Duc steet fir national Eenheet an Onofhängegkeet. An dëse komplizéierten Zäiten huet d'Mo-



S.A.R. le Grand-Duc lors du discours du Trône

narchie duerfir eng wichteg Roll ze spillen, andeems si nolauschtert, Vertraue bei de Leit schaaft an déi gesellschaftlech Kohäsion stäerkt.

Här Chamberpresident, Dir hat am Juni fir Nationalfeierdag gesot, dass Legitimitéit an Autoritéit hautzdaags net automatesch mat der Funktioun kommen, mee eng Institutioun muss op Akzeptanz stousse fir ze daueren. Eng Monarchie ass dacks mat joerhonertenalen Traditione verbonnen, déi e groussen Deel vun eiser Identitéit ausmaachen. An awer muss si och mat hirer Zäit goen an no vir kucken.

Ech wëll de Grand-Duc sinn, dee Brécke schléit, tèschent de Generationen, tèschent Tradition an Innovation. Ech wäert hëllefen, Brécken tèschent de Leit ze bauen, an esou zum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft bäidroen. Wa mir an d'Zukunft kucken, da sinn et ons gemeinsam Wäerter, eis Kreativitéit, eis Solidaritéit, déi eis zesumme weiderbréngen.

Haut ass d'Welt glécklecherweis eng aner wéi an deenen däischteren Zäite vun der Geschicht, wou der Grande-Duchesse Charlotte hir Wierder d'Licht vun der Hoffnung bei d'Lëtzebuurger gedroen hunn. Mee si ass och eng aner wéi viru 25 Joer, wou mäi Papp hei op dëser Plaz säin Eed ofgeluecht huet.

Mir sti viru villen Erausforderungen: geopolitesche Spannungen an eng global Wirtschaft, déi nees méi onberechenbar ginn ass, d'Spiral vun der Desinformatioun, déi zu enger Menace fir eis Demokratie ginn ass, den Impakt vum Klimawandel, deen ëmmer méi visibel ass, während Krich an Aarmut traureg Konstante bleiwen.

Eis Welt entwéckelt sech séier duerch technologesch Fortschréitter a gesellschaftlech Transformatiounen. Lëtzebuerg huet et ëmmer erëm fäerdegbruecht, sech un nei international Evolutiounen unzepassen an doraus Opportunitéiten ze schafen.

Mir kënnen houfreg sinn op dat, wat mir an der Vergaangenheet erreicht hunn, mee et ass weesentlech, datt mir eis net domadder zefridde ginn. Innovativ Investitiounen erméiglechen et Lëtzebuerg, haut net nëmmen eng wichteg Finanzplaz ze sinn, mee och en attraktive Standuert fir nei Technologien. Esou gestalte mir eis Zukunft, esou ënnerstëtze mir eng staark an nohalteg Wirtschaft an erhalen onse soziale Wuelstand.

Mir sinn zu Lëtzebuerg gutt opgestallt fir d'Erausforderunge vu muer, an ech wënsche mir, dass mir weider an engem responsablen a sozialen Ëmfeld kënnen zesummeschaffen. Déi Brécken ze bauen, gehéiert och zu de Stärkte vum Grand-Duché, an déi sozial Stabilitéit ass en Atout fir eis Gesellschaft an eis Wirtschaft.

Dat sinn d'Stärkte vun engem dynameschen, innovativen an attraktive Lëtzebuerg, an et wäert mir och a mengen neie Fonctiounen eng grouss Eier sinn, weider am Ausland den Ambassadeur vun dësem Lëtzebuerg ze sinn an domadder d'Regierung ze ënnerstëtzen.

De Grand-Duché huet awer och eng aner Stärkt, déi eenzegaarteg ass: eng multikulturell a multinational Bevëlkerung.

Iwwert d'Joerzénge si vill Mënsche bei eis schaffen a liewe komm, siefen et Leit aus Südeuropa oder eisen Nopeschlänner, déi mir scho laang zu eise Matbiurger zielen, méi rezent Arrivéen, déi mat der Mondialisatioun an der Diversifikatioun vun der Lëtzebuurger Wirtschaft komm sinn, oder Leit, déi viru Krich an Aarmut aus hire Länner flüchten. Zesummen ass et bal d'Hallschent vun eiser Bevëlkerung, déi mat de ville Frontalieren aus eisen Nopeschlänner weesentlech zum Wuel vun eise Land bäidréit.

Domat mengen ech e wirtschaftlechen, mee och e kulturelle Räichtum, deen onst Land an eis Mentalitéit déifräifend gepräagt huet. Ech sinn houfreg, als neie Grand-Duc och fir si do ze sinn. Ech wëll hinne meng voll Unerkennung ausdrécke fir hire Bäitrag zum Opschwung vu Lëtzebuerg, wéi mer et haut kennen.

Natierlech bréngt dësen aussergewöhnleche Kontext och Erausforderunge mat sech. Ech wënsche mir, dass mir méi Brécke bauen tèscht Communautéiten, dass mir méi matenee wéi niewenteneen an eiser Gesellschaft liewen. Ech gleewen u Wäerter wéi Oppenheet, Diversitéit, Toleranz a Solidaritéit.

Lëtzebuerg bléit op, wa jiddweree sech hei am Land doheem fillt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech haut och ganz besonnesch un eis Jonk richten.

Ech si Papp vun zwee klenge Kanner an ech maache mir vill Gedanken doriwwer, a wat fir enger Welt si opwuessen. Mir sinn um Ufank vun enger grousser technologescher Revolutioun duerch d'Kënschtlech

Intelligenz, déi Konsequenzen op eist Liewen, op eis Ëmwelt, jo, och op eis demokratesch Institutione wäert hunn. Esou Changementer kënnen engem d'Gefill ginn, dass mir op wackelege Féiss sinn, fir an d'Zukunft ze kucken. An et sinn déi Jonk, fir déi am meeschten um Spill steet.

An enger ëmmer méi digitaler Welt muss mir nach vill méi Wäert op mënschlech Konnexiounen leeën. Et ass duerch Dialog an direkte Kontakt, wou ee léiert, deen aneren ze verstoen a matzefillen. Jidderee vun eis huet d'Responsabilitéit, Brécken ze bauen zu senger Matbiurger. Besonnesch fir eis Jugend ass dat vun entscheidender Bedeitung.

Si gi grouss an enger Welt, wou Kënschtlech Intelligenz selbstverständlech ass. Si müssen dofir léieren, mat der Hëllef vun der Famill, vu Frënn an der Schoul, mee och baussent der Schoul an an de Betriber, d'Technologie net nëmmen ze verstoen an ze benotzen, mee se och kritesch ze hannerfroen. Et ass immens wichteg, dass déi vill Avantagen, déi d'KI mat sech bréngt, net eiser Kreativitéit an eise onofhängegen Denke schueden.

Eis Demokratie an eis Gesellschaft brauchen engagiert, informéiert a kreativ Bierger, déi een deem aneren ënnert d'Äerm gräifen!

Tëschemënschlech Relatiounen sinn och d'Basis fir e staarke Gemeinschaftsgeescht. E Gemeinschaftsgeescht, dee mir müssen ënnerhalen, dee mir mussen beliewen! Et gëtt Tendenzen an eiser Gesellschaft, dass d'Leit ëmmer méi no sech selwer kucken a manner no deenen aneren. Dowéinst wëll ech Iech opruffen, déi Jonk, mee och déi manner Jonk, Äre fräiwëllegen Asaz an den Associatiounen, de Gemengen an an de ville Veräiner weiderzeféieren oder Iech iwwerhaapt als Benevoll ze engagieren.

Dir drot domadder zum sozialen Zesummenhalt bäi, Dir verbannt Mënsche mateneen an Dir fërdert d'Solidaritéit; alles Wäerter, déi mir perséinlech ganz wichteg sinn. Et ass nëmmen duerch zesummen Handeln, datt mir zukünfteg Erausforderungen meeschten an als Gesellschaft méi resilient ginn.

Eis Kraaft läit an der Gemeinschaft an an eise gemeinsame Wäerter!

Ech wëll mech dofir weider staark engagiere fir déi méi Schwaach an déi Benodelegt, mee och déi ënnerstëtzen, déi hinnen all Dag um Terrain hëllefen. Eis Gemeinschaft, dat si mir all. Ech wëll virun allem déi net vergiessen, deenen hir Stëmm een net esou gutt héiert an deenen et dacks net esou gutt geet.

Meng Fra, d'Grande-Duchesse Stéphanie, steet mer dobäi schonn zanter ville Joren zur Säit. Si wäert mech bei ville vu mengen Engagementer ënnerstëtzen, mee och hir eege Prioritéite setzen. D'Wuel vun de Mënsche bleift dobäi ëmmer eist gemeinsaamt Zil. D'Roll vum Conjoint vum Staatschef ass dofir eng wichteg. Si dréit zu der internationaler Visibilitéit vum Land bäi, si ka Wäerter a wichtige sozialen oder kulturellen Uleisesse méi Opmierksamkeet ginn, an de Leit, déi fräiwëlleg oder professionell an deene Beräicher schaffen, Unerkennung verschafen. Mir sinn iwwregens frou, haut zwou Kinniginne bei eis ze hunn, déi dës Roll perfekt erfëllen.

Meng Mamm, d'Grande-Duchesse Maria Teresa, war ëmmer immens engagiert, fir den Affer vu Gewalt an deene Schwaachen ze hëllefen. Mäi Papp, de Grand-Duc Henri, huet sech als Staatschef ganz dem Dëngscht um Land verschriwwen. Si hunn déi lescht 25 Joer zu der Prosperitéit vu Lëtzebuerg bäigedroen. Si hu mech all déi Joren, zanter menger Kandheet, mat vill Léift a Versteedsdemech op dëse Moment vir-

bereet. Ech wier haut net de Mënsch, deen ech sinn, ouni Är Ënnerstëtzung!

Et gëtt nach eng Persoun a menger Famill, déi mech, mee ech mengen och vill Leit, déi e kannt hunn, zudéifst gepräagt huet. Eng Persoun, déi e grousst Häerz hat an net gezéckt huet, selwer mat an de Krich ze goen a fir d'Fräiheet vu Lëtzebuerg ze kämpfen. Ech schwätzen natierlech vu mengem Grousspapp, dem Grand-Duc Jean. Ech hu schonn zanter e puer Joer seng Roll als Chefscout iwwerholl, déi him immens wichteg war, an ech sinn houfreg, elo dës nei Aufgab no – och – sengem Virbild unzegoen. Mir hunn hien haut a Gedanke bei eis.

Dir Dammen an Dir Hären, wa mir muer den Owend am Kader vun de Festivitéite vum Trounwiessel iwwert déi bekannte Rout Bréck ginn, déi den Numm vu menger Urgroussmamm dréit, wa mir muer den Owend dee Passage tëscht Al an Nei maachen, tëscht Tradition a Modernitéit, zesumme mat bal 2.000 Mënschen aus allen Deeler vun eiser Gesellschaft, deen Ament, muer den Owend op der Roudier Bréck, wäert ech u mäi Verspriechechen un d'Lëtzebuurger an un all eis Matbirger denken, a besonnesch un d'Wierder vun der Grande-Duchesse Charlotte:

„Ech wäert d'Liewe vu mengem Vollek liewen, vun deem ech duerch keng Barriär wëll getrennt sinn. Ech wäert seng Freed a säi Leed deelen.“

Dat ass fir mech de Sënn vum Eed, deen ech haut virun Iech geleescht hunn.

Ech soen Iech Merci.

(L'assemblée se lève et applaudit.)

M. Claude Wiseler, Président | Dir Dammen an Dir Hären, ech géing Iech bidden, stoen ze bleiwe fir d'Europahymn a fir d'„Heemecht“.

(Des musiciens de la Musique militaire interprètent l'hymne européen et l'hymne national.)

Domat wäre mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Sëtzung ass opgehewen.

La séance publique est levée à 11.37 heures.

S.A.R. le Grand-Duc, suivi de S.A.R. la Grande-Duchesse, sont félicités, chacun à son tour, par LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa et S.A.R. le Prince Charles, et ensuite par M. le Président de la Chambre des Députés et par M. le Premier ministre.

LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, M. le Président de la Chambre des Députés et M. le Premier ministre se placent au milieu du podium pour une photo de groupe, puis quittent la salle, pendant que des musiciens de la Musique militaire interprètent l'hymne « Wilhelmus ».

En passant par la salle des pas perdus, ils se font saluer par les membres du corps diplomatique et les membres du Conseil d'État et descendent dans le hall de l'Hôtel de la Chambre des Députés, où a lieu la signature du Livre d'or par LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, en présence de M. le Président de la Chambre des Députés et M. le Premier ministre, suivie d'un moment photo.

Quittent ensuite à tour de rôle la salle plénière pour la signature du Livre d'or, suivie d'un moment photo :

LL.AA.RR. le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria Teresa et S.A.R. le Prince Charles,

LL.MM. le Roi et la Reine des Pays-Bas et S.A.R. la Princesse Catharina-Amalia d'Orange-Nassau,

LL.MM. le Roi et la Reine des Belges et S.A.R. la Princesse Élisabeth, Duchesse de Brabant,

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen, accompagnée de son époux, et M. António Costa, Président du Conseil européen.

LL.AA.RR. le Prince Félix et la Princesse Claire, S.A.R. le Prince Louis et S.A.R. le Prince Sébastien de même que S.A.R. la Princesse Alexandra et M. Nicolas Bagory quittent les tribunes de la salle plénière pour un moment photo dans le hall de l'Hôtel de la Chambre des Députés.

Tous les autres invités sont également priés de quitter la Chambre des Députés par le hall de son Hôtel.

LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que Mme la Maréchale de la Cour Sasha Baillie se font accompagner par M. le Président et M. le Premier ministre jusqu'à l'escalier extérieur de la Chambre des Députés.

LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse et S.A.R. le Prince Charles, M. le Président, M. le Premier ministre et M. le Vice-Premier ministre saluent la foule depuis le palier en haut de l'escalier.

M. le Président de la Chambre des Députés prend congé de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse et de S.A.R. le Prince Charles en bas de l'escalier devant la Chambre des Députés.





GROUSSHERZOG GUILLAUME V.

ENG HERRSCHAFT, DÉI OP D'ZUKUNFT AUSGERIICHT ASS



Guillaume V.

3. Oktober 2025

„Ech wëll de Grand-Duc sinn, dee Brécke
schléit: tëschent de Generatiounen,
tëscht Tradition an Innovatioun.
Ech wäert hëllef, Brécken tëschent de
Leit ze bauen, an esou zum Zesummenhalt
an eiser Gesellschaft bäidroen.“

Auszuch aus der Ried vum Groussherzog Guillaume V.

Avènement au Trône de
Son Altesse Royale
le Grand-Duc Guillaume
le 3 octobre 2025

Stéphane



Claude Wiseler

Chamberpräsident



© Chambre des Députés (Bltz)



„Dir sidd deen éischte Grand-Duc,
deen no der Aféierung vun der neier
Constitution voreedegt gëtt. Ären
institutionelle Rôle ass do definéiert.“

Auszuch aus der Ried vum Claude Wiseler

Ried vum Groussherzog

Majestés,
Altesse Royale,
Här Chamberpräsident,
Madame la Présidente du Parlement européen,
Här Premierminister,
Monsieur le Président du Conseil européen,
Dir Dämmen an Härren Deputéiert a Regierungsmemberen,
Leif Matbierger,

„Ech wäert d'Liewe vu mengem Vollek lieven, vun deem ech
duerch keng Barrière wëll getrennt sinn. Ech wäert seng Freed a
sdi Leed deelen.“

Mat deene Wieder huet d'Grande-Duchesse Charlotte sech den
18. Januar 1939 an hirer éischter Ried un d'Nation adresséiert. Iwwer
den Eed erass, deen si e puer Deeg virun als nei Staatschefin
gelescht hat, waren dës Wieder och e Versprechen an hier Land
an u seng Bierger.

Et ware Wieder, déi vun Härze komm sinn no engem Konflikt, deen
Europa zerapopt hat. Wieder, vun deenen een dunn nach net wosst,
wéi wäert sech d'Land an d'Zukunft entwéckelen. D'Land, dat
schlëmme Katastrophes wieren, Genes 80 Joer sinn et hier, dass
d'Grande-Duchesse Charlotte 1945 aus dem Exil zeréckkomm ass.

D'Monarchie war an deene schwéieren Zäiten e Piler vun der
Kontinuität vum Lëtzeburger Staat. Si verkierpert d'Prinzip vum
Frieden an Eenheet. Prinzipien, déi an eiser Constitution verankert
sinn an déi eis drun erënneren, dass eis Monarchie, glécksel ewil
haut, eng Referenz an e festen Halt a Krisenzeiten ass. Duerfir ass
den Eed, deen ech elo grad op d'Verfassung ofgeluecht hunn, e
wichtige institutionellen Ament vun eisem Land. [...]

© Monarchie.lu

Ried vum Chamberpräsident

Majestés, Altesse Royale,
Exzellenzen,
Leif Kolleginnen a Kollegen,
Dir Dämmen an Dir Härren,

en Trounwiesel ass an der Geschicht vun engem Land wéi en
Epochewiesel. All Staatschef präagt seng Zäit a gëtt vu senger
Zäit gepräagt.

Monsieur,
mir erënneren eis gutt un Är Urgroussmamm, d'Grande-Duchesse
Charlotte. Si steet fir d'Generatiounen, déi de Krich materéiert hunn.
Si huet eis markéiert duerch hir charmant an iwwerzeugend Aart a
Weis an huet Lëtzeburg duerch schwéier Zäiten gefouert. Duerch
hir weltwäit Präsenz krut eis Land seng Onofhängegkeet zeréck
an eng fest Plaz op der internationaler Bün.

Äre Grousspapp, de Grand-Duc Jean, steet fir eng Epoque vu
Wuesstum a Wandel, an där eis Land sech fundamental geännert
huet a vun engem Industrie- zu engem Dëngschlechtsland
ginn ass. Vill vun eis kënne sech gutt un hien erënneren. De
Grand-Duc Jean huet op seng diskreet an empathesch Aart a Weis
dës Transformatiounen begleet an och representéiert.

Äre Papp, de Grand-Duc Henri, zesumme mat der
Grande-Duchesse Maria Teresa, huet während 25 Joer
d'Moderniséierung vun eisem Land begleet an dozou bäigedroen,
datt d'Institution vun der Monarchie gefestegt an un d'Zäit vun
haut kann uppassé ginn. Et ware 25 gutt Joren, déi eis Land, seng
Identitéit, seng Onofhängegkeet weiderbruecht hunn. [...]



De Prënz
Charles
De Groussherzog
Henri
D'Groussherzogin
Maria Teresa



D'Deputéiert



D'Groussherzogin
Stéphanie



De Groussherzog
Guillaume



Claude Wiseler
Chamberpräsident



Luc Frieden
Premierminister



António Costa
Präsident vum
Europäesche Conseil



Roberta Metsola
Präsidentin vum
Europaparlament



D'Regierungsmemberen



Déi belsch an hollännesch Herrscher



D'Deputéiert

18^e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe

Les Présidents de Parlement des Petits États d'Europe réunis à Chypre



La capitale chypriote a accueilli les délégations d'Andorre, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin.

La 18^e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe (CPPPEE) s'est tenue le 15 septembre 2025 à la Chambre des Représentants de Chypre, à Nicosie. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a participé aux débats.

La CPPPEE permet aux représentants des parlements de se retrouver afin de partager leurs perspectives sur des sujets d'actualité et qui affectent le travail parlementaire. La capitale chypriote a accueilli les délégations d'Andorre, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin.

Trois sujets principaux étaient à l'ordre du jour de cette année: la démocratie participative et les moyens pour rapprocher les parlements et les citoyens, les défis et opportunités liés à l'intelligence artificielle et la situation des petits États face à l'instabilité globale.

Chaque Président a pu prendre la parole et faire un état des lieux sur base de sa perspective nationale.

« Les Parlements doivent porter la voix des gens »

La Présidente de la Chambre des Représentants de Chypre, Mme Annita Dimitriou, a notamment affirmé dans le contexte du débat sur la démocratie participative que « les parlements ne doivent pas se limiter à leur mission législative, mais doivent également

porter la voix des gens » et que « la force d'une démocratie réside dans la participation active des citoyens ».

Lors de son intervention, M. Wiseler a mis en avant plusieurs mesures appliquées au Luxembourg, comme celle de la réduction du temps de parole lors des séances plénières afin de rendre les débats plus accessibles, ou encore la mesure de transparence introduite le 15 septembre 2025 qui consiste à retransmettre en direct la plupart des réunions de commissions parlementaires sur le site web de la Chambre.

M. Wiseler a par ailleurs souligné que le système des pétitions publiques électroniques mis en place par la Chambre des Députés est un succès dans le domaine de la participation citoyenne et a permis « en onze ans la création de dix fois plus de pétitions que lors des 70 ans précédentes ». Ce sont ainsi plus de 3.400 pétitions, depuis 2014, qui ont mené à plus de 80 débats publics à la Chambre, permettant aux citoyens de s'adresser directement aux députés et aux représentants du Gouvernement.

« L'IA fait partie de notre vie, que nous le voulions ou pas »

La deuxième partie de la journée a été largement consacrée à la manière dont les parlements traitent la

question de l'intelligence artificielle, que ce soit politiquement ou en ce qui concerne l'implémentation de nouveaux outils au sein des administrations parlementaires. Pour la Présidente du Parlement chypriote, les parlements « ne sont pas encore prêts » et doivent se poser de nombreuses questions, par exemple sur l'impact de l'IA sur les réseaux sociaux et sur la manière de protéger les citoyens de potentiels effets néfastes. Mme Dimitriou a notamment souhaité que l'Union européenne assume davantage un rôle de leadership en la matière.

M. Wiseler a affirmé au cours des discussions que « l'IA fait partie de notre vie, que nous le voulions ou pas ». Le Président de la Chambre des Députés a regretté que l'Europe ne soit « pas en avance » en matière d'IA, soulignant que les outils les plus avancés semblent être développés aux États-Unis. Il s'est encore intéressé à l'impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail et a jugé nécessaire désormais de « trouver des solutions pour ceux qui seront affectés dans les prochaines années », ce qui selon lui représenterait un « grand défi ».

Le Président de la Chambre a également détaillé la manière dont l'IA est implémentée dans le travail de l'Administration parlementaire au Luxembourg. La démarche se veut évolutive et flexible, avec un choix d'outils divers et une réflexion sur les pratiques les plus appropriées, et une Charte IA pour encadrer l'effort. M. Wiseler a cependant tenu à prévenir que « l'IA ne sera jamais responsable des réponses qu'elle donne. Ce sont les utilisateurs de l'IA qui seront responsables de la manière dont ils utilisent les réponses ».

Une proposition de « Memorandum of Understanding » a également été à l'étude lors de cette édition de la CPPPEE. L'objectif du document est de formaliser et de renforcer le travail de cette dernière. Des amendements sont à l'étude et le document pourrait être adopté dans un an au cours de la prochaine édition de la CPPPEE.

Visite le long de la ligne verte

En fin de journée, les parlementaires ont assisté à une visite de la vieille ville de Nicosie, le long de la ligne verte. Il s'agit d'une zone démilitarisée contrôlée par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre depuis 1974.

Eng éischt Audienz nom Trounwiessel

Am Uschloss un d'Festivitéiten am Kader vum Trounwiessel gouf de Chamberpresident Claude Wiseler, den éischte Bierger vum Land, de 6. Oktober 2025 als Éischte vum neie Groussherzog fir eng Audienz am Palais empfangen.



L'espace au cœur des enjeux de sécurité et de défense



Les députés luxembourgeois ont eu l'opportunité d'échanger avec M. Josef Aschbacher, Directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA).

Du 3 au 5 septembre 2025, une délégation de la Chambre des Députés a pris part à la session plénière annuelle de la Conférence interparlementaire européenne sur l'espace (EISC), organisée cette année à Tallinn sous la présidence estonienne.

La délégation était composée de M. Gérard Schockmel, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de

l'EISC, ainsi que de MM. Tom Weidig et Sven Clement, membres de la délégation.

Dans le contexte géopolitique actuel marqué par les tensions et les menaces hybrides, les débats de la session plénière ont principalement porté sur les questions de sécurité et de défense, ainsi que sur le rôle croissant de l'espace en tant que levier économique et stratégique. Les discussions ont souligné la nécessité pour l'Europe de renforcer son autonomie et sa résilience, tant sur le plan technologique que sécuritaire, notamment face aux cyberattaques, aux vulnérabilités des infrastructures critiques et aux défis posés par les conflits en cours.

La session a également insisté sur l'importance d'intégrer davantage la dimension militaire de l'espace, tout en exploitant pleinement le potentiel des systèmes à double usage (« dual-use »). La cyber-résilience a été mise en avant comme élément clé, dans la mesure où la protection des actifs spatiaux et des infrastructures de communication est essentielle pour la sécurité collective et la stabilité de nos États. Les délégations ont insisté sur la nécessité de pour-

suivre les efforts conjoints afin de consolider la résilience européenne dans l'espace et le cyber-espace.

En marge des travaux, les parlementaires ont eu l'occasion d'effectuer une visite du Centre d'excellence pour la cybersécurité coopérative de l'OTAN (CCDCOE), basé à Tallinn. Le Luxembourg y participe depuis 2020. Aujourd'hui, 39 pays en sont membres.

Le Centre d'excellence établi en 2008 a pour mission d'offrir une approche interdisciplinaire unique aux enjeux les plus cruciaux en matière de cybersécurité à travers la recherche, la formation et des exercices. Il soutient ainsi les pays membres et l'OTAN dans les domaines de la technologie, de la stratégie, des opérations et du droit.

À l'issue des débats, une résolution a été adoptée, reprenant les thèmes de la cyber-résilience, du double usage et de la dimension militaire de l'espace. Elle marque une étape importante dans la définition d'une approche européenne commune, adaptée aux défis de sécurité et de défense auxquels nos sociétés sont confrontées.

Un niveau de destruction « inimaginable » à Gaza

Une délégation de Médecins sans frontières (MSF) a été reçue le 18 septembre 2025 à la Chambre des Députés pour informer le Parlement de la situation actuelle dans la bande de Gaza.

C'est le tableau d'une situation humanitaire accablante qu'ont dressé les représentants de MSF, qui ont parlé d'un niveau de destruction « inimaginable ». L'objectif affiché de l'ONG est de rencontrer des institutions politiques européennes afin d'obtenir des soutiens pour lui permettre de reprendre de manière plus efficace son travail humanitaire sur place. Ce travail a été, selon les représentants de MSF, largement affecté par l'évolution de la situation, notamment en raison de ce qu'ils décrivent comme « l'instrumentalisation de l'aide humanitaire » par les autorités israéliennes.

Les représentants de Médecins sans frontières ont remis leur rapport à M. Claude Wiseler, Président de la Chambre, et à M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Il sera transmis par la suite à l'ensemble des députés afin que ceux-ci puissent en prendre connaissance.



Les représentants de Médecins sans frontières ont remis leur rapport à MM. Claude Wiseler et Gusty Graas.



1.225 Nimm – an d'Erënnerung un de Mënsch hannert dem Numm

De Chamberpresident Claude Wiseler an eng Rei Deputéiert hunn den 21. September 2025 un der Aweigung vun der Erënnerungsmauer, déi beim Monument Kaddish um Boulevard Roosevelt an der Stad steet, deelgeholl.

Op der Erënnerungsmauer veréiwegt, liest een d'Nimm vun de jiddesche Matbierger, déi hei am Land Affer vum Naziregimm gi sinn.

Luxembourg-Roumanie, 115 ans d'amitié face aux défis sécuritaires



Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région avec leurs homologues roumains

À l'invitation du Parlement roumain, une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, composée de M. Gusti Graas, Président de la commission, de M. Yves Cruchten, Vice-Président de la commission, et de MM. Emile Eicher et Fred Keup, membres de la commission, s'est rendue à Bucarest les 16 et 17 septembre 2025. Cette visite de travail, première mission internationale de la commission dans la législature actuelle, intervient neuf ans après la dernière visite parlementaire luxembourgeoise dans la capitale roumaine.

Dans le cadre du 115^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, les députés luxembourgeois ont échangé avec leurs homologues roumains, les membres de la commission parlementaire roumaine de la santé et de la famille, ainsi que le groupe d'amitié parlementaire. Des entretiens de haut niveau ont également eu lieu avec Mme Irina Danielescu, Secrétaire d'État à l'Éducation et à la Recherche, et Mme Clara Staicu, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, au Moyen-Orient et à l'Afrique. Les discussions ont porté sur les enjeux sécuritaires actuels, notamment les crises en Ukraine et au Proche-Orient, ainsi que sur les défis communs de la désinformation, de la transformation numérique, de l'éducation, du transfert de compétences et des disparités entre zones rurales et urbaines.

Sécurité collective et valeurs partagées

Disposant de 531 kilomètres de frontière commune avec l'Ukraine et d'une proximité historique avec la Moldavie, la Roumanie occupe une position stratégique cruciale aux confins orientaux de l'Union européenne. Les parlementaires ont échangé sur le rôle clé du pays, fraîchement intégré à l'espace Schengen depuis le 1^{er} janvier 2025, qui contribue désormais au renforcement des frontières extérieures de l'UE tout en se positionnant comme futur hub logistique pour la reconstruction post-conflit de l'Ukraine.

M. Graas a rappelé que le Grand-Duché avait accueilli en 2005 la signature du traité d'adhésion roumain durant sa présidence du Conseil de l'UE, réaffirmant le soutien constant du Luxembourg à l'élargissement

européen. Il a également souligné dans ce contexte que les pays candidats, notamment la Moldavie, doivent remplir les critères de Copenhague. Les discussions ont par ailleurs porté sur la priorité nationale roumaine quant à son adhésion à l'OCDE.

La dimension sécuritaire se concrétise par la présence militaire de l'OTAN sur le flanc Est, où les « Forward Land Forces » constituent un pilier essentiel de dissuasion. Le Luxembourg maintient son contingent militaire le plus important à l'étranger au sein du bataillon multinational basé à Cincu, à seulement 200 kilomètres de la frontière ukrainienne. « Si l'Ukraine perd cette guerre, ce sera aussi une défaite pour l'UE », ont averti avec insistance et d'une seule voix les deux délégations.

Au-delà du conflit ukrainien, les échanges ont également porté sur la situation au Proche-Orient. Les parlementaires roumains ont rappelé le soutien historique de leur pays à la solution à deux États avec une reconnaissance de la Palestine dès 1988, ainsi que leur action humanitaire concrète, notamment l'évacuation de 40 enfants malades de Gaza.

Face aux menaces hybrides qui se multiplient, les députés ont débattu de la vulnérabilité démocratique, la Roumanie ayant subi une attaque d'ampleur inédite lors de ses dernières élections présidentielles avec des signes clairs d'ingérence russe. Les deux délégations partagent la conviction que l'éducation constitue « l'arme la plus efficace » pour contrer ces menaces, soulignant que l'éducation dépasse la simple transmission de connaissances, puisqu'elle doit incarner les valeurs et la diversité, qui sont les garants de l'avenir d'une Europe plus unie. Cette vision commune ouvre la voie à des collaborations concrètes dans le domaine académique, notamment à travers le programme Erasmus+ et les partenariats universitaires encore à développer entre les deux pays.

La diaspora et la digitalisation au service du rapprochement bilatéral

Les parlementaires ont mis en lumière l'importance cruciale des liens humains et technologiques dans le

renforcement de la coopération bilatérale. Cette approche a été synthétisée par M. Eicher, qui a souligné que « si vous voulez renforcer l'amitié, vous devez le faire à travers les gens ».

La Roumanie et le Luxembourg font face à des enjeux similaires en matière de transformation numérique. La réduction de la fracture numérique entre zones urbaines et rurales constitue un défi majeur pour la Roumanie. Les deux délégations ont particulièrement échangé au sujet de la numérisation des systèmes de santé et aux difficultés rencontrées dans les deux pays pour convaincre les professionnels médicaux d'adopter les solutions numériques. Cette problématique s'accompagne d'une préoccupation concernant la fuite des cerveaux dans le secteur médical, la Roumanie comptant notamment 6.000 ressortissants médecins exerçant en France.

Face à ces défis, des solutions concrètes ont émergé. M. Cruchten a proposé de transposer en Roumanie le modèle du « Digital Learning Hub Luxembourg », une initiative accessible à tous et financée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Cette plateforme s'intègre dans une stratégie plus large d'innovation éducative, complétée par le projet d'alphabétisation en français, adapté à la diversité linguistique luxembourgeoise. Les représentants roumains ont souligné le potentiel inexploité des échanges universitaires, relevant que parmi les plus de 300 accords Erasmus de l'Université du Luxembourg, aucun n'existe actuellement avec des universités roumaines.

La diaspora roumaine, qui avec près de 7.000 ressortissants forme la septième communauté étrangère au Luxembourg, représente un pont naturel pour développer ces collaborations. M. Keup a par ailleurs suggéré qu'une liaison aérienne directe entre Luxembourg et Bucarest contribuerait à renforcer ces liens et à faciliter la coopération entre les deux pays.

Conférence interparlementaire à Copenhague : « Renforcer la compétitivité de l'UE »



La Chambre des Députés était représentée par M. Tom Weidig et Mme Stéphanie Weydert.

Les 18 et 19 septembre 2025, des représentants des parlements nationaux de l'Union européenne se sont réunis à Copenhague, sous la présidence danoise, pour discuter de la compétitivité de l'UE. Mme Stéphanie Weydert et M. Tom Weidig y ont représenté la Chambre des Députés. L'événement visait à débattre des réformes nécessaires pour promouvoir l'innovation et la croissance, notamment à l'égard des États-Unis et de la Chine. Les discussions se sont appuyées entre autres sur le rapport Draghi « L'avenir de la compétitivité européenne » et le rapport Letta « Bien plus qu'un marché », qui traitent des défis

structurels auxquels fait face l'économie européenne. « Une Europe plus forte et compétitive » était le thème principal du Ministre danois de l'Industrie, des Affaires économiques et financières, M. Morten Bødskov. Lors de son discours, il a promu la pertinence du paquet Omnibus I de l'UE qui tend à une simplification des procédures administratives et à l'épargne de sommes considérables. Il a soulevé l'importance d'attirer plus d'investissements privés, ceci dans l'objectif à long terme d'augmenter les revenus et de garantir un avenir sûr aux citoyens. Il a en outre tenu à mentionner la souffrance à laquelle la population ukrainienne est actuellement confrontée.

Dans son intervention, Mme Nicola Beer, Vice-Présidente de la Banque européenne d'investissement, s'est référée au terme de « champignonnage ». Elle a regretté la multiplication de règles nationales et a dit compter sur les parlementaires nationaux pour faire avancer des idées. Mme Kerstin Jorna, Directrice générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME à la Commission européenne, a insisté sur le fait que les entreprises européennes doivent supporter des coûts réglementaires plus lourds que leurs concurrents américains et chinois. Elle a salué l'adoption de la législation européenne sur les matières premières critiques, tout en promouvant la création d'un passeport numérique. Elle a regretté la réticence de certains Gouvernements à changer les règles existantes. À cet effet, elle a identifié comme solution une éventuelle coalition des volontaires.

Lors de la 1^{re} session, portant le titre « Vers une Europe plus compétitive – Réforme du cadre réglementaire », certains intervenants ont confirmé les constats des rapports Draghi et Letta au sujet de la surréglementation et de la fragmentation du marché intérieur

européen. La plupart des participants a souligné l'urgence de réformer le cadre réglementaire européen et détaillé les démarches dans leurs États membres respectifs, notamment des actions de soutien spécifiques à leurs PME, start-ups et scale-ups ou encore l'investissement massif dans des superordinateurs. Selon M. Weidig, le rôle des parlements est « de fournir le meilleur cadre possible : une concurrence loyale dans un marché libre, de l'argent pour la recherche et des universités formant les meilleurs ingénieurs ». Il s'est interrogé sur la pertinence d'une transition verte trop rapide et a plaidé pour une réduction des subsides en la matière. Il a également déploré un certain manque d'inspiration en Europe.

La 2^e session était dédiée à l'écosystème d'innovation de l'UE. M. Lars Frølund, expert en investissements « deep tech » du Conseil européen de l'innovation, a illustré comment les entrepreneurs européens se tournent vers les fonds de capital-risque américains, faute d'alternatives suffisamment développées en Europe. Certains intervenants ont soulevé une fuite des cerveaux en Europe, mais loué la législation européenne sur les semi-conducteurs. Les discussions ont mis en lumière un paradoxe : une excellente recherche fondamentale, mais un faible accès aux marchés des capitaux. Les partenariats public-privé ont été identifiés comme un levier pour combler ce fossé et ainsi éviter que les investisseurs fuient vers l'étranger.

La visite du pôle d'innovation de Copenhague, en marge de la conférence, a permis aux participants d'observer concrètement un écosystème d'innovation fonctionnel, axé sur l'entrepreneuriat, les sciences de la vie et les technologies quantiques. Cette visite a servi d'illustration pratique aux discussions théoriques des sessions.

Un député luxembourgeois participe à une visite européenne pour soutenir l'Ukraine

Maintenir le soutien à l'Ukraine pendant la guerre et œuvrer pour l'intégration du pays dans l'Union européenne – c'est dans cette optique que les Présidents des commissions parlementaires responsables des affaires européennes se sont déplacés à Kyiv les 27 et 28 septembre 2025, dont M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Le député luxembourgeois ainsi que ses homologues européens de la Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) et du Parlement européen ont rencontré des personnalités clés de la vie politique ukrainienne, notamment le Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk, le Maire de Kyiv, M. Vitali Klitschko, le Ministre des Affaires étrangères, M. Yevhen Perebyinis, et la Vice-Ministre de la Défense, Mme Hanna Hvozdiar.

Visite des installations énergétiques endommagées par des attaques russes

Les parlementaires ont visité des sites endommagés par des attaques russes, dont une des plus grandes installations énergétiques de la région de Kyiv, et ont réitéré leur soutien à l'Ukraine pendant la guerre



M. Gusty Graas et ses homologues ont été reçus par le Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk (au milieu).

d'agression et à son intégration dans l'Union européenne. Plusieurs pistes d'amélioration ont été évoquées au cours des discussions avec les représentants ukrainiens ayant pour but de respecter les standards européens. Il s'agit notamment de rendre le processus législatif plus transparent et de garantir l'indépendance des autorités chargées de la lutte anticorruption.

Cette visite à Kyiv constitue la seconde réunion de la COSAC en dehors de l'Union européenne, une première réunion ayant eu lieu, également à Kyiv, en octobre 2022 avec la participation de M. Yves Cruchten en sa qualité de Président de la commission en charge des affaires européennes de l'époque.

Rentrée parlementaire 2025 : bilan et perspectives



Les membres de la Conférence des Présidents ont reçu les journalistes pour faire le point sur les travaux parlementaires réalisés au cours des douze derniers mois.

À l'occasion de la traditionnelle conférence de presse de la rentrée à la Chambre des Députés, qui s'est tenue cette année le 25 septembre 2025, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, ainsi que les membres de la Conférence des Présidents ont présenté les adaptations réalisées et les évolutions à venir du travail parlementaire.

Parmi les nouveautés abordées, le remaniement du registre de transparence de la Chambre des Députés, les travaux de la Cellule scientifique en vue d'un « stress test » des institutions démocratiques ou encore la future commémoration des 80 ans de la réinstitution de la démocratie parlementaire à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

M. Wiseler s'est notamment montré satisfait que de nombreuses réformes aient pu être menées à bien, mais a également estimé que « dans les années à venir, il faudra observer les retours, analyser et continuer les efforts » en matière de modernisation du travail parlementaire.

Retrouvez toutes les informations au sein du dossier de presse :



Élections parlementaires moldaves : des députés luxembourgeois témoins d'une démocratie sous pression

Dans le cadre d'une mission internationale d'envergure mobilisant de nombreux observateurs, MM. Gilles Baum et Claude Haagen ont représenté le Luxembourg au sein d'une délégation commune pilotée par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, l'APCE et le Parlement européen.

En se joignant à cette mission, les députés luxembourgeois ont contribué activement à l'évaluation impartiale du déroulement des élections et ont renforcé la coopération européenne si importante pour garantir la tenue d'élections libres et équitables.

Les élections moldaves du 28 septembre 2025 ont été suivies avec une attention particulière. Les observateurs ont noté des avancées dans la sécurisation du cadre légal, tout en mettant en lumière les défis rencontrés tels que l'ingérence étrangère, les risques de cybersécurité et la désinformation.

Selon la délégation parlementaire luxembourgeoise, l'organisation et le professionnalisme du personnel

électoral ont été exemplaires : « Nous n'avons relevé aucune irrégularité dans les bureaux visités. Le processus était bien structuré et la transparence respectée. »

Malgré cette organisation, une tension palpable sur le terrain a été notée, notamment à cause de nombreuses cyberattaques visant l'infrastructure moldave, de plusieurs alertes à la bombe à Chişinău ainsi que de tentatives d'intimidation de la presse. Les médias locaux ont rapporté la diffusion massive de fausses informations, consultées plusieurs millions de fois, et attribuées à des réseaux pilotés depuis la Russie. Selon M. Baum, « ce sont des signes évidents que la Russie fait tout pour entraver le rapprochement de la Moldavie avec l'Union européenne ».

L'engagement des députés luxembourgeois témoigne de la volonté du pays de soutenir les valeurs démocratiques au-delà de ses frontières.

MM. Gilles Baum et Claude Haagen ont participé à la mission d'observation électorale à l'occasion des élections législatives moldaves.



Session d'automne de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Journalistes en détention, démocraties fragilisées

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), réunie en session d'automne du 29 septembre au 3 octobre 2025 à Strasbourg, a fait de la défense de la liberté de la presse sa priorité absolue et compte apporter une réponse collective aux atteintes croissantes portées aux journalistes dans les zones de conflit.

De Gaza à l'Ukraine, la question de la protection des journalistes en zones de conflit a dominé les échanges parlementaires. Les débats ont souligné unanimement l'urgence de protéger ceux qui risquent leur vie pour informer. Cette préoccupation a trouvé un écho particulier lors de la remise du Prix des droits de l'homme Václav Havel à M. Maksym Butkevych, journaliste et défenseur ukrainien des droits humains libéré en octobre 2024 après sa détention en Russie. Cette distinction symbolise avec force le combat permanent pour la liberté d'expression.

Au-delà de cette thématique centrale, les parlementaires ont abordé des dossiers cruciaux pour l'avenir du continent : la situation démocratique en Turquie, en Serbie et en Bulgarie, les nouvelles menaces russes contre les démocraties européennes, la création d'une commission internationale des réclamations pour l'Ukraine et l'appel urgent face à la catastrophe humanitaire à Gaza. Autant de sujets qui témoignent du rôle essentiel du Conseil de l'Europe comme gardien des valeurs démocratiques.

La Chambre des Députés y était représentée par M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, MM. Yves Cruchten, Paul Galles ainsi que Mmes Stéphanie Weydert et Alexandra Schoos.

Défendre la liberté de la presse

L'APCE a adopté à l'unanimité une résolution soulignant le rôle crucial des journalistes ukrainiens face à l'agression russe. Présenté par la rapporteure, Mme

Yevheniia Kravchuk, le texte consacre le journalisme comme pierre angulaire de la démocratie, rappelant qu'il ne peut être marginalisé dans les discussions politiques. Dans une intervention poignante, Mme Kravchuk a actualisé le bilan tragique de cette guerre de l'information : 111 journalistes tués par les forces russes et 26 professionnels des médias toujours détenus. Elle a tenu à nommer chacun de ces détenus, donnant un visage humain à ces violations répétées du droit international. Par cette résolution, l'Assemblée instaure une commémoration annuelle baptisée « Victoire pour Victoria », en hommage à Mme Victoria Roshchyna, journaliste emprisonnée puis décédée en détention russe.

Le Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Gusty Graas, a apporté un soutien appuyé à cette résolution, rappelant que « le droit à une information libre n'est pas un luxe démocratique – c'est le



De gauche à droite : M. Gusty Graas, Mmes Octavie Modert, Alexandra Schoos et Stéphanie Weydert, MM. Yves Cruchten et Paul Galles

socle même sur lequel repose toute démocratie digne de ce nom ». Évoquant les plus de 800 crimes contre les médias documentés en Ukraine, le député luxembourgeois a souligné le paradoxe tragique de cette situation : « Ce sont ceux privés de parole qui connaissent le mieux le prix de la liberté d'expression. »

Reconnaître les avancées de la Bulgarie

Après 25 ans d'accompagnement, l'Assemblée a voté à une large majorité la fin du dialogue postélué avec la Bulgarie. Ce pays, membre de l'APCE depuis 1992, avait achevé sa procédure de suivi initiale en 2000, mais certains points de vigilance avaient justifié la poursuite d'un dialogue régulier. Les parlementaires ont salué les progrès significatifs réalisés par les autorités bulgares ces dernières années : renforcement de la liberté d'expression, lutte contre les discours de haine et les violences faites aux femmes, adoption d'une législation anticorruption et protection des

lanceurs d'alerte. Comme l'a souligné le corapporteur, M. Yves Cruchten, « la Bulgarie a progressé au classement de Reporters sans frontières, passant du 111^e rang il y a cinq ans au 70^e rang en 2024 ».

Si ces avancées marquent une étape importante dans la consolidation démocratique du pays, l'APCE reste attentive à certains défis, tels que la finalisation de la réforme judiciaire et l'amélioration de la situation des Roms. M. Cruchten a rappelé que ces réformes s'inscrivent dans « un contexte d'instabilité politique, les élections d'octobre 2024 étant les septièmes en un peu plus de quatre ans ».

La Bulgarie rejoint désormais le régime d'examen périodiques appliqué à l'ensemble des États membres.

Garantir le droit au logement pour tous

Face à une crise sans précédent – 1,3 million de sans-abri, dont 400.000 enfants et 19,2 millions d'Européens

en situation de mal-logement – les membres de l'APCE rappellent que le logement convenable est un droit humain fondamental et non une marchandise. La résolution votée appelle les États membres à augmenter les investissements dans le logement social, réguler strictement locations touristiques et spéculation immobilière, prévenir le sans-abrisme par des stratégies fondées sur les droits, et intégrer les exigences de durabilité climatique. Cette approche globale, considérée comme essentielle à la justice sociale et à la stabilité démocratique, vise à garantir un logement digne et abordable pour tous les citoyens européens.

En tant que rapporteur pour avis de la Commission des Migrations, des Réfugiés et des Personnes déplacées, M. Paul Galles a mis en exergue la vulnérabilité particulière des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile face à la crise du logement. Surreprésentés parmi les sans-abris dans les pays de l'OCDE, ils subissent des discriminations sur le marché privé, une exclusion du logement social faute de résidence longue durée et des obstacles administratifs pour accéder aux hébergements d'urgence.

Garantir leur accès à un logement digne constitue pourtant un investissement essentiel qui favorise la cohésion sociale, facilite l'accès à l'emploi, améliore la santé publique, permet la scolarisation stable des enfants et bénéficie ainsi à l'ensemble de nos sociétés.

En marge de la session, la délégation luxembourgeoise a rencontré M. Marc Lassouaoui du Bureau de représentation de l'UNRWA à Bruxelles pour discuter de la situation humanitaire catastrophique à Gaza et des entraves croissantes au travail de l'agence. M. Lassouaoui a insisté sur la nécessité de permettre l'accès des journalistes à Gaza pour témoigner de la réalité sur le terrain.

Il a rappelé que malgré les divergences politiques, un consensus devrait émerger sur l'essentiel, qui est de mettre fin à la catastrophe humanitaire où des enfants meurent chaque jour.

« Il n'y a pas eu autant de prisonniers politiques en Russie depuis la mort de Staline »



M. Kara-Mourza et son épouse, Mme Evgenia Kara-Mourza (au milieu), ont été reçus à la Chambre des Députés.

Plus de 1.700 prisonniers politiques seraient enfermés en Russie aujourd'hui, plus que dans l'Union soviétique entière au milieu des années 80. C'est un tableau sombre de la situation dans son pays qu'a dressé l'opposant politique russe, M. Vladimir Kara-Mourza, lui-même ancien prisonnier du régime de M. Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie. M. Kara-Mourza et son épouse, Mme Evgenia Kara-Mourza, également engagée politiquement, ont été reçus le 7 octobre 2025 à la Chambre des Députés sur invitation de M. Yves Cruchten.

L'échange a réuni le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, les membres de sa commission, tout comme les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

MM. Claude Wiseler et Gusty Graas ainsi que les autres députés se sont dits honorés de recevoir cette figure majeure de l'opposition russe, journaliste,

historien, récipiendaire de distinctions comme le Prix des droits de l'homme Václav Havel en 2022 et le Prix Pulitzer en 2024.

Condamné en 2023 à 25 ans de colonie pénitentiaire en raison de son opposition à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, M. Kara-Mourza a été libéré en août 2024 dans le cadre d'un échange de prisonniers. Il a également été victime de deux tentatives d'empoisonnement en 2015 et en 2017.

60 nouveaux cas « criminels » politiques ouverts contre des citoyens russes chaque mois

« Il n'y a pas eu autant de prisonniers politiques en Russie depuis la mort de Staline », a notamment affirmé M. Kara-Mourza en réponse aux députés qui l'interrogeaient au sujet de la situation dans son pays. Le nombre de prisonniers politiques aurait donc dépassé les 1.700, auxquels s'ajoutent chaque mois 60 nouveaux cas de « criminels » politiques ouverts contre des citoyens russes et plus globalement des milliers de personnes détenues pour s'être prononcées contre la guerre.

Interrogé par les députés au sujet de ce que les parlementaires peuvent faire pour soutenir ces personnes, l'opposant russe a affirmé que le plus important était de « ne pas les laisser tomber dans l'oubli ». Cela pourrait aider les prisonniers en leur faisant savoir qu'ils n'ont pas disparu du monde et ainsi leur donner le courage nécessaire pour survivre dans « l'enfer du goulag moderne russe ». Si un accord de cessez-le-feu provisoire devait être négocié en Ukraine, a-t-il ajouté, il serait crucial de s'engager pour que le traité inclue des provisions pour la libération des prisonniers politiques, des otages civils ukrainiens, le retour des milliers d'enfants ukrainiens enlevés et la libération de tous les citoyens russes dont « le seul crime est de protester contre la guerre d'agression ».

« Il existe des Russes qui veulent la fin de la guerre »

Pendant l'échange, les députés luxembourgeois ont souligné la suspension des relations de la Chambre des Députés avec la Douma, la chambre basse de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. M.

Kara-Mourza a estimé dans ce contexte qu'il serait important de mettre en place des relations entre le Parlement et des acteurs de la société civile russe, comme cela est notamment entrepris au Royaume-Uni ou aux États-Unis.

Plus globalement, M. Kara-Mourza a souhaité vivement que l'on ne condamne pas toute la population russe en partant du principe qu'elle soutiendrait dans son intégralité le pouvoir politique en place, et a assuré qu'il existait toute une partie de la population qui souhaite vivement un arrêt du conflit en Ukraine. Punir des citoyens russes étrangers à cause du conflit serait une aubaine pour la machine de propagande russe qui utilise la notion de « russophobie » pour justifier ses actions.

Interrogé au sujet de l'efficacité des sanctions ciblées, M. Kara-Mourza a déploré que celles-ci n'étaient pas encore appliquées de manière efficace dans de nombreux cas, citant notamment les composants occidentaux retracés dans des armements utilisés contre l'Ukraine.

Visite du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains



Les députés membres de la Commission de la Justice et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ont reçu le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains.

De quelle manière le Parlement peut-il contribuer à la lutte contre la traite des êtres humains ? C'est une des questions centrales abordées lors d'un échange entre les députés membres de la Commission de la Justice et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avec des représentants du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA).

La visite du GRETA fait partie intégrante du quatrième cycle d'évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg.

La Chambre des Députés reçoit au moins tous les deux ans la Commission consultative des droits de l'homme qui établit des rapports à son attention au sujet de la traite des êtres humains au Luxembourg. La dernière entrevue en date avait eu pour sujet

principal le quatrième rapport national et avait eu lieu en février 2024.

Mieux lutter contre la criminalité grave et mieux protéger les mineurs

Dans le cadre de son travail législatif, le Parlement vise en outre à élargir les moyens du pouvoir judiciaire. Au cours de l'échange, il a été fait référence aux projets de loi 8515 et 7992.

Le premier texte a pour but de permettre aux autorités judiciaires de recourir dans des cas de criminalité grave à des mesures de sonorisation et de fixation d'images des lieux et véhicules ainsi qu'à la captation des données informatiques dans le cadre d'instructions judiciaires ordonnées par un juge d'instruction. Il est à noter que ces mesures sont actuellement réservées à la lutte contre le terrorisme. Le projet de loi

8515 propose leur application dans le cadre d'enquêtes judiciaires portant sur la traite des êtres humains, l'exploitation de la prostitution et du proxénétisme.

L'encadrement plus efficace des mineurs victimes et témoins d'infractions pénales au cours de la procédure pénale figure parmi les objectifs du projet de loi 7992. Le texte prévoit notamment que les auditions avec des mineurs soient réalisées par des agents de police spécialement formés à cet effet et que les autorités judiciaires puissent ordonner que l'enfant soit entendu sans la présence de l'auteur présumé de l'infraction. À l'avenir, les adaptations visées s'appliqueront ainsi aussi aux mineurs victimes et témoins de la traite.

Augmenter le nombre d'effectifs pour accélérer le traitement des affaires

Un plan de recrutement pluriannuel dans la magistrature a été adopté par la Chambre des Députés. Les affaires portant sur la traite des êtres humains devraient de cette façon pouvoir être renvoyées plus rapidement devant les tribunaux. Plus concrètement, quelque 94 postes de magistrats et 20 postes d'attachés de justice sont créés pour les périodes judiciaires de 2024-2025 à 2026-2027. Dans le cadre du recrutement additionnel de policiers en 2024, quelque 188 fonctionnaires-stagiaires ont par ailleurs rejoint l'École de police.

Qu'en est-il de l'indemnisation des victimes ?

Il est ressorti lors de l'échange que l'indemnisation des victimes reste un point sur lequel bon nombre de pays qui ont signé la Convention du Conseil de l'Europe devraient encore prendre davantage de mesures. Le Président de la Commission de la Justice, M. Laurent Mosar, s'est référé dans ce contexte au cadre légal sur la protection des victimes.

Le rapport final du quatrième cycle d'évaluation sur la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par le Luxembourg est prévu pour le mois de juillet 2026.



Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Dispenses de travail de femmes enceintes	2364	Corinne Cahen, Carole Hartmann	24	Application de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements	2473	Paulette Lenert, Dan Biancalana	43
Présence médicale et offre de soins dans le Nord	2390	André Bauler, Gilles Baum	25	Contrôle des aides publiques à des associations sensibles	2474	Laurent Mosar	44
Réforme fiscale et impact des classes d'impôt	2401	Marc Goergen	26	Impact de la fin du support de Windows 10 sur l'administration luxembourgeoise	2475	Ben Polidori, Franz Fayot	44
Encadrement légal des thérapies de conversion au Luxembourg	2428	Dan Hardy	26	Nouvelle tour de contrôle à l'Aéroport de Luxembourg-Findel	2476	Yves Cruchten, Ben Polidori	37
Évolution du nombre de notaires au Luxembourg	2439	André Bauler	26	Lancement d'un partenariat stratégique entre le Luxembourg et l'entreprise européenne « Mistral AI »	2477	Ben Polidori	45
Housing First	2441	Marc Baum	27	Planification des réparations du CR322 et de la N25	2478	Jeff Engelen	45
Protection temporaire et séjour familial	2443	Sven Clement	28	Entretien des regards de chaussée et protection des usagers	2479	Jeff Engelen	46
Centre national pour victimes de violence	2444	Marc Baum	28	Impact des radars tronçons sur la sécurité routière sur la N7	2480	Jeff Engelen	46
Encadrement et sécurité des traitements esthétiques au Luxembourg	2445	Sven Clement	29	Arrivée de Coinbase à Luxembourg et stratégie nationale en matière de cryptomonnaies	2481	Marc Goergen	47
Optimisation fiscale pour l'innovation et les start-up tech	2446	Sven Clement	30	Reconnaissance institutionnelle des performances du sport féminin	2483	Joëlle Welfring	47
Présence des administrations fiscales dans le Nord du pays	2447	Jeff Engelen	31	Demandes exprimées par l'initiative Lux4Defence	2485	Sam Tanson	47
Maintien du service au public malgré la digitalisation	2448	Jeff Engelen	31	Dénonciations d'actes antisémites	2486	Franz Fayot, Yves Cruchten	47
Bureau d'imposition de Redange	2449	André Bauler	31	Blocages bancaires liés à des transactions mentionnant la Palestine ou Gaza	2487	Franz Fayot, Yves Cruchten	48
Développement de la place financière	2450	André Bauler	31	Exportations d'armes vers Israël et contrôle des transferts d'équipements militaires	2488	Yves Cruchten, Franz Fayot	48
Sanctions visant deux ministres israéliens d'extrême droite	2451	Franz Fayot, Yves Cruchten	33	Évacuations médicales de Gaza vers le Luxembourg	2489	Franz Fayot, Yves Cruchten	49
Congé parental pour les élus communaux	2452	Marc Goergen	33	Participation de résidents luxembourgeois aux forces armées israéliennes	2490	Franz Fayot, Yves Cruchten	49
Bodycams de la police	2453	Marc Goergen	34	Utilisation des avoirs russes gelés pour la reconstruction de l'Ukraine	2491	Franz Fayot	49
Impact et avis de l'EBA sur les CASPs	2454	Sven Clement	34	Facturation des appels téléphoniques des détenus à la prison de Schrassig	2492	Dan Hardy	49
Accès des indépendants à l'indemnité de chômage	2455	Sven Clement	34	Risque de propagation du virus Borna (BoDV-1) au Luxembourg	2493	Stéphanie Weydert	50
Phénomène du « pedo-hunting » au Luxembourg	2456	Sven Clement	36	Contrôles belges aux frontières et impact sur le Luxembourg	2494	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	50
Construction d'une nouvelle tour de contrôle à l'Aéroport de Findel et impact sur les dépenses de défense	2457	Marc Spautz, Emile Eicher	37	Impact des robots-tondeuses sur le hérisson et possibilité d'interdiction de leur usage nocturne	2495	Nancy Arendt épouse Kemp	51
Position du Gouvernement sur l'électromobilité	2459	Marc Goergen	38	Nouveau variant Covid-19 « Nimbus »	2496	Mars Di Bartolomeo	51
Protection contre le spam par appels téléphoniques	2460	Marc Goergen	39	Création d'un observatoire interrégional de la santé en Grande Région	2497	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	51
Utilisation de la technologie Palantir par les autorités luxembourgeoises	2461	Marc Goergen	39	Potentiel photovoltaïque des surfaces scellées	2499	Joëlle Welfring	52
Compétences des communes dans le domaine de la circulation	2462	Marc Goergen	39	Irrégularités au bureau d'imposition de Pétange	2500	Marc Goergen	52
Violences à l'encontre des personnes âgées au Luxembourg	2463	Sven Clement	40	Achat de drones par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics	2501	Marc Goergen	52
Liberté de la presse et incidents récents autour de la FLF	2464	Sven Clement	40	Effets de l'application provisoire du « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA)	2502	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	52
Évolution des offices sociaux	2466	Marc Goergen	41				
Cadre légal du cofinancement des coordinateurs sportifs communaux	2467	Sven Clement	41				
Réforme du droit des armes	2468	Dan Hardy	41				
Accessibilité des services bancaires	2469	Marc Goergen	42				
Adhésion luxembourgeoise au Amsterdam Declarations Partnership	2470	Joëlle Welfring	43				
Actes antisémites signalés par l'association RIAL dans son rapport annuel 2024	2472	Franz Fayot, Mars Di Bartolomeo	43				



Impact de la stratégie d'ArcelorMittal sur les sites luxembourgeois	2503	Jeff Boonen, Françoise Kemp	53	Méthodes d'évaluation de l'âge des demandeurs d'asile mineurs et conformité au droit européen	2549	Liz Braz	65
Litige entre un conseiller communal et un agent communal	2504	Marc Goergen	53	Temps partiel et responsabilités particulières dans la fonction publique	2550	Ben Polidori	66
Évaluation de la loi sur le harcèlement moral à l'occasion des relations du travail	2505	Mars Di Bartolomeo	53	Connexions de l'organisation interdite en Allemagne Königreich Deutschland avec le Luxembourg	2551	Meris Sehovic	67
Demandes de transferts à l'étranger	2507	Gérard Schockmel	53	Piste d'atterrissage à l'Aéroport de Findel	2552	Octavie Modert, Emile Eicher	58
Publications dans les enceintes de la commune de Rumelange	2508	Gusty Graas, Luc Emering	54	Suspension des livraisons d'armes américaines à l'Ukraine	2553	Marc Goergen	67
Digitalisation des élections sociales	2509	Georges Engel	55	Position du Gouvernement sur les déclarations de la candidate américaine au poste d'ambassadrice concernant la Chine	2555	Yves Cruchten, Franz Fayot	67
Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux	2510	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	55	État de la « Muselbréck » à Schengen et mesures envisagées	2556	Yves Cruchten, Paulette Lenert	67
Taxation des produits du tabac	2511	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	55	Recours aux contrats CAE et CDD dans la fonction publique	2558	Nathalie Morgenthaler	68
Soutien aux athlètes mères au Luxembourg	2512	Jeff Engelen, Dan Hardy	55	Difficultés d'accès aux services bancaires pour les entreprises	2561	Laurent Mosar	68
Fermeture de l'A4 le jour d'une manifestation prévue à Luxembourg-ville	2514	Marc Goergen	56	Impact des conditions météorologiques sur la ponctualité du réseau ferroviaire luxembourgeois	2562	Meris Sehovic	69
Application de deux taux de TVA différents sur les vins	2515	Marc Goergen	56	Bureau luxembourgeois de promotion commerciale et d'investissement (LTIO) situé à Tel Aviv	2563	Sam Tanson	69
Stratégie de décarbonation d'ArcelorMittal et plus généralement de l'industrie luxembourgeoise	2518	Joëlle Welfring	56	Fissures sur le pont autoroutier entre Perl et Schengen	2564	Marc Goergen	70
Rapport annuel établi par l'autorité de contrôle concernant l'accès aux données à caractère personnel traitées par l'IGP	2519	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	57	Mise en œuvre de l'obligation digitale pour les médecins	2565	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	70
Piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel	2520	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	57	Congé politique pour les mandataires communaux	2566	Marc Goergen	70
Service Adapto	2522	Jean-Paul Schaaf	59	Mise à mort d'animaux	2567	Marc Goergen	71
Panne du réseau de communication des CFL	2524	Yves Cruchten, Ben Polidori	59	Achat de spyware par les administrations gouvernementales ou judiciaires	2568	Marc Goergen	71
Travel Clinic du CHL	2525	Gérard Schockmel, Gilles Baum	60	Remplacement du « Moien » à l'Aéroport de Luxembourg-Findel	2570	Fred Keup	71
Protection des animaux contre la chaleur lors des canicules	2526	Marc Goergen	60	Sécurité des personnes de croyance juive et des citoyens israéliens	2571	Marc Goergen	72
Accès à l'information sur les baux à loyer	2527	Meris Sehovic	60	Utilisation des bâtiments inoccupés de l'État pour le logement	2573	Alexandra Schoos	72
Chiffres relatifs aux relogements effectués par les bailleurs sociaux	2528	Meris Sehovic	61	Langue utilisée pour la consultation publique de Creos sur le « Scenario Report 2040 »	2574	Fred Keup	72
Saisies des produits contrefaits au Luxembourg	2530	Sven Clement	61	Impact des éclairs sur le territoire	2577	André Bauler	72
Présence de particules de plastique dans les bouteilles en verre	2531	André Bauler	62	Mise à mort d'animaux au « Brakeweier » à Kockelscheuer	2578	Marc Goergen	73
Recrutement au sein des CFL	2532	Yves Cruchten, Ben Polidori	62	Éventuelle création d'une unité équestre au sein de la police	2579	Marc Goergen	73
« Name-shaming »	2534	Sven Clement	63	Fermeture de la sortie A7/CR102 aux camions	2580	Marc Goergen	73
Fiscalité et encadrement des entreprises du secteur du divertissement pour adultes	2535	Ben Polidori, Franz Fayot	63	Vacance des logements du Fonds du logement	2581	Yves Cruchten	73
Situation au Togo	2538	David Wagner	63	Changement d'affiliation politique des élus communaux en cours de mandat	2582	Yves Cruchten	73
Aides énergétiques	2540	Marc Goergen	64	État des forêts et gestion du bois d'apicéa face au changement climatique	2583	André Bauler, Luc Emering	74
Conditions d'utilisation et de tarification du parking P+R Héienhaff sans l'application P+R CFL	2541	Ricardo Marques	64	Accessibilité des places de stationnement pour voitures électriques	2584	Marc Goergen	74
Conditions de travail et gestion du personnel au sein du TICE	2542	Marc Goergen	65	Mise en œuvre et promotion du plan de développement culturel à l'échelle communale	2586	Djuna Bernard	75
Rôle du Ministère de l'Intérieur dans la gestion du personnel du syndicat communal TICE	2543	Marc Goergen	65	Représentativité des genres dans les programmations culturelles	2587	Djuna Bernard	75
Frais d'enlèvement pour des voitures mal garées	2545	Barbara Agostino	65	Suspicion de fraude dans le secteur des bus subventionnés au Luxembourg	2588	Yves Cruchten	76
Piste d'atterrissage à l'Aéroport de Findel	2547	Marc Goergen	58				



Reconnaissance du crime d'écocide	2589	Gusty Graas	76	Évolution des dépenses publiques	2624	André Bauler	87
Ancien bâtiment du Ministère de l'Intérieur	2590	André Bauler	76	Réforme de la PAC et position du Gouvernement luxembourgeois	2625	Claire Delcourt, Paulette Lenert	88
Lutte contre le chômage de longue durée	2591	Mars Di Bartolomeo	77	Conséquences de la réforme de la PAC pour l'agriculture luxembourgeoise	2626	Claire Delcourt, Paulette Lenert	88
Suivi de l'ajout des objectifs constitutionnels dans les fiches d'impact législatif	2592	Mars Di Bartolomeo	77	Perspectives de coopération entre le Luxembourg et le Royaume-Uni après le Kensington Treaty	2627	Nancy Arendt épouse Kemp	89
Renforcement de la justice	2593	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	77	Évolution de l'infrastructure sur l'aire de Berchem	2628	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	89
Versement des primes de nuit aux agents de la douane	2594	Sven Clement	77	Sécurité routière des enfants aux abords des écoles primaires	2629	Djuna Bernard, Meris Sehovic	90
Permission de voirie	2595	Michel Wolter	77	Sécurité routière des livreurs de restauration en livraison à domicile	2630	Meris Sehovic	90
« Tasers » pour la Police grand-ducale	2596	Guy Arendt, André Bauler	78	Affaire de conflits d'intérêts en matière immobilière à Differdange	2631	Marc Goergen	90
Ruptures de médicaments rares et obstacles au remboursement direct	2597	Sven Clement	78	Procédure de recrutement dans les communes	2632	Marc Goergen	91
Musée du sport	2599	Liz Braz, Georges Engel	79	Diplôme de premiers secours CGDIS	2633	Fred Keup	91
Impact de l'individualisation fiscale sur les familles et le congé parental	2600	Ben Polidori, Francine Closener, Claude Haagen	79	Prime informatique	2634	Diane Adehm	91
Stratégie gouvernementale face au logement abordable	2602	Meris Sehovic	79	Abandon des animaux domestiques	2638	Octavie Modert	91
Partenariat locatif public-privé récemment annoncé dans le secteur du logement	2603	Meris Sehovic	80	Mort d'un animal suite à un incident au GridX	2639	Marc Goergen	92
Fonctionnement et contrôle des trackers dans les bus RGTR	2604	Jeff Engelen	80	Sanctions administratives	2640	Jeff Engelen, Dan Hardy	92
Aides sociales proposées au niveau communal	2605	Marc Baum	81	Bornes de charges vandalisées	2644	Marc Goergen	92
Droits de douane américains sur les importations européennes	2606	Laurent Mosar	82	Mouvements migratoires	2645	André Bauler	92
Membres de famille siégeant ensemble dans le conseil communal	2607	Marc Goergen	82	Propriétaires d'un ou de plusieurs immeubles à l'étranger	2646	Mars Di Bartolomeo	93
Sécurité routière en relation avec les trotinettes électriques	2608	Marc Goergen	82	Contrôles frontaliers sur l'A64	2647	Mars Di Bartolomeo	93
Conformité des articles 9 et 12 de la loi ASBL avec la législation sur la protection des données	2609	Jeff Engelen	83	Salaire social minimum	2648	Mars Di Bartolomeo	93
Conventions de l'Université du Luxembourg avec des universités étrangères, notamment la Sorbonne	2610	Laurent Mosar	83	Bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée	2649	Marc Baum	94
Démarches du Gouvernement auprès d'ArcelorMittal pour le site de Dudelange	2611	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	84	Transferts de cotisations entre le régime général et le régime spécial transitoire	2650	Marc Baum	94
Réorganisation des gardes de pharmacie	2612	Mars Di Bartolomeo	84	Pays tiers sûrs et externalisation des procédures d'asile	2651	Liz Braz, Franz Fayot	95
Destruction d'une école financée par le Luxembourg en Cisjordanie et violences commises par des colons israéliens	2613	Yves Cruchten, Franz Fayot	84	Installation d'appareils d'ostéodensitométrie supplémentaires	2653	Taina Bofferding	95
Étude LëtZHB	2614	Gérard Schockmel	85	Réduction des aides directes de la PAC et impact au Luxembourg	2660	Jeff Boonen	96
Travaux sur le viaduc de Munsbach (A1)	2615	Marc Goergen	85	Position du Luxembourg sur la reconnaissance de l'État de Palestine	2663	Sam Tanson	96
Prolongation du délai légal entre le décès et l'inhumation	2616	Dan Hardy, Jeff Engelen	85	Participation au sommet sur la migration à la « Zugspitze »	2666	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	97
Harcèlement moral dans les relations de travail	2618	Georges Engel	86	Position du Luxembourg sur la reconnaissance de l'État de Palestine	2668	Franz Fayot, Yves Cruchten	96
Participation du Luxembourg à l'accord de livraisons d'armes à l'Ukraine financées par les alliés européens	2619	Yves Cruchten	86	Données relatives à la mise en location des logements abordables par les acteurs GLS	2669	Meris Sehovic	97
Dons et libéralités	2620	André Bauler	86	Perturbation des réseaux de communication de POST Luxembourg et accès aux numéros d'urgence	2670	Sven Clement	97
Participations de l'État dans des sociétés	2621	André Bauler	86	Résilience des réseaux de communication	2671	Sven Clement	98
Divergences entre les annonces luxembourgeoises et les déclarations allemandes concernant les contrôles à la frontière germano-luxembourgeoise	2622	Meris Sehovic	87	Grippe saisonnière	2705	Mars Di Bartolomeo	98
Non-invitation du ministre luxembourgeois à un sommet migratoire organisé par l'Allemagne	2623	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	87	Périodes d'assurance obligatoire des bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée	2713	Marc Baum	94
				Flottille Global Sumud	2987 urgente	Franz Fayot, Paulette Lenert	99
				Enlèvement d'une ressortissante luxembourgeoise par les autorités israéliennes	2988 urgente	David Wagner	99

Dispenses de travail de femmes enceintes | Question 2364 (22/05/2025) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Actuellement, la législation au Luxembourg prévoit que les femmes enceintes bénéficient d'un congé de maternité qui débute huit semaines avant la date prévue de l'accouchement. Toutefois, bien avant ce congé, le législateur prévoit que les femmes enceintes soient protégées contre certains risques liés à leur activité professionnelle. Par exemple, il leur est interdit de travailler de nuit ou de soulever des charges lourdes.

Le droit du travail prévoit donc que le poste de la salariée enceinte peut être aménagé afin de préserver sa santé ainsi que celle de son futur enfant. Si cet aménagement n'est pas possible, une réaffectation à un autre poste au sein de l'entreprise peut être envisagée. Et si aucune solution de ce type ne peut être mise en place, la salariée doit être dispensée de travail pendant sa grossesse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de dispenses ont été délivrées par les médecins du travail au cours des dix dernières années ? Des données sont-elles déjà disponibles pour les quatre premiers mois de l'année en cours ?

2) Combien de dispenses ont été prescrites par secteur, tant dans le secteur privé que dans le secteur public ?

3) Quel est en moyenne la durée de la dispense ? À partir de quand est-ce que ces femmes enceintes sont généralement dispensées ? Est-ce que cette durée est variable en fonction du secteur d'activités des femmes enceintes ?

4) Peut-on constater une évolution dans la fréquence ou la nature des prescriptions de dispenses depuis la pandémie de Covid-19 ? Le cas échéant, à quoi cette évolution peut-elle être attribuée ? Madame la Ministre, partage-t-elle l'avis selon lequel les pratiques de prescription devraient revenir à la situation antérieure à la pandémie ? Dans le cas contraire, pour quelles raisons ?

5) L'annexe 1 du Code du travail énumère de manière précise les risques professionnels auxquels les femmes enceintes peuvent être exposées. Madame la Ministre, peut-elle garantir que les médecins du travail fonderont leurs décisions de prescription de dispense sur ces critères objectifs ? Les médecins du travail sont-ils tenus de motiver leurs décisions de manière circonstanciée et fondée sur des éléments concrets ? Si ceci n'est pas le cas, est-ce que Madame la Ministre ne devrait pas introduire une liste de critères objectifs ?

6) Combien de fois une prescription de dispense a-t-elle été contestée par un employeur ? Dans combien de cas une telle dispense a-t-elle été annulée partiellement ou complètement à la suite d'une contestation ?

7) Il apparaît que, dans de nombreux cas, les médecins du travail ne rencontrent pas personnellement les travailleuses enceintes avant de décider d'une éventuelle dispense, ce qui conduit à ce que les dispenses soient quasi d'office accordées. Madame la Ministre, estime-t-elle qu'il serait opportun de rendre un examen médical individuel obligatoire dans ce contexte ? À défaut, serait-il envisageable que cette décision puisse également être prise par le gynécologue traitant ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

8) Madame la Ministre est-elle d'avis que des dispenses accordées de manière quasi « automatique » pourraient nuire au taux d'employabilité des salariées et donc à l'égalité des chances en ce qui concerne l'embauche ?

Réponse (08/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord prendre en considération trois points essentiels :

1) La salariée n'est légalement pas tenue à informer son employeur du fait qu'elle est enceinte.

2) Il n'existe aucune obligation légale pour qu'une femme enceinte salariée ou indépendante, soit examinée par un médecin du travail en raison de sa grossesse.

3) Les services de médecine du travail ne sont pas non plus légalement tenus de tenir des statistiques pertinentes concernant les femmes enceintes.

Malgré les réserves mentionnées au point 3, les chiffres recueillis auprès des différents services de santé au travail permettent de dégager, à titre approximatif, le nombre total de dispenses accordées sur les dix dernières années :[↑]

Sur sa propre initiative, le service de santé au travail des hôpitaux a mis en relation le nombre des femmes dispensées avec l'évolution du nombre des employées. Cette statistique démontre que le pourcentage des dispenses reste plus ou moins stable à travers les années, même en tenant compte des années exceptionnelles 2020 et 2021, et ceci dans un secteur où les risques bactériologiques et chimiques sont particulièrement importants.[↑]

Les données pour 2025 ne sont pas encore disponibles.

ad 2) Afin de garantir qu'une dispense de travail pour femme enceinte ne soit comptabilisée qu'une seule fois par année, le nombre de dispenses de travail accordées est déterminé en fonction de l'année au cours de laquelle débute la période de dispense.¹

Évolution du nombre de dispenses de travail pour femmes enceintes et du rapport entre le nombre de dispenses et le nombre de congés de maternité pour la période 2016 à 2024.[↑]

Entre 2016 et 2024, le nombre de dispenses de travail pour femmes enceintes est passé de 2.543 en 2016 à 3.172 en 2024, soit une augmentation de 24,7 %. Les années 2020 et 2021, marquées par la pandémie liée à la Covid-19, présentent des chiffres particulièrement élevés, en raison de la mise en place d'une protection renforcée au bénéfice des femmes enceintes durant cette période.

Alors qu'en 2020, le rapport entre le nombre de dispenses de travail pour femmes enceintes et le nombre de congés de maternité atteignait 52,0 %, ce rapport a progressivement diminué pour s'établir à 46,0 % en 2024, tout en demeurant légèrement supérieur au niveau observé en 2019.

Les statistiques présentées ci-avant concernent les dispenses de travail pour femmes enceintes salariées, résidentes et non résidentes, relevant du statut privé, ainsi que les congés de maternité y relatifs. Les statistiques ne regroupent pas les absences des salariées qui ont droit à la continuation de la rémunération et qui, partant, ne bénéficient pas de l'indemnité pécuniaire versée par la Caisse nationale de santé (CNS), à savoir :

- les salariées de l'État,
- les personnes affiliées à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux,
- celles affiliées à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics,
- ainsi que les bénéficiaires de l'Entraide médicale des CFL.

Aucune disposition légale ne prévoit une dispense de travail en cas de grossesse en ce qui concerne les femmes exerçant une activité indépendante.

Évolution du nombre de dispenses de travail pour femmes enceintes dans le secteur privé par secteur d'activité pour la période 2016 à 2024.[↑]

En 2024, quatre secteurs concentrent une part de 50,6 % des dispenses de travail :

- la santé humaine et l'action sociale (1.489 dispenses),
- le commerce (461 dispenses),
- les activités de services administratifs et de soutien (375 dispenses),
- l'hébergement-restauration (374 dispenses).

Cette même année, une analyse sectorielle révèle que :
– dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale, 88 % des congés de maternité ont été précédés d'une dispense de travail,
– contre 59,0 % dans le secteur du commerce,
– 64,8 % dans le secteur de l'activité de services administratifs et de soutien,
– et 86,0 % dans le secteur de l'hébergement et restauration.

Entre 2019 et 2024, les secteurs ont connu des évolutions contrastées : la santé a enregistré une hausse modérée en volume en passant de 1.194 à 1.489 dispenses, tout en maintenant une part relativement stable. En revanche, sur la même période, le secteur du commerce a connu une baisse tant en volume en passant de 520 à 461 dispenses qu'en proportion de dispenses par rapport aux congés de maternité dans le secteur respectif qui passe de 64,7 % à 59,0 %.

Rapport entre le nombre de dispenses pour femmes enceintes accordées et le nombre de congés de maternité par secteur d'activité en 2019 et en 2024.[↑]

L'octroi d'une dispense de travail pour femmes enceintes dépend des conditions de travail. Dans certains secteurs, ces conditions sont plus compatibles avec la grossesse, ce qui explique les fortes variations d'un secteur d'activité à l'autre, du rapport entre le nombre de dispenses de travail et le nombre de congés de maternité.

ad 3) Pour le calcul de la durée moyenne des dispenses de travail pour femmes enceintes, seules les dispenses ayant donné lieu à un congé de maternité sont prises en compte.²

Évolution de la durée moyenne des dispenses de travail pour femmes enceintes sur la période 2016 à 2024.[↑]

La durée moyenne des dispenses de travail pour femmes enceintes est passée de 15,8 semaines en 2016 à 16,7 semaines en 2024. L'évolution plus élevée observée pour les années 2021 et 2022 peut être mise en lien avec la pandémie liée à la Covid-19.

Ainsi, en 2024, les femmes bénéficiant d'une dispense de travail sont en moyenne dispensées de travailler environ 25 semaines avant la date présumée de l'accouchement. Pourtant il y a lieu de noter que les dispenses sont accordées jusqu'au début du congé de maternité, qui est de huit semaines, ce qui veut dire que la durée moyenne de dispense est de 17 semaines.

Évolution de la durée moyenne des dispenses de travail pour femmes enceintes par secteur d'activité pour la période 2016 à 2024 (exprimée en semaines).[↑]

² Les dispenses de travail, non suivies par un congé de maternité, par exemple suite à une interruption de grossesse, ne sont pas considérées dans le calcul de la moyenne. Ces données sont établies sur la base des dispenses de travail accordées, en tenant compte de l'année au cours de laquelle la période de dispense prend fin.

¹ Source : Centre commun de la sécurité sociale, calcul IGSS



Entre 2016 et 2024, la durée moyenne des dispenses de travail pour femmes enceintes a évolué de manière différenciée selon les secteurs d'activité. Une hausse généralisée est observée jusqu'en 2021, avec des pics dépassant 20 semaines dans les secteurs de la santé humaine et l'action sociale, l'enseignement et le transport. À partir de 2022, une tendance vers la baisse peut être observée dans la majorité des secteurs.

En résumé, le secteur de la santé humaine et de l'action sociale se distingue à la fois par la proportion la plus élevée de femmes enceintes dispensées du travail, et par la durée moyenne des dispenses qui est également la plus longue.

ad 4) Il y a lieu de constater que l'évolution des prescriptions de dispenses est régressive, une augmentation ne peut être constatée. Les critères d'octroi d'une dispense, tels qu'ils sont fixés par le Code du travail, surtout en ce qui concerne les agents physiques, l'exposition aux agents chimiques, cancérigènes et reprotoxiques n'ont pas changé depuis la pandémie Covid-19.

La Division de la santé au travail de la Direction de la santé a constaté une augmentation du nombre de recours au cours des trois dernières années par les femmes enceintes, qui n'ont pas obtenues une dispense de la part du médecin du travail compétent.

Étant donné qu'il s'agit de décisions individuelles par les médecins du travail, le secret médical qu'il convient d'appliquer ne permet pas de consulter le détail des raisons médicales amenant les professionnels à prononcer les dispenses visées.

ad 5) Les annexes 1 et 2 du Code du travail énumèrent de façon précise les risques professionnels auxquels les femmes enceintes peuvent être exposées. Il va de soi que les médecins du travail fondent leurs décisions de prescription de dispense sur ces critères objectifs, conformément à leur éthique professionnelle.

Les médecins du travail ne sont pas obligés de motiver leurs décisions de manière circonstanciée. Ils peuvent proposer un aménagement du poste, informant l'employeur d'une réaffectation de la salariée enceinte, ou décider d'une dispense de travail.

Les critères énumérés dans le Code du travail, qui sont basés sur une directive européenne, sont assez précis et tiennent compte de tous les critères afin de protéger durablement une femme enceinte sur son poste de travail.

ad 6) En 2023, la décision du médecin du travail compétent a été contestée à deux reprises par des employeurs, dont une fois hors délai, sur un total de 116 recours introduits.

En 2024, un total de 146 recours a été introduit par des femmes enceintes contre la décision du médecin du travail compétent. Aucun recours n'a été introduit par un employeur cette année-là.

En 2025, à l'heure actuelle, 45 recours ont été introduits, dont 3 par l'employeur.

ad 7) Les services de médecine du travail disposent des dossiers médicaux des femmes enceintes consultables par leur soin en cas de grossesse. Ces dossiers contiennent non seulement des données médicales, mais également des informations sur le poste de travail occupé par la femme enceinte. Sur la base de ces éléments, une décision peut être prise concernant une éventuelle adaptation du poste de travail ou une dispense. Un examen médical individuel sera donc seulement nécessaire dans des cas exceptionnels où le service de santé au travail ne dispose pas des données permettant l'établissement d'un avis.

ad 8) Les informations à disposition ne permettent pas de confirmer la manière quasi « automatique »

d'accord de dispenses. Celles-ci sont basées sur des dispositions légales dont les critères sont énumérés au Code du travail et basés sur une directive européenne.

Présence médicale et offre de soins dans le Nord | Question 2390 (28/05/2025) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

La présence de médecins en milieu campagnard intéresse bon nombre de citoyens qui habitent dans le Nord du pays et qui doivent souvent parcourir des chemins assez longs pour rejoindre une clinique ou une maison médicale.

Afin d'avoir une vue plus détaillée du nombre de médecins et de la démographie médicale en milieu rural, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel est le nombre des médecins généralistes ayant leur siège dans les cinq cantons de la circonscription Nord ? Quelle est leur répartition par canton ?

2) Quel est le nombre de médecins spécialistes exerçant dans les cinq cantons de la circonscription Nord ? Quelle est leur répartition par canton en distinguant selon les différentes spécialisations ?

3) Combien de médecins exercent leur profession dans des centres médicaux situés dans la circonscription Nord du pays ?

4) Combien de patients ont été pris en charge par le service des urgences à Ettelbruck et à Wiltz depuis 2015 ?

5) Combien de patients sont régulièrement pris en charge par la maison médicale à Ettelbruck ? Quelle est donc l'évolution de leur nombre depuis 2015 ?

6) L'accord de coalition prévoit l'ouverture d'une deuxième maison médicale dans le Nord – après une étude de faisabilité. Cette analyse a-t-elle déjà été finalisée ? Pour quand au plus tard le Gouvernement aurait-il l'intention de la mettre au service des patients ?

7) Comment se présente actuellement la démographie médicale de la circonscription Nord en distinguant selon les différents cantons ? Combien de médecins âgés de plus de 70 ans y exercent encore ?

8) Comment le service de garde y est organisé le week-end et les jours fériés ? Et comment fonctionne le service de garde des structures d'hébergement pour personnes âgées ?

9) Combien de médecins sont engagés dans les examens médicaux des lycées et écoles primaires de la région Nord ?

Réponse (18/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La figure 1³ présente la répartition des médecins généralistes praticiens³ au Luxembourg, ceci par canton en 2024. Le nombre total de médecins généralistes praticiens au Luxembourg s'élève à 778 en 2024, dont 118 ayant leur adresse professionnelle⁴ dans la circonscription Nord. Celle-ci regroupe les cantons de Diekirch, Redange, Clervaux, Wiltz et Vianden, qui comptent respectivement 46, 26, 23, 19 et 4 médecins généralistes. Le nombre de médecins généralistes

dans les autres circonscriptions Centre, Sud et Est s'élève respectivement à 325, 262 et 73.

ad 2) Concernant le nombre de médecins spécialistes, les figures 2 et 3 montrent que le Luxembourg compte 811 médecins-dentistes et 1.952 médecins spécialistes en 2024. En particulier, 75 médecins-dentistes⁵ et 237 médecins spécialistes exercent dans la circonscription Nord. [↑]

Parmi les 75 médecins-dentistes de la circonscription Nord, les cantons de Diekirch, Redange, Clervaux, Wiltz et Vianden en comptent respectivement 30, 10, 17, 16 et 2.

Dans la circonscription Centre, le nombre de médecins-dentistes s'élève à 418, dans la circonscription Sud, ce nombre est de 254 et dans la circonscription Est, il s'élève à 64. [↑]

Parmi les 237 médecins spécialistes dans la circonscription Nord, les cantons de Diekirch, Redange, Clervaux et Wiltz en comptent respectivement 194, 10, 6 et 27.

Dans la circonscription Centre, le nombre de médecins spécialistes s'élève à 1.222, dans la circonscription Sud il s'élève à 384 et à 109 dans la circonscription Est.

ad 3) D'après les informations issues de l'étude PaRIS[↑] recueillies par LIH sur les maladies chroniques, en 2023 la répartition des médecins généralistes dans la circonscription du Nord était la suivante : [↑]

ad 4) Les données afférentes sont disponibles dès 2019 suite à la création du service urgences en tant que service hospitalier. Ces données peuvent inclure le cas échéant l'activité des policliniques non programmées du site secondaire. [↑]

En 2019, le service des urgences du CHdN a pris en charge 52.280 patients. En 2020, ce nombre a fortement diminué en raison de la crise sanitaire. L'activité a repris progressivement dès 2021, dépassant le niveau de 2019 dès 2022. En 2024 (chiffres non définitifs), le nombre de patients a encore augmenté de 14,1 % par rapport à 2023.

À l'échelle nationale, la baisse du nombre de patients liée à la crise sanitaire a été la plus marquée en 2020. Dès 2021, l'activité reprend progressivement : le niveau de 2019 est retrouvé au CHEM et même dépassé dans les autres établissements dès 2022. En 2024, l'activité enregistre une hausse de 7,9 % par rapport à 2023 au niveau national, avec la progression la plus élevée observée au CHdN.

ad 5) Concernant la maison médicale à Ettelbruck, la Direction de la santé dispose des données consolidées depuis l'année 2022 : [↑]

ad 6) L'actuelle maison médicale pour la région Nord à Ettelbruck est installée rue Salentiny. Afin de rendre la maison médicale plus moderne, spacieuse et fonctionnelle (conformément au concept actuel des maisons médicales Centre et Sud), un projet de construction d'un nouveau bâtiment à l'entrée d'Ettelbruck est en cours. En fonction de l'avancée des travaux, le nouveau concept de maison médicale du Nord intégrera le rez-de-chaussée du bâtiment central en 2026.

Concernant un éventuel projet de création d'une nouvelle maison médicale d'État dans la région Nord, les réflexions sont en cours. À cet effet il y a lieu de tenir compte des efforts entrepris par certaines communes afin de permettre la réalisation d'infrastructures de cabinets de groupe ainsi que du manque de médecins établis dans le Nord pour effectuer des gardes dans deux maisons médicales distinctes.

ad 7) Tableau [↑]

³ Le terme « praticien » dans le contexte de cette réponse à la question parlementaire n° 2390 s'aligne avec la méthodologie présentée dans le dernier rapport thématique de l'Observatoire de la santé, intitulé « Les professionnels de la santé au Luxembourg : un modèle d'évaluation quantitative ».

⁴ L'adresse professionnelle dans ce contexte correspond à l'adresse renseignée auprès de la Caisse nationale de santé. Source : bases de données de la sécurité sociale, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, Statec, Calcul IGSS

⁵ Y inclus les médecins spécialistes en stomatologie.



En 2024, sur un total de 3.541 médecins praticiens au Luxembourg, incluant les médecins généralistes, les médecins-dentistes et les médecins spécialistes, 430 médecins se situent dans la circonscription Nord.

Concernant en particulier l'ensemble des 430 médecins de la circonscription Nord, 63 médecins, soit 14,7 %, sont âgés de 65 ans ou plus. 112 médecins, soit 26,1 %, sont âgés entre 55 et 64 ans et 60 médecins, soit 14,0 %, sont âgés de moins de 35 ans.

ad 8)

– Concernant la permanence des médecins généralistes en maison médicale :

La maison médicale est ouverte de 08.00 heures à minuit, les samedis, dimanches et jours fériés.

Un service de visites à domicile existe. Le médecin de la maison médicale peut se déplacer au domicile des patients. Ce service fonctionne sur appel des patients au 112. L'agent régulateur, après avoir analysé la situation, décide ou non d'envoyer la demande vers le médecin de la maison médicale. Ce service fonctionne 23h/24 les samedis, dimanches et jours fériés de 08.00 heures à 07.00 heures le lendemain.

– Concernant le service de garde des structures d'hébergement pour personnes âgées :

Ce service est organisé par l'AMMD dans le cadre d'un conventionnement avec l'État, avec pour objectif de proposer une offre complémentaire en soins primaires au profit des patients résidents des structures d'hébergement pour personnes âgées. Le service est assumé par des médecins libéraux.

Le service de remplacement et de garde est assuré par un médecin désigné :

– En semaine, du lundi au vendredi, de 20.00 heures le soir au lendemain matin 07.00 heures et ceci pendant toute l'année, sauf jours fériés.

– Le service des fins de semaine (samedi et dimanche) est assuré du samedi, de 08.00 heures le matin, au lundi matin à 08.00 heures.

– Le service des jours fériés est assuré de 08.00 heures le matin au lendemain matin 08.00 heures.

Pour les plages horaires qui ne sont pas couvertes par le présent service de garde, le service des maisons médicales et le service d'urgence du CGDIS prennent le relais.

ad 9) Actuellement, 35 médecins différents exercent pour les 36 établissements de l'enseignement fondamental de la région Nord. 13 médecins différents exercent actuellement pour les 11 établissements de l'enseignement secondaire de la région Nord. Parmi ces médecins, 7 exercent à la fois dans le fondamental et dans le secondaire. Il y a donc un total de 41 médecins qui exercent la médecine scolaire dans la région Nord.

Réforme fiscale et impact des classes d'impôt | Question 2401 (03/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung schafft aktuell un enger Reform vun der Akommessteuer, woubäi et zu enger Individualisierung soll kommen, bei där d'Steierklassen ofgeschafft ginn. An der leschter Legislaturperiod gouf et vill Informatiounen doriwwer, wéi deen aktuelle System opgebaut ass a wéi vill déi eenzel Steuerklassen abezuelen.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen an deenen eenzelne Steuerklasse bezuelen aktuell méi Steuern, ewéi se un

Allocatiounen a Servicer erëmkreien? Aneschtens gefrot, wéi vill Stéit sinn Nettosteierzueler?

2. Wéi vill Steuerzueler sinn (de leschte verfügbaren Zuelen no) an der Steuerklass 1a a wéi verdeelen dës Stéit sech op déi eenzel Ënnerkategorien

1. les personnes veuves,

2. les personnes qui bénéficient d'une modération d'impôt pour enfants,

3. les personnes ayant terminé leur 64^e année au début de l'année d'imposition?

3. Wéi vill Steiere bezuelen déi eenzel Ënnerkategorien vun der Steuerklass 1a (Total, Duerchschnitt a Median fir dat lescht Joer, wou Donnéeë verfügbar sinn)?

Réponse (05/08/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Vu d'Unzuel un Allocatiounen a Servicer (dorënner och „Gratis“-Servicer), déi hei missten a Betruecht gezu ginn, ass et net méiglech, belaauschtbar Aussoen iwwer d'Unzuel vun Netto-Steierzueler ze maachen.

Unhand vun den Zuele vun der Steierverwaltung fir d'Steierjoer 2022 (État d'imposition = 95 %) a just ënner Berücksichtigung vun de verschiddene Steuerkreditter, de Steuerkredit fir Mindestlounempfänger an aner Allocatiounen oder Servicer ausgeholl, sinn ongeféier 66 % vun de Stéit an der Steuerklass 1 Nettosteierzueler (Steuer > 0 €). An der Steuerklass 1A beleef sech dës Prozentsatz op ronn 54 % an an der Steuerklass 2 op ronn 90 %.

ad 2. Fir d'Steierjoer 2022 sinn 114.690 Stéit an der Steuerklass 1A, dovunner sinn 39.119 Wittleit, 40.472 Stéit, déi eng Steiermoderatioun fir Kanner kréien, a 67.213 Persounen, déi hiert 64. Liewensjoer um Ufank vum Steuerjoer ofgeschloss haten.

Wéi de Scheema[†] heidrënner weist, kënne sech verschidde Stéit an enger, zwou oder dräi vun den uewe genannte Kategorië befannen. Esou sinn zum Beispill 32.440 Leit souwuel Wittleit wéi och Persounen iwwer 64 Joer.

Vun den 114.690 Stéit an der Steuerklass 1A sinn der 1.959, wou déi gefroten Opspléckung an eng vun deenen 3 Kategorien net ka gemaach ginn, dës sinn zum Beispill Persounen wou all d'Kanner vum Stot eng Bourse vum Staat fir héijer Studie kréien.

ad 3. Am Tableau[†] heidrënner sinn déi gefroten Donnéeë fir d'Steierjoer 2022:

Encadrement légal des thérapies de conversion au Luxembourg | Question 2428 (06/06/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Zu Lëtzebuerg gëtt et kaum Statistiken iwwer Leit, déi eng Konversiounstherapie gemaach hunn. Eenzel Länner vun der Europäescher Unioun hunn a Saache Konversiounstherapie schonn eng legal Basis, wéi Frankräich, Däitschland, Griicheland a Malta. An aneren EU-Länner gëtt et eng kloer gesetzlech Basis, déi entweeder e strikten an encadréierte Kader oder souguer e komplette Verbuet, wat d'Konversiounstherapie ugeet, virgesäit. International Institutione wéi d'UNO stinn der Konversiounstherapie am Allgemenge kritesch géint iwwer.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Madamm Minister fir Gläichstellung an Diversitéit eis matdeelen, ob et Statistiken gëtt iwwer d'Zuel vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg eng Konversiounstherapie gemaach hunn? Wa jo, kënnen dës Zuelen eis matgedeelt ginn? Wann net, kann

d'Madamm Minister eis soen, firwat dës Statistiken ni zesummegeallt goufen?

2. Wat sinn d'Grënn dofir, datt Lëtzebuerg nach keng legal Basis am Kader vun der Konversiounstherapie huet?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger strikter an enca-dréierter legaler Basis zu dësem Thema?

4. Ass d'Regierung sech bewosst, datt Institutione wéi d'UNO d'Konversiounstherapie kritesch gesinn?

5. Wëll d'Regierung nom Beispill vun aneren EU-Länner och en änlech Gesetz op den Instanzewe schécken?

Réponse (23/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Opgrond vun der Tatsaach, datt d'Konversiounstherapie bis elo nach net an eise Strofrecht als Strofdot verankert sinn, kënne mer confirméieren, datt mer keng offiziell Statistiken iwwer Fäll vu Konversiounstherapien zu Lëtzebuerg hunn.

ad 2. D'Fro vum Verbuet vu Konversiounstherapie brauch eng grëndlech legal a konzeptuell Analys wat genoe dodrënner fält, an déi mer am Kader vun der Ëmsetzung vum adaptéierten Nationalen Aktionsplang LGBTIQ+ wäerte maachen, fir de Wee fräizemaache fir e Verbuet vun dësen Therapien an eise Strofrecht.

ad 3. Am Kader vum Koalitiounsaccord a vum adaptéierten Nationalen Aktionsplang LGBTIQ+, deen d'Regierung den 11. Juli 2025 ugeholl huet, steet d'Regierung dozou, de Verbuet vu Konversiounstherapien an dat nationaalt Strofrecht ze integréieren.

ad 4. Generell hält dës Regierung d'Recommandatiounen vun internationalen Organisation wéi der UNO, dem Europarat oder och nach der Fundamental Rights Agency (FRA) vun der Europäescher Unioun ganz eescht, déi sech op e bessere Schutz vun LGBTIQ+-Persounen bezéien.

ad 5. Op dësem Dossier wäert d'Regierung d'Beispill vun anere Länner an der Europäescher Unioun suivieren.

Évolution du nombre de notaires au Luxembourg | Question 2439 (11/06/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Le notariat occupe une place essentielle dans notre système juridique et économique, en particulier dans les secteurs immobilier et financier. Or, malgré la croissance démographique soutenue que connaît le Luxembourg depuis plusieurs années, le nombre de notaires en exercice n'a pas été revu à la hausse. Le numerus clausus en vigueur, fixé à 36 notaires par le règlement grand-ducal du 12 décembre 1994, reste inchangé, ce qui pourrait poser problème au regard de l'évolution de la demande et des besoins de la population.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est l'évolution du nombre de notaires au Luxembourg depuis 2015 ? Est-il envisagé de revoir à la hausse le nombre de notaires afin de répondre aux besoins accrus liés à la croissance démographique et à l'activité économique ?

2) Quelle est l'évolution du nombre d'actes notariés dans le secteur de l'industrie financière depuis 2015 ?

3) Quelle est l'évolution du nombre d'actes notariés dans le domaine immobilier sur la même période ?



4) Comment a évolué le personnel salarié au sein des études notariales (secrétariat, collaborateurs juridiques, etc.) depuis 2015 ?

5) Quelle a été l'évolution des tarifs appliqués par les notaires durant la même période ? Des ajustements ont-ils été effectués récemment ?

6) Madame la Ministre peut-elle également informer sur les réformes récentes introduites dans le notariat dans nos pays voisins (notamment la France, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas), concernant entre autres la régulation du nombre de notaires, l'organisation des offices ou la structure tarifaire ? Le Luxembourg envisage-t-il des évolutions similaires ?

Réponse (15/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le nombre de notaires est resté stable depuis 2015. Une augmentation du nombre de notaires est envisagée par l'accord de coalition, le cas échéant par le biais d'associations entre notaires et candidats notaires. Les concertations avec la Chambre des Notaires et l'Association luxembourgeoise des candidats-notaire sont en cours.

ad 2) Les seules informations chiffrées dont dispose le Ministère de la Justice concernant l'évolution du nombre d'actes notariés dans le secteur de l'industrie financière sont des statistiques extraites des données du LBR à partir du code NACE 64 à 66 (activités financières et d'assurance) par rapport aux formes de société pour lesquelles le recours à un notaire est obligatoire. Ces statistiques sont jointes en annexe[†]. Elles portent sur les immatriculations de sociétés du type visé, d'une part, et sur les modifications statutaires, d'autre part.

ad 3) L'évolution du nombre d'actes avec mutation immobilière au 31 mai 2025 est représentée dans le tableau[†] suivant, fourni par le Ministère des Finances :

ad 4) Le Ministère de la Justice ne dispose pas de données chiffrées concernant l'évolution du personnel salarié au sein des études notariales depuis 2015.

D'après les informations fournies par la Chambre des Notaires, le besoin en personnel qualifié s'est accru au cours de la dernière décennie afin de faire face à la complexification du droit et l'augmentation des démarches et formalités nécessaires à garantir la sécurité juridique des actes notariés. La Chambre des Notaires indique que malgré une activité économique décroissante, le nombre du personnel a été maintenu pour faire face aux multiples obligations professionnelles mises à charge des études notariales au cours des dernières années et que le nombre du personnel employé par les études n'est pas un indicateur d'une augmentation de l'activité.

ad 5) Il n'y a pas eu de modification du tarif depuis 2015.

ad 6) Les réflexions portant sur une réforme du notariat qui sont en cours comprennent le nombre de notaires, la possibilité de s'associer et la structure tarifaire.

Le Ministère de la Justice ne dispose pas d'informations exhaustives concernant l'ensemble des réformes récentes introduites dans les pays voisins.

Concernant les aspects visés plus spécifiquement par l'honorable Député, on peut cependant relever, pour la France, la réforme opérée par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (dite « loi Macron »), qui introduit notamment une liberté d'installation contrôlée pour les notaires.

Ainsi, une carte établie tous les deux ans par arrêté, sur avis de l'Autorité de la concurrence, définit des zones

où l'installation est libre (zones où l'installation d'offices paraît utile pour renforcer la proximité ou l'offre de services) et des zones où l'installation est contrôlée.

Les dispositions relatives au tarif des notaires ont été modifiées à plusieurs reprises depuis 2016. Le tarif est réglementé. Il est évalué tous les deux ans.

Concernant la Belgique, il y a notamment lieu de mentionner la réforme opérée par la loi du 22 novembre 2022 portant modification de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, introduisant un conseil de discipline pour les notaires et les huissiers de justice dans le code judiciaire et des dispositions diverses.

Parmi les modifications introduites par cette loi, on peut notamment citer la création du statut de notaire adjoint, qui est un notaire salarié exerçant ses fonctions auprès d'un autre notaire ou d'une société notariale, ainsi qu'une augmentation du nombre de candidats-notaires à nommer chaque année, le nombre maximal de notaires restant déterminé par la loi.

La réforme procède également à une révision du tarif des notaires. Elle prévoit notamment des mesures destinées à favoriser l'accès à la propriété des personnes physiques, à limiter de manière forfaitaire les frais de dossier administratifs pour les actes qui ont trait à l'immobilier, à augmenter la transparence des frais de notaire pour le citoyen, à inclure dans le tarif des actes fréquents non tarifés et à stimuler l'entrepreneuriat. Une indexation de certains honoraires est également prévue. Les honoraires sont fixés par arrêté royal.

Housing First | Question 2441 (11/06/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans l'accord de coalition, il est dit que « le Gouvernement s'engage à [...] mettre en place plus de structures "Housing First" » pour lutter contre le sans-abrisme. Dans un communiqué de presse du Ministère du Logement, publié le 20 décembre 2024, on confirme que le concept de Housing First est mis à ce moment-là en œuvre par trois services conventionnés par le ministère, et début 2025 une question parlementaire fait état des projets en cours de réalisation du ministère.

Lorsqu'on lit les sections dédiées au Housing First des rapports annuels des trois ASBL qui mettent déjà en place ce concept – le Comité national de la défense sociale (CNDS), Hëllef um Terrain (HUT) [les activités de Caritas ayant été reprises par HUT l'année dernière, j'ai consulté le rapport annuel 2023 de Caritas sur le sujet], et Inter-Actions ASBL – on remarque que presque rien n'y est dit à propos de l'accompagnement dont bénéficient les sans-abris dans le cadre de ce projet.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Ces trois projets (le projet Housing First du service CNDS-Wunnen, le projet Housing First pour femmes de HUT, et le projet Housing First du service Coup de pouce d'Inter-Actions) réussissent-ils effectivement à redonner une perspective de vie meilleure aux personnes concernées ? De quels chiffres ou données le ministère dispose-t-il à ce sujet ?

2) De quel accompagnement (assistants sociaux, psychologues, ADEM...) ont bénéficié les personnes prises en charge par ces trois projets ? De quel accompagnement bénéficieront les personnes prises en charge par les nouvelles structures ?

3) Y a-t-il eu des rencontres entre le Ministère du Logement et les trois ASBL qui ont déjà mis en œuvre le concept du Housing First afin de tirer des leçons des réussites et/ou des échecs de ces trois projets ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il donner un résumé de ces leçons ? Et s'il n'y a pas eu de rencontres, pourrait-il dire pourquoi ?

4) Y aura-t-il ou bien y a-t-il eu des rencontres entre les trois services qui ont déjà mis en œuvre le concept du Housing First et les centres qui le feront également à l'avenir, afin de partager les connaissances et les compétences acquises pendant la mise en œuvre du concept de Housing First ?

5) Les personnes sans-abri souffrent souvent de problèmes de santé mentale. Dans les projets qui sont ou qui seront conventionnés par le ministère, y a-t-il un accompagnement psychiatrique qui est prévu ?

Réponse (17/07/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Selon les derniers chiffres disponibles dans le rapport d'activité 2024 du Ministère de la Famille, 62 personnes ont été accompagnées en 2024 par les organismes agréés et conventionnés par le même ministère œuvrant selon le modèle Housing First.

À ce stade, le Ministère de la Famille ne recueille pas encore de données qualitatives spécifiques en dehors des rapports d'activité. Toutefois, les résultats observés en matière de maintien en logement, de réduction des risques liés à la consommation, d'amélioration de la santé et du bien-être, ainsi que d'intégration sociale, témoignent de la réussite de l'approche Housing First.

ad 2) et 5) Dans le cadre des conventions pour l'année 2025, les trois partenaires Housing First disposent ensemble de 23,10 ETP (équivalents temps plein) financés par le Ministère de la Famille pour l'accompagnement social actuel et son extension à un plus grand nombre de bénéficiaires.

Les équipes se composent d'assistant-e-s sociaux-ales, d'éducateur-ice-s gradué-e-s et diplômé-e-s, de coordinateur-ice-s d'équipe, d'agent-e-s de gestion immobilière et de capteurs logement. Cette organisation pluridisciplinaire permet de distinguer clairement les volets « logement » et « accompagnement social », conformément aux principes du modèle Housing First.

Grâce à la collaboration entre le Ministère de la Famille et le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, les trois acteurs Housing First sont également conventionnés depuis 2025 avec le Ministère de la Santé, en complément de leur convention avec le Ministère de la Famille. Cette collaboration permet de renforcer la composition multidisciplinaire des équipes, auparavant financées exclusivement par le Ministère de la Famille, par l'ajout de professionnel-le-s de santé tels que des infirmier-ère-s et des psychologues. Ce renforcement garantit une prise en charge globale des bénéficiaires, y compris un accompagnement vers les professionnels et services de santé spécialisés.

ad 3) Dans le cadre du dialogue structuré entre la FEDAS et le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire, des échanges réguliers sont organisés avec les membres de la fédération, y compris les acteurs du Housing First.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille entretient également un dialogue constant avec ces partenaires. Bien que le modèle Housing First s'adresse à un public particulièrement vulnérable, il constitue une réelle réussite en améliorant de manière significative les conditions de vie des personnes accompagnées.

L'enjeu principal identifié lors de ces échanges reste la mobilisation de logements adaptés et à prix abordables. Il y a également lieu de souligner que certaines personnes actuellement accompagnées dans le cadre du Housing First résident dans des logements inadaptés à leur mobilité réduite. Ainsi, le projet pilote Lieu de vie pour personnes en précarité vieillissantes de la Claire ASBL à Berbourg constitue un exemple concret de réponse complémentaire, où d'anciens bénéficiaires du Housing First ont pu être relogés dans un environnement mieux adapté à leurs besoins.

ad 4) Les acteurs impliqués dans le modèle Housing First échangent régulièrement entre eux, que ce soit dans le cadre des plateformes organisées par la FEDAS ou en dehors de tout cadre institutionnel, au fil de leurs échanges professionnels.

Le Ministère de la Famille se montre généralement favorable à ces dynamiques de coopération et encourage activement le partage d'expériences, l'apprentissage mutuel et la capitalisation des savoir-faire entre les collaborateurs du secteur social.

Protection temporaire et séjour familial | Question 2443 (12/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'ukrainesch Flüchtlingen, déi zënter Februar 2022 zu Lëtzebuerg ukomm sinn, profitéiere vun enger „protection temporaire“ no der EU-Direktiv 2001/55/CE. Dës temporär Protektioun erlaabt hinnen ze bleiwen an ze schaffen, ouni datt si een Asylverfahre mussen duerchgoen. Wéi et awer aus der Praxis vun der Direktioun vun der Immigration ervirgeet, entsti praktesch Schwierigkeiten, wa Leit ënner temporärer Protektioun en „titre de séjour pour raisons familiales“ wëlle kréien.

No der aktueller Praxis muss een d'temporär Protektioun formell opginn, fir eng Openthaltsgeneemegung als Familljemember ze kréien – mat dem Risiko, dass een op eemol ouni legale Status do steet, wann d'Demande refuséiert gëtt. Dës Situatioun bréngt net nëmme Rechtsongesécherheet mat sech, mee verënnert och d'Integratioun vun de Leit, déi sech hei wëllen etabléieren a vollwäerteg zu eiser Gesellschaft bäidroen. Dës schéngt kontraproduktiv ze sinn, well d'Persounen bereet sinn ze schaffen an hir Zukunft hei ze bauen.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat muss een d'temporär Protektioun opginn, fir eng Openthaltsgeneemegung als Familljemember ze kréien, obwuel béid Regimenter legal gëlteng sinn a komplementär Ziler verfollegen?

2. Kéint d'Prozedur vereinfacht ginn, sou dass Leit ënner temporärer Protektioun ouni Ennerbriechung vun hirem legale Status en „titre de séjour pour raisons familiales“ kréien, fir hir Rechtssécherheet ze garantéieren?

3. Wéi plangt d'Regierung, déi zwee Regimenter méi kompatibel ze maachen, sou dass d'beträffte Persounen net tëschent Rechtsongesécherheet a Famill mussen entscheeden?

4. Gi Mesuren a Betruuecht gezunn, fir d'administrativ Prozeduren ze vereinfachen a méi Flexibilitéit ze erlaben, besonnesch fir déi Persounen, déi hir Integratioun zu Lëtzebuerg demonstréiert hunn?

5. Wéi vill Leit ënner temporärer Protektioun hunn zënter 2022 eng Openthaltsgeneemegung als Familljemember ugefrot, a wéi vill vun dësen Demandé goufen approvouéiert?

6. Kéint eng Iwwergangsléisung agefouert ginn, déi et erlaabt, béid Statute parallel ze hunn, bis eng definitiv Entscheedung geholl gëtt?

7. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Auswierkunge vun dëser aktueller Praxis op d'Integratioun an d'Wuelbefanne vun de beträffte Familljen?

Réponse (02/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'temporär Protektioun gëtt op Basis vum Asylgesetz vum 18. Dezember 2015 accordéiert. D'Beneficiär vum der temporärer Protektioun si vum Immigratiounsgesetz vum 29. August 2008 ausgeschloss (Art. 2). Fir kënnen eng Openthaltsgeneemegung op Basis vum Immigratiounsgesetz ze kréien, muss een deemno de Statut de bénéficiaire vun der temporärer Protektioun opginn. D'Applikatioun vu béide Gesetzter an d'Vermëschung vu Statuten innerhalb vun de Familljen, an deenen d'Familljemember matenee wunnen a vuneneen ofhänken, ass net méiglech.

ad 2. D'Prozedur brauch net an deem Sënn vereinfacht ze ginn, well d'Leit schonn haut ouni Ennerbriechung vun engem Status an deen aneren iwwerginn. Si renoncéieren op hir temporär Protektioun ënnert der Condition suspensive, datt hir Openthaltsgeneemegung op Basis vum Immigratiounsgesetz accordéiert gëtt. Am Fall vun engem Refus vun enger Openthaltsgeneemegung verfällt d'Renounciatioun an d'Persoun behält hir temporär Protektioun.

ad 3. Et geet aus der 2. Äntwert ervir, datt keng Rechtsongesécherheet besteet.

Wichtig ass och ze erwänen, datt d'Leit hir temporär Protektioun zréck kënnen kréien, esoulaang dee Statut op EU-Niveau verlängert gëtt, falls si d'Konditiounen vun hirer Openthaltsgeneemegung net méi géifen erfüllen.

ad 4. Direkt nom Ufank vum Konflikt tëscht Russland an der Ukrain hunn déi zoustänneg Verwaltungseier reagéiert a Moosname geholl, fir einfach Demarché fir d'temporär Protektioun en place ze setzen. All néideg Moosname goufe getraff, fir d'Integratioun vu Leit zu Lëtzebuerg esou séier a wéineg komplizéiert wéi méiglech ze maachen, ënner anerem duerch den direkten Zougang zum Aarbechtsmarché an zum Schoulsystem, d'Recht op eng Wunnplaz an engem Foyer a medezinnesch Versuergung.

Wat d'Integratioun vu Leit ënner temporärer Protektioun ubelaangt, déi sech dauerhaft zu Lëtzebuerg wëllen néierloossen, huet d'Regierung schonn zanter Abrëll 2023 eng vereinfacht Prozedur agefouert, fir et dës Persounen ze erméiglechen, eng Openthaltsgeneemegung op Basis vum Immigratiounsgesetz ze froen.

ad 5. Säit dem Ufank vum Konflikt tëscht Russland an der Ukrain hunn am Ganzen 858 Leit ënner temporärer Protektioun eng Openthaltsgeneemegung als Travailleur salarié, Familljemember, Vie privée oder eng Carte bleue europäenne ugefrot. Vun deenen 858 Demandé sinn der 833 accordéiert a 25 refuséiert ginn.

ad 6. Et geet aus den Äntwerten ervir, datt eng Iwwergangsléisung net néideg ass, well et keng Ennerbriechung vum legale Status um Territoire vun de Leit gëtt. Eng Persoun kann net gläichzäiteg béid Statuten hunn, mee wiesselt vun engem Statut direkt an en aneren.

Wichtig ass och ervirzehiewen, dass Lëtzebuerg, wéi och déi aner EU-Memberstaaten, sech op eng Exit-Strategie vun der Protection temporaire virbereede muss, déi am Kader vun Ukrain-Krich aktivéiert gouf. An deem Kader sinn notament folgend Punkte virgesinn:

– D'Europäesch Kommissioun huet de 4. Juni 2025 virgeschloen, d'Protection temporaire bis de 4. Mäerz 2027 ze verlängeren. Dat soll ënnert anerem eng juristesche Sécherheet fir Beneficiär vum der Protection temporaire an de jeeeweilege Memberstaate garantéieren.

– Parallel zur Verlängerung soll eng EU-wäit Strategie ausgeschafft ginn, fir e progressiven Iwwergang aus der temporärer Protektioun ze initiéieren. Dës gesäit vir:

- Integrationsmesuren am Gaaschtland;
- fräiwëlleg Retourprogrammer a Kooperatioun mat der Ukrain;
- Informationszentere fir d'Beneficiären.

ad 7. Et geet aus den Äntwerten ervir, datt d'Praxis eng aner ass, wéi vum Auteur vun de Froen ugehall an deemno och keen negativen Impact op d'Wuelbefanne vun de beträffte Familljen huet.

Centre national pour victimes de violence | Question 2444 (12/06/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Le Centre national pour victimes de violences a été inauguré le 28 avril 2025, après que sa création a été annoncée l'été dernier. Comme le Centre a la vocation de fonctionner comme lieu d'accueil holistique pour des victimes de violences et qu'à l'inauguration on a annoncé qu'il fonctionnerait encore quelque temps avec des moyens et des heures réduits, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres :

1) Pourriez-vous fournir un relevé (bien sûr anonymisé) du personnel engagé, comprenant leurs formations et leurs affectations ?

2) Pourriez-vous communiquer quels postes sont encore à pourvoir ?

3) Quel cahier de charges organise l'accueil des victimes ? Pourriez-vous le fournir ? Si vous ne le pouvez pas parce qu'il n'est pas encore prêt, quand sera-t-il disponible ?

4) Y a-t-il une date prévue à partir de laquelle le Centre fonctionnera 24h sur 24, 7 jours sur 7 ? Je pose la question parce que le projet initial le prévoyait et que la plupart des violences ont lieu le soir ou la nuit.

5) Les personnes DPI et sans-papiers ont-elles le droit d'accéder au Centre sans risque de dénonciation à la police ou de poursuites judiciaires ?

6) Quelles procédures spécifiques sont en place pour accueillir les victimes mineures, qui tombent sous les lois relatives à la protection de l'enfance ?

Réponse (14/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

La réalisation du Centre national pour victimes de violences (CNVV) ainsi que le premier Plan d'action national sur les violences fondées sur le genre reflètent la volonté du Gouvernement de renforcer le dispositif national de lutte contre la violence fondée sur le genre et de mettre un accent sur la protection des victimes.

Au CNVV, leur prise en charge est assurée indépendamment de leur statut administratif, leur âge, leur identité de genre et leur nationalité. C'est dans cette optique, que le CNVV offre un accès inconditionnel, un accueil, une écoute bienveillante et une prise en charge ambulatoire d'urgence à toute victime de violences. Cette prise en charge repose sur quatre piliers : soutien psychosocial, assistance médicale, intervention policière (y compris la possibilité du dépôt d'une plainte) et information juridique.



Depuis son ouverture le 29 avril 2025, 52 victimes de violences ont demandé de l'aide auprès du CNVV. 28 victimes ont été prises en charge par l'équipe pluridisciplinaire sur place (parfois plusieurs fois), et 24 victimes ont demandé des informations et des conseils via téléphone ou courriel. (Chiffres du 4 juillet 2025)

En ce qui concerne vos questions par rapport au fonctionnement du CNVV, je peux vous fournir les informations suivantes :

ad 1) L'accueil des victimes au CNVV est assurée par une équipe pluridisciplinaire de 7 personnes, qui travaillent toujours en binôme, et qui se compose des profils suivants :

- AB – chargée de direction (40h) : éducatrice graduée et criminologue
- MD – chargée de direction adjointe (30h) : assistante sociale
- HC – assistant social (30h)
- JR – éducatrice diplômée (20h)
- SS – infirmière et sage-femme (30h)
- LS – infirmière (25h)
- NS – infirmière (25h)

En amont de l'ouverture du CNVV, chaque membre de l'équipe a suivi un cycle de formations pour s'outiller dans la prise en charge de victimes et pour assurer une bonne compréhension du dispositif en place, ainsi que des procédures et du cadre légal en vigueur. Les formations suivantes ont été proposées :

- Prévention de la violence
- Présentation du fonctionnement et des procédures CNVV
- Violence domestique et violences fondées sur le genre
- Accueil, écoute et prise en charge des victimes
- Premiers secours psychologiques
- Présentation de l'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO)
- Formation du Parquet Luxembourg
- Prise en charge des mineur-e-s victimes de violences
- Mutilations génitales féminines

ad 2) Actuellement, il n'est pas possible de communiquer le nombre exact des postes à pourvoir afin de respecter la procédure des propositions budgétaires en vigueur.

Le MEGA prévoit toutefois d'augmenter l'effectif et de renforcer l'équipe du CNVV au fur et à mesure pour pouvoir assurer à partir de 2026 et sous réserve de ressources budgétaires suffisantes, un fonctionnement 24h sur 24h, 7 jours sur 7 du CNVV.

ad 3) La prise en charge des victimes, majeures et mineures, est organisée selon des procédures et critères clairement définies.

Oui, il existe des procédures claires pour la prise en charge des victimes mineures et majeures s'adressant au CNVV.

Ces documents ont été élaborés en étroite concertation avec nos partenaires opérationnels et en tenant compte des procédures et démarches actuellement en vigueur. Tenant compte du fait que les procédures doivent au cours de la phase pilote encore être peaufinées, transcrites et adaptées sur base des expériences faites, elles seront partagées et publiées après leur finalisation.

ad 4) Actuellement, le CNVV fonctionne de manière complémentaire au réseau d'aide en place et accueille des victimes de violences en dehors des heures de bureau et les weekends, quand les autres services ne sont pas disponibles. Les heures d'ouverture sont :

- Lundi au jeudi : 17.00-00.00 heures
- Vendredi : 18.00-02.00 heures

- Samedi : 10.00-02.00 heures
- Dimanche : 10.00-00.00 heures

Comme mentionné ci-dessus, je prévois d'augmenter l'effectif du CNVV au fur et à mesure pour pouvoir assurer à partir de 2026 et sous réserve de ressources suffisantes, un fonctionnement 24h sur 24, 7 jours sur 7.

ad 5) Le CNVV est conçu comme une structure neutre offrant un accès inconditionnel et un accueil bienveillant à toute victime de violences indépendamment de son statut administratif. L'objectif du CNVV est d'assister les victimes et non pas de les dénoncer. Il convient toutefois de préciser que l'équipe est tenue de respecter et d'appliquer dans l'accomplissement de ses missions les procédures et le cadre légal en vigueur.

ad 6) La prise en charge des victimes mineures est organisée selon une procédure et des critères clairement définis et cela en étroite collaboration avec le parquet, la police, l'Office national de l'enfance et les partenaires prenant en charge des enfants victimes de violences.

Dans ce contexte, l'équipe du CNVV signale tout mineur en danger au service protection de la jeunesse du parquet après son accueil et après lui avoir rassuré et expliqué les démarches et le cadre légal en vigueur. Depuis l'ouverture du CNVV cinq signalements concernant une victime mineure en danger ont été faits.

Encadrement et sécurité des traitements esthétiques au Luxembourg | Question 2445 (12/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Eng rezent Ënnersichung vum amerikanesche Fernsehprogramm „Last Week Tonight“ huet geféierterlech Regulierungslücken an der amerikanescher Medical Spa Industrie opgedeckt. Et goufen alarmant Fäll bekannt gemaach, wou net lizenziert Praktiker mat gefälschte Produkter permanent Schied bei Patienté verursaacht hunn, dorënner Blannheet, schwéier Infektiounen an esouguer Doud. Well de Lëtzebuergereschen ästheetesche Sektour ëmmer méi wiest an net chirurgesch kosmeetesche Behandlungen ëmmer méi populär ginn, ass et wichteg ze iwwerpréieren, ob eis Regulierungsvirschrëften d'Patienté genuch virun änleche Risike schützen.

Déi international Medie weise beonrouegend Mustere: an den USA funktionéiere Medical Spas an deem, wat Experten als „wëlle Weste vum der Medezinn“ beschreiwen, mat minimaler Iwwerwaachung, Remote-Supervisioun an onzoulänglechen Ausbildungsexigencen. Änlech Regulierungslücken existéieren och an Europa, mat Länner wéi Irland an dem Vereente Kinnekräich, déi eréischt kierzlech ugefaangen hunn, de Mangel un obligatoresche Qualifikatiounen fir ästheetesche Praktiker unzuegoen. Eist Land ass en attraktive Maart fir ästheetesche Servicer, awer dese Wuesstem muss mat robuste Schutzmoossname begleet ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi detailléiert sinn d'Bestëmmungen, déi d'Ausübung vun den ästheetesche Behandlungen zu Lëtzebuerg regelen?
2. Wéi vill Leit hunn d'Autorisatioun, fir ästheetesche Behandlungen wéi Botox a Filler ze maachen a wat sinn hir Qualifikatiounen?
3. Gëtt et Ënnerscheeder tëschent der Regulierung vun traditionellen Dokter an deenen, déi nëmmen ästheetesche Behandlungen maachen?
4. Wéi gëtt d'medezinnesch Iwwerwaachung vu „Med Spas“ a änlechen Aariichtungen organiséiert?

5. Verfüügt de Ministère iwwer Chifferen zu Komplikatiounen oder unerwünschten Niewewirkungen no ästheetesche Behandlungen? Gëtt et e System, fir Incident-Meldungen ze sammelen an ze analyséieren?

6. Wéi kontrolléiert de Ministère d'Qualitéit an d'Hierkonft vun injizierbaren ästheetesche Produite wéi Botox a Filler?

7. Gëtt et Moossname géint den Import vu gefälschten oder net autoriséierten ästheetesche Produkter?

8. Wéi vill Kontrolle gi pro Joer an ästheeteschen Aariichtungen duerchgefouert?

9. Goufe Fäll vun illegaler Ausübung vun der ästheetescher Medezinn festgestallt, a wa jo, wéi gouf reagiert?

10. Wéi bewäert d'Ministesch eis aktuell Regulierung am Verglach mat eisen europäeschen Nopeschlänner? Sinn Ännerungen un der aktueller Gesetzgebung geplangt, fir d'Patientesécherheet ze verstärken?

11. Wéi laang an intensiv muss d'Ausbildung sinn, fir ästheetesche Injektiounen dierfen ze maachen? Gëtt et obligatoresch Weiterbildungsexigencë fir Praktiker an der ästheetescher Medezinn?

12. Wéi sinn d'Urgenceprozedure gereegelt, wann et bei ästheetesche Behandlungen zu Komplikatiounen kënnt? Mussen ästheetesche Zentre speziell Rettungsausrüstung a -medikamenten op der Plaz hunn?

13. Gëtt et Altersrestriktiounen fir ästheetesche Behandlungen zu Lëtzebuerg? Wéi gëtt de Schutz vu Mineuren a vulnerablen Erwuessene garantéiert?

14. Plangt d'Ministesch nei Moossnamen, fir d'Regulierung vun der ästheetescher Medezinn ze verstärken?

15. Wäert et eng speziell Lizenz fir „Med Spas“ ginn, änlech wéi an aneren europäesche Länner?

Réponse (27/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Ästheetesche Behandlungen ëmfaassen am Prinzip medezinnesch Akten a falen domat ënner d'Gesetz vum 29. Abrëll 1983 iwwert d'Dokteren, d'Zänndokteren an d'Veterinären, wat virgesäit, datt all Persoun, déi zu Lëtzebuerg Medezinn exerceiert, muss am Viraus eng Autorisatioun fir ze praktizéieren hunn.

Bestëmmte reglementéiert Gesondheitsberuffer dierfen allerdéngs och am Kader vun hirem Kompetenzberäich Injektiounen virhuelen, wann eng medezinnesch Ordonnance vum Dokter virläit⁶.

Eng weider gesetzlech Dispositioun gesäit vir, datt déi sougenannten Actes d'effraction cutanée de Gesondheitsberuffer virbehale sinn, also Leit, déi eng Autorisatioun fir ze praktizéieren hunn⁷.

ad 2. D'Spezialitéit vun der ästheetescher Medezinn ass net zu Lëtzebuerg unerkannt an deemno ginn och keng Autorisatiounen an dëser Spezialitéit ausgestallt.

ad 3. Nee, am Prinzip dierf all autoriséierten Dokter ästheetesche Traitementer ausféieren.

ad 4. Wann eng Meldung erakënnt, déi géint déi uewe genannte Gesetzter oder de Code de la santé verstéisst, kann d'Gesondheitsdirektioun eng Enquête maachen an eventuell op der Plaz Ermëttlungen duerchféieren.

⁶ Loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé

⁷ Article 1^{er} de la loi du 24 mai 2018 sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzeage UV

Beim Verstouss géint de Code de déontologie médicale kann och de Collège médical enquêtieren⁸.

ad 5. Wat d'Medezinnprodukter ugeet, déi an der ästheetescher Medezinn benotzt ginn, gëtt et e Vigilanzsystem am Aklang mam Règlement (EU) 2017/745 (MDR):

– Hiersteller a Vertrieeder si verpflichtet, all seriös Virfall betreffend Medezinnprodukter der Gesondheitsdirektion ze mellen.

– Gesondheitsberuffer, Benotzer a Patienten hunn d'Méiglechkeet, seriös Virfall am Zusammenhang mat der Benotzung vu Produkter der Gesondheitsdirektion ze mellen.⁹

Dës Donnéeë ginn analyséiert, fir Trends oder periodesch opriedend Problemer ze identifizéieren. Bis elo gouf nëmmen een eenzege Fall mat Botulinumtoxin zu Lëtzebuerg gemellt.

ad 6. De Botox an all Produit, dee Botulinumtoxin enthält, gëtt zu Lëtzebuerg als Medikament kategoriséiert. Virun hirer Kommerzialisatioun mussen se eng Autorisation de mise sur le marché (AMM) kréien, nodeems d'Qualitéit, d'Effizienz an déi néideg Sécherheet bewise gi sinn. Fir dës Produkter gëllt d'Reglementatioun betreffend Medikamenter wéi fir all aner Medikamenter.

ad 7. All Medikament, dat Botulinumtoxin enthält an zu Lëtzebuerg autoriséiert ass, muss duerch de Logistikservice vun engem autoriséierte pharmazeutesche Grousshandel un ëffentlech oder Spidols-Äpdkte geliwwert ginn, fir un de Patient oder un de behandelenden Dokter ausgelievert ze ginn. All aneren Transport oder Importatioun gëtt vun der Douane blockéiert.

Kontrolle kënnen op Basis vun Notifikatiounen duerchgefouert ginn, an d'wirtschaftlech Acteuren (Hiersteller a Vertrieeder) hunn d'Obligatioun, d'Konformitéit vun de kommerzialiséierte Produkter ze iwwerpréieren. D'Douane- an Akzisenadministratioun kontrolléiert a blockéiert d'Importatiounen vu Medikamenter mat Botulinumtoxin, déi net autoriséiert sinn.

ad 8. Am Fall vun enger Notifikatioun iwwer de Verdacht op illegal Aktivitéiten am Beräich vun de Gesondheitsberuffer kann d'Gesondheitsdirektion déi néideg Kontrollmoossnamen ergreifen.

Zanter Ufank 2025 goufe 6 ästheetesche Cabineten besicht.

ad 9. All Kéier wann een illegaalt Ausübe vun ästheetescher Medezinn festgestallt gëtt, geet eng Meldung deementspreechend un de Parquet weider.

ad 10. Déi aktuell Gesetzgebung deckt e groussen Deel vun den therapeutischen Traitementen of.

Et gi permanent nei Traitementen ugebueden, déi andauernd d'Fro opwerfen, ob de legale Kader vun dëse Praktiken nach adequat ass. Well d'Offer vun ästheeteschen Traitementen effektiv séier wiisst, leeft zorzäit eng Analys am Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwer d'Entwécklung vum gesetzleche Kader am noen Ausland, ier iwwer déi eventuell néideg gesetzlech Upassung befonnt gëtt.

ad 11. Injektiounen gehéieren zu der initialer Formatioun vun all Personal, dat autoriséiert ass, Injektiounen duerchzuféieren.

ad 12. Am Fall wou et sech ëm eng Praxis fir medezinnesch Ästhetik handelt an domat en Dokter

présent ass, deem autoriséiert ass, zu Lëtzebuerg ze praktizéieren, huet de Cabinet am Prinzip eng Noutfallkëscht¹⁰. Dës erméiglecht et, bei eventuelle medezinnesche Komplikatiounen am Kader vun engem ästheeteschen Traitement séier ze intervenéieren.

Bei Cabineten, déi Traitementen ubidden, déi net medezinnescher Natur sinn, ass normalerweis keen Dokter oder Gesondheitsfachpersonal präsent. Falls Komplikatiounen oder Problemer bei engem Traitement opriede sollten, muss d'Personal vun deem Cabinet de Rettungsdéngscht kontaktéieren.

ad 13. Bei medezinneschen Injektiounen gëllt d'Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Obligatiounen vum Patient. Den Artikel 13 gesäit vir, dass d'Rechter vu Mannerjärege vun den Elteren oder vun der erzéigungsberechtigter Persoun ausgeübt ginn an dass de Mannerjärege souwäit wéi méiglech un den Decisiounen mat bedeelegt gëtt¹¹.

Fir alles, wat d'Tätowéieren oder aner Techniken ubelaangt, déi ënnert d'Gesetz vum 2018¹² falen, gëtt op d'Artikelen 6 a 7 verwisen, déi all dës Techniken op Mineure verbidden, ausser de Percage du lobule de l'oreille. Eng Ausnam gëtt och gemaach, wann d'Mineure méi wéi 16 Joer hunn, dann duerfen de Percage an den Tätouage och ugewant ginn, wann ee Consentement éclairé gemaach gouf an d'Eltere respektiv d'gesetzlech Vertrieeder vun der Autorité parentale hire formellen Accord ginn hunn.

ad 14. Hei gëtt op d'Äntwert vun der Fro 10 verwisen.

ad 15. Ästheetesche Cabineten, déi keng medezinnesch Traitementen ubidden (och Med Spa genannt), ginn als kommerziell Entrepreneuren ugesinn, deemno falen dës Strukturen ënnert déi selwecht Reegelen wéi all aner kommerziell Entreprise a brauchen deementspreechend eng Autorisation d'établissement vum Wirtschaftsministère.

Optimisation fiscale pour l'innovation et les start-up tech | Question 2446 (12/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Ännerungen an der US-Steiergesetzgebung (Sektion 174) hunn amerikanesch Tech-Entreprise forcéiert, hir R&D- a Software-Entwécklungskäschten iwwer 5 Joer ze amortiséieren amplaz se direkt ofzesetzen. Dës huet zu enger méi héijer Steuerlaascht gefouert an den R&D-Investementswuesstem vu järech 6,6 % op manner wéi 0,5 % reduzéiert. Deementspreechend weisen europäesch Studien, datt Lëtzebuerg keng signifikant „ausgabe-baséiert R&D-Steierentlaaschtung“ ubitt, am Géigesaz zu Länner wéi der Belsch (mat bis zu 85 % Reduktioun), Irland (6,25 % effektive Steuersaz fir d'Innovation Box), oder den hollänneschen IP Box Regime. Während Lëtzebuerg eng 80-prozenteg Steuerbefreiung op IP-Akommes ubitt, kréien R&D-Ausgaben allgemeng keng verstärkt Ofsetzbarkeit iwwer déi normal Geschäftsausgaben-Ofsetzbarkeit eraus.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Plangt d'Regierung, eng direkt a verstärkt Ofsetzbarkeit vu Software-Entwécklungskäschten anzeféieren, fir Tech-Startups ze encouragéieren?

¹⁰ Loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments

¹¹ Loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé

¹² Loi du 24 mai 2018 sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

2. Wéi kann dee momentanen Digital Transformation Tax Credit (18 %) erweidert ginn, fir méi R&D-Aktivitéiten an -Ausgaben ze decken?

3. Gëtt et Iwwerleeungen, fir eng „Super-Deduction“ fir R&D-Ausgaben anzeféieren, änlech deenen, déi a China oder Dänemark implementéiert goufen?

4. Wéi kann d'Kombinatioun tëschent dem IP Box Regime an der direkter R&D-Käschten-Ofsetzbarkeit optiméiert ginn, fir e méi attraktive Package ze kréieren?

5. Plangt de Minister, eng komparativ Analys mat aneren EU-Länner ze maache fir ze bestëmmen, wéi Lëtzebuerg seng R&D-Steierincitatiounen méi kompetitiv maache kann?

Réponse (11/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Fir d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze stäerken a fir och innovativ Entrepreneuren unzezéien, huet dës Regierung schonn eng Rei Moossnamen geholl a wäert dat och an Zukunft maachen. Hei sief ë. a. op d'Reduktioun vum Steuersaz bei den Entrepreneuren oder ganz rezent op den 10-Punkten-Aktionsplang fir Startups verwisen, wou ënner anerem een neie Steierkredit fir sougenannte Business Angels, also Privatleut, déi a jonk innovativ Betriber mat héijer Recherche- an Entwécklungskäschten investéieren, ab d'nächst Joer agefouert soll ginn.

Méi spezifesch op d'Fro vum éierbaren Deputéierten bezunn, kënnen intern an och extern Käschten fir d'Entwécklung vun Informatikprogrammer, nieft den allgemengen Ofsetzbarkeetsreegelen, zousätzlech vun engem neie Steierkredit (Bonification d'impôt) vun 18 % fir Investitiounen an Exploitationskäschten, déi mat engem Projet vun der digitaler Transformatioun vun der Entreprise verbonne sinn, profitéieren. Am Fall vun engem steierleche Verloscht an engem Joer kann dës Steierkredit während maximal 10 Joer virgedroe ginn. Dës ass duerch déi gesetzlech Bestëmmung vum Artikel 152bis vum Akommessteiergesetz, geännert duerch d'Gesetz vum 22. Dezember 2023, nei gereegelt ginn.

Éischt Zuele weisen, datt dësen neie Regime gutt ugeholl gëtt. Fir 2024 goufe vun de 87 Demanden 72 Projekte vum zoustännegen Comité nach an deem selwechte Joer aviséiert; 68 dovunner positiv fir ee Gesamtinvestissement vun 260 Milliounen Euro, dovunner 246 Milliounen Euro eleng am Beräich vun der digitaler Transformatioun. 56 vun den aviséierte Projekte betreffen d'digital Transformatioun, haapt-sächlech verbonne mat Këschtlecher Intelligenz. D'Projekte kommen aus verschiddene wirtschaftleche Secteuren, haapt-sächlech aus dem Finanzsektor, awer och aus dem Handwerk, der Logistik, der verarbeitender Industrie an der Entrepreneurierodung.

De steierleche Regime, deem eng 80%eg Steuerbefreiung vu gewëssen Akommes aus bestëmmter intellektueller Propriétéit virgesäit, ass u sech separat vum Regime vun der steierlecher Ofsetzbarkeit vun enger Ausgab oder enger Ofschreiwung. Dësen Dispositif ënnerläit strenge Bedéngungen, déi drop ofzilen, e fairen internationale Konkurrenzader ze respektéieren. Duerfir kënnen d'Käschten fir de Kaf respektiv d'Entwécklung vun Informatikprogrammer a Breveten zwar op där enger Säit vum Steierkredit profitéieren, dat spéidert Akommes op där anerer Säit net awer um avantagéise steierleche Regime fir intellektuell Propriétéit.

Eng global Evaluatioun vum besteende Regime vun der Bonification d'impôt, deem zanter 2024 uwendbar ass, wäert fréistens 2026 méiglech sinn. Zousätzlech Analyse wieren och hei méiglech.

⁸ Arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 approuvant le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical

⁹ <https://santesecu.public.lu/fr/espace-professionnel/domaines/pharmacies-et-medicaments/dispositifs-medicaux.html>

Présence des administrations fiscales dans le Nord du pays | Question 2447 (12/06/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2282 vum 5. Mee vum Här André Bauler huet de Finanzminister präziséiert, datt sech, wat d'Zuel vum Personal ugeet, wat an de Steuerbüroer schafft, fir dem Bierger weiderhin dës wichtige Service unzëbidden, näischt änneren wäert. Dës verwonnert dach awer, well et jo esou ass, datt d'Awunnerzuel am Norde vum Land an engem stramme Mooss weider wiisst. Des Weidere präziséiert den Här Minister a senger Äntwert, datt de Bierger zu Clierf a Wolz jee no Besoin weiderhin eng Präsenz wäert ugebuede ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Gedenkt d'Regierung, op de Wee ze goen, fir d'Steuerbüroer am Norde personaltechnesch unzëpassen, fir esou dem Bevëlkerungswuesstem gerecht ze ginn?

2. Huet d'Regierung Kenntnis doriwwer, datt mëttel- oder laangfristeg weider Administratiounen am Norde vum Land sollen zougemaach ginn? Wa jo, ëm wéi eng Administratiounen handelt et sech hei?

3. Wéi gedenkt d'Regierung allgemeng virzegoen, fir d'Verwaltungen am Land personaltechnesch esou unzëpassen, datt si der steigender Nofro, bedéngt duerch de stramme Bevëlkerungswuesstem, gerecht kënne ginn?

4. Huet den Här Minister den Abléck schon eng konkreet Virstellung, wéi zu Wolz a Clierf de Service um Client, ë. a. am Hëlleck op d'Raimlechkeeten, Ëffnungszäiten etc., weiderhi kann ugebuede ginn? Wéi gedenkt den Här Minister an deem Kontext virzegoen, datt de Service um Client net u Qualitéit ofhëlt?

Réponse (14/07/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Sou wéi am Koalitionsaccord festgehal, ass d'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen an den Entwécklungszentren vum Land (déi sougenannten CDA, Centres de développement et d'attraction) eng Prioritéit vun dëser Regierung. An deem Sënn muss de Staat mam gudden Beispill virgoen, andeems e verschidde Servicer a Verwaltungen an den Entwécklungszentren erhält oder implantéiert. Dës Approche ass och en ligne mat der staarker demographescher Entwécklung, déi sech virun allem an de besteeënden Entwécklungszentren soll konzentréieren.

Aus där Ursach ënnerstëtzt d'Landesplanung d'Dezentralisatioun bei alle Projeten, wou si implizéiert gëtt, sief et z. B. zesumme mam Ministère vun der Fonction publique, wou d'Entwécklungszentren bei der Sich no Plaze fir Coworkingspaces fir Staatsbeamte prioriséiert ginn, oder och nach an der Entwécklung vum urbanistesche Gesamtprojet „Wunne mat der Wootz“, wou e Gebai fir ëffentlech Verwaltungen virgesinn ass.

Wat d'Froen 1 a 4 ugeet, wëlle mir den éierbaren Deputéierten op d'Äntwerten op d'Froen N° 2282, N° 2362 an N° 2449 verweisen.

Maintien du service au public malgré la digitalisation | Question 2448 (12/06/2025) de **M. Jeff Engelen**

Ëmmer méi administrativ Demarchë ginn iwwer den digitale Wee ofgewéckelt. Dës ka sécherlech

praktesch an zäitspuerend sinn, wann ee mat den neien Technologie vertraut ass. Fakt ass awer och, datt vill Leit – aus den ënnerschiddlechste Grënn – net mat den neien technesche Méiglechkeete vertraut sinn an hir Demarche léiwer iwwer de konventionelle Wee ofwéckelen. Et ass dofir wichteg, datt – och wat d'Personal an de verschiddene Verwaltungen ugeet – de Service um Client beschtméiglech erhalte bleift.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Premierminister:

1. Kann d'Regierung opschlësselen, wéi eng staatlech administrativ Servicer – opgeschlësselt no Regioun an opgeschlësselt no de leschten 10 Joer – Büroen zougemaach hu respektiv keen direkte Service um Client méi ubidden?

2. Kann d'Regierung opschlësselen, wéi eng staatlech administrativ Servicer – opgeschlësselt no Regioun an opgeschlësselt no de leschten 10 Joer – am Verglach zu virdu just nach e reduzéierte Service um Client ubidden?

3. Huet d'Regierung Informatiounen doriwwer, ob mëttel- oder laangfristeg weider Administratiounen hir Dieren zoumaache respektiv just nach e reduzéierte Service um Client ubidden?

4. Wéi gedenkt d'Regierung konkreet virzegoen, fir de Service um Client nees ze stäerken an iwwerdeems och enger wuessender Bevëlkerung unzëpassen?

Réponse (07/07/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

ad 1. Dës Informatiounen goufen iwwer d'Joren net erhuewen, esou dass d'Regierung se net an enger kompilierter Form zur Verfügung stelle kann.

ad 2. Och dës Informatiounen goufen iwwer d'Joren net erhuewen, esou dass d'Regierung se net an enger kompilierter Form zur Verfügung stelle kann.

ad 3. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 4.

ad 4. Wéi am Koalitionsaccord beschriwwen, sinn d'Digitaliséierung vun de Servicer an d'Verëinfache vun de staatleche Prozedure wichteg Ziler fir dës Regierung, well de Service um Bierger eng vun den Haaptmissiounen vum engem moderne Staat ass.

Gläichzäiteg ass et wichteg, datt d'Méiglechkeet fir analog Demarchë bestoe bleift an dass déi traditionell, net digital Kommunikatiounswëeër net ausgeschloss ginn. D'Ëmsetzung vum „Nationalen Aktionsplang fir digital Inclusioun“ gëtt weidergefouert, fir esou en effikasse Service um Client ze garantéieren.

E Beispill vun der Ëmsetzung vun dësen Prinzippien ass de Guichet.lu, iwwer deem d'Bierger iwwer Internet e groussen Deel vun hiren administrativen Demarchë kënnen erleeeden.

Gläichzäiteg kënnen d'Bierger dës Demarchen och analog am physische „Guichet.lu“ an der Stad maachen.

Well de physische „Guichet.lu“, mat iwwer 30.000 Visiteuren am Joer, mëttlerweil ze kleng ginn ass, ass de CTIE de Moment amgaang no engem neie Lokal um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg ze kucken, dat fir sou eng grouss Unzuel vu Clientë besser adaptéiert a méi accessibel ass.

Doriwwer eraus ass de CTIE zesumme mam Digitaliséierungsministère amgaang, ee Projet ze realiséieren, fir de physische „Guichet.lu“ ze dezentraliséieren a méi no bei d'Leit ze bréngen, sou wéi et am Koalitionsaccord virgesinn ass. An deem Sënn ass och virun e puer Wochen eng Ausschreiwung fir ee „bureau mobile“ vum CTIE lancéiert ginn, dee flexibel an deenen eenzelne Regiounen vum Land kann agesat ginn.

Des Weideren ass de Gemengen erlaabt, als autonom Entitéiten an direkten Usprichpartner vun de Bierger, verschidde Moeenen en place ze setzen, fir de Bierger iwwerall am Land qualitativ an héichwäerteg Servicer ubidden ze kënnen.

Bureau d'imposition de Redange | Question 2449 (13/06/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Nodeems Enn Abrëll an der Press matgedeelt gouf, datt d'Steuerbüroen zu Clierf a Wootz zougemaach solle ginn, well d'Raimlechkeeten net méi adäquat wieren, gëtt lo gefaart, datt och de Steuerbüro vu Réiden mëttelfristeg op Ettelbréck verluecht kéint ginn.

Glücklecherweis wäert de Büro vu Clierf dem Kanton erhalte bleiwen, well d'Gemeng Parc Housen dem Staat nei Raimlechkeete fir d'Steuerverwaltung ugebueden huet. Zu Wootz konnt dogéint nach keng definitiv Léisung offiziell festgehal ginn. Dës Verwaltung soll awer – leschten Informatiounen no – der Stad Wootz erhalte bleiwen, wat jo eng begrëssenswäert Entscheedung am Interesse vun der ganzer Regioun ass.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froen stellen:

1. Bleift och de Steuerbüro vu Réiden dem Kanton weiderhin erhalen?

2. Wéi vill Beamte schaffen de Moment an dësem Büro?

3. Ass et virgesinn, fir hir Zuel mëttelfristeg opzestocken?

4. Gëtt driwwer nogeduecht, fir och nei Raimlechkeete fir d'Steuerverwaltung am Kanton Réiden ze amenagéieren?

Réponse (27/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. De Steuerbüro vu Réiden ass aktuell zoustänneg fir d'Besteuerung vun de physische Persounen am Nordweste vum Land. De Büro wäert och weiderhin an der Uertschaft Réiden bestoe bleiwen.

ad 2. an 3. D'Equipe vum Büro zu Réiden besteet fir de Moment aus 10 Agentinnen an Agenten. Fir déi mëttelfristeg Entwécklung vum Personalbedarf dréit d'Steuerverwaltung ë. a. dem Populationswuesstem an de Besoine vun de Bierger Rechnung.

ad 4. De Moment schafft d'Administration des bâtiments publics un der Realisatioun vum engem neie Centre administratif zu Réiden. Et gëtt aktuell domat gerechent, fir dës Gebai 2029–2030 kënnen a Betrib ze huelen.

Développement de la place financière | Question 2450 (13/06/2025) de **M. André Bauler** (DP)

La place financière joue un rôle essentiel dans le développement économique et social du pays. Ce développement impressionnant est dû à des décisions politiques de nature diverse. Elles ne concernent pas seulement la fiscalité, mais également le cadre réglementaire et infrastructurel.

Ce cadre a évolué au fil des décennies et a contribué à renforcer l'attractivité de la place financière en attirant les capitaux et les talents les plus divers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quels sont les facteurs d'attraction principaux qui ont sensiblement conduit au développement continu

de notre industrie financière depuis l'an 2000 ? Existe-t-il une analyse spécifique à ce sujet, laquelle met en évidence l'impact de certaines décisions sur la croissance du secteur financier ?

2) Dans quelle mesure l'État a-t-il contribué au développement infrastructurel de l'industrie financière ? Autrement dit, quels ont été les projets majeurs ayant permis d'encadrer au mieux cette industrie afin de moderniser régulièrement son environnement digital ?

3) Quelles sont les mesures prises depuis le début du millénaire pour attirer davantage de talents innovateurs et spécialisés dans le domaine financier ?

4) Comment le poids de l'industrie financière dans l'économie nationale a-t-il évolué en termes d'emplois, de recettes fiscales et de valeur ajoutée brute depuis 2000 ?

Réponse (09/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) L'industrie financière luxembourgeoise se distingue par son expertise en matière de services transfrontaliers, sa capacité à permettre aux acteurs du secteur de diffuser leurs produits à l'échelle internationale et comme étant une porte d'entrée au marché européen pour les acteurs financiers des pays tiers.

Un exemple emblématique est celui de l'industrie luxembourgeoise des fonds d'investissement, qui se classe au deuxième rang mondial après les États-Unis. La transposition rapide de la première directive sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) dès 1988 a donné un avantage du premier entrant au Luxembourg. Très rapidement les principaux promoteurs de fonds internationaux ont lancé des OPCVM au Luxembourg afin de cibler les investisseurs européens. À partir du début des années 2000, la reconnaissance des produits OPCVM luxembourgeois s'est progressivement étendue au-delà de l'Union européenne, notamment auprès d'investisseurs en Asie et en Amérique latine, ce qui a incité de nouveaux acteurs à s'implanter au Luxembourg. Cet effet boule de neige a permis de renforcer l'écosystème de la place financière en développant les services et l'expertise dont ces acteurs avaient besoin : audit, administration de fonds, banques dépositaires, avocats, fiscalistes.

Aujourd'hui, les fonds domiciliés au Luxembourg sont distribués dans plus de 80 pays. Par ailleurs, le pays représente aujourd'hui près des deux tiers du marché européen des fonds alternatifs. En tout le secteur des fonds représente des actifs sous gestion de plus de 7.300 milliards d'euros.

Depuis le début des années 2000, la place financière du Luxembourg s'est diversifiée et a développé son expertise dans de nombreux segments de la chaîne de valeur de la finance mondiale. Gestion d'actifs, assurance, banque d'entreprise, gestion de patrimoine ou encore marchés de capitaux : le Luxembourg joue un rôle de porte d'entrée vers le marché européen tout en connectant l'Europe aux capitaux internationaux.

Le Luxembourg se distingue également par son environnement multilingue, qui facilite l'accueil d'opérateurs du monde entier et le service d'une clientèle internationale étendue. Le climat économique, juridique et politique stable de même que des finances publiques soutenables permettent au Luxembourg de conserver une notation triple A.

Le cadre légal et réglementaire du secteur financier luxembourgeois garantit une sécurité juridique élevée et une pleine conformité avec les standards européens et internationaux. L'innovation réglementaire a également contribué de manière significative au développement de nouvelles activités et produits.

Quelques exemples clés depuis le début du millénaire sont :

- la loi de 2004 sur la titrisation qui a mis en place au Luxembourg un cadre juridique spécifique pour la titrisation de risques au sens large ;
- la loi sur les sociétés d'investissement en capital à risque de 2004 ;
- la loi sur les fonds d'investissement spécialisés de 2007 ;
- l'introduction lors de la transposition de la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs en 2013 d'une nouvelle forme de société : la société en commandite spéciale marque la volonté de proposer une alternative sérieuse aux véhicules d'investissement anglo-saxons, d'autre part
- la loi de 2016 introduisant les fonds d'investissement alternatifs réservés (FIAR) destinés aux investisseurs qualifiés qui offre des opportunités d'investissement dans des actifs non traditionnels tels que le private equity ou l'immobilier.

Plus récemment, l'implémentation du règlement sur les fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF) 2 a permis de renforcer l'attractivité de la place pour ces produits conçus pour financer des projets à long terme dans divers secteurs tels que les infrastructures, l'immobilier, et les entreprises non cotées.

Le segment des ETF est actuellement en pleine croissance. Afin de s'assurer que le Luxembourg offre un cadre compétitif au développement de ces produits, le Gouvernement a décidé d'exonérer ces fonds de la taxe d'abonnement.

La place financière luxembourgeoise n'a cessé d'évoluer depuis sa création, en s'adaptant constamment aux transformations économiques et technologiques. À commencer par les premières émissions d'euro-obligations dans les années 1960. Dès le début des années 2000, elle s'est engagée dans la finance durable. En 2006, l'agence de labélisation LuxFLAG a été créée avec le soutien des ministères des Finances et de l'Environnement avec l'année 2007 marquant une étape importante avec la cotation de la première obligation verte émise par la Banque européenne d'investissement.

En 2016, la Bourse de Luxembourg a lancé le Luxembourg Green Exchange (LGX), première plateforme mondiale exclusivement dédiée aux produits financiers durables. Avec plus de 3.700 instruments cotés pour une valeur totale de 1.000 milliards d'euros, le Luxembourg s'impose aujourd'hui comme un leader mondial de la finance verte.

L'État s'est efforcé de soutenir le développement de ce secteur, notamment avec la création de la LSFI (Luxembourg Sustainable Finance Initiative) en 2020 ou la mise en place de l'ICFA (International Climate Finance Accelerator) ou l'exemption de taxe d'abonnement des fonds microfinance dès 2010.

En parallèle, la place mise résolument sur l'innovation à travers le développement de produits financiers dans le domaine de la FinTech. Grâce à un cadre réglementaire favorable, le Luxembourg attire des entreprises pionnières dans les secteurs du paiement, de la blockchain et de la finance digitale – des domaines essentiels à l'avenir de l'écosystème financier.

Il est notamment renvoyé à l'étude de Luxembourg for Finance « The State of the Financial Sector in Luxembourg ».

ad 2) Le Luxembourg a pris une longueur d'avance en investissant depuis plusieurs années dans des infrastructures dédiées à la transformation digitale, telles que l'accès à l'internet haut débit et la mise en place de centres de données performants.

Lancée en avril 2025, la Luxembourg AI Factory (L-AIF) est l'une des premières sélectionnées par le programme Europe numérique. Elle joue un rôle clé dans la stratégie numérique du pays en fournissant une infrastructure de calcul pour l'intelligence artificielle (IA) et en renforçant la collaboration entre chercheurs, institutions publiques et secteur privé pour développer une IA responsable. C'est dans ce cadre que le pays accueillera MeluXina-AI, un supercalculateur de nouvelle génération spécialement conçu pour l'IA, avec une disponibilité prévue à la mi-2026. À noter également que la finance est l'une des quatre verticales de la L-AIF.

Depuis la création en 2017 de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), fruit d'une initiative public-privé, un véritable écosystème FinTech a vu le jour au Luxembourg. La LHoFT pilote aujourd'hui un projet ambitieux visant à développer des solutions technologiques mutualisées pour la place financière, renforçant ainsi l'efficacité opérationnelle, les processus de conformité et l'expérience client dans tout le secteur des services financiers, notamment en matière d'échanges de données et de documents. Dans le cadre de la stratégie nationale IA, la LHoFT a également lancé un « AI Experience Centre », une initiative pionnière visant à démontrer et à accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle dans le secteur financier. Actuellement en cours de développement, cette initiative entend soutenir le développement de solutions d'IA sécurisées, évolutives et à fort impact, favoriser l'émergence des technologies financières de nouvelle génération et renforcer la capacité du Luxembourg sur les marchés financiers internationaux.

L'Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) de l'Université du Luxembourg a lancé en 2022 sa plateforme Finnovation Hub, une initiative soutenue par le Ministère des Finances. Le Finnovation Hub collabore avec les chercheurs du SnT afin de développer des technologies qui aident les acteurs du secteur financier à relever les défis de la transformation numérique.

La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) joue également un rôle clé. Premier régulateur européen à adopter une position claire sur les crypto-actifs dès 2014, la CSSF a également récemment publié, en collaboration avec la Banque centrale du Luxembourg, une seconde revue thématique sur l'usage de IA dans le secteur financier. Elle a par ailleurs conclu un partenariat stratégique avec Clarence, le cloud souverain luxembourgeois déconnecté, afin de tirer parti des technologies de pointe et de les appliquer à ses données sensibles, tout en garantissant la confidentialité, le contrôle total et une souveraineté complète.

Par ailleurs, le Luxembourg s'est doté, depuis 2019, d'un cadre légal et réglementaire parmi les plus avancés en Europe pour les activités liées aux actifs numériques. En décembre 2024, le législateur a adopté la quatrième « Loi blockchain », offrant un environnement juridique clair et sécurisé aux entreprises souhaitant détenir, émettre ou échanger des actifs numériques. C'est dans ce cadre que la banque HSBC a choisi d'implanter au Luxembourg sa plateforme mondiale de tokenisation Orion.

L'État luxembourgeois a d'ailleurs très récemment émis pour 50 millions d'euros des certificats de trésorerie numériques (« Digital Treasury Certificates », DTCs) via cette plateforme. Ceci renforce encore une fois le rôle du Luxembourg dans l'écosystème émergent de la finance digitale souveraine en Europe. De son côté, le gestionnaire d'actifs Franklin Templeton a profité de ce cadre pour lancer, à l'automne 2024, son premier fonds UCITS reposant sur une blockchain publique.

ad 3) Afin d'orienter et de mieux coordonner les actions stratégiques du Gouvernement dans le domaine des talents, le Gouvernement a mis en place un Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents. Ce Haut comité implique les départements ministériels concernés, ainsi que les représentants du secteur privé. Il s'agit d'un organe consultatif qui a pour rôle de donner son avis sur les axes stratégiques, de faire des propositions et ainsi d'orienter l'action du Gouvernement dans le domaine de l'attraction, de la rétention et du développement de talents.

Dans un contexte marqué par les transitions technologique et environnementale nécessitant des compétences pointues et à l'instar des autres places financières, le centre financier luxembourgeois cherche en permanence à attirer des talents hautement qualifiés. Cette quête est essentielle pour renforcer sa position dans la chaîne de valeur, répondre aux nouvelles normes internationales en matière de régulation, et demeurer à la pointe de l'innovation dans les services financiers. C'est dans ce contexte qu'un vaste paquet fiscal aux fins de renforcer l'attractivité du Luxembourg a été adopté en juillet 2024 avec notamment :

- une prime participative plus attractive : pour permettre aux entreprises de fidéliser davantage leurs salariés, les conditions pour pouvoir profiter de la prime participative ont été revues avec une augmentation du montant total de la prime participative que l'entreprise peut accorder aux salariés à 7,5 pour cent du résultat positif de l'exercice d'exploitation précédant immédiatement celui au titre duquel la prime participative est allouée aux salariés. Le montant maximal de la prime partiellement exonérée d'impôt est également porté de 25 pour cent du montant brut de la rémunération annuelle, avant incorporation des avantages en espèces et en nature, à 30 pour cent.

- un régime d'impatrié plus favorable : le précédent régime d'impatrié est remplacé et simplifié via une exemption de 50 % de la rémunération brute annuelle plafonnée à 400.000 euros. Cette mesure vise à renforcer l'attrait du Luxembourg pour les talents et les profils hautement spécialisés et tient compte de régimes attractifs mis en place dans d'autres pays de l'Union européenne.

- une nouvelle prime jeunes salariés : la nouvelle prime s'adresse aux jeunes salariés de moins de 30 ans bénéficiant d'un premier contrat de travail à durée indéterminée au Luxembourg. 75 % de cette prime se situant entre 2.500 euros à 5.000 euros en fonction du niveau de rémunération du jeune salarié sera fiscalement exonérée. Elle vient s'ajouter à la prime locative introduite par la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement.

- un crédit d'impôt pour heures supplémentaires pour salariés frontaliers : ce crédit d'impôt d'un maximum de 700 euros par an s'adresse, sous certaines conditions, aux salariés frontaliers prestant des heures supplémentaires rémunérées au Luxembourg.

Ces récentes initiatives devraient favoriser la rétention et le recrutement de jeunes talents. Ces nouveaux profils permettront également de soutenir l'élan d'innovation, en particulier dans le cadre de la transition numérique. Le secteur financier doit en effet investir massivement dans la digitalisation de ses services, intégrer les technologies émergentes comme l'intelligence artificielle et la blockchain, et se doter des moyens nécessaires pour faire face aux risques croissants en matière de cybersécurité.

Depuis sa création en 2008, Luxembourg for Finance a eu pour mission d'attirer des talents pour la place financière. L'importance de cet axe a été renforcée ces

dernières années. La campagne de recherche de talents de 2024 a atteint une portée et un engagement impressionnants sur plusieurs plateformes. La nouvelle vidéo promotionnelle a été visionnée 5,4 millions de fois. En complément, une campagne publicitaire numérique liée aux visuels a attiré plus de 1,4 million de vues dans les médias internationaux. Afin d'accroître sa visibilité sur les marchés clés, LFF a placé des visuels de la campagne à l'aéroport de Londres City, où ils ont été vus par environ 770.000 passagers pendant la durée de la campagne. Parallèlement, le site web [movetolux.com](https://www.movetolux.com) continue de servir de ressource pratique pour les nouveaux arrivants et les personnes souhaitant s'installer au Luxembourg. Couvrant des sujets tels que l'installation, le système scolaire, les avantages sociaux et les possibilités d'emploi, le site a reçu plus de 93.000 visites depuis son lancement.

ad 4) Il est renvoyé au tableau[↑] en annexe.

Les données concernant l'emploi repris en annexe sont celles produites par le Statec. La CSSF tablait sur un total de plus de 60.000 emplois (succursales situées à l'étranger comprises) au 31 décembre 2024¹³ (donc sans compter l'emploi dans le secteur des assurances et réassurances), tandis que Luxembourg for Finance chiffre l'emploi total du secteur financier à plus de 70.000 personnes¹⁴ (en y incluant notamment également les cabinets d'avocats et les réviseurs d'entreprises).

En ce qui concerne les recettes fiscales, la majorité des données fiscales par Code NACE ne sont disponibles que depuis 2011, de sorte que le tableau précité ne reprend les informations demandées qu'à partir de cette année.

Sanctions visant deux ministres israéliens d'extrême droite | Question 2451 (13/06/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Dans un communiqué joint, le Royaume-Uni, la Norvège, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont annoncé des sanctions visant deux ministres israéliens d'extrême droite, Monsieur Bezalel Smotrich et Monsieur Itamar Ben Gvir. Ces sanctions ont été mises en place en raison de la rhétorique extrémiste, prônant le déplacement forcé de Palestiniens et la création de nouvelles colonies israéliennes, épouvantable et dangereuse. Dans le communiqué, les membres du Gouvernement israélien en question sont accusés d'avoir « incité à une violence extrême et à de graves violations des droits humains des Palestiniens ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- Le Gouvernement soutient-il des sanctions contre Monsieur Bezalel Smotrich et Monsieur Itamar Ben Gvir ? Quelle est la position luxembourgeoise concernant la mise en place de sanctions contre ces deux personnes ?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à s'engager afin de mettre à l'ordre du jour du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne une discussion au sujet de sanctions contre Monsieur Bezalel Smotrich et Monsieur Itamar Ben Gvir ?

Réponse (11/07/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

¹³ <https://www.cssf.lu/wp-content/uploads/newsletter290.pdf>

¹⁴ <https://www.luxembourgforfinance.com/en/news/private-assets-and-life-insurance-drive-strong-growth-in-luxembourgs-financial-sector>

Le Luxembourg est ouvert à toute discussion de nouvelles mesures, et a soutenu toutes les mesures contre des colons israéliens violents.

Le ministère tient à rappeler que l'Union européenne, avec le soutien du Luxembourg, a adopté deux séries de mesures restrictives contre des colons violents et extrémistes et des entités israéliennes apparentées dans le Territoire palestinien occupé (TPO) pour leurs activités de colonisation illégales et le harcèlement de la population palestinienne locale. Ainsi, le 19 avril 2024, l'UE a inscrit quatre personnes et deux entités sur la liste du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme, suivi, le 15 juillet 2024, d'autres inscriptions contre cinq autres personnes et trois entités. De nouvelles propositions pour inscrire d'autres personnes sur la liste sont en cours de discussion et le Luxembourg soutient pleinement ces propositions, mais les sanctions contre des personnes ne peuvent être prises qu'à l'unanimité des membres de l'UE, cette unanimité n'existe pas actuellement.

En outre, le Luxembourg a soutenu, avec une poignée d'autres États membres, la demande néerlandaise visant à ce que la haute représentante et vice-présidente de la Commission (HRVP) évalue le respect de l'article 2 de l'accord d'association UE-Israël afin de déterminer si Israël viole la clause relative aux droits de l'homme de cet accord.

Congé parental pour les élus communaux | Question 2452 (13/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger Fro N° 0185 hat ech den Inneminister den 11. Februar gefrot, ob d'Regierung de Wee wéilt goen, fir dass Gemengepolitikere:innen an Zukunft de Congé parental kéinten huelen. Den Inneminister hat geäntwert, dass en net direkt de Wee vum engem Congé parental fir Gemengepolitikere wéilt fueren, well:

„D'Ausféierung vum engem Mandat ass e politesch Engagement an deem net gläichzestell mat enger klassischer Aarbechtssituatioun.“ Et wéilt een de Wee fueren iwwert de Statut social vum Élu local. „An do wäerte mer an den nächste Méint och nach eng Kéier méi intensiv souwuel mam Syvicol wéi och mat den Acteuren um Terrain doriwwer schwätzen.“

An engem „Wort“-Artikel vum 12. Juni 2025 schwätzt sech d'CSV-EU-Deputéiert Martine Kemp fir de Congé parental fir d'EU-Deputéierten aus:

„Es ist nicht länger akzeptabel, dass man sich zwischen politischer Verantwortung und Familie oder Gesundheit entscheiden muss.“ & „Ich begrüße diese Ankündigung, da im Europäischen Parlament endlich ein sozialer und familienfreundlicher Rechtsrahmen geschaffen wird.“ D'CSV-DP-Regierung huet an hirem Koalitionsaccord méi Zäit fir d'Famill ugekënnegt a wéll de Congé parental weider promouvéieren.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun des Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung zu Lëtzebuerg eng Auszäit, am Stil vum Congé parental, fir kommunal Mandatsdréier aféieren?

2. Wéi sinn déi intensiv Gespréicher mam Syvicol ofgelaf a wat ass fir déi nächste Méint geplangt?

Réponse (16/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Fir Urecht op Congé parental ze hunn, muss ee während mindestens 12 Méint virum Ufank vum Congé

parental eng professionell Aktivitéit ausgeübt hunn an an der Sécurité sociale affiliéiert gewiescht sinn.

All Gemengeconseiller oder Gemengeconseillère, dee sech an enger Aarbechtsrelatioun befënnt an doduerch och Recht op Congé politique huet, fir säi politesch Mandat ausüben, profitéiert schonn haut vun den Aarbechtsrechter aus dem Code du travail, ënner anerem och d'Urecht op de Congé parental¹⁵. Konkreet heescht dat, dass all Gewielten, dee sech haut an enger Aarbechtsrelatioun oder Änlechens befënnt an e politesch Mandat ausübt, Recht op all déi verschidde Congés extraordinaires huet.

E Gemengeconseiller oder eng Gemengeconseillère, déi sech net an enger Aarbechtsrelatioun befannen, mee iwwert en anere Wee sozial verséichert sinn a cotiséieren, kënnen, ënnert verschiddene Konditiounen, och Urecht op Congé parental hunn.

ad 2. Nodeems déi verschidde Cas-de-figures etabliert gi sinn, ass festgestallt ginn, dass de Besoin, fir en eegene Regime vu Congé parental fir déi lokal Gewielten ze schaffen, net ginn ass.

Donieft wäert d'Regierung, wéi am Koalitionsaccord festgehalen, de Congé parental weider promovéieren an en zousätzleche generelle Modell vun néng Méint aféieren.

Bodycams de la police | Question 2453 (13/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Policeminister huet op senger Pressekonferenz dës Woch erkläert, dass d'Bodycams bei der Police ab Juli an Asaz kommen. Wéi op der Websäit vun der Police ze liesen ass, gëtt d'Videomaterial duerno op engem „support informatique sécurisé“ gespäichert.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Gëtt d'Videomaterial integral op lëtzebuergesche Servere gespäichert?
Falls net, a wéi enge Länner gëtt d'Material gespäichert?

2. Gëtt d'Material intern bei der Police gespäichert?
Falls net, wéi eng weider Organisatiounen (Ministère, Firmen etc.) si mat der Späicherung vum Material befaasst?

Réponse (26/06/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Bodycams an hir Benetzung duerch d'Police sinn an enger Pressekonferenz den 11. Juni 2025 presentéiert ginn. Do gouf och erkläert, dass d'Videomaterial op enger gesécherter Cloud an Däitschland gespäichert gëtt.

ad 2. D'Videomaterial gëtt op enger gesécherter AWS Cloud, déi vu Motorola bedriwwen gëtt, gespäichert.

Den Artikel 43ter vum Policegesetz vum 18. Juli 2018 definéiert d'Benetzung vun de Bodycams. Laut dësem Gesetz gëtt d'Videomaterial, wat d'Police am Kader vun enger Affär brauch an erofluet, bei der Police gespäichert.

Impact et avis de l'EBA sur les CASPs | Question 2454 (13/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Dës Woch huet d'European Banking Authority (EBA) hir laang erwaart Stellungnam iwwer d'Zesummespill

¹⁵ Règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux, „Art. 6. Le congé politique est considéré comme temps de travail effectif. Pendant la durée du congé politique, les dispositions légales en matière de sécurité sociale et de protection de l'emploi restent applicables. [...]“

tëschent der Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA) an der Payment Services Directive 2 (PSD2) verëffentlecht. Dës Stellungnam weist op eng problematesch Situatioun hin, déi bedeiend Onsicherheit fir Crypto-Asset Service Provider (CASPs) zu Lëtzebuerg a ganz Europa schafft. Laut Artikel 48 (2) vu MiCA gi Stablecoins wéi Electronic Money Tokens (EMTs) elo legal als „elektronesch Geld“ klasséiert, wat dozou féiert, dass CASPs, déi EMT-Transferten oder Custodial Wallets ubidden, zousätzlech eng Payment-Institution-Lizenz ënner PSD2 brauchen.

D'EBA selwer erkennt, dass dës duebel Lizenzéierung „disproportionéiert“ an „onnëtz komplex“ ass. Als Lösung proposéiert d'EBA eng Iwwergangsperiod mat enger „net ze no kucken“-Approche, wou national Autoritéiten „encouragéiert“ ginn, Schlësselreegele vu PSD2 net ze enforcéieren bis 2026, ausser et gëtt Bedruch. Allerdéngs gëllt de Liability-Regime direkt, wat bedeit, dass CASPs schonn elo fir Schied haften, wann se Strong Customer Authentication net ëmsetzen. Dës Situatioun schafft massiv Rechtsonsicherheit an de-couragéiert Innovatioun am Crypto-Secteur, deen zu Lëtzebuerg vu grousssem Interessi ass.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi evaluéiert de Minister d'Auswierkung vum der EBA-Stellungnam op lëtzebuergesch CASPs an d'Konkurrenzfähigkeit vum der lëtzebuergescher Finanzplaz am Crypto-Bereich?

2. Wéi plangt d'Regierung, d'national Ëmsetzung vum der EBA-Empfehlung ze handhaben, besonnesch wat d'Iwwergangsperiod bis 2026 ugeet?

3. Wéi vill lëtzebuergesch Firms sinn aktuell als CASPs lizenziert an a wéi engem Mooss géifen se vun der neier duebeler Lizenzéierungspflicht betraff sinn? Wéi vill hu well eng Duebel-Lizenz a wéi vill net?

4. Wéi eng konkreet Schrëtt ënnerhëlt de Minister, fir d'Rechtsonsicherheit ze reduzéieren an d'Compliances-Käschte fir CASPs ze minimiséieren?

5. Plangt d'Regierung, Initiativen op europäeschem Niveau ze ënnerstëtzen, fir dës regulatoresche Konflikt tëschent MiCA a PSD2 strukturell ze lösen?

6. Wéi schätzt de Minister de Risiko an, dass dës komplex Regulatiounssituatioun zu engem „Brain Drain“ am lëtzebuergesche FinTech- a Crypto-Secteur féiert?

7. Wéi plangt d'Regierung, lëtzebuergesch CASPs bei der Navigatioun duerch dës nei regulatoresch Landschaft ze ënnerstëtzen?

Réponse (10/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

D'Stellungnam vun der EBA iwwer d'Zesummespill tëscht der Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA) an der Payment Services Directive 2 (PSD2), op déi den éierbaren Deputéierte verweist, zielt op eng europäesch Lösung hin, fir e Level-Playingfield tëscht allen EU-Memberstaaten ze erhalen.

Drei Entitéiten hunn aktuell zu Lëtzebuerg eng Zouloossung als CASP (Crypto-Asset Service Provider) ënnert der neier MiCA-Reglementatioun. Zwou dovunner sinn am Besëtz vun enger Duebel-Lizenz.

Lëtzebuerg CASPs si vun der aktueller europäescher Rechtslag op déi selwecht Manéier betraff wéi déi mat enger Zouloossung an engem aneren EU-Memberstaat. Dofir kann een net drop schlëssen, dass d'Kompetitivitéit vun der lëtzebuergescher Finanzplaz am Krypto-Bereich um EU-Plang negativ beaflosst gëtt.

D'CSSF leet déi praktesch Ëmsetzung vum der EBA-Stellungnam. Si huet d'Entitéiten iwwer

d'Verëffentlechung vun der EBA-Stellungnam informéiert a bleift a reegelméissegem Austausch mat de concernéierten Acteuren.

D'Zesummespill tëscht MiCA a PSD2 ass och Thema an den EU-Verhandlungen ronderëm PSD3/PSR. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Aarbechten aktiv um europäeschen Niveau, fir déi néideg Rechtssicherheit ze schaffen.

Dës Regierung setzt sech weiderhin dofir an, de gesetzleche Kader um nationalen an europäeschen Niveau ze vereinfachen an déi administrativ Belaaschtung fir d'Betriber ze reduzéieren, an esou och de Finanz- a FinTech-Standuert ze stäerken.

Accès des indépendants à l'indemnité de chômage | Question 2455 (13/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Situatioun vun Independanten am Kontext vun der Aarbechtslosenënnerstëtzung zu Lëtzebuerg weist op systematesch Problemer hin, déi eng grondsätzleche Iwwerpréiwung erfordere. Laut dem Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwer d'Aarbechtslosenversicherung an d'Insolvenzentschiedungen huet d'ADEM d'Aufgab, d'ekonomesch Situatioun vun de Kandidaten ze evaluéieren, besonnesch, ob den Arrêt vun der Aktivitéit op valablen ekonomesche Grënn berout. Trotzdem ginn onofhängeg Aarbechter – déi souwuel Salariés- wéi och Patronscontributiounen bezuelen, wat ongeféier 25 % vun hirem Brutto-Akommes entsprécht – systematesch als „Independant“ klasséiert a kréien dacks d'Recht op Aarbechtslosenentschiedung refuséiert.

D'ADEM huet op eng ëffentlech Ufro confirméiert, dass am Joer 2024 insgesamt 616 Demandé fir Aarbechtslosenënnerstëtzung vun onofhängegen Aarbechter agereecht goufen: 228 Demandé goufen approuvéiert, 373 goufe refuséiert a 15 sinn nach an der Iwwerpréiwung. Dës Statistiken, obwuel se weisen, dass net „null“ onofhängeg Aarbechter Ënnerstëtzung kréien, deiten trotzdem op en Taux de refus vun iwwer 60 % hin. Doriwwer eraus gëtt et dokumentéiert Fäll wou Employéé mat Responsabilitéit – ouni Actionnaire ze sinn – automatesch als „onofhängeg Aarbechter“ klasséiert a vun der Ënnerstëtzung ausgeschloss ginn, obwuel se keng richteg Selbstänneg sinn. Dës Situatioun stellt d'Kohärenz an d'Gerechtkeet vum System a Fro an erfuerdert transparent Critèren an eng konsequent Uwendung vum Gesetz.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Kann de Minister confirméieren, dass am Joer 2024 tatsächlech 616 Demandé fir Aarbechtslosenënnerstëtzung vun onofhängegen Aarbechter bei der ADEM agereecht goufen, a wéi ënnerscheet sech dës Ziel am Verglach zu de vergaangenen drii Joer?

2. Wéi erkläert de Minister, dass iwwer 60 % vun den Demandé vun onofhängegen Aarbechter (373 vu 616) am Joer 2024 refuséiert goufen an op wéi enge Grënn baséieren dës Refusen haaptsächlech?

3. Wéi definéiert d'ADEM genau de Status vum „onofhängegen Aarbechter“ am Ënnerscheed zu engem Employéé, a wéi eng Krittäre ginn applizéiert, fir Persounen mat Responsabilitéit awer ouni Participatioun ze klasséieren?

4. Wéi vill Employéé mat limitéierter Verantwortung (z. B. Filialleitungen, Managerrollen ouni Participatioun) goufen am Joer 2024 als „onofhängeg Aarbechter“ klasséiert an domat vun der Aarbechtslosenënnerstëtzung ausgeschloss?

5. Wat sinn déi konkret Krittären, déi d'ADEM applizéiert fir ze bestëmmen, ob den Arrêt vun enger onofhängeger Aktivitéit op „valabelen ekonomesche Grënn“ berout, wéi et am Gesetz vum 24. Dezember 1985 virgesinn ass?

6. Wéi justifizéiert d'Regierung, datt onofhängeg Aarbechter souwuel Employé- wéi och Patronscontributions (ongeféier 25 % vun hirem Brutto-Akommes) bezuelen, awer trotzdeem systematesch manner Accès zu Aarbechtslosenënnerstëtzung hu wéi klassesch Employéen?

7. Plangt d'Regierung eng Reform vum System, fir méi transparent Krittären an eng gerecht Behandlung vun onofhängegen Aarbechter ze garantéieren, déi hir voll Sozialversécherungscontributions bezuelen?

8. Wéi vill onofhängeg Aarbechter, déi am Joer 2024 Ënnerstëtzung kruten, waren tatsächlech richteg selbstänneg am Ënnerscheed zu Employéë mat limitéierter Managerverantwortung?

9. Wéi eng Mesurë plangt de Minister ze huelen, fir d'systematesch Diskriminéierung vun onofhängegen Aarbechter am Zougang zu sozialen Ënnerstëtzungsleeschtungen ze vermeiden?

Réponse (16/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Am Joer 2024 huet d'ADEM 616 Decisiounen geholl bezüglech Aarbechtslosenënnerstëtzung vun onofhängegen Aarbechter.

Verschieden Demandeur hunn awer 2-3-mol eng Demande fir de selwechte Grond agereecht. D'ADEM huet déi Fäll analyséiert an déi Doublone vun de Chifferec cartéiert.

Am Joer 2024 sinn also am Ganze 513 reell Demandé fir Aarbechtslosenënnerstëtzung vun onofhängegen Aarbechter bei der ADEM gestallt ginn.

Am Joer 2023 sinn 341 Demandé gestallt ginn an 263 am Joer 2022.

ad 2. Vun de 513 reellen Demandé fir Aarbechtslosenënnerstëtzung vun onofhängegen Aarbechter sinn der am Joer 2024 332 refuséiert ginn.

U sech ass et esou, datt verschidden Demandeur 2-3-mol déi selwecht Demande gemaach hunn (cf. Fro N° 1) an dann och 2-3-mol refuséiert gi sinn. Déi huet d'ADEM dann nëmmen als ee Refus geziel.

Et gouf och Dossier, déi sinn no engem oder zwee Refusen awer duerno accordéiert ginn, well si entweder ee kompletten Dossier duerno ofginn hunn oder well d'ADEM vun der Commission spéciale de réexamen (CSR) Onrecht krut. Déi Refusen huet d'ADEM ganz ecartéiert. Dat erkläert, firwat et just nach 332 Refuse sinn a keng 373 méi.

Zu dese Refuse sinn der eleng schonn 153 Demandé refuséiert ginn, well den Dossier net komplett war. Dës Dossiere fale bei der ADEM och ënner Refus, mee kënnen awer zu all Moment erëm instruéiert ginn, esoubal den Demandeur der ADEM déi néideg Dokumenter ofginn huet.

D'ADEM konnt also just op 360 Demanden eng valabel Decisioun huelen, well den Dossier komplett war an esou richteg konnt analyséiert an traitéiert ginn.

Den zweetheefegste Grond fir ee Refus ass de Fait, datt den onofhängegen Aarbechter net mat senger Aktivitéit opgehal huet (80 Refusen).

D'ADEM baséiert sech op den Artikel L. 525-1 vum Code du travail an op eng Jurisprudenz vum 30. Juli 2020 (N° 2020/0193):

„L'article L. 525-1 du Code du travail dispose que peut solliciter l'application du Titre II Livre V du même

Code, le travailleur indépendant qui a dû cesser son activité en raison de difficultés économiques et financières, pour raisons médicales, ou par le fait d'un tiers ou par un cas de force majeure. En outre, l'application du Titre précité est réglée, entre autres, par l'article L. 521-1 du Code du travail qui énonce notamment que seul le travailleur sans emploi peut être admis au bénéfice des indemnités de chômage complet.”

„Aux termes du jugement rendu par le Conseil supérieur de la sécurité sociale en date du 30 juillet 2020 (n° 2020/0193), un maintien de l'activité sociétale ne se trouve pas nécessairement en opposition avec l'arrêt de l'activité du travailleur indépendant proprement dit. Dans ce cas, il incombe au travailleur indépendant d'établir l'arrêt de son implication dans la société (il revient partant au requérant d'apporter la preuve que ses problèmes financiers personnels l'ont contraint d'arrêter son activité de manager du restaurant X par la restitution de ses autorisations d'établissement. [...] le Conseil supérieur de la sécurité sociale estime que la situation financière personnelle de Y s'était nécessairement dégradée à un point qu'il a dû arrêter son activité d'indépendant ensemble avec la cessation de l'activité de la société.”

Dès lors, l'autorisation d'établissement en nom propre ou d'une société ainsi que l'affiliation auprès du Centre commun de la sécurité sociale doivent être annulées.”

Den drëthteefegste Grond ass, well d'Cessatioun aus ekonomesche Grënn net gi war (14 Refusen).

ad 3. Fir de Statut vum „onofhängegen Aarbechter“ am Ënnerscheed zum Salarié ze definéieren, baséiert d'ADEM sech op verschidde Critèren.

Ass den Demandeur d'emploi um Centre commun de la sécurité sociale als „artisan/commerçant“, „travailleur intellectuel indépendant“, „conjoint aidant“ oder als „gérant salarié“ affiliéiert?

Bei de Fäll „artisan/commerçant“, „travailleur intellectuel indépendant“ a „conjoint aidant“ mussen ëmmer d'Konditiounen vum Artikel L. 525-1 vum Code du travail gekuckt ginn, vu dass si als „indépendant“ affiliéiert sinn.

Fir de „gérant salarié“ als „onofhängegen Aarbechter“ ze definéieren, mécht d'ADEM folgend Analysen:

– Et gëtt den Ënnerscheed tëscht enger „société anonyme“ an enger „société à responsabilité limitée“ gemaach.

Bei enger „société anonyme“ gëtt gekuckt, ob déi concernéiert Persoun folgend Mandater an der Sociéitéit huet, fir den Ënnerscheed tëscht engem „salarié“ an „indépendant“ ze maachen:

– Le demandeur n'est que membre du conseil/administrateur :

- Une demande salarié est à instruire.
- Le demandeur remplit un ou plusieurs des rôles suivants :
- Président du conseil ;
- Délégué à la gestion journalière ;
- Titulaire de l'autorisation d'établissement ;
- Une demande indépendante est à instruire.

Bei enger „société à responsabilité limitée“ sinn d'Critère fir feststellen, ob et e „salarié“ oder en „indépendant“ ass, folgendermoossen:

D'Persoun gëtt als „indépendant“ traitéiert, wann een oder méi Punkten erfëllt sinn:

- > 50 % des parts ;
- Gérant unique ;
- Gérant technique + signature conjointe + autorisation d'établissement ;
- Gérant technique + signature conjointe ;
- Gérant administratif + signature conjointe.

Am Fall vun enger Pluralitéit vun administrative Gerant(en), an ënnert der Bedéngung, datt d'Ënnerschrëftsrecht tëscht dem technesche Gerant an engem vun den administrative Gerant(en) gemeinsam ausgeübt gëtt, kann den administrative Gerant aleng als Salarié ugesi ginn, an eng Salariédsdemande ass anzerechen.

Des Weidere gëtt an all de Fäll de „lien de subordination“ ënnersicht, esou wéi folgend Jurisprudenzen et virgesinn:

„un contrat de travail se caractérise par trois éléments : une prestation de travail, une rémunération relative à cette prestation de travail et un lien de subordination existant entre le salarié et son employeur“ (CSSS 20 juin 2014, n° 2014/0137).

„l'exercice d'un mandat social au sein d'une société n'exclut pas nécessairement l'existence d'un contrat de travail dans le chef du mandataire social, à condition pour ce dernier d'exercer des fonctions distinctes de celle de son mandat“ (CSSS 8 octobre 2010 n° 2010/0158) „il convient de relever que le contrat de travail est défini comme étant la convention par laquelle une personne s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant rémunération, avec la considération que pour qu'il y ait rapport de subordination juridique, il faut que le contrat place le salarié sous l'autorité de son employeur qui lui donne des ordres concernant la prestation du travail, en contrôle l'accomplissement et en vérifie les résultats.

Si le cumul dans le chef d'une même personne des fonctions d'organe social et de salarié d'une société est possible, il faut cependant que le contrat de travail soit une convention réelle et sérieuse qui correspond à une fonction réellement exercée distincte de la fonction d'organe social et qui est caractérisée par rapport de subordination de salarié à employeur.

En effet, c'est le lien de subordination qui est le critère essentiel du contrat de travail. Il est caractérisé par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements d'un subordonné.“ (CSSS 27 octobre 2022, n° 2022/0228)

ad 4. a 6. Keng Persoun, déi hir Aarbecht verléiert, gëtt systematesch vun der Aarbechtslosenënnerstëtzung ausgeschloss. D'ADEM determinéiert, no den uewe genannte Critèren, ob et sech ëm e Salarié oder en Indépendant handelt, an applizéiert dann de Code du travail fir ze bestëmmen, ob e Recht op Aarbechtslosenënnerstëtzung besteet oder net.

Effektiv kënnen déi uewe genannte Rollen souwuel Fäll vu Salarié wéi vun Indépendant sinn. Fir de Moment huet d'ADEM keng Méiglechkeet, an deem Kontext exakt Chifferen ze liwweren.

De Fall gesat, en Demandeur d'emploi gëtt als „onofhängegen Aarbechter“, ewéi an der Fro N° 3 definéiert, klasséiert, gëtt gekuckt, ob hien d'Konditiounen, wéi den Artikel L. 525-1 vum Code du travail et virgesäit, erfëllt. Sinn dës Konditiounen erfëllt, kréie si Aarbechtslosenënnerstëtzung a sinn net ausgeschloss.

ad 5. Fir wirtschaftlech Schwierigkeete bei engem onofhängegen Aktivitéitsausübende feststellen, sinn d'Critère grondsätzlech änlech wéi déi, déi fir eng Gesellschaft gëllen. Si mussen sech awer un déi perséinlech an dacks méi flexibel Struktur vun esou enger Aktivitéit upassen. D'Analys baséiert dobäi gläichzäiteg op comptabelen Donnéeën, der perséinlecher Liquiditéit an der tatsächlecher Aarbechtsaktivitéit.



Ënnert de wichtigste Critère muss gekuckt ginn, ob d'Aktivitéit defizitär ass oder nëmmen eng niddreg Rentabilitéit opweist. Et soll iwwerpréift ginn, ob d'Marge brute oder de Résultat d'exploitation héich genuch ass, fir d'Fixkäschten, wéi zum Beispill d'Akeef vu Matière première, d'Loyeren an aner Käschten, ze decken.

En anere wichtige Punkt ass, ob déi betraffe Persoun (den Employeur, also den Independant) als Selbststännegen oder als Salarié bei der Sécurité sociale ugemellt ass. Am Fall vun enger Salariats-Affiliatioun soll kontrolléiert ginn, ob d'Remuneratiounen net op eng ongewéinlech héich oder eventuell abusiv Manéier festgeluecht goufen, fir d'Resultat kënschtlech ze beaflossen. Am Géigendeel, wann d'Persoun als Selbststännegen ugemellt ass, muss evaluéiert ginn, ob d'Aktivitéit nach genuch Akommes generéiert, fir déi perséinlech Besoinen op raisonnabel Aart a Weis ze erfëllen. Zousätzlech soll analyséiert ginn, ob d'Netto-Resultat iwwer eng méi laang Period negativ war. Weider wichteg Elementer, déi an d'Analys mat abezu ginn, sinn:

- d'Evolution vun de Capitaux propres an de leschte Joren;
- d'Verännerung vun de Creance-Konten;
- d'Situatioun vun der Liquiditéit (Trésorerie);
- souwéi de Verscheldungsgrad (Ratio d'endettement).

ad 7. an 9. Jo, d'Regierung ass sech dësem Sujet bewosst an dowéinst, awer net nëmme weinst deem genannte Problem, gëtt am Koalitiounsaccord betount: „Le travail des salariés et le travail des indépendants doivent être traités de manière égalitaire. Ainsi, le Gouvernement reformera le statut de l'indépendant.“

Déi zoustänneg Ministère sinn amgaang, den Inventaire ze maache vun allen Elementer, déi an deem Kader missten analyséiert ginn, a wäerten zäitno déi néideg Diskussiounen mat alle Bedeelegte féieren.

ad 8. Fir de Moment huet d'ADEM keng Méiglechkeet, an dësem Kontext exakt Chifferen ze liwweren.

Phénomène du « pedo-hunting » au Luxembourg | Question 2456 (13/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Zu Lëtzebuerg huet sech eng alarméierend Tendenz vun der Selbstjustiz entwéckelt, déi d'Grondsätz vum Rechtsstat ënnergriecht an d'ëffentlech Sécherheet a Gefor bréngt. Wéi den Innenminister Léon Gloden an der Chamber confirméiert huet, goufen am Joer 2024 zwee Fäll vu sougenannte „pedo-hunter“ registréiert – eng Form vun der Selbstjustiz, wou Privatpersounen am Internet no mutmaassleche Pädophilie sichen, se mat falsche Persounendaten zu Treffé motivéieren an hinnen da mat Iwwerzuel Gewalt undinn. Dës Akte gi gefilmt an online verbreet. Et ass richteg feststellen, datt „Pedo-Hunting Selbstjustiz ass“ an datt dës gewaltvollen Trend eng Strategie vu rietsextremen Acteuren ass, fir Reechwäit an Ënnerstëtzung ze kréien.

Dës Phänomene ass net op Lëtzebuerg limitéiert. An Europa gëtt eng bedenklech Entwécklung observéiert vu Vigilante-Gruppen, vu „pedo-hunter“ bis hin zu inoffizielle Grenzkontrollen, wéi rezent an Holland geschitt, wou Bierger op eege Fauscht Autoskontrollen organiséiert hunn. Laut den Originne vum Trend, deen aus Russland kennt an och an den USA populär ass, reflektéiert dës e grondsätzleche Vertrauensverloscht an de Rechtssystem an d'Staatsautoritéiten. Trotzdeem sinn d'Methoden vun dësen Gruppen antitheesch zu de Grondwäerter vum

Strofrechtssystem: si ënnergruewen den „due process“, violéieren d'Grondrechter vun de Verdächtige a kënnen souguer kriminell Prozeduren an Echec setzen. Doriwwer eraus entstinn duerch falsch Beschëlegungen oder Verwiesslung vu Persounen seriös Gefore fir onschëlleg Leit an hir Familjen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Kann de Minister detailléiert Informatiounen iwwer déi zwee dokumentéiert Fäll vu „pedo-hunting“ am Joer 2024 zur Verfügung stellen, dorënner d'Ëmstänn, d'Konsequenze fir d'Täter an d'Mesuren, déi geholl goufen?
2. Wéi evaluéiert d'Regierung de Risiko vun enger weiderer Ausbreedung vu Vigilante-Aktivitéiten zu Lëtzebuerg, besonnesch ugesicht vum den Entwécklungen an den Nopeschlänner?
3. Wéi vill Fäll vu Selbstjustiz oder Vigilante-Aktivitéiten (och ausserhalb vum „pedo-hunting“) goufen an de leschten dräi Joer zu Lëtzebuerg registréiert an a wéi engem Mooss goufen dës Akte juristesche verfollegt?
4. Wéi analyséiert de Minister den Zesummenhang tëschent Vigilante-Aktivitéiten a rietsextremen Ideologien, wéi et vun der Deputéiert Bofferding ënnerstrach gouf?
5. Wéi vill polizeilech Ressourcë mussen fir d'Ënnersuchung an d'Verfolgung vu Selbstjustiz-Akten agesat ginn, an a wéi engem Mooss behënnert dës d'Effektivitéit vun der regulärer Kriminalitéitsbekämpfung?
6. Wéi plangt d'Regierung d'Präventioun vu Vigilante-Aktivitéiten ze verstärken, besonnesch wat d'Opklärung an d'Sensibiliséierung vun der Bevëlkerung ugeet?
7. Wéi eng konkret Mesur si geplangt, fir d'Online-Aktivitéit vu potenzielle „pedo-hunter“-Gruppen ze iwwerwaachen an ze verhënneren, datt se sech zu Lëtzebuerg etabléieren?
8. A wéi enger Form kooperéiert d'Police mat internationale Partner, fir d'grenzüwerschreidend Tendenz vu Vigilante-Gruppen ze bekämpfen?
9. Wéi eng juristesche Instrumenter stinn zur Verfügung, fir géint Leit ze handeln, déi falsch Beschëlegungen online verbreedten oder online „stings“ organiséieren?
10. Wéi plangt d'Regierung d'Vertrauen an d'Fäegkeeten vum Rechtssystem ze stäerken, fir dat grondsätzlech Motiv fir Vigilante-Aktivitéiten ze reduzéieren?

Réponse (15/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministere de la Justice

ad 1. Déi zwee dokumentéiert Fäll vu „pedo-hunting“ aus dem Joer 2024 sinn nach an der Instruktioun an et kënnen deemno keng Detailler iwwer déi Dossiere matgedeelt ginn.

ad 2. an 3. Der Police sinn zwee Fäll vu „pedo-hunting“ rapportéiert ginn, déi zu enger Instruktioun gefouert hunn. Weider Fäll vu Selbstjustiz leien der Police net vir. Et ass deemno och op Grond vun 2 isoléierte Fäll an de leschte Joren zu Lëtzebuerg aktuell net ubruecht, fir hei am Land vun enger „alarméierend Tendenz“ ze schwätzen.

ad 4. Wat „pedo-hunting“ betrëfft, kënn den Phänomene ursprénglech aus dem rietsextremen Milieu, mee et gëtt hautdesdaags och Gruppen, déi „pedo-hunting“-Aktiounen duerchféieren, déi net als rietsextrem klasséiert ginn. Vigilante-Aktivitéiten sinn deemno net systematesch mat rietsextremen

Ideologien verbonden, mee dës stellen op Basis vun hirer Verherrschung vu Gewalt an Haass, an hirer Ofleerung vun de Grondprinzipien vun eise fräiheetlechen, demokratesche Rechtsstaat eng Justifikatioun duer, fir esou e Gewaltakt ze vollzéien an deen zu Propagandazwecken op de soziale Medien ze publizéieren.

Tätergruppéierungen, déi esou Aktivitéiten noginn, egal wéi eng ideologesch Gesënnung se hunn, hunn eng méi héich Gewaltbereitschaft gégeniwwer Persounen a sinn deemno och susceptibel, fir „pedo-hunting“ ze bedreihen.

ad 5. Et ass schwéier anzuschätzen, wéi vill Beamte respektiv Stonne fir dësen Typ vun Enquête néideg sinn. Et hânt zum Beispill dovunner of, wéi vill Leit insgesamt implizéiert sinn an duerch wéi eng Moeien dës Leit konnten identifizéiert a verhéiert ginn. Heiriwwer gi keng Statistiken gefouert.

D'Ënnersuchung an d'Verfolgung vu Selbstjustiz-Akte fällt ënnert Kriminalitéitsbekämpfung duerch d'Police a kann deemno net als Behënnerung betruecht ginn. Phänomeneen änneren sech stänneg an d'Police passt sech stänneg un d'Entwécklung vu kriminellen Phänomeneen un, fir d'Bevëlkerung esou effektiv wéi méiglech ze schützen an déi ufalend Enquêtes duerchzuféieren, wann et zu Strofdote komm ass.

ad 6. Selbstjustiz ass an engem Rechtsstaat net akzeptabel a wäert net toleréiert ginn. Dat huet den Innenminister an der Chamberskommissioun den 11. Juni zum Thema „pedo-hunting“ betount.

D'Police ríft d'Bierger ëmmer nees dozou op, all kriminell Dot oder Gefor fir eng aner Persoun der Police ze mellen an net op de soziale Medien ze deelen, well doduerch d'Aarbecht an d'Enquête vun der Justiz an der Police gestéiert a verhënnert ginn.

ad 7. De Service évaluation du risque vun der Police suivéiert all Dag Mouvementer a Gruppéierungen, déi an de soziale Medien ëffentlech aktiv sinn, zesumme mat de verschiddene Services vun der Police judiciaire an och mam Geheimdéngscht.

Et ass ugeduecht, d'Online-Verbreedung vum Phänomeneen ze ënnerbannen a Contenu vum Internet erfouezhuelen, andeems administrativ Mesuren heifir geschaf ginn. Den DSA (Digital Service Act) huet europawäit eng Dier opgemaach an national wäert e Gesetz déi Méiglechkeeten definéieren an erméiglechen. Dës Prozedur kéint änlech funktionéieren wéi déi vum TCO (Terrorism Content Online), wou am Bereich vum Terrorismus elo schon administrativ Mesurë kënnen geholl ginn, fir Contenu aus dem Internet erauszehuelen. An deem Kontext kéint och d'Bevëlkerung d'Méiglechkeet gebuede kréien, de Contenu ze melle bei engem Trusted Flagge, dem Service Provider oder och bei der Police.

ad 8. D'Police huet eng gutt Zesummenaarbecht mat internationale Partner-Staaten an tauscht Informatiounen zu méigleche Strofdoten aus. Doduerch konnt Lëtzebuerg, am Kader vun enger lafender Enquête, engem Partner-Staat schon emol e weideren (an deem Land nach net bekannten) Fait zu enger Strofdot matdeelen duerch eng Denonciatioun iwwer Justizautoritéiten.

Organisatiounen wéi Europol schaffe strateegesch Rapporten zu neie Phänomeneen aus, fir all EU-Memberstaaten op de selwechte Wëssensstand ze bréngen.

ad 9. De Code pénal gesäit eng Rei vun Dispositiounen vir, déi esou ee Verhalen, sief et am ëffentleche wéi och private Raum, sanktionéieren. D'Artikelen 443 a folgend sanktionéieren Verhalen wéi Beleidigungen, béiswëlleg Denonciatiounen oder

nach Diffamatiounen. Doriwwer eraus kënnen jee no de Begebenheiten och weider Infraktiounen zréck-behalen ginn. Esou kann dat selwecht Verhalen weinst virsätzlecher Kierperverletzung oder Erpressung bestrooft ginn. All Fall muss eenzel gekuckt an analyséiert ginn, fir dass déi stroferechtlech Äntwert op d'Gravitéit vun der Handlung oder vum Verhalen ausgerichtet gëtt.

ad 10. D'Motiver vun den Täter bei illegale Vigilante-Aktivitéit si méi villsäiteg. Wéi schonns beschriwwen, kënnen z. B. rietsextrem Ideologien eng Justifikatioun duerstellen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et am europäesche Verglach e grouss Vertrauen vun de Bierger an d'Justiz an an d'Police. Fir dëst Vertrauen ze erhalen, wäert d'Regierung der Police an der Justiz weider déi néideg Moyene ginn, fir effikass géint d'Kriminalitéit virzegoen, wourënner och Selbstjustizakte falen, an d'penal Prozedure beschleunegen. Och hunn d'Justizautoritéiten annoncéiert, souwäit et hinne méiglech ass, méi oft iwwer hir Enquêtes an hir Aarbecht an der Effektivitéit ze kommunizéieren. D'Police mécht dat haut schonns verstärkt, an och biergerno Initiative wéi d'Police locale oder den „Op e Kaffi mat der Police“ sinn hei wichteg. All dëst dréit zu méi Vertrauen bäi, an dozou, datt d'Bierger gesinn, datt eise Rechtsstaat an der Lag ass, Verbräiche konsequent ze bekämpfen an d'Mënschen hei am Land ze schützen.

Construction d'une nouvelle tour de contrôle à l'Aéroport de Findel et impact sur les dépenses de défense | Question 2457 (16/06/2025) de M. Marc Spautz | M. Emile Eicher (CSV)

De Bau vun engem neie Kontrollturm um Findel gouf vun der leschter Regierung an d'Weeër geleeht an 2019 vun der Chamber approvéiert. Och dës Regierung hält an hirem Koalitionsaccord fest, dass d'Aarbechte fir de Bau vun dësem Tower sollen an dëser Legislaturperiod ugoen an et gëtt an Aussicht gestallt, dass dëse ka virum Enn vun der Legislaturperiod a Betrib geholl ginn. Den Ausbau vun den Infrastrukturen um Findel ass eng erkläerte Prioritéit vun dëser Regierung an den neie Kontrollturm ass ee feste Bestanddeel dovun. Well eise Flughafen och vun der NATO genotzt gëtt a strateegesch wichteg ass, hunn Investitiounen a seng Infrastruktur och ee potenziellen Néierschlag op eis Ausgabe fir d'Defense, déi sollen drastesch eropgoen.

Zu dësem Theema wëllt mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a Verdeedegungsministesch follgend Froe stellen:

1. Wéini ginn d'Aarbechte fir de Bau vun engem neie Kontrollturm un?
2. Wéini kann den neie Kontrollturm a Betrib geholl ginn?
3. Gëtt de Bau vum neie Kontrollturm an den Ausgabe fir d'Defense geltend gemaach?
4. Falls jo, fir wat fir een Undeel vum Käschtepunkt?

Nouvelle tour de contrôle à l'Aéroport de Luxembourg-Findel | Question 2476 (18/06/2025) de M. Yves Cruchten | M. Ben Polidori (LSAP)

L'accord de coalition 2018-2023 prévoyait la construction d'une nouvelle tour de contrôle à l'Aéroport de Luxembourg-Findel, afin de répondre à l'augmentation du trafic aérien et d'améliorer les conditions de travail des contrôleurs aériens. Ce projet avait été inscrit dans la programmation pluriannuelle des investissements publics pour la période 2022-2026, avec une dotation de 30 millions d'euros. Il a été maintenu dans la loi de

programmation pluriannuelle pour 2023-2027, sans toutefois que le montant y soit précisé.

Selon des informations récentes, une réévaluation du projet initial serait actuellement à l'étude et la construction d'une tour de contrôle à distance (« remote tower ») serait envisagée.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Madame la Ministre soutient-elle encore le projet de nouvelle tour de contrôle tel qu'il avait été initialement défini ?
- 2) Est-ce que le ministère peut chiffrer les dépenses (études, cahier des charges, etc.) déjà engagées pour ce projet ?
- 3) Pouvez-vous confirmer qu'une solution de type « remote tower » est actuellement à l'étude ou en discussion au sein du ministère pour le site de l'Aéroport de Luxembourg-Findel ?
- 4) Estimez-vous qu'un éventuel équipement de l'aéroport avec une technologie de type « remote tower » comporterait le risque que le contrôle aérien puisse, à terme, être assuré depuis un autre aéroport à l'étranger ?
- 5) Le ministère peut-il confirmer que ce type de tour est aujourd'hui principalement en usage dans des aéroports régionaux, à l'instar de Saarbrücken, dont le trafic est géré à distance depuis Leipzig ?
- 6) Quelles seraient, selon les autorités concernées, les principales implications en matière de sécurité dans le cas d'un recours à une tour de contrôle à distance ?

Réponse (28/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense

Les honorables Députés s'enquerraient sur les projets concernant la construction d'une nouvelle tour de contrôle à l'Aéroport de Luxembourg-Findel.

1) Madame la Ministre soutient-elle encore le projet de nouvelle tour de contrôle tel qu'il avait été initialement défini ?

Le projet de nouvelle tour de contrôle avait été décidé par le Conseil de Gouvernement en 2018. Un cahier des charges a ensuite été élaboré, sans qu'un emplacement n'eût été défini au préalable. Après la pandémie, lux-Airport a coordonné la recherche de sites qui a abouti à l'identification d'un seul site en décembre 2023, situé à l'est du hangar Cargolux en « zone rurale » dans le POS « aéroport et environs » et en « zone verte agricole » dans le PAG de la commune de Sandweiler.

La recherche d'un site est une opération compliquée en raison des interférences radar, des distances par rapport à la piste à respecter et du respect des normes relatives aux « obstacles » de piste que chaque nouvelle construction doit respecter. Compte tenu du nombre de nouvelles constructions réalisées au cours des trois dernières décennies à l'aéroport, il n'y a que peu d'emplacements potentiels pour implanter un bâtiment élevé comme une tour de contrôle qui doit avoir vue d'œil sur l'intégralité de la piste.

Le site finalement retenu, se situant environ 15 m en dessous du niveau le plus élevé de la piste, nécessite une tour d'une hauteur assez considérable, qui n'a pas trouvé l'assentiment de l'administration communale de Sandweiler. Vu la longueur des procédures à réaliser, notamment pour répondre aux demandes de l'administration communale, et en l'absence d'études techniques concluantes à ce jour, la mise en service de la tour à cet endroit aurait nécessité une bonne dizaine

d'années. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au nouveau directeur de l'Administration de la navigation aérienne (« ANA »), nommé en avril de cette année, d'élaborer des solutions alternatives avec mes services.

Parallèlement, au niveau européen, il faut prendre en compte le règlement 2024/2803 relatif à la mise en œuvre du ciel unique européen qui vise à moderniser la gestion du trafic aérien (ATM) dans l'Union européenne en renforçant l'efficacité, la durabilité et la sécurité du système.

Le programme SESAR, le pilier technologique de la politique du ciel unique européen, et en son sein l'initiative du Digital European Sky de 2024, soutient la transformation numérique du ciel européen. Cette dernière est incontournable, afin de pouvoir maîtriser la croissance du trafic aérien dans les cieux européens, telle qu'elle ressort des prévisions actuelles. En effet, la numérisation des services de navigation permet d'augmenter et d'automatiser les flux gérés ; tant dans le ciel que sur les pistes.

Avant le 2 décembre 2026, les prestataires de services de navigation aérienne devront ainsi démontrer – dans une première étape – leur conformité avec les exigences d'interopérabilité numérique, notamment :

- L'échange de données via SWIM (System Wide Information Management),
- L'intégration de systèmes automatisés pour la gestion des trajectoires de vol,
- L'utilisation de plateformes numériques pour une coordination interopérable.

Entre-temps, l'actuelle tour de contrôle – en service depuis 1993 – vieillit et nécessite une rénovation diligente de certains équipements. Or, réaliser la rénovation de la tour pendant qu'elle est en service exigerait ou bien une réduction du trafic aérien à l'atterrissage et au décollage ou bien la répartition de travaux sur un nombre incalculable d'années.

Au vu de ce qui précède, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement lors d'une séance de ce mois l'aménagement d'un centre de contrôle aérien temporaire ayant recours aux technologies digitales pour servir, dans un premier temps, d'infrastructure complémentaire à l'actuelle tour de contrôle. Le Conseil de Gouvernement a en même temps décidé l'abandon du projet de construction d'une tour de contrôle dite « classique » sur le site précité.

2) Est-ce que le ministère peut chiffrer les dépenses (études, cahier des charges, etc.) déjà engagées pour ce projet ?

Selon les informations fournies par l'ANA et lux-Airport, les dépenses engagées pour l'étude de la nouvelle tour de contrôle depuis 2018 se montent à ce jour :

- dans le chef de l'ANA : à 106.680 EUR h.TVA ;
- et dans le chef de lux-Airport : à 25.800 EUR h.TVA.

3) Wéini ginn d'Aarbechte fir de Bau vun engem neie Kontrollturm un?

Et gëtt op d'Äntwert sub. 1 heidriwwer verwisen.

4) Wéini kann den neie Kontrollturm a Betrib geholl ginn?

Et gëtt op d'Äntwert sub. 1 heidriwwer verwisen.

5) Pouvez-vous confirmer qu'une solution de type « remote tower » est actuellement à l'étude ou en discussion au sein du ministère pour le site de l'Aéroport de Luxembourg-Findel ?

À la suite des démarches décrites sub. 1 ci-devant, et en vue de se conformer aux objectifs européens, le Conseil de Gouvernement a validé la construction d'un centre de contrôle aérien de type « virtuel » situé à l'intérieur de la zone aéroportuaire dans le POS et le PAG,



et reprenant les équipements du centre de contrôle aérien temporaire.

Ce centre est destiné à reprendre progressivement, l'échéance restant à être déterminée, les opérations de la tour de contrôle classique, mais également celles du contrôle de l'approche.

Parallèlement, la tour actuelle restera en fonction et sera aménagée sous forme hybride ou duale, disposant de techniques classiques et virtuelles. Le nouveau centre et la tour classique serviront mutuellement de solution de continuité réciproque.

Il s'agit de réussir la transition entre le contrôle classique avec vue sur la piste et la numérisation du contrôle aérien afin d'établir l'ANA dans la durée comme un acteur de premier choix ; et de pouvoir intégrer continuellement les nouveaux développements des technologies digitales, comme l'intelligence artificielle et l'automatisation.

6) Estimez-vous qu'un éventuel équipement de l'aéroport avec une technologie de type « remote tower » comporterait le risque que le contrôle aérien puisse, à terme, être assuré depuis un autre aéroport à l'étranger ?

En effet, un centre de contrôle virtuel peut assurer la gestion d'un aéroport distant de centaines ou de milliers de kilomètres – à condition de disposer de moyens de communication de haute performance. Je précise qu'indépendamment de l'existence d'une tour physique traditionnelle sur site, un aéroport peut être géré à distance si les équipements nécessaires (caméras et connexions haute performance, etc.) sont installés.

Le Gouvernement considère toutefois que la gestion de l'espace aérien luxembourgeois pour les services de l'approche et de la tour de contrôle de l'aéroport de Luxembourg représente une fonction de souveraineté nationale qui doit être réservée à la fonction publique.

Aussi et au vu des investissements que le Gouvernement entend réaliser dans les infrastructures du contrôle aérien, une gestion à distance de l'Aéroport de Luxembourg par un opérateur tiers n'est pas une option.

7) Le ministère peut-il confirmer que ce type de tour est aujourd'hui principalement en usage dans des aéroports régionaux, à l'instar de Saarbrücken, dont le trafic est géré à distance depuis Leipzig ?

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics n'est pas en mesure de confirmer cette affirmation (au-delà du fait que Saarbrücken et bientôt Erfurt sont gérés à partir de Leipzig), alors que des aéroports d'envergure ont recours aux technologies numériques : le London City Airport est géré depuis 2021 à distance par le centre NATS à Swanwick distant de 130 km, la Norvège gère 15 aéroports nationaux à partir du centre de Bodo et l'aéroport de Munich, un des plus grands en Europe, est en train de réaliser un projet de contrôle aérien virtuel de contingence, afin de pouvoir procéder à la rénovation de la tour de contrôle classique.

Au même titre, Charleroi et Liège seront bientôt gérés à partir d'un centre de gestion à distance situé près de Namur ; et des projets sont en cours en Estonie, Roumanie, Espagne, Irlande, Pays-Bas, Italie, Danemark, etc.

À titre d'exemple, l'aéroport précité de Charleroi est comparable à celui de Luxembourg au niveau des mouvements enregistrés : en 2024, on y a compté 91.673 mouvements (contre 91.283 pour Luxembourg (dont 75.365 vols internationaux)) et 10,5 millions de passagers (Luxembourg : 5,1 millions de passagers et

830.000 tonnes de frets, le fret étant inexistant à Charleroi).

Toujours à titre d'exemple, Luxembourg est sujet à de forts brouillards tout comme London City ; mais contrairement à l'aéroport britannique situé en plein centre-ville, les alentours immédiats de l'Aéroport de Luxembourg ne présentent pas d'obstacles nécessitant une fermeture passagère du contrôle d'approche (et non de la tour de contrôle virtuelle) en cas de fort brouillard.

La numérisation de la navigation aérienne est la technologie d'avenir incontournable en la matière. Même l'autorité américaine de l'aviation civile FAA, longtemps réticente envers la numérisation et enjointe par le FAA Reauthorization Act de 2024 d'avancer sur la certification de services numériques comme les tours de contrôles virtuelles, a mis en place des projets pilotes et défini les bases pour l'homologation de prestataires de services de navigation aérienne numérique.

Le Gouvernement souhaite être aux avant-postes de cette évolution, afin d'assurer la pérennité de la souveraineté nationale du contrôle de son espace aérien. En investissant dans l'avenir, la sécurité aérienne, la capacité et l'efficacité de la plateforme et des technologies ainsi que la pérennité de l'emploi seront garantis.

8) Quelles seraient, selon les autorités concernées, les principales implications en matière de sécurité dans le cas d'un recours à une tour de contrôle à distance ?

La Direction de l'aviation civile, consultée au sujet du centre de contrôle virtuel, estime qu'un tel concept semble réalisable au Luxembourg et est susceptible d'améliorer la performance opérationnelle.

Dans le détail, les principales implications d'une tour de contrôle virtuelle sont :

- La fiabilité visuelle est améliorée par des caméras haute définition disposées tout le long de la piste, alors que le contrôle à vue depuis une tour classique est sérieusement perturbé en cas de conditions météorologiques adverses (dont le fameux brouillard du Findel). Grâce aux fonctions numériques d'analyse et d'agrandissement des images, des objets invisibles à l'œil nu peuvent être affichés avec précision au contrôleur.

- Les coûts d'une tour virtuelle sont nettement inférieurs à ceux d'une tour classique, dont le seul gros œuvre fermé revient à plus d'un million EUR par mètre de hauteur (hors équipements).

- La flexibilité en matière d'interchangeabilité des équipements et de leur mise à jour/modernisation est considérablement plus élevée dans une tour virtuelle.

- La sécurité opérationnelle des deux techniques est comparable à condition de disposer de systèmes de secours robustes. L'Aéroport de Luxembourg dispose de connexions multi-providers et de réseaux fermés qui mettent les infrastructures critiques à l'abri de cyberattaques, comme celle que le Luxembourg vient de connaître la semaine dernière. Pendant cette attaque, tant l'aéroport que l'Administration de la navigation aérienne sont restés pleinement opérationnels en raison d'une ségrégation des systèmes opérationnels critiques. En installant le centre de contrôle virtuel à l'aéroport même, les lignes de communication peuvent être physiquement sécurisées, sans connexion aux voies de transmission de données ouvertes.

- Le potentiel d'incorporation d'innovations technologiques est quasiment infini dans une tour virtuelle, alors qu'il est limité aux technologies traditionnelles en voie de disparition dans une tour classique.

En résumé, les nouvelles technologies digitales ne mettent pas en péril la sécurité des opérations aériennes, mais contribuent à améliorer la sécurité dans tous les domaines.

De surcroît, des services physiques tels que le « follow me » pourront être remplacés par des guidages digitaux plus efficaces et sûrs, et p. ex. éviter des accidents du type collision entre bus et avion.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces nouvelles technologies visant une digitalisation du contrôle aérien, le MMTP et l'ANA sont conscients de certains changements et défis qui nécessiteront des formations ciblées, de nouvelles procédures et l'écoute des contrôleurs aériens pour identifier des failles ergonomiques ou un potentiel risque de phénomènes de « stress and fatigue » nouveaux qui viendront remplacer d'anciens phénomènes bien connus.

9) Gëtt de Bau vum neie Kontrolltuerm an den Ausgäbe fir d'Defense geltend gemaach?

Den Tower/Air Traffic Control u sech gehéiert zu der regulärer Infrastruktur vum engem zivile Flughafen, mee et kënnen verschidden domat verbonnen Investissementen an Equipementer, déi militäresch kënnen genotzt ginn (ewéi zum Beispill spezifesch Kommunikatiounsanlagen), an der Enveloppe vum den 3,5 % (core defense spending) ugerechent ginn.

An d'Léisungen, fir d'Kontinuitéit am Beräich Navigation aérienne ofzesécheren, dierften an den 1,5 % militäresch relevanten Depensen ugerechent ginn; eleng scho well se d'Resilienz vum Flughafen verbessern.

10) Falls jo, fir wat fir een Undeel vum Käschtepunkt?

Et ass à ce stade net méiglech, dee Montant ze evaluieren.

Position du Gouvernement sur l'électromobilité | Question 2459 (16/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Theema vun der Elektromobilitéit ass eng wichteg Moossnam, fir ewechzekomme vu Pétrol a Gas zu méi Nohaltegkeet an Ëmweltschutz. Et mécht eis och méi onofhängeg vun Diktaturen, déi eis fossill Brennstoffe verkafen. Nom Plang fir Klimaschutz an Energie (PNEC) solle bis 2030 d'Hallschent vun den Autoen op eise Stroossen elektresch ugedriwwen sinn.

Dovunner schéng mer awer nach wäit ewech ze sinn an ënnert dëszer Regierung gouf de Kaf vun E-Autoe méi onattraktiv gemaach. An engem RTL-Artikel vun haut sot d'Mobilitéitsministesch dozou:

„Dat ka sinn. Mä ech mengen awer och, dass ganz vill Leit trotzdeem doriwwer ewechdenken a sech soen, dat doten ass eng gutt Saach. Och fir eist Klima. Ech mengen, den Elektroauto huet awer aner Avantagen an ech mengen, dass dat och d'Leit iwwerzeegt. Ech hoffen et op alle Fall. An dass esou Manifestatiounen wéi déi heiten dann och de Leit weisen, de Confort vun engem Elektroauto an aner Avantagen“, sou d'Ministesch.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung vun de Virdeeler vun den Elektroautoen, wéi vun der Ministesch erkläert, iwwerzeegt?

2. Ass d'Mobilitéitsministesch dovunner iwwerzeegt, dass d'Elektroautoe besser si wéi d'Verbrenner? Falls jo, wäert d'Regierung sech op EU-Niveau dofir setzen, dass de Verbrenner-Aus gekippt gëtt, well wann d'E-Autoe besser sinn, brauch et jo kee Verbuet?

3. Wéi vill reng Elektroautoe befannen sech aktuell am Fuerpark vun der Regierung?

4. Wéi vill reng Elektroautoe goufen zënter 2024 ënnert der aktueller Regierung bäikaf?



5. Wéi vill Autoe befannen sech insgesamt am Fierpark vun der Regierung?

Réponse (18/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Positioun vun der Regierung zu der Elektromobilität an d'Entwécklung vum Fierpark vun der Regierung.

ad 1. D'Regierung ënnerstëtzt voll a ganz d'Ziler, déi am nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) am Beräich vun der Elektromobilität fir den Zäitraum 2021–2030 festgeluecht goufen. Mir halen eist Engagement fir eng nohalteng an dekarboniséiert Mobilitéit.

Och wa mir oppe fir all Technologie sinn, déi zu dëser Transitioun bäidroen kënnen, dorënner Waasserstoff, Biokraftstoff oder Hybrid-Undriff, stelle mir fest, datt Elektroautoen aktuell déi effizientst Léisung duerstellen, fir de klimateschen Erausforderungen an enger héijer Loftqualitéit gerecht ze ginn.

Dës Technologie bitt vill Virdeeler: eng bedeitend Reduktioun vun CO₂-Emissiounen iwwer de ganze Liewenszyklus, eng héich Energieeffizienz an niddreg Benotzungskäschte fir d'Fuerer. De Marché vun der Elektromobilitéit entwéckelt sech séier a positiv, souwuel op der Produktiouns- wéi och op der Demandesäit.

Schlussendlech ënnerstëtzt d'Regierung weiderhin de Kaf vun Elektroautoen souwéi den Ausbau vun der Luedinfrastruktur, ënner anerem duerch finanziell Hëlfele aus dem Fonds climat et énergie, ergänzt duerch fiskal Moossnamen.

ad 2. D'Ënnerstëtzung fir elektresch Gefier ass keng Fro vu perséinlecher Präferenz, mee eng klimatesch Noutwendegkeet. Den Transportsektor verursaacht e groussen Deel vun den CO₂-Emissiounen, an d'Dekarboniséierung ass essenziell, fir eis Klimaziler ze erreechen.

Wëssenschaftlech validéiert Studie weisen däitlech, datt Elektroautoen iwwert hire ganze Liewenszyklus vill manner Emissiounen produzéieren wéi thermesch Gefier, och wann een d'Batterieproduktioun berécksiichtegt.

Dofir geet et beim geplangten Enn vun den thermesche Motoren net ëm Ideologie, mee ëm eng néideg, wëssenschaftlech begrënnten Decisioun am Dëngscht vum Klima an eiser Gesellschaft. Mir wäerten dofir och weiderhin déi Engagementer ënnerstëtzen, déi um europäeschen Niveau geholl goufen. Mir lauschten natierlech och op d'Erwaardungen vun de Bierger*innen an den Acteuren um Marché.

ad 3. Et befannen sech aktuell 4 reng elektresch Autoen am Fierpark vun der Regierung. De Rescht vun den Autoen, déi de Regierungsmemberen zur Verfügung stinn, si 14 Plug-in-Hybridautoen. Et ass weiderhin d'Zil, fir de gesamte Fierpark vun der Regierungsmemberen CO₂-emissionsfräi ze kréien, allerdéngs ass et aus operationellen a sécherheets-technesche Grënn momentan net méiglech, op eng reng elektresch Flott ze setzen.

ad 4. Zënter 2024 goufen 126 reng Elektroautoe vum Staat bäikaf. Fir d'Regierungsmemberen ass keen neien Elektroauto ugeschafft ginn.

ad 5. Et befannen sech aktuell am Ganzen 42 Autoen am Fierpark vun der Regierung. Dozou gehéieren déi 18 Autoe fir d'Regierungsmemberen. Déi aner 24 Autoe stinn dem Service de protection du Gouvernement zur Verfügung.

Protection contre le spam par appels téléphoniques | Question 2460 (16/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Verbrieche schléift ni a scho guer net an der digitaler Welt. All Joer gi Milliounen u Leit Affer vu Bedruchsversich. Eng bekannte Masch vu Cyberkriminellen ass de Phishing, fir u perséinlech Donnéeën vun de Leit ze kommen. Onbekannten Nummere rufen engem op den Handy un a ginn sech als vertraulech Persounen oder Autoritéiten aus, fir esou un de Leit hir Bankdonnéeën ze kommen. All Joer entstinn domadder Milliounen u Schied fir d'Leit an d'Ekonomie.

An Däitschland huet Vodafone ee Schutzschëld géint Spam-Uruff opgestallt. Op der Websäit vu Vodafone kann een noliessen:

„Mit dem ‚Spam Warner‘ startet Vodafone heute einen neuen Sicherheitsdienst für das Mobilfunk-Netz. Auf dem Display jedes im Vodafone-Netz eingebuchten Handys erscheint eine Warnmeldung, die auf die Betrugsgefahr bei eingehenden Anrufen hinweist. Und zwar immer dann, wenn die Rufnummer von Sicherheitsexperten als Spam-Rufnummer eingestuft wurde. Das gilt sowohl für nationale als auch internationale Rufnummern.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Konsumenteschutz dës Fro stellen:

– Wäert déi lëtzebuergesch Regierung sech dofir setzen, dass esou ee Spam-Warner zu Lëtzebuerg obligatoresch gëtt?

Réponse (28/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

Zu Lëtzebuerg gëtt et haut schonn e puer Schutzmoossname géint dës Bedruchsversich. Zum Beispill solle lëtzebuergesch Festnetznummern net aus dem Ausland op Lëtzebuerg uuffallen, wat ënnerbënt, dass lëtzebuergesch Festnetznummere fir de Spamming/Spoofing benotzt ginn. Nodeems dës Moossnam ëmgesat gouf, hu vill Cyberkrimineller effektiv ugefaangen, lëtzebuergesch mobill Nummern ze benotzen. D'Operateuren hunn dofir och hei schonns Moossnamen en place gesat, fir do d'ergéint virzegoen, an den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) schafft aktuell un engem Reglement, fir géint dës Mëssbrauch virzegoen.

Een automatiséiert System fir d'Warnung géint Spam-Uruffer ass am Moment zu Lëtzebuerg nach net am Asaz. Fir datt esou e System effikass an deemno fir den Endbenotzer zuverlässeg funktionéiert, mussen dës Nummern als Spam identifizéiert ginn an d'Datebank ëmmer aktualiséiert sinn. Dëst erfuerdert eng komplex technesch Ëmsetzung, déi dee Moment och wierklech sécher muss funktionéieren. Dofir ass aktuell een obligatoreschen Asaz nach net geplangt.

Ganz besonnesch wichteg bleift allgemeng eng gutt Präventiounsaarbecht fir d'Endbenotzer, och am Fall vum Asaz vun esou engem System. Hei am Land sinn eng Rei Acteuren an deem Beräich aktiv, fir d'Ëffentlechkeet fir dës Problematik ze sensibiliséieren. D'Risiken, déi mat de Spam-Uruff zesummenhängen, sinn och Deel vun der neier grousser Sensibiliséierungscampagne www.cyberfraud.lu. Dës Campagne huet als Zil, d'Informatiounen zu Bedruch am Internet fir d'Bierger einfach verfügbar ze maachen, andeems se kloer duerstellt, wien ze kontaktéieren ass, wéini a wéi. Als offiziell Plattform fir d'Präventioun géint online Fraude zu Lëtzebuerg gëtt www.cyberfraud.lu.

lu Websäiten, Kontaktpunkten a Prozedure jee no Aart vu Bedruch un a bitt praktesch Rotschléi, fir sech géint Bedruchsversich ze schützen.

Ganz allgemeng sief nach drun erënnert, dass et iwwert de Code de la consommation verbueden ass, engem Konsument unzuerufen, wann deen net vir-drin säin Accord dozou ginn huet.

Utilisation de la technologie Palantir par les autorités luxembourgeoises | Question 2461 (16/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An eise Nopeschland Däitschland gëtt et an der Sécherheetspolitik Diskussiounen iwwert d'Notzung vun engem AI-Programm mam Numm „Vera“ vun der US-amerikanescher Firma Palantir. Ee rezenten Artikel am „Handelsblatt“ vum 12. Juni resüméiert d'Situatioun:

„Mehrere Sicherheitsbehörden der Länder setzen bei Terrorermittlungen auf die Dienste der US-Datenfirma [Palantir]. In der schwarz-roten Koalition bahnt sich ein Streit über den bundesweiten Einsatz der polizeilichen Analyseplattform ‚Vera‘ des US-Herstellers Palantir an. [...] Das Programm, das perspektivisch bundesweit zum Einsatz kommen könnte, durchforstet die verschiedenen Datenbanken der Polizei, um Querverbindungen zu entdecken, die den Ermittlern sonst vielleicht nicht auffallen würden. [...] Fiedler betonte zudem, wie bedeutend gerade im Bereich der Sicherheit ‚unsere Souveränität‘ sei: ‚Wir dürfen uns hier nicht erlauben, bei einer Schlüsseltechnologie weiter abhängig von den Vereinigten Staaten zu sein.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Justiz dës Fro stellen:

1. Gëtt dës Software och vu lëtzebuergeschen Autoritéiten, wéi der Police oder der Justiz, genotzt?

2. Hu lëtzebuergesch Verwaltung Servicer vun der Firma Palantir genotzt?

Réponse (09/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

D'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0618 vum 16. Abrëll 2024 an N° 2420 vum 5. Juni 2025 hu scho präziséiert, dass d'Moyenen, déi d'Police dierf bei de judiciairen Enquëten an Instruktiounen asetzen, an d'Prozeduren, déi dobäi mussen agehale ginn, am Artikel 88-1 vum Code de procédure pénale (CPP) gereegelt sinn.

Den CPP gesäit näischt iwwert d'Origine vun de Moyene vir. Wann et noutwendeg ass am Kader vun hire Missiounen, notzt d'Police och net lëtzebuergesch Softwaren.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënnen keng Informatiounen betreffend d'technesch Equipementer oder Software publizéiert ginn.

Compétences des communes dans le domaine de la circulation | Question 2462 (16/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Gemeng Péiteng gouf et eng Konfusioun ëm d'Kompetenz vum Gemengerot betreffend eng Decisioun zur Gestiou vum Stroosseverkéier.

Esou hat d'Gemengeverwaltung, ouni de Vott vum Gemengerot iwwert eng Ännerung vum Règlement général de la circulation ofzemaachen, d'Beschëlderung op verschidde Stroossen en aval scho



geännert. De Gemengerot huet de Vott den 31. Mäerz geholl, also nodeems d'Beschëlderung schonn en place war.

An enger schrëftlecher Äntwert vum 2. Juni 2025 op eng Fro vum Gemengeconseiller Chris Bernard (Referenz: 2025.66625.SECR) schreiwen déi politesch Responsabel:

„Jo, mir konnten dat maachen, well an dësem Fall d'Reglementatioun, mat oder ouni Signalisatioun, souwisou déi selwecht war. D'Signalisatioun gouf installéiert, well dëst eng nei Uweisung vum Ministère de la Mobilité et des Travaux publics war.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Ass d'Virgoe vum der Gemengeverwaltung juristisch richteg an huet déi Beschëlderung dierfte gemaach ginn, ouni dem Gemengerot säi Vott heizou ofzawaarden?

Réponse (16/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte Marc Goergen reiseignéiert sech iwwert d'Kompetenze vum der Gemengenautoritéit bei Decisiounen iwwert d'Gemengeverkéiersreglement an dem deementsprieche den Opstelle vum der Stroossebeschëlderung.

Den Artikel 5 vum modifizéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 betreffend d'Verkéiersregelung op allen ëffentleche Stroosse gesäit vir, dass d'Gemengenautoritéit kompetent si fir d'Reglementéierung vum Verkéier op den ëffentleche Stroossen um Gemeigenterritoire.

Als Gemengenorgan ass de Gemengerot kompetent, Verkéiersreglementer unzehuelen, déi net ënner d'Urgence falen.

Fir dass d'Verkéiersreglementer vum Gemengerot kënnen exekutéiert ginn, brauchen se eng duebel Approbatioun vum Mobilitéitsminister a vum Innenminister (Art. 5 vum Gesetz vum 14. Februar 1955 betreffend d'Verkéiersregelung op allen ëffentleche Stroossen).

Eréischt wann dat approuvéiert Verkéiersreglement duerch Affichéiere während 3 kompletten Deeg op den übleche Plaze verëffentlecht ginn ass, trëtt et a Kraaft a kann exekutéiert ginn. (Art. 82 vum modifizéierte Gemengegesetz). Deementspriechend kann och dann eréischt d'Stroossebeschëlderung ugepasst ginn.

D'Verkéiersreglement vum 31. Mäerz 2025 vum der Gemeng Péiteng gouf den 11. Abrëll 2025 vum der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an den 22. Abrëll vum Innenminister approuvéiert.

De Ministère hir Uweisungen zu Prozedure vum der Verkéiersreglementer vum der Gemengen entspreche dës Bestëmmungen an et gouf an dësem Zesummenhang och keng nei Uweisungen, fir déi aktuell Prozeduren ze veränneren.

Violences à l'encontre des personnes âgées au Luxembourg | Question 2463 (16/06/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 15. Juni ass den internationalen Dag géint d'Mësshandele vum eelere Leit. D'Gewalt géint eelere Leit ass eng traureg gesellschaftlech Realitéit, déi souwuel physisch, psychesch, finanziell Gewalt wéi och Vernoléissegung ëmfasse kann. Dës Form vu Gewalt ka souwuel an der Famill, an Institutiounen oder duerch Betreuepersounen geschéien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Gewalt géint eelere Leit goufen an der leschte 5 Joer (2020–2024) bei de kompetente Servicer gemellt?

2. Kann de Minister eng Opschlësselung no der Aart vum der Gewalt ginn (physisch, psychesch, finanziell, Vernoléissegung)?

3. Wéi vill vun dëse Fäll hunn zu enger juristescher Plainte gefouert?

4. Wéi vill Persounen iwwer 65 Joer hunn an dëser Zäit Hëllef bei spezialiséierte Servicer gesicht?

5. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung geholl, fir dës Problematik ze bekämpfen a bewosst ze maachen?

6. Gëtt et eng national Strategie fir d'Preventioun a Bekämpfung vum der Gewalt géint eelere Leit?

7. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Effektivitéit vum den aktuelle Schutzmoossnamen?

8. Wéi vill Fäll vu Gewalt goufen an Alters-a Fleegeheemer gemellt?

Réponse (14/08/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. D'Police-Statistik deklinéiert Gewalt a verschidden Infraktiounen. Den Tableau[†] heidrënner lësch d'Zuelen op vun Infraktiounen an der Kategorie physisch, psychesch oder finanziell Gewalt géint Affer iwwert 65 Joer, déi der Police an der leschte 5 Joer gemellt goufen.

ad 3. All déi opgelëscht Fäll hunn eng Plainte no sech gezunn.

ad 4. An de Joren 2020–2024 sinn 858 Doleancen a Reklamatiounen duerch de Senioren-Telefon, iwwert Courier oder Mail un de Familljeministère erugeginn, dovun sinn 106 direkt un aner Instanzen (Ministèren, Administratiounen, Servicer oder Associatiounen) weidergeleet ginn. Et ass allerdéngs ze präziséieren, dass dës Reklamatiounen sech net alleguer op Gewalt vis-à-vis vum eelere Leit bezunn hunn.

ad 5. D'Police lancéiert reegelméisseg Präventiounscampagnen a stellt de Bierger Informationsmaterial a Rotschléi géint verschidde Forme vu Gewalt a Bedruch op hirer Internetsäit zur Verfügung. De Service national de prévention de la criminalité (SNPC) vum der Police, esouwéi déi véier Services de prévention régionaux stinn de Bierger iwwer Telefon, E-Mail oder Courier zur Verfügung.

Et gi reegelméisseg national Campagnen vum der Police lancéiert, zesumme mat den zoustännege Ministère, déi och iwwer déi national Medie promovéiert ginn. Als Beispill kann een d'Campagne „Léif Boma, léiwe Bopa, Loosst iech net beducksen“ nennen, déi spezifesch eelere Leit cibléiert. <https://police.public.lu/fr/publications/2019/leif-boma-leiwe-bopa-net-beducksen.html>.

Donieft si mam Gesetz vum 23. August 2023 iwwer d'Qualitéit vum den Servicer fir eelere Leit eng ganz Rei u Moossnamen ergraff ginn, fir dem eelere Mësch eng héich Qualitéit vum den ugebuedene Servicer, an domat Bien-traitance a Wuelbefannen ze garantéieren. Am Kader vum der Elaboratioun vum nationalen Aktionsplang vum „Bien vieillir“ („Gutt al ginn“) stellen iwwerdeems d'Sensibiliséierung iwwer d'Maltraitance vum eelere Mësch an d'Promotioun vu positiven Altersbiller zentral Aspekter duer.

ad 6 a 7. Wéi am Koalitiounsaccord 2023–2028 virgesinn, wäert d'Regierung e Comité interministériel asetzen, fir d'juristesche Basis an dësem Beräich op de Leescht ze huelen an eng kohärent legal Basis ze schaffen, mam Zil, d'Vernoléissegung an d'Maltraitance vum eelere Mësch effektiv ze bekämpfen. Dëse Comité ministériel soll nach dëst Joer opgestallt ginn.

ad 8. Dem Familljeministère lieie keng zentraliséiert Zuelen iwwert Fäll vu Gewalt géint eelere Persounen an Alters- a Fleegeheemer vir. Et gëtt keng eegestänneg Instanz oder Plattform, wou all dës Fäll gesammelt ginn.

Liberté de la presse et incidents récents autour de la FLF | Question 2464 (16/06/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Déi lescht Wochen hunn eng Serie vu problematesche Virfäll ronderëm d'lëtzebuergesch Foussballnationalequipe an d'FLF (Fédération luxembourgeoise de football) d'ëffentleche Beschäftegt. Besonnesch problematesch war och de selektiven Ausschluss vum engem spezifesche Journalist vum „Le Quotidien“ vum enger Presseronn den 2. Juni 2025, nodeems hie kritesch iwwer d'Entscheidung vum der FLF betreffend de Spiller Gerson Rodrigues geschriwwen hat. Dëst huet eng breet Diskussioun iwwer d'Mediefreiheet an d'Recht op kritesche Journalismus ausgeléist.

Zousätzlech koum et de 6. Juni zu Protester virum an am Stadion, wou FLF-kritesch Plakater vum der Stadionuerdner ewechgeholl goufen an eng Fra blesséiert gouf. D'FLF huet sech spéider entschëllegt a gesot, et wier e „bedauerlecht Mëssverständnis“ gewiescht. Dës Evenementer weisen op e problemateschen Ëmgank mat der Meenungsfräiheet a journalistescher Aarbecht am Sportberäich hin, déi d'demokratesch Prinzipien ënnergruuen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Kommunikatioun a Medien dës Fro stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung de selektiven Ausschluss vum engem Journalist vum enger ëffentlecher Presseronn?

2. Plangt d'Regierung, eng kloer Richtlinn oder e Verhalenskodex fir ëffentlech finanziéiert Organisatiounen anzeféieren, déi de Prinzip vum der Mediefreiheet a gläichberechtigten Zougank fir all Journaliste mat sech bréngen?

3. Wéi kontrolléiert de Sportsministère d'Ëmsetzung vum demokrateschen an transparente Praktiken bei Organisatiounen, déi ëffentlech Finanzéierung kréien?

4. Kënnen ëffentlech Subsidien un Organisatiounen u Konditiounen geknapp ginn, déi de Respekt vum der Pressefräiheet a Meenungsfräiheet garantéieren?

5. Wat fir Mechanismen existéieren fir ze garantéieren, datt kritesch Berichterstattung net zu Repressalie géint Journaliste féiert?

6. Wéi plangt d'Regierung ze verhënnern, datt sech änlech Situatiounen an Zukunft widerhuelen, an iwwerdeems d'Autonomie vum Sport ze respektéieren?

Réponse (09/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Fir d'Regierung ass esou e selektiven Ausschluss vum enger ëffentlecher Pressekonferenz inakzeptabel. D'Regierung betruecht dëst als en Tëscheffall, deen ee ganz eescht muss huelen, well en d'Pressefräiheet net

respektiert. Och wann d'FLF eng onohängeg Associatioun ass, ass et wichtig, datt si als Empfänger vu Steuergelder a Vertrieberin vun eise Land op internationalem Niveau hirer Virbildfunktione a Vermittlerin vu wichtige Wäerter grad un d'Jugend gerecht gött.

Dofir verurteilt d'Regierung esou Mesuren, déi géint d'Prinzippe vum Pluralismus, dem fräie Meenungsaustausch an der Onohängegkeet vun der Press verstoussen. Pressefräiheet bedeit och, datt Journaliste kënnen onerwünscht Meenungen ausdrécken – ouni Angscht viru Repressalien oder Zougangsbeschränkungen.

ad 2. An engem Rechtsstaat wéi dem Grand-Duché vu Lëtzebuerg ass d'Pressefräiheet scho kloer an onëmgänglech duerch d'Verfassung an duerch d'Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Fräiheet vun der Meenungsaussäerung an de Medien garantéiert. Dës legal Grondlage schützen och explizit déi kritesch Stëmme vun de Journalisten, déi fir e gesonden a pluralisteschen öffentliche Debat onersetzbar sinn. D'Regierung erwaart vun den Organisatiounen hei am Land, besonnesch déi öffentliche Gelder kréien, datt dës Grondwäerter an demokratesch Prinzipien héichgehale ginn. Dës Erwaardung wäert d'Regierung weider kloer kommunizéieren, souwuel an de Medien, wéi och am direkten Austausch mat de concernéierten Acteuren.

D'Regierung ënnerstëtzt dowéinst d'Ustrenge vum der FLF, fir e Wäerte- a Verhalenskodex ze entwéckelen, deen och d'Bezéiunge mat de Medien kloer definéiert. Esou e Code kéint hëllefen, fir d'Verantwortung vis-à-vis vun der Gesellschaft méi transparent ze maachen an de Respekt fir d'journalistesch Aarbecht ze verankeren.

ad 3. All Organisatioun, déi öffentliche Gelder kritt, huet sech prinzipiell un déi fundamental Wäerter vun eiser Demokratie ze halen – dorënner och un d'Presse- a Meenungsfräiheet. Och wann d'FLF eng onohängeg Associatioun ouni Gewënnzweck ass, déi hir intern Decisiounen selwer an onohängeg trifft, erwaarden d'Bierger, dass sou eng Organisatioun, déi eng national Roll spillt a vum Staat finanziert gött, virbildlech handelt.

De Sportsministère ass aktuell dobäi, Konventiounen mat 56 agreéierte Sportfederatiounen ze ënnerschréien. Bis elo hu schon 8 Sportfederatiounen déi nei Konventioun ënnerschréien, an där d'Rechter an d'Pflichten vun de Federatiounen an dem Sportsministère nach eng Kéier genee opgeléicht sinn. Duerch gefuerdert Rapporten un de Sportsministère kënnen d'Efforte vun de Federatiounen och an zentrale Beräicher wéi dem Respekt vu gesellschaftleche Wäerter analyséiert ginn.

Gläichzäiteg schafft de Sportsministère drun, déi chronesch ënnerbesate Federatiounen mat zousätzleche finanzielle Mëttelen ze ënnerstëtzen, fir hinnen déi néideg Moyenen ze ginn, hir Missiounen voll a ganz kënnen ze erfüllen.

ad 5. D'Regierung huet am Abrëll 2025 den nationalen Aktionsplang fir d'Sécherheet vun de Journalisten (2025–2028) virgestallt. Dëse Plang berout op de véier Pilieren, déi och vun der Recommandatioun CM/Rec (2016) 4 vum Europarat virgesi sinn: Präventioun, Protectioun, Poursuite judiciaire a Promotioun vun der Informatioun, Educatioun a Sensibilisatioun. Am Kader dovun goufen a ginn dës Mesurë konkret ëmgesat:

– d'Schafung vun enger Aarbechtsgrupp, déi Vertrieberin vun der Press an der Verwaltung zesummebréngt, fir e reegelméisseg Suivi vun den Erausforderungen beim journalistesche Schaffen ze garantéieren;

– Sensibiliséierungs- a Formatiounsaktiounen iwwert d'Rechter a Pflichten vis-à-vis vum Informatiounszougang an der Meenungsfräiheet;

– Verstärkung vun der Iwwerwaachung vu Fäll vun Ausschluss oder Drock op Journalisten, an Zesummenaarbecht mam Presserot. An dësem Kontext sief och drop hinzuweisen, datt de Presserot zu Lëtzebuerg zoustänneg ass, fir all Froen am Zesummenhang mat der Meenungsfräiheet an de Medien ze behandelen. De Presserot suivéiert zesumme mat der ALJP a d'Entwécklung vu Fäll vun Intimidatioun oder Drock géintiwwer Journalistinnen a Journalisten a ka Recommandatiounen oder Alarmer erausginn.

D'Zil vun der Regierung ass et, datt Journalisten hir Aarbecht hei am Land kritesch, fräi an ouni Angscht kënnen ausüben.

ad 6. Aktuell maachen d'Servicer vum Sportsministère sech heizou intensiv Gedanken. Allerdéngs sinn d'Reflexiounen betreffend dës Thematik nach net ofgeschloss.

Évolution des offices sociaux | Question 2466 (16/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter Jore klëmmt den Aarmut zu Lëtzebuerg, dat weisen national an europäesch Statistiken. Dëst mécht et néideg, dass de Staat méi muss agraifen, fir de betraffene Leit a Familjen ënnert d'Ärm ze gräifen. Eng Ulafstell, wou Leit sech solle mellen, ass den Office social an hirer Gemeng oder Region.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi hunn sech d'Käschte fir de Staat fir d'Finanzéierung vun den Offices sociaux iwwert 2015, 2020 an 2025 entwéckelt?

2. Wéi hunn sech d'Käschte fir d'Gemenge fir d'Finanzéierung vun den Offices sociaux iwwert 2015, 2020 an 2025 entwéckelt?

3. Wéi vill ass de Personalbestand bei den Offices sociaux vun 2015, iwwert 2020, bis d'Joer 2025 eropgaangen?

Réponse (20/08/2025) de M. Max Hahn, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures

Den Artikel 23 vum geännerte Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert Sozialhëllef seet am éischten Abschnitt, datt de Staat an d'Gemenge jee weils d'Hallschent vum Defizit iwwerhuelen, dee bei den Offices sociaux duerch déi ausbezuelt Hëllef, d'Fonctionnementskäschten, d'Personalkäschten an d'Indemnitéite fir de President an d'Membere vum Verwaltungsrot am Laf vum Joer entsteet.

D'Gesamtkäschte fir 2015 an 2020 baséieren op de jee weilegen Decompten. Fir 2025 ass de Montant aus dem Budget als Referenz geholl ginn, dee sech nach ännere kann, wann 2026 de Schlussdecompte gemaach gött: †

Am selwechten Artikel ass och de Personalschlüssel festgeluecht. Et sief drun erënnert, datt dës Personalschlüssel mam Effekt op den 1. Januar 2023 ugepasst gouf. Sou ass de Personalschlüssel 2023 vun 1 Sozialbetriebsposten (Personnel d'encadrement social) an 0,5 Administratiounsposten (Personnel administratif) pro 6.000 Awunner op 1,5 Sozialbetriebsposten an 0,75 Administratiounsposte pro 6.000 Awunner erhéicht ginn (dat entsprécht enger Erhéijung vu 50 %).

D'Käschten, déi gemäss de Konventiounen an am Aklang mam Artikel 23 vum Gesetz tëschent dem Staat an de Gemengen opgedeelt ginn, esouwéi de Personalbestand vun den Offices sociaux, sinn an de leschte Jore däitlech geklommen. Vun 2020 bis haut ass de Budget ëm 69,48 % gewuess, an de Personalbestand ëm 61,02 %. Déi global Entwécklung iwwert déi lescht 10 Jore kann esou duergestallt ginn: †

D'Gesamtkäschte fir 2015 an 2020 baséieren op de jee weilegen Decompten. Fir 2025 ass de Montant aus der Konventioun als Referenz geholl ginn, dee sech nach ännere kann, wann 2026 de Schlussdecompte gemaach gött.

Cadre légal du cofinancement des coordinateurs sportifs communaux | Question 2467 (16/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut der Äntwert vum Sportminister an dem Finanzminister vum 23. Mee 2025 ass déi gesetzlech Basis fir déi finanziell Ënnerstëtzung vum Staat un de Gemengesector beim Astelle vun engem Sportskordinator am Artikel 9 vum ofgeännerte Sportsgesetz vum 3. August 2005 verankert: „Avec des fonds déterminés annuellement par la loi budgétaire, l'État accorde des aides financières pour les activités sportives, pour l'encadrement technique, ainsi que pour l'administration du sport.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Sinn d'Ministernen der Meenung, dass dëst konform ass mam Artikel 117 vun der Verfassung, dee Follgendes festhält: „4) Toute charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice doit être établie par une loi spéciale“?

2. Sinn d'Ministernen der Meenung, dass dëst konform ass mat den Ausleeunge vum Arrêt N° 177/23 vum 3. März 2023 vum Verfassungsgericht, dat Follgendes zu der sougenannter „matière réservée“ zréckbehalen huet:

„La fixation des objectifs des mesures d'exécution doit être clairement énoncée, de même que les conditions auxquelles elles sont, le cas échéant, soumises. L'orientation et l'encadrement du pouvoir exécutif doivent, en tout état de cause, être consistants, précis et lisibles, l'essentiel des dispositions afférentes étant appelé à figurer dans la loi.“

3. Gedenkt d'Regierung, am Sënn vun der Rechtssécherheet, hei nozebesseren, fir déi entspriechend néideg Bestëmmungen an engem Gesetzestext ze verankeren, esou wéi dat och am Naturpakt, am Klimapakt an am Pakt vum Zesummeliewen de Fall ass?

Réponse (15/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministere des Sports

D'Regierung deelt d'Pertinenz fir déi vum honorabelen Deputéierte gestallte Froen am Zesummenhang mat der Konformitéit zur Verfassung an der Rechtsspriechung a préift, wéi och schon an der parlamentarescher Fro N° 2201 erwänt, ob eng geziilt legislativ Upassung kéint Ofhëllef schafen an d'Rechtssécherheet verbessern.

Réforme du droit des armes | Question 2468 (17/06/2025) de M. Dan Hardy (ADR)

Am Kader vun der Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2021/555 huet Lëtzebuerg säi Waffengesetz vum 2. Februar 2022 ugepasst, wat dozou gefouert huet, datt verschidde Waffen, déi virdru legal waren, elo verbuede sinn oder méi streng reguléiert ginn. Duerch

dës Gesetzesännerung hunn sech vill Waffebesëtzer mat enger illegaler Waff erëmfonnt, obwuel déi betreffend Waff zum Kafzäitpunkt nach legal war.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Justizminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Waffe si vun dëser neier Klassifizierung betraff, a wéi vill dovun waren am Besëtz vu Privatpersounen?

2. Wéi vill Demandë fir Ausnahmen oder speziell Geneemegunge goufen zënter der Gesetzesännerung agereecht, a wéi vill dovun goufen approvéeiert oder refuséiert?

3. Aus wéi enge Grënn sinn d'Ausnahmen-Ufroer refuséiert ginn?

4. Wéi eng Prozedur goufen deemools etabléiert, fir d'Besëtzer vun, nom neie Gesetz, illegale Waffen ze informéieren an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, dës Waffe legal ofzeginn oder unzepassen?

5. D'Besëtzer vun, nom neie Gesetz, illegale Waffen, dorënner och Kollektiounswaffen, hunn doduerch e finanzielle Schued erlidden, ouni kënnen op eng Entschiedegung ze hoffen. Ass d'Regierung gewëllt, dës Ongerechtegkeet ze behiemen?

6. Wat geschitt mat de Waffen, déi de Besëtzer bei der Police ofginn huet?

Réponse (21/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministère de la Justice

ad 1. D'Gesetz vum 2. Februar 2022 bezitt sech op de Besëtz vu Waffe vu Privatleit. Vun dohier waren all déi vun der Fro viséiert Waffen am Besëtz vu Privatpersounen.

Déi Waffen, déi duerch d'Gesetz vum 2. Februar 2022 illegal gi sinn, ginn iwwert de Moyer vun den Erneierunge vun den Autorisatiounen no an no aus dem Verkéier gezunn, sou wéi et „dispositions transitoires“ vum Gesetz virgesinn. All Autorisatioun muss all fënnf Joer duerch eng Demande beim Justizministère erneiert ginn, a bei där Geleeënheet ginn dann déi Waffen net méi nei autoriséiert. Well déi Waffe fréier kenger spezifischer Klassifikatioun ënnerlounen, bestinn och haut keng spezifesch Zuele fir déi Waffen.

ad 2. an 3. Am Kader vun der Prozedur, wéi se an der Äntwert op déi éischt Fro beschriwwen gëtt, ass et virkomm, dass e Waffebesëtzer sou eng nei verbuede Waff z. B. virdrun op sengem Sportswaffeschäin autoriséiert hat. D'Demande fir d'Erneierung vum Sportswaffeschäin huet da missen deelweis refuséiert ginn („refus partiel“), wat déi verbuede Waff betrëfft, a fir all déi aner Waffen ass de Sportswaffeschäin natierlech erneiert ginn. An deene Fäll ass et dann, per Telefon, Email oder Bréiwer, zu Echangingen tëscht dem concernéierte Waffebesëtzer an dem Waffe-Service vum Justizministère komm, well de Waffebesëtzer nogefrot huet an Erklärungen wollt hunn, déi de Waffe-Service dann och ginn huet.

Well d'Iwwergangsbestimmungen („dispositions transitoires“) vum Artikel 66 vum Waffegesetz vum 2. Februar 2022 awer keng Ausnahmen oder speziell Geneemegunge fir déi Fäll virgesinn, konnten och keng ausgestallt ginn. Déi Fäll sinn dowéinst dann och net als Demandë fir Ausnahmen oder speziell Geneemegunge statistesch erfaasst ginn.

ad 4. Wéi an der Äntwert op d'Fro Nr. 1 erkläert, ginn déi Waffen, déi duerch d'Waffegesetz vum 2. Februar 2022 illegal gi sinn, no an no iwwert de Wee vun den Erneierunge vun den Autorisatiounen aus dem Verkéier gezunn. Sait dem Gesetz vum 2. Februar 2022, kréien d'Leit systematesch zesumme mat den Erneierungsennerlagen en Informationsblatt

matgeschéckt, op deem d'Prozedur an d'Optiounen fir déi neierdengs illegal Waffen erkläert ginn.

ad 5. D'Gesetz vum 2. Februar 2022 gesäit keng Entschiedegung vir, soudass d'Regierung och keng accordéiere kann. Et geet och aus der Rechtssprechung vun der Cour de justice de l'Union européenne an der belscher Cour constitutionnelle ervir, dass d'Effentlechkeet adequat doriwier informéiert war, dass déi viséiert Waffen, wann se nom Stéchdatum vum 13. Juni 2017 kaaft goufen, nom Akraafttriede vum neie Gesetz net méi kéinten autoriséiert ginn, sou dass déi betraffe Leit kee legitime finanzielle Schued kënnen invoquéieren.

Ausserdem hunn déi betraffe Leit d'Méiglechkeet, wann se hir Waff als Objet behale wëllen, dës neutraliséieren ze loossen. D'Neutraliséierung gëtt vum engem Armurier gemaach an duerno ginn d'Kontroll an d'Zertifikatioun vun dëser Neutraliséierung vun der Police duerchgefouert.

ad 6. Wann d'Leit hir Waffen net neutraliséiere loossen, müssen se se bei der Police ofginn an do eng Verzichtserklärung ënnerschreiwen. D'Waff gëtt dann an der Armurerie vun der Police zerstéiert.

Accessibilité des services bancaires | Question 2469 (17/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de leschte Jore sinn d'Bankeservicer massiv digitaliséiert ginn. Fir vill Leit ass dëst praktesch, mee net all d'Leit gi mat der Ëmstellung op den digitale Banking eens, zum Beispill, well si kee Smartphone hunn oder technesch net verstinn, wéi déi Ëmstellung geet. Grad zënter dem Auslaf vum ale LuxTrust-Token wësse vill Beträffener net, wéi si hir Bankgeschäfte weider normal féiere kënnen.

Problematesch ass, dass d'Banken, fir Suen ze spueren, gläichzäitig hir Guichetszäite massiv reduzéiert hunn oder Agencë ganz zougemaach hunn.

D' Websäit [zusammendigital.lu](https://www.zusammendigital.lu) ass am Verglach zu auslänneschen Initiativen net iwwersichtlech a verschidde Links an der Boîte à outils sinn net méi à jour.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Servicer gi vum Staat ugebuede fir ze garantéieren, dass kee Bierger digital ausgeschloss gëtt?

2. Sinn effentlech Formatiounen, wou d'Leit physisch kënnen deelhuelen, a falls jo, wou ginn d'Leit doriwier informéiert?

3. Wäert d'Regierung sech dofir asetzen, dass eng perséinlech a physisch Ulafstell fir den Online-Banking agefouert gëtt (entweeder bei de Banke selwer oder iwwert eng national Initiativ), fir de Clienten, déi Problemer mat de Banking-Apps oder dem LuxTrust-Mobile hunn, d'Méiglechkeet ze bidden, fir dëst am perséinleche Kontakt léisen ze kënnen?

4. Existéiere scho Reegelen fir d'Accessibilitéit, un déi d'Banken oder LuxTrust sech hale müssen? Falls nee, wäert d'Regierung Reegelen aféieren?

Réponse (22/07/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministère de la Digitalisation

ad 1. Déi digital Inklusioun stellt ee fundamentale Pilier an der digitaler Transformatioun vun eiser Gesellschaft duer an ass och dowéinst eng vun de strategeschen Achsen vum Ministère fir Digitaliséierung. Digital Inklusioun ass de Prozess, deen dorop ausgeriicht ass, dat Digital fir all Einzelnen zougänglech ze maachen an hinnen déi Fäegkeeten ze

verméttelen, déi néideg sinn, fir un der digitaler Welt deelhuelen.

Dës Prioritéit huet sech duerch konkret Aktiounen ausgedréckt, déi am Kader vum éischten nationalen Aktionsplang fir digital Inklusioun¹⁶ (PAN) ëmgesat goufen. De PAN, deen iwwert eng Dauer vu 4 Joer sollt lafen, ass September 2021 vum Regierungsrat ugeholl ginn. En huet sech ëm dräi grouss strategesch Hiewele gedréit:

1. D'Verstärkung vum digitale Vertrauen an der Motivatioun, fir déi aktiv Participatioun vun alle Bierger un der digitaler Welt ze erreechen;
2. D'Erliichterung vum Zougang zu digitalen Outilen an d'Verbesserung vun der digitaler Accessibilitéit; an
3. D'Entwécklung vun den digitale Grondkompetenzen.

Am Ganzen hunn 12 verschidde Ministère a Verwaltung 40 Initiativen ëmgesat oder sinn amgaangen ëmgesat ze ginn, déi een am PAN erëmfanne kann. Hei e puer Initiative rausgepickt:

- Aoriichtung vum engem themateschen Internetportal iwwert digital Inklusioun: [zusammendigital.lu](https://www.zusammendigital.lu);
- Lancement vun engem järechen Oproff fir Kandidature fir d'Finanzéierung vu Pilotprojeten am Beräich vun der digitaler Inklusioun;
- Järech Organisatioun vum nationalen Dag vun der digitaler Inklusioun;
- Ausschaffe vu Formatiounscoursen an den digitale Kompetenzen, déi Organisatiounen an Associatiounen gratis zur Verfügung gestallt ginn;
- Realiséiere vun enger Etüd iwwer déi rechtlech an technesch Ëmsetzung vun enger „digitaler Procuratioun“, mat där eng Drëttpersoun digital administrativ Demarchë fir eng Persoun, déi hir nosteret, duerchféiere kann;
- Verbessert Accessibilitéit bei de staatlechen digitale Servicer a Produiten a Kontroll vun der Accessibilitéit;
- Analysen iwwert d'Dezentraliséierungspotenzial vum physische Guichet.lu, deen aktuell an der Rue Notre-Dame ass;
- [...].

Aktuell schafft de Ministère fir Digitaliséierung mat dem interministeriellen Aarbechtsgrupp fir digital Inklusioun um zweeten nationalen Aktionsplang fir digital Inklusioun, an dat zesumme mat Vertrieeder vun der Zivilgesellschaft, déi vun der Thematik betraff sinn. Am Mee a Juni hat de Ministère an deem Kontext op partizipativ Ateliere invitéiert, fir d'Prioritéiten vum zweeten Aktionsplang auszeschaffen. Dës Plang wäert op Prioritéiten opgebaut ginn, déi an deem kollaborative Prozess definéiert ginn, mat dem Zil, all Bierger am digitale Raum selbstbestëmmt a souverän ze maachen. Zil ass et, fir Enn 2025 en neie Plang finaliséiert ze hunn.

ad 2. De Ministère fir Digitaliséierung schafft zanter 2021 mat der ASBL ErwuesseBildung zesummen, fir Formatiounen op Mooss an den digitale Kompetenzen auszeschaffen. Dës Formatiounen ginn den Organisatiounen, déi am soziale Secteur schaffen, gratis zur Verfügung gestallt, fir datt se fir esou vill Bierger wéi méiglech uechter de Grand-Duché zougänglech sinn. Dës Formatiounsoffer gëtt kontinuierlech erweidert. D'Formatiounen si gratis fir Organisatiounen aus dem soziale Secteur iwwert d'Plattform <https://trainer.ewb.lu/> zougänglech. Iwwert dat lescht Joer huet d'ASBL ErwuesseBildung och all Mount eemol en „Train the Trainer Meet-up“ organiséiert, fir d'Plattform an d'Coursë bei Interesséierten ze promouvieren.

¹⁶ <https://mindigital.gouvernement.lu/lb/publications/document-de-reference/panin-2021.html>

De Ministère fir Digitaliséierung ënnerstëtzt och Projeten iwwert säi järelechen Appel à projets wou ënner anerem Projeten am Beräich vun den elementaren digitale Kompetenzen ënnerstëtzt ginn.

De Ministère fir Digitaliséierung huet ënner www.zesummendigital.lu en Internetportal fir digital Inklusioun online gesat. Dëst Portal regruppéiert eng Rei vun nützlechen Informatiounen iwwer d'Acteuren aus dem Beräich vun der digitaler Inklusioun an déi besteeënd Aktiounen zu Lëtzebuerg, genoe ewéi Informatiouns-, Sensibiliséierungs- a Selbsthëllefssourcen, déi d'digital Inklusioun féerden.

Nieft de Formationsoffere vu staatlech subventionéierten Acteuren, bitt de Service de la formation des adultes vum Educatiounsministère Coursen am Beräich vun den digitale Grundkompetenzen uechtert d'Land un.

ad 3. De Ministère fir Digitaliséierung huet zesumme mat der ASBL ErwuesseBildung e Formationscours iwwert den E-Banking ausgeschafft, wou d'Materialie gratis op <https://trainer.ewb.lu/> zougänglech sinn.

An dësem Kontext, an op Ufro vun der ASBL ErwuesseBildung, huet d'Fondation ABBL pour l'éducation financière zesumme mat de Schüler vun der Luxembourg Tech School d'Plattform „Sécher am Internet“[†] entwéckelt. Zil ass et, d'Leit mat dem Online-Banking vertraut ze maachen duerch eng Serie vun thematesche Kapitelen, wéi digital Identitéit, Passwuertverwaltung, Zwei-Faktor-Authentifikatioun a gutt Reflexer, fir Online-Bedrich ze vermeiden. Ausserdeem ass d'Plattform mat engem Online-Banking-Simulator verbonden, deen de Benotzer duerch Aktiounen, wéi d'Alogge mat LuxTrust-Produkten, d'Kontroll vu Kontosalden an d'Ausféierung vun Transaktiounen guidéiert. „Train the Trainer“-Sessiounen goufen organiséiert, an dës Plattform gëtt elo an de Formatiounen vun der ASBL ErwuesseBildung benotzt.

Och Club Aktiv+-Zentere bidden eng kontinuéierlech Hëllefstellung bei der digitaler Transitioun un. Sief et iwwer eng individuell Assistenz, oder a Form vun Ateliere a Coursen, duerch d'Verbreedung vun Informatiounen a Sensibiliséierung an och mat Hëllef vu Formatiounen, fir déi eeler Leit beim Iwwergang vun de kläschchen op déi digital Bankgeschäfte ze begleeden.

Méi allgemeng ass och ze soen, dass och d'Banken de Clienten eng Begleedung ubidden fir déi Leit, déi Hëllef brauchen, besonnesch déi, déi manner geübt sinn am Émgang mam E-Banking. Clientë kënnen och bei LuxTrust virstelleg gi respektiv sech telefonesch a per Mail, souwéi och iwwer een dediéierten Internet-site mat den heefeg gestallte Froen, informéieren.

ad 4. Mat der Directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services, kuerz genannt „European Accessibility Act“ (EAA), déi duerch d'Loi modifiée du 8 mars 2023 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services transposéiert ginn ass, soll d'Accessibilité vu ganz spezifische Produiten a Services, dorënner och verschidde Bank- a Finanzdëngschtleeschungen, harmoniséiert ginn.

Duerch dëst Gesetz sinn d'Fournisseuren, déi Produiten an Dëngschtleeschungen op den europäesche Marché bréngen, gehalen, eenheetlechen Ufuerderungen an der EU nozekommen, an duerch hir Accessibilité eng méi inklusiv Gesellschaft ze schaffen. Dozou gehéiert och, de Clienten, nottament déi mat engem Handicap, oder och eelere Clienten, et ze erméiglechen, esou autonom wéi méiglech ze liewen. Zoustänneg fir d'Iwwerpräiwe vun den Ufuerderunge

betreffend d'Accessibilité vun dëse Produiten an Dëngschtleeschungen, ass den Office de la surveillance de l'accessibilité des produits et services (OSAPS), deen ënner der Tutelle vum Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil steet.

Adhésion luxembourgeoise au Amsterdam Declarations Partnership | Question 2470 (17/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le 1^{er} décembre 2022, le Luxembourg a rejoint officiellement le Amsterdam Declarations Partnership (ADP) qui vise à éliminer la déforestation importée et d'aboutir à des produits durables sans déforestation.¹⁷ Dans ce contexte, le Luxembourg a signé la déclaration d'ambition 2025 de l'ADP, dans laquelle les pays signataires s'engagent notamment à promouvoir la durabilité dans l'agriculture en éliminant la déforestation liée aux produits agricoles, et en travaillant en partenariat avec les pays consommateurs et producteurs ainsi qu'avec l'ensemble des acteurs des chaînes d'approvisionnement à cette fin.

Or, dans la nouvelle déclaration d'ambition 2030 du Partenariat, rendue publique en juin 2025, le Luxembourg ne figure pas parmi les signataires.¹⁸

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le fait que le Luxembourg ne soit pas signataire de la nouvelle déclaration signifie-t-il que le Luxembourg n'est plus membre du ADP ?

2) Dans l'affirmative, pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas adhéré à la nouvelle déclaration d'ambition 2030 voire a-t-il renoncé à l'adhésion au ADP ?

3) Encore dans l'affirmative, quelles sont les implications de cette non-participation, au niveau diplomatique, financier, ainsi qu'au niveau des engagements internationaux du Luxembourg en matière de lutte contre la déforestation ?

Réponse (04/08/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Luxembourg est toujours membre de l'ADP. En raison d'un manque de ressources, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a négocié avec le secrétariat de l'ADP le statut d'observateur.

ad 2) Étant donné son statut d'observateur, le Luxembourg n'a pas adhéré à la déclaration d'ambition 2030.

ad 3) Au niveau international et européen, le Luxembourg continue à s'engager en faveur d'une législation ambitieuse, efficace et pragmatique en matière de lutte contre la déforestation.

Actes antisémites signalés par l'association RIAL dans son rapport annuel 2024 | Question 2472 (17/06/2025) de M. Franz Fayot | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

L'association RIAL vient de publier son rapport annuel pour l'année 2024, dans lequel elle s'inquiète d'une explosion des actes antisémites et d'un climat délétère pour les citoyens juifs de notre pays, en particulier depuis les attaques du Hamas du 7 octobre 2023 et de la guerre menée par Israël depuis lors.

RIAL recense au total 177 actes en 2024 qu'elle qualifie d'antisémites. Elle explique dans son rapport que les

actes provenant des réseaux sociaux ont été signalés à BEE SECURE et les autres actes ont été dénoncés à la Police grand-ducale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer des suites données à ces actes ?

2) Combien d'enquêtes policières ont été menées en réponse à ces dénonciations ou plaintes par RIAL ?

3) Combien d'instructions judiciaires ont été ouvertes ?

4) Combien de ces actes n'ont vu aucune suite donnée et pour quelles raisons ?

Réponse (10/07/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) à 3) Les incidents à caractère antisémite de nature à tomber dans le champ d'application des articles 457-1, 457-3 et 80 du Code pénal sont dénoncés soit à la police, soit auprès de BEE SECURE STOPLINE de manière anonyme pour les incidents en ligne.

Il convient de préciser que tout signalement transmis via la plateforme BEE SECURE fait systématiquement l'objet d'un examen conjoint entre le parquet et les services compétents de la police. En vertu du principe de l'opportunité des poursuites, le parquet décide des suites à donner à chaque signalement.

Au cours de l'année 2024, la Police grand-ducale a enregistré un total de 194 signalements relatifs aux articles 457-1 et 457-3 du Code pénal, qui incriminent respectivement l'incitation à la haine ou à la violence à l'encontre d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté, et la négation, la banalisation, l'excuse ou la justification des crimes graves.

Sur ces 194 signalements, le parquet a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire dans 43 cas. Il convient de préciser que ces signalements ne concernent pas uniquement des cas d'antisémitisme mais regroupent toutes les formes d'incitations à la haine sans effectuer de distinction des critères protégés (origine, couleur de peau, sexe, orientation sexuelle, changement de sexe, identité de genre, situation de famille, âge, état de santé, handicap, mœurs, opinions politiques ou philosophiques, activités syndicales, appartenance/non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée).

Les signalements provenant de RIAL sont inclus dans ces chiffres. Au vu de l'explication ci-dessus, il n'est pas possible de distinguer les seuls signalements provenant de RIAL parmi le total basé sur l'auteur ou la nature antisémite du signalement.

ad 4) Le système JU-CHA (traitement des données pénales au sein de la justice) ne prévoit pas non plus la possibilité d'effectuer une recherche des suites réservées aux affaires selon les circonstances de temps, de lieux ou d'identité de l'auteur des actes incriminés.

Il n'est donc pas possible de retracer les suites spécifiques des incidents à caractère antisémite relevés dans le rapport 2024 du RIAL.

Application de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements | Question 2473 (17/06/2025) de Mme Paulette Lenert | M. Dan Biancalana (LSAP)

¹⁷ <https://ad-partnership.org/signatory-countries/luxembourg/>

¹⁸ <https://ad-partnership.org/wp-content/uploads/2025/06/ADP-Partnership-Statement-2030-FINAL.pdf>



La loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation, impose des exigences strictes aux propriétaires et exploitants. Conformément à l'article 5 de ladite loi, le bourgmestre peut ordonner la fermeture de logements ou de chambres non conformes aux prescriptions légales, avec obligation pour le propriétaire ou l'exploitant de reloger les occupants à leurs frais, et ce, pour une durée maximale de trois mois. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0855, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures avait annoncé la mise en place d'un groupe de travail interministériel afin d'envisager une révision de la législation en vigueur concernant les critères de salubrité et de sécurité.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de logements ou de chambres ont été fermés par arrêté du bourgmestre depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 décembre 2019 pour non-respect des critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité ou d'habitabilité ?

2) Quel est le délai moyen de relogement des personnes concernées par ces fermetures ?

3) Les services du ministère disposent-ils d'un suivi ou d'un registre centralisé concernant les logements fermés en vertu de cette loi ? Si oui, combien sont actuellement toujours vacants ou en cours de remise en conformité ?

4) Le groupe de travail mis en place l'an dernier a-t-il déjà finalisé ses travaux ? Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

Réponse (09/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) à 3) Le ministre ne dispose pas de données ni de statistiques en ce qui concerne les questions 1 à 3.

Pour le surplus, il est renvoyé à la réponse du Ministre des Affaires intérieures en date du 10 juillet 2024 à la question parlementaire n° 0855 de Monsieur le Député Marc Goergen qui traite de la même thématique.

ad 4) Le groupe de travail mis en place l'an dernier n'a pas encore finalisé ses travaux. Le groupe de travail s'est engagé dans une démarche de réflexion approfondie, visant à analyser les différentes problématiques identifiées et à proposer des pistes concrètes d'amélioration, mais il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives. Les conclusions seront partagées une fois les travaux achevés.

Contrôle des aides publiques à des associations sensibles | Question **2474** (17/06/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Ces dernières années, des voix se sont élevées au sein de l'Union européenne pour s'interroger sur l'allocation de financements publics à certaines organisations non gouvernementales (ONG) actives dans le champ socio-culturel ou religieux, dont certaines seraient soupçonnées d'entretenir des liens avec des mouvances idéologiques radicales, notamment avec la confrérie des Frères musulmans. Dans un contexte de vigilance accrue face aux risques d'influence ou d'instrumentalisation politique, il est légitime de questionner la transparence et les critères d'éligibilité des financements européens et nationaux.

Par ailleurs, dans un souci de cohérence démocratique et de bon usage des deniers publics, il est pertinent de connaître la position du Luxembourg sur cette problématique, ainsi que les dispositifs existants pour prévenir de possibles abus.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant l'attribution de fonds européens à des entités soupçonnées d'avoir des liens avec la confrérie des Frères musulmans ?

2) Le Gouvernement a-t-il exprimé, dans le cadre de réunions du Conseil ou auprès de la Commission européenne, des préoccupations ou des demandes spécifiques en matière de contrôle des bénéficiaires de subventions européennes ?

3) Depuis 2020, des financements publics (nationaux, communaux ou parapublics) ont-ils été accordés à des associations ou entités ayant des liens avérés ou supposés avec la confrérie des Frères musulmans ou avec d'autres réseaux transnationaux à caractère politico-religieux ?

4) Existe-t-il une procédure de vérification ou un filtre d'évaluation idéologique ou structurel avant l'octroi de subventions publiques à des associations actives au Luxembourg ?

Réponse (14/08/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) et 2) Aucun financement du fonds AMIF n'a été alloué à des associations ayant une telle idéologie. Partant, il n'y a pas eu de préoccupations exprimées au niveau UE.

ad 3) Non.

ad 4) Pour être éligible à un financement du fonds AMIF les associations doivent être enregistrées au Luxembourg et, dans le cadre de leur candidature, partager les documents relatifs à leur structure, tels que le dernier rapport d'activité et le rapport financier. Ces éléments sont ensuite évalués pour déterminer l'expertise du porteur de projet, le « profil global du porteur de projet et de ses partenaires pour réaliser le projet » étant l'un des critères de sélection pour tout financement AMIF.

En ce qui concerne les ONGD actives dans la coopération au développement, celles-ci doivent obtenir un agrément avant de pouvoir bénéficier de subventions publiques. Cette procédure repose sur des critères stricts. Par ailleurs, à la suite du rapport d'évaluation mutuelle du Luxembourg par le GAFI (« Financial Action Task Force on Money Laundering »), le MAE a également mis en place une approche fondée sur les risques, appliquée à l'ensemble des ONGD agréées.

Impact de la fin du support de Windows 10 sur l'administration luxembourgeoise | Question **2475** (17/06/2025) de **M. Ben Polidori** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Laut engem Artikel an der franséischer Press solle 25 % vun de Computeren, déi vun der franséischer Police benotzt ginn, kuerzfristig ersat ginn, well dës net méi kompatibel mat der nächster Versioun vum Betriebssystem „Microsoft Windows 11“ wieren.

Well Microsoft ab Oktober 2025 d'Ënnerstëtzung fir „Windows 10“ stellt, stellt sech och fir Lëtzebuerg d'Fro, wéi mat dësem Technologie-Changeement ëmgaange gëtt.

An deem Zesammenhang, wéilt ech der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Computeren, déi vum CTIE geréiert ginn, wäerten duerch d'Ukënnegung vu Microsoft betreffend Windows 10/11 betraff sinn?

2. Wéi héich gëtt de Käschtepunkt ageschat, fir déi net kompatibel Hardware duerch en neie kompatible System ze ersetzen?

3. Den CTIE ass bis elo, aus Sécherheetsgrënn, éischter zrëckhalend bei der Notzung vun „open source“-Outilen. Ass d'Regierung gewëllt, dës Position ze iwwerdenken a bei zukünftigen Uschafungen (Hardware a Software) „open source“-Léisungen ze favoriséieren?

4. Wéi vill vun de momentane Software-Lizenzen, déi aktuell am Asaz sinn a vum CTIE geréiert ginn, stammen aus groussen US-amerikanesche Konzerne?

5. Gesäit d'Regierung d'Noutwendegkeet, europäesch Alternativen ze privilegiéieren, fir déi digital Souveränitéit vum Land ze stäerken?

Réponse (11/07/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

De CTIE ass den IT-Service-Provider vum Zentralstaat. Als solche proposéiert hie sengen Clienten eng breet Offer un informatéische Services an deene verschiddensten Domänen. Dat geet vun der Infrastruktur iwwert déi digital Plattformen, déi néideg sinn, fir d'Aarbecht vun de Verwaltungen ze digitaliséieren, bis hin zur Bureautique, d. h. zur Verfügung stelle vun de Computeren a Laptoppe mat deene verschiddenen Applikatiounen wéi Mailbox, Textverarbeitungsprogramm etc.

Wat de Betriebssystem ugeet, esou geréiert de CTIE méi ewéi 17.000 Computeren, déi souwäit wéi méiglech vu Windows 10 op Windows 11 musse migréiert ginn. Och wann dës Migratioun vill Aarbecht fir den CTIE bedeit, ass den Impakt fir den Utilisateur relativ kleng.

Bis ewell konnt ongeféier d'Hallschent vun de PCe geupgrade ginn, an dës Prozess soll bis Oktober 2025 ofgeschloss sinn.

Eng ronn 3.500 PCen, déi net mat Windows 11 kompatibel sinn, wäerten ersat ginn. Hei handelt et sech allerdéngs ëm Hardware, déi méi wéi 6 Joer al ass, a fir déi e Remplacement souwéiso virgesi war. Deemno huet den Upgrade vum Windows 10 op Windows 11 kee weesentlechen Impakt op de Budget.

Am Allgemengen ass et de Fait, dass an all den uewe genannte Beräicher eng Abberzuel u Software vun deene verschiddensten Editoren an aus de verschidenste Länner an den Asaz kënn: vun der Software, fir den informatéische Reseau ze geréieren, iwwert d'Software am Beräich IT-Sécherheet bis hin zu den Applikatiounen, déi um Computer vun de Beamten installéiert sinn. Dem CTIE ass et wichteg, Software auszewielen, déi state-of-the-art, sengen Sécherheitsstandarden entsprécht an ekonomesch ass. Esou kann de CTIE de Verwaltungen Servicer ubidden, déi sécher, modern a méiglech einfach ze benotze sinn, fir dass d'Beamten effikass schaffen an de Bierger innovativ Servicer ubidden kënnen.

Natierlech benotzt de CTIE och Open-Source-Léisungen, wann dës de genannte Kriterien entsprechen. D'Äntwert op d'Question parlementaire N° 2345 vum honorabelen Deputéierten Sven Clement gëtt weider

Informationen zum Open Source am öffentlichen Sektor.

Et ass awer e Fait, dass d'US-Firmen a villen IT-Beräicher zu de wichtegsten Entwéckler um Marché gehéieren an déi jeeweilge Logiciellen Dofir och beim CTIE zum Asaz kommen. A verschiddene Beräicher gëtt et keng equivalent Produkter, déi dem Besoin vum CTIE entsprechen, wat notament d'Funktionalitéit an/oder d'Präisleistungsverhältnis ugeet.

De CTIE hat 2024 e Budget vun 165 Milliounen an huet 37,5 Milliounen fir Lizenzkäschten ausginn. Et ass schwéier, eng exakt Statistik ze erstellen, ouni déi genau Firmestruktur vun den eenzelnen Editeuren ze kennen.

Bei der Implementatioun vun digitale Léisunge consideréiert de CTIE natierlech och digital Souveränitéit, d. h. de Fait, d'Disponibilitéit vun der Infrastruktur, de Servicer an den Donnéeën an d'Confidentialité an de Schutz vun den Donnéeën ze garantéieren. Kritesch Systemer, Metiersapplikatiounen a sensibel Donnéeën ginn on premises, d. h. an den Datenzentere vum CTIE hebergéiert. Och déi zwee Partnerariater, déi Ufank des Jores mat Clarence an elo zent mat Mistral ënnerschriwwen goufen, sinn essentiell, fir dass de CTIE d'digital Souveränitéit vu senger Léisungen am Beräich Data a Kënschtlech Intelligenz garantéiere kann.

Lancement d'un partenariat stratégique entre le Luxembourg et l'entreprise européenne « Mistral AI » | Question 2477 (18/06/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

Le 17 juin 2025, le Premier ministre a annoncé sur les réseaux sociaux le lancement d'un partenariat stratégique entre le Luxembourg et l'entreprise européenne « Mistral AI », qui vise à faire du Luxembourg un acteur central de l'économie des données souveraines, en intégrant l'intelligence artificielle au cœur des infrastructures technologiques et économiques du pays.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi qu'à Madame la Ministre de la Digitalisation :

1) Quelles sont les modalités juridiques et contractuelles de ce partenariat ? A-t-il fait l'objet d'un appel d'offres, d'un protocole d'entente, ou d'un contrat spécifique ?

2) Quels sont les objectifs stratégiques poursuivis par le Gouvernement dans ce cadre ?

3) Quels types de projets concrets sont visés par cette initiative ?

4) Quel est le montant total estimé de l'investissement public lié à ce partenariat ? Quelle est la ventilation des coûts entre les différentes parties prenantes ?

5) Quelles ressources humaines, financières et techniques le Gouvernement luxembourgeois prévoit-il de mobiliser dans le cadre de cette coopération ?

Réponse (16/07/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

ad 1) Le principe du partenariat stratégique entre Mistral AI et le Luxembourg repose sur un Memorandum of Understanding (MoU). Dans le cadre de ce MoU, deux contrats, dont un avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) et l'autre avec

l'armée luxembourgeoise, ont été conclus. L'attribution des contrats s'est faite sans publication selon les règles applicables aux marchés publics.

ad 2) Ce partenariat poursuit de multiples objectifs stratégiques, à savoir :

- devenir un acteur de référence dans l'économie des données souveraines au monde ;
- accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) au sein des autorités publiques ; – renforcer la souveraineté numérique du Luxembourg et de l'Europe ;
- contribuer au développement économique du pays, y compris la recherche ;

ad 3) Ce partenariat donne avant tout accès à des grands modèles de langage (Large Language Model – LLM) hautement performants sur site (on-premise), ce qui constitue un socle indispensable pour développer des applications souveraines basées sur l'IA. Si les cas d'usages sont multiples, il importe de souligner que ce partenariat permet à l'État d'inclure les acteurs locaux, entreprises et institutions de recherche, dans le développement de nouveaux services innovants en faveur des citoyens et de l'économie.

La récente stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle esquisse plusieurs projets concrets qui pourront bénéficier de ce partenariat. À titre d'exemple, le projet 4LM vise à concevoir un LLM spécifiquement entraîné sur les textes juridiques, réglementaires et administratifs luxembourgeois. L'objectif est double : d'une part, améliorer l'accès à l'information juridique pour les citoyens grâce à des outils comme la traduction automatique ou des résumés simplifiés ; d'autre part, soutenir les professionnels et les institutions publiques dans la rédaction législative, l'analyse réglementaire et l'automatisation des démarches de conformité. En collaborant avec Mistral AI et d'autres acteurs, le Gouvernement renforce la capacité à développer une IA de confiance, souveraine et adaptée aux spécificités du cadre légal luxembourgeois.

Concernant la coopération entre Mistral AI et l'armée, tandis que l'application de l'IA et de l'apprentissage automatique ouvre de nombreuses possibilités (logistique, maintenance prédictive d'équipement, simulation, analyse de données complexes...), les premiers cas concrets d'utilisation portent sur l'aide administrative et la cybersécurité.

ad 4) Dans le cadre du partenariat, un montant global d'environ 44,4 millions d'euros a été prévu sur cinq ans, dont environ 4,9 millions d'euros pour l'armée et 39,5 millions d'euros pour le CTIE.

ad 5) Le CTIE a récemment établi un centre de compétence en IA pour le secteur public. Trois équivalents temps plein (ETP), experts en IA, sont attribués à ce nouveau service. Au-delà de la définition et de la mise en œuvre de l'architecture et des outils nécessaires à l'adoption de l'IA, il met l'accent sur la veille technologique, la collaboration interdisciplinaire, la formation et le mentorat pour faciliter l'adoption de l'IA au sein du secteur public.

Les modèles Mistral permettent de compléter et de diversifier les outils et plateformes IA du CTIE et de l'armée. Le fonctionnement des modèles Mistral reposera sur les plateformes techniques existantes et futures du CTIE.

Les infrastructures du CTIE sont adaptées constamment aux besoins des projets informatiques et notamment aux besoins des projets liés à l'IA. De même et de manière générale, l'armée veille à adapter régulièrement ses infrastructures et former son personnel pour permettre une utilisation efficace des moyens techniques disponibles et nécessaires à ses opérations.

Une extension de la puissance de calcul du cloud gouvernemental opéré par le CTIE est en planification. Les dépenses seront principalement liées à l'acquisition de GPU (Graphics Processing Unit) de nouvelle génération et sont estimées à 1,5 million d'euros.

Planification des réparations du CR322 et de la N25 | Question 2478 (18/06/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Um CR322 a speziell vu Konstem Richtung Wolz sinn iwwert 10 Balisen op verschiddene Plaze säitlech vun der Strooss ubruecht ginn. Vu Kautebaach op Wolz – N25 – stinn iwwerdeems och Balisaden an eng Rout Luucht. All dëst weist drop hin, dass dës Strooss op ville Plazen net méi an engem gudden Zoustand ass. Mengen Informationen no stinn dës Balisè respektiv dës Rout Luucht schonn iwwert e Joer do, ouni dass eppes geschitt wär.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Mobilitéit an Infrastrukturen:

1. Kann d'Madamm Minister präziséieren, a wéi engem Zoustand dee genannte Strecken-Ofschnëtt ass?

2. Gëtt et vusäit vum Ministère Pläng, fir dee genannte Strecken-Ofschnëtt ze verbessern? Wa jo, kann d'Madamm Minister präziséieren, wat d'Grënn sinn, firwat scho ronn ee Joer keng Aarbechten opgeholl goufen a ginn?

3. Vu dass jo déi sëllege Balisaden an d'Rout Luucht drop hiweisen, dass dee genannte Strecken-Ofschnëtt net an der Rei ass: A wéi engem zäitleche Kader kann domat gerechent ginn, dass d'Aarbechte fir dës Strecken-Ofschnëtt ufänken a wéini sollen dës ofgeschloss sinn?

Réponse (14/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Detailer iwwert den aktuellen Zoustand vum CR322 an der Nationalstrooss N25.

ad 1. Den CR322 befënnt sech aktuell an engem insgesamt gudden baulechen Zoustand. Netdestotz ass festgestallt ginn, dass d'Säitesträifen sech gesat hunn.

Änlech Problemer trieden och op der Nationalstrooss N25 op, déi eng Stabiliséierung vum Stroosserand erfuorderlech maachen.

ad 2. Den zoustänneg Regionalservice vun der Stroossebauverwaltung ass aktuell amgang, e Projet fir d'Stabiliséierung vum CR322 auszeschaffen. D'Realisatioun vun dësem Projet erfuordert allerdéngs ëmfassend geotechnesch Etüden, déi als wichteg Grondlag fir d'Ausféierung dëngen.

Wann de Projet bis op engem techneschen Niveau ausgeschafft ass, ginn och déi néideg Ëmweltaspekter am Kader vun de gesetzleche Genehmigungsverfahren iwwerpréift. Jee no Natur an Ëmfang vun de geplangte Stabilisatiounsarbechten, kéint et néideg ginn, zousätzlech Terrainen (Emprisen) ze kafen.

Aus dësem Grond ass et de Moment nach net méiglech, en Zäitplang fir d'Aarbechten opzustellen. Am Duerchschnëtt soll een awer mat enger Dauer vun zirka véier Joer fir d'Etüde rechnen, ier déi eigentlech Bauarbechten ugefaange kënnen ginn.

Gläichzäiteg hëlt d'Verwaltung schonn elo déi néideg virleefeg Moosnamen, fir d'Sécherheet vum Verkéier ze garantéieren. Dofir gouf zum Beispill am Dezember



2024 op enger Längt vun 300 Meeter de Stroosserand stabiliséiert an eng Leitplank installéiert.

Betreffend d'Nationalstrooss N25, si fir dës Summer d'Aarbechten op de betraffene Streckenofschnëtter virgesinn. Parallell dozou schafft den zoustänneg Service un engem zousätzleche Projet fir d'Segment tëscht Kautebaach a Wolz.

ad 3. Um CR322 si fir de Summer weider punktuell a provisoresch Stabilisatiounsarbechte virgesinn, fir déi am meeschte betraffe Sektiounen ze sécheren, bis dass den definitive Projet ausgeschafft ass.

Wéi an der Äntwert op déi zweet Fro duergeluecht, fänken d'Aarbechten op der Nationalstrooss N25 dës Summer un a wäerten, wann alles no Plang leeft, bis Enn vum Joer ofgeschloss sinn.

Entretien des regards de chaussée et protection des usagers | Question 2479 (18/06/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Duerch Gulli- a Kanaldeckelen integréiert sech eis Ofwaasserinfrastruktur an d'Stroossenetz. Et ergëtt sech allerdéngs, datt dës Gulli- a Kanaldeckelen, déi an de meeschte Fäll virbildlech installéiert sinn, dacks mat der Zäit ofsacken, sou datt si net méi op engem Niveau mat de Stroosse sinn. Dës ass nieft den Autofuerer besonnesch fir eis Cyclisten a Motorradfuerer dacks geféierlech. Besonnesch an der Gemeng Préizerdauel stelle verschidde Gulli- a Kanaldeckelen, déi substaanzell ofgesackt sinn, scho jorelaang eng Geforduer. Mengen Informatiounen no ass de Staat responsabel, fir dës Geforepunkten ze behiewen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Minister fir Mobilitéit an Infrastrukturen:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt et d'Aufgab vum Staat ass, déi uewe genannte Geforepunkten ze behiewen? Kann d'Madamm Minister an deem Kontext och bestätegen, datt hei de Staat d'Käschten dréit fir méiglech Reparaturen respektiv fir d'Moderniséiere vum deenen Infrastrukturen?

2. Besteet eng Prozedur, déi virschreift, datt Gulli- a Kanaldeckele reegelméisseg op eventuell Mängel ze iwwerpréiwe sinn? Wa jo, wien ass responsabel fir sécherzestellen, datt dës Prozedur agehale gëtt an a wéi engem zäitlechen Ofstand ass virgesinn, déi uewe beschriwwe Geforepunkte reegelméisseg ze iwwerpréiwen?

3. Am Fall vun der Gemeng Préizerdauel: Gedenkt d'Madamm Ministesch, nodeems hir dës Informatiounen zougedroe goufen, déi beschriwwe Geforepunkten ze iwwerpréiwen an, wann néideg, ze behiewen? A wéi engem zäitlechen Kader ka mat der Ëmsetzung vun deenen Aarbechte gerechent ginn?

Réponse (14/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Informatiounen iwwer Gulli- a Kanaldeckelen op de Staatsstroossen, méi genee, wien zoustänneg ass fir méiglech Reparaturen a Moderniséierungsarbechte respektiv wéi d'Prozedur gereegelt sinn, fir hir Konformitéit ze garantéieren.

ad 1. E Stroossenlaf (Gulli/Grill), deen d'Reewaasser an eng Kanalisatioun offéiert, ass ee Bestanddeel vun der Infrastruktur vun de Staatsstroossen. Dofir läit d'Responsabilitéit fir seng komplett Erneuerung oder, wann ubruecht, seng Reparatur, bei der Stroossebauverwaltung. De Staat dréit deemno och d'Käschten dofir.

Am Fall vu Reseauen vun engem Concessionnaire fallen d'Schachtdeckelen ënnert dat modifizéiert Gesetz vum 21. Dezember 2009 betreffend d'Stroossegenueemungen („permissions de voirie“). Dofir ënnerleien dës Elementer och der Responsabilitéit vun de jee-weilege Concessionnaires, déi dofir zoustänneg sinn, dës an engem gudden Zoustand ze erhalen a bei Bedarf a Stand ze setzen.

Sollt d'Sécherheet vun de Stroossennotzer*innen allerdéngs net méi garantéiert sinn, esou kënnen, am Aklang mam uewe genannte Gesetz, och déi zoustänneg staatlech Instanzen zum Beispill d'Reparatur vun de Schachtdeckelen iwwerhuelen.

ad 2. Et besteet keng spezifesch Prozedur fir d'Iwwerpréiwung vu Gulli- a Kanaldeckelen. Déi allgemeng Kontroll vun de Staatsstroosse fällt awer an de Kompetenzberäich vun den zoustänneg Cantonieren*ieren aus de regionale Servicer vun der Stroossebauverwaltung, déi hir Strecken a reegelméisseg Ofstänn offueren an dobäi all méiglech Opfällgkeeten dokumentéieren a mellen.

Kleng Aarbechten, wéi zum Beispill d'Flécke vun engem klengen Stroosselaich, kënnen direkt vun den Ekippe vun der Stroossebauverwaltung ausgefouert ginn. D'Erneieren oder d'Neisetzen („remise à niveau“) vu Gulli- oder Kanaldeckele muss awer vun engem externer Firma gemaach ginn, déi iwwer dat néidegt technesch Equipement verfüügt.

Am Kader vu gréisseren Stroossenarbechte ginn d'Gulli- a Kanaldeckele systematesch mat iwwerpréift a jee no Zoustand reparéiert oder ersat. An Drénglechkeetsfäll kënnen dës Interventiounen och ausserhalb vu geplangte Stroossenarbechte stattfannen.

ad 3. Fir de Kanton Réiden goufe rezent ronn 100 Schachtdeckele geliwwert, déi nach am Laf vum Summer vun engem externer Firma op de betraffene Plazen am Kanton installéiert solle ginn.

Wat d'Gemeng Préizerdauel betrëfft, esou weist e gréisseren Deel vun der Nationalstrooss N12 zu Platen e schlechten Zoustand op. Op dëser Streck si mëttlerweil e puer Deckele mateneen agesackt. Trotz deenen an der Vergaangenheet scho realiséierte Reparaturaarbechte misst d'Strooss op där Plaz grond-sätzlech erneiert ginn.

An dësem Kontext gouf e Projet vun der Stroossebauverwaltung ausgeschafft, deen en ëmfaassende Remanagement virgesäit.

Parallell dozou huet d'Gemeng ugekënnegt, déi geplangte Stroossenarbechten derzou ze notzen, fir gläichzäiteg wichteg Aarbechten um Kanal an dem Waassernetz duerchzeféieren.

Aktuell waart d'Stroossebauverwaltung deemno op déi néideg technesch Ënnerlagen, déi vun der Gemeng zur Verfügung gestallt musse ginn, fir d'Ausschreiwung vum Gesamtprojet op de Wee ze bréngen.

Impact des radars tronçons sur la sécurité routière sur la N7 | Question 2480 (18/06/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Zanter dem Fréijoer 2023 sinn d'Streckeradaren an dräi Tunnelen op der N7 a Betrib.

An deem Zesummenhang hätt ech folgend Froen un den Här Policeminister:

1. Kann den Här Minister an enger Tabell presentéieren, zu wéi vill Accidenter et tëscht 2015 an dem Fréijoer 2023 – an opgeschlëselt no all eenzelem Joer – op der N7 tëscht Colmer-Bierg an dem Kreesverkéier Iergäertchen komm ass?

2. Kann den Här Minister an enger Tabell presentéieren, zu wéi vill Accidenter et tëscht dem Fréijoer 2023 a Stand haut – an opgeschlëselt no all eenzelem Joer – op der N7 tëscht Colmer-Bierg an dem Kreesverkéier Iergäertchen komm ass?

3. Vu datt dës dräi Streckeradaren elo säit iwwert zwee Joer a Betrib sinn: Kann den Här Minister opschlëselen, zu wéi vill Infraktiounen et an deem genannten Zäitraum komm ass? Kann den Här Minister opschlëselen, vu wéi enger Aart dës Infraktiounen waren?

Réponse (16/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte Jeff Engelen freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no der Unzuel vun Accidenter op der Nationalstrooss N7 am Zäitraum tëscht 2015 an 2023 respektiv vun 2023 bis haut, opgeschlëselt no Joer. Zousätzlech freet den Här Deputéierten no der Zuel vun de festgestallten Infraktiounen, déi an dësem Zäitraum festgestallt goufen, souwéi no der Aart vun dësen Infraktiounen.

Bezüglech de Froen vum Här Deputéierte muss een drop opmierksam maachen, dass zwar d'Streckeradaren ugeschwat, awer Donnéeën zu der Nationalstrooss N7 tëscht Colmer-Bierg an dem Rond-point Iergäertchen gefrot ginn. Well dës Strooss an de gefroten Ofschnëtt awer net a Relatioun zu de Streckeradaren stinn, ass dovunner auszugehen, dass do eng Verwieslung ënnerlaf ass, an hei d'Donnéeën zu der Autobunn A7 gefrot sinn. Dës Autobunn geet awer och net bis bei de Rond-point Iergäertchen, mee hält um Echangeur Gréngewald op a geet ab do an d'Autobunn A1 iwwer.

Deementspriedend ginn hei d'Zuelen zu den Accidenter op der Autobunn A7, déi am Zäitraum 2015 an 2024¹⁹ tëscht dem Echangeur Colmer-Bierg an dem Echangeur Gréngewald registréiert goufen, a bei deenen et zu engem Persouneschued komm ass, opgeléist (d'Radaren hunn de 15. Mäerz 2023 ugefaangen, Verstéiss ze sanctionéieren).

ad 1. an 2. Hei eng Opléschung op Basis vun de Kritären, déi am Virwuert festgehalen goufen, mat der Bemierkung, dass nach keng Donnéeë fir d'Joer 2025 disponibel sinn. [†]

Dobäi ass ze bemierken, dass Accidenter, an deenen et nëmme zu Materialschued komm ass, net integral statistesch erfaasst ginn. Dat aus dem ganz einfachen Grond, dass an esou Fäll net ëmmer d'Police op d'Plaz geruff gëtt.

ad 3. Déi 3 Streckeradaren an den Tunnelen op der A7 hunn am Zäitraum, ab deem se a Betrib sinn, bis de 25. Juni 2025 folgend Unzuel vun Infraktiounen festgestallt:

– Tunnel Stafelter: 28.806 Infraktiounen (28.205 Avertissements taxés vun 49 €, 589 Avertissements taxés vun 145 € an 12 Procès-verbaux wéinst Délit de grande vitesse)

– Tunnel Grouft: 39.711 Infraktiounen (39.299 Avertissements taxés vun 49 €, 403 Avertissements taxés vun 145 € an 9 Procès-verbaux wéinst Délit de grande vitesse)

– Tunnel Gousselerbierg: 21.960 Infraktiounen (21.427 Avertissements taxés vun 49 €, 527 Avertissements taxés vun 145 € an 9 Procès-verbaux wéinst Délit de grande vitesse)

Am Ganze sinn also 90.480 Infraktiounen vun dëse Streckeradaren festgestallt ginn.

¹⁹ D'Zuele fir d'Joer 2025 leien nach net vir.

Arrivée de Coinbase à Luxembourg et stratégie nationale en matière de cryptomonnaies | Question 2481 (18/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'„Luxembourg Luxtimes“ berichtet, dass d'Firma Coinbase, déi am Beräich vun de Kryptowärungen aktiv ass, an den nächste Wochen Operatiounen zu Lëtzebuerg wäert starten:

„US-based Coinbase is ‚on track‘ to get a Luxembourg cryptocurrency provider licence and start operating in the Grand Duchy in the coming weeks, its CEO has told a technology conference in Kirchberg.“

Et ass eng gutt Noriicht fir eis Finanzplaz, wann nei Fintech-Servicer op Lëtzebuerg kommen an hir Servicer zu Lëtzebuerg, an doriwwer eraus an der EU, ubidden. A vergaangene parlamentaresche Froen an Interventiounen hat ech reegelméisseg op d'Wichtigkeet vu Kryptowärungen fir eis Finanzplaz higewisen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Noriicht, dass Coinbase op Lëtzebuerg kënn?

2. Wéi vill Firmen am Beräich vun de Kryptowärungen sinn aktuell zu Lëtzebuerg ugesidelt? Wéi vill dovunner si Filialen a wéi vill si Mammege-sellschaften?

3. Wat fir konkret Schrëtt ënnerhëlt d'Regierung fir ze garantéieren, datt weider Firmen aus dem Beräich vun Kryptowärungen zu Lëtzebuerg lancéiert ginn?

Réponse (09/07/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. D'Decisioun, fir sech zu Lëtzebuerg néierzeloosen, weist, dass Lëtzebuerg ee kompetitiivt Ëmfeld och fir méi innovativ Acteure bitt an dass déi proaktiv Approche vun der Regierung, zesumme mat Luxembourg for Finance, hir Friichten dréit.

ad 2. 13 Entitéiten hunn aktuell eng Zouloossung als Virtual Asset Service Provider (VASP) an 3 Entitéiten eng Zouloossung als Crypto Asset Service Provider (CASP) ënnert der neier MiCA-Reglementatioun. Vill vun deenen Entitéiten si global opgestallt, woubäi se Lëtzebuerg als hiren EU-Hub ausgewielt hunn.

ad 3. D'Regierung féiert hir Politik vun enger konsequenter Diversifizierung vun der Finanzplaz weider. Mat och Fokus op Innovatioun an neien Technologien.

Kryptowärungen funktionéieren gemengerhand op Basis vun der sougenannter Blockchain-Technologie. Lëtzebuerg ass Virreider an deem Beräich an huet sech och den néidege gesetzleche Kader ginn – mat am Dezember 2024 engem 4. Blockchain-Gesetz.

Haut scho bidden eng Rei Acteure sougenannten Tokenisatiounsplattformen un oder emettéieren hir digital Obligatiounen ënner Lëtzeburger Recht.

Kierzlech huet och eis Tresorerie hiren éischten digitale Certificat de trésorerie ënner Lëtzeburger Recht op esou enger Plattform rausginn.

Weider war och eng Lëtzeburger Bank och den éischten Emittent vun engem reguléierte MiCA-Stablecoin, dee vun enger Bank gedeckt ass.

An deem éischte komplett tokeniséierten Investment-fong (UCITS) zu Lëtzebuerg gouf Enn 2024 lancéiert.

Reconnaissance institutionnelle des performances du sport féminin | Question 2483 (18/06/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le 3 juin 2025, l'équipe nationale féminine de football du Luxembourg a décroché une montée historique en Ligue B de la Nations League, marquant un tournant important dans le développement du football féminin au Luxembourg. Malgré cette réussite, les joueuses concernées ont exprimé publiquement leur déception quant au manque de reconnaissance de leur performance, évoquant notamment l'absence de représentation officielle de la FLF à leur retour du Kazakhstan, l'absence de communication institutionnelle visible et une mise en avant jugée symbolique et insuffisante, limitée à un hommage sonore lors d'un match masculin.

Même si entre-temps, la FLF a déclaré doubler les primes des joueuses et vouloir organiser un hommage adéquat, ces faits montrent la persistance de l'inégalité de traitement entre les équipes nationales féminines et masculines dans le football luxembourgeois. Ainsi, selon nos informations, jusqu'à une date très récente, les joueuses de la sélection nationale ne percevaient aucune indemnité lors de leurs déplacements en équipe nationale et ne disposaient pas d'un jeu de maillots qui leur soit propre. Ces éléments illustrent un traitement inégal entre équipes nationales féminines et masculines dans le cadre du football luxembourgeois.

À ce titre, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Le ministère considère-t-il que les fédérations sportives doivent garantir une reconnaissance institutionnelle équitable, à performance comparable, entre les athlètes féminins et masculins ?

2) La reconnaissance institutionnelle équitable fait-elle actuellement partie des critères d'égalité de traitement imposés ou recommandés aux fédérations sportives bénéficiaires d'un soutien public ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il un dialogue avec la FLF afin de tirer les leçons de cette situation et de s'assurer qu'à l'avenir, les performances féminines soient reconnues à la hauteur de leur importance ?

4) Me référant à votre réponse à ma question parlementaire n° 0948, ne considérez-vous pas qu'un dialogue renforcé avec la FLF s'impose afin de garantir que l'équipe nationale féminine puisse également accéder au Stade de Luxembourg au même titre que l'équipe masculine ?

Réponse (17/07/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1) Les échanges réguliers entre le Ministère des Sports et les fédérations sportives agréées n'ont pas mis en évidence un manque de reconnaissance entre les performances des athlètes féminins et masculins. Les récents succès de nos sportives de haut niveau, ainsi que des équipes nationales féminines, en témoignent.

Par ailleurs, mes services finalisent actuellement une stratégie en matière d'égalité des genres dans le sport, élaborée en concertation avec les fédérations sportives, afin d'identifier les leviers d'action prioritaires.

ad 2) Le Ministère des Sports respecte l'autonomie de fonctionnement des fédérations sportives, telle que prévue par la loi modifiée du 3 août 2005 relative au sport. Les subsides qui leur sont accordés visent à soutenir le développement global de la discipline concernée, sans empiéter sur les prérogatives propres aux fédérations.

ad 3) Le Ministère des Sports entretient un dialogue constant avec l'ensemble des fédérations sportives agréées, y compris la FLF, en tant que partenaires

dans la mise en œuvre de la politique sportive nationale.

ad 4) Les matchs de l'équipe nationale féminine de football peuvent se tenir au Stade de Luxembourg, au même titre et dans les mêmes conditions que ceux de l'équipe masculine, la mise à disposition du stade n'étant en aucun cas liée au genre des équipes concernées.

Cela étant, le choix du lieu des rencontres relève de la compétence exclusive de la FLF.

Demandes exprimées par l'initiative Lux4Defence | Question 2485 (19/06/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans un document publié en mars 2025, la Chambre de Commerce recommande de modifier la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions, afin de supprimer certains freins réglementaires qu'elle considère comme des obstacles au développement d'une industrie de la défense au Luxembourg. Cette demande s'inscrit dans un ensemble plus large de dix recommandations visant à renforcer la base industrielle et technologique de défense du pays.

Lors d'une réponse à une question parlementaire élargie en date du 10 juin 2025, Madame la Ministre de la Justice a laissé entendre que le Gouvernement envisageait effectivement une révision de la loi sur les armes.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de la Défense :

1) Le Gouvernement envisage-t-il effectivement de modifier l'article 2 de la loi du 2 février 2022 relative aux armes et munitions, notamment en réponse aux demandes exprimées par la Chambre de Commerce dans le cadre de l'initiative Lux4Defence ? Dans l'affirmative, quels objectifs spécifiques cette réforme poursuivrait-elle ?

2) Dans l'affirmative, le Gouvernement envisage-t-il de prévoir des critères spécifiques de due diligence spécifique pour des entreprises actives dans le domaine de l'armement ?

3) Une telle réforme pourrait-elle avoir des implications pour les standards actuels en matière de contrôle des armes, de sécurité publique ou de cohérence avec les engagements internationaux du Luxembourg ?

Réponse (18/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La question du développement d'une industrie de la défense au Luxembourg fait l'objet d'une analyse approfondie au sein de l'administration gouvernementale. Plusieurs ministères sont concernés et des réunions interministérielles se tiennent afin d'aboutir à une analyse détaillée des implications juridiques. Il est prématuré de se prononcer à ce stade.

Une telle réforme n'aura pas d'impact sur les standards actuels en matière de contrôle des armes civiles, de sécurité publique ou de cohérence avec les engagements internationaux du Luxembourg, en particulier en ce qui concerne la détention d'armes par des particuliers.

Dénonciations d'actes antisémites | Question 2486 (19/06/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Selon nos informations, un nombre considérable d'activistes engagés pour une solution juste au conflit



israélo-palestinien auraient été dénoncés auprès de la Police grand-ducale pour des incidents supposément antisémites, dont des actes et des opinions dans le cadre de manifestations. La grande majorité de ces incidents auraient été sans suite parce que les motifs n'avaient pas de valeur juridique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de dénonciations d'actes antisémites ont été enregistrées auprès de la Police grand-ducale en 2024 et jusqu'à présent en 2025 ?

2) Combien d'enquêtes policières ont été menées en réponse à ces dénonciations ou plaintes d'actes antisémites en 2024 et jusqu'à présent en 2025 ?

3) Combien de dénonciations d'actes antisémites sont restées sans suite parce que les motifs n'avaient pas de valeur juridique ?

4) Dans le cas où un certain groupe de personnes est systématiquement ciblé par des dénonciations infondées, la Police grand-ducale prend-elle l'initiative d'enquêter s'il s'agit de harcèlement moral ou de chantage ? Le cas échéant, quels critères sont appliqués pour le lancement d'une telle enquête ?

Réponse (24/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Les signalements recensés par la police regroupent toutes les formes d'incitation à la haine, sans qu'il soit effectué de distinction sur base des caractéristiques visées (origine, couleur de peau, sexe, orientation sexuelle, changement de sexe, identité de genre, situation de famille, âge, de santé, handicap, mœurs, opinions politiques ou philosophiques, activités syndicales, appartenance ou non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée).

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2472, au cours de l'année 2024, la police a enregistré 194 signalements relatifs aux articles 457-1 et 457-3 du Code pénal qui incriminent respectivement l'incitation à la haine ou à la violence à l'encontre d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté de personnes et la négation, la banalisation, l'excuse ou la justification des crimes graves.

80 signalements ont été enregistrés depuis le début 2025.

ad 2) Sur ces 194 signalements, le parquet a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire dans 43 cas (2024) et dans 20 cas (2025).

ad 3) Le système JU-CHA (traitement des données pénales au sein de la justice) ne donne pas la possibilité d'identifier quelle caractéristique visée à l'article 454 du Code pénal (auquel les art. 457-1 (et suivants) et 80 du Code pénal renvoient) pourrait être prise en considération. Ainsi, il n'est pas possible de distinguer les « incidents supposément antisémites ».

ad 4) La police ne peut pas engager une enquête de sa propre initiative. L'ouverture d'une procédure pénale est donc conditionnée au dépôt volontaire d'une plainte par la victime ou son représentant.

Blocages bancaires liés à des transactions mentionnant la Palestine ou Gaza | Question 2487 (19/06/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Selon nos informations, plusieurs banques luxembourgeoises semblent retarder ou bloquer

systématiquement des transactions financières contenant les termes « Palestine » ou « Gaza » dans la communication du paiement, indépendamment du destinataire de la transaction, de son pays de résidence et de sa banque. Dans certains cas, les expéditeurs de ces paiements ont dû fournir des justificatifs légitimant l'origine de ces fonds qui provenaient d'événements caritatifs visant à aider la population palestinienne.

En outre, nous avons été informés que des résidents luxembourgeois d'origine palestinienne ont dû faire face à une fermeture de leur compte bancaire après avoir envoyé de l'argent à des membres de leur famille en Cisjordanie.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de retards ou de blocages systématiques de transactions financières par des banques luxembourgeoises en raison de la présence des termes « Palestine » ou « Gaza » dans la communication du paiement ? Quelle est la position du Gouvernement quant à cette pratique bancaire ? Messieurs les Ministres envisagent-ils d'entreprendre des mesures afin de mettre fin à cette pratique ?

2) Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la fermeture de comptes bancaires de résidents palestiniens par des banques luxembourgeoises ? Quelle est la position du Gouvernement quant à cette pratique bancaire ? Le cas échéant, comment Messieurs les Ministres veulent-ils remédier à cette situation ?

3) Quelles mesures le Gouvernement met-il en place afin de garantir que chaque détenteur d'un compte auprès d'une banque luxembourgeoise soit protégé contre tout traitement discriminatoire ?

Réponse (18/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement ne dispose pas de telles informations.

Il est toutefois rappelé que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les professionnels sont obligés d'appliquer des mesures de vigilance à l'égard de leur clientèle sur base d'une approche fondée sur les risques liés aux types de clients, aux pays ou zones géographiques et aux produits, services, transactions ou canaux de distribution particuliers conformément aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) et aux règles européennes et nationales applicables en la matière. Dans cette même veine, les professionnels sont tenus de déclarer à la Cellule de renseignement financier toutes les opérations suspectes et tentatives d'opérations suspectes quelque soit leur montant et de manière générale s'abstenir d'exécuter des transactions qu'ils savent ou soupçonnent d'être liées à un blanchiment, à une infraction sous-jacente associée, ou à un financement du terrorisme. Ils doivent également respecter le cadre légal applicable en matière de mesures restrictives.

Il est finalement rappelé qu'en vertu de l'article 22 de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement, « les établissements concernés n'opèrent aucune discrimination à l'encontre des consommateurs résidant légalement dans l'Union européenne du fait de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, ou pour tout autre motif visé à l'article 21 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, lorsque ces consommateurs font une demande d'ouverture d'un compte de paiement ou accèdent à un tel compte.

Les conditions applicables à la détention d'un compte de paiement de base ne sont en aucun cas discriminatoires. ».

Exportations d'armes vers Israël et contrôle des transferts d'équipements militaires | Question 2488 (19/06/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Le 5 avril 2024, le Luxembourg a voté en faveur d'une résolution au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies appelant la communauté internationale à mettre fin à la vente, au transfert et au détournement d'armes, de munitions et d'autres équipements militaires à destination d'Israël. De même, le Luxembourg a également apporté son soutien à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/ES-10/L.31/Rev.1 du 13 septembre 2024, visant à donner suite à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance d'entreprises luxembourgeoises ou d'entreprises ayant leur siège au Luxembourg et impliquées dans la livraison ou le transfert d'armes ou d'équipements militaires figurant sur la liste commune des équipements militaires à destination d'Israël ? Dans l'affirmative, de quelles entreprises s'agit-il ?

2) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises pour assurer que le Luxembourg n'est pas impliqué dans la livraison ou le transfert d'armes ou d'équipements militaires vers Israël ?

3) Combien de demandes d'autorisation pour l'exportation ou le transit de biens figurant sur la liste militaire de l'UE ont été examinées par l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit (OCEIT) et par sa Direction des affaires politiques au cours des trois dernières années ? Combien de ces demandes ont été refusées et pour quelles raisons ? Combien de ces demandes autorisées et refusées concernaient l'exportation ou le transit vers Israël ?

Réponse (04/07/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Gouvernement a connaissance d'entreprises ayant été impliquées dans de telles transactions, dont une baisse a été enregistrée ces 2 dernières années (voire statistiques infra). Il convient de préciser que l'ensemble de ces opérations ont été réalisées dans le strict respect de la législation applicable et qu'il ne s'agit pas d'exportations d'armes léthales.

ad 2) Le Gouvernement évalue chaque demande d'équipements militaires au cas par cas, sur base de critères stricts. Cette évaluation s'appuie notamment sur les huit critères définis dans la Position commune 2008/944/PESC du Conseil du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.

ad 3) Aucune demande d'autorisation de transit de biens figurant sur la liste militaire de l'UE n'a été soumise à l'Office du contrôle des exportations, importations et du transit (OCEIT) au cours des trois dernières années.

Concernant les demandes d'exportation, veuillez consulter le tableau^{*} ci-dessous, qui reprend les



données pertinentes relatives aux demandes d'autorisation. Par rapport à 2022 et 2023, l'OCEIT a enregistré une baisse de demandes ces 2 dernières années. Le refus enregistré en 2023 repose sur l'évaluation des critères définis dans la Position commune 2008/944/PESC du Conseil.

Évacuations médicales de Gaza vers le Luxembourg | Question 2489 (19/06/2025) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

À la suite d'un appel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Luxembourg a procédé à une évacuation médicale de deux personnes, chacune accompagnée d'un proche, de la bande de Gaza au Luxembourg via le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

La situation humanitaire dans la bande de Gaza est catastrophique. Selon le Ministère de la Santé de Gaza, au moins 55.104 Palestiniens ont été tués et 127.394 autres blessés depuis le 7 octobre 2023. Les forces de défense israéliennes ont tué et continuent à tuer des professionnels de la santé et des travailleurs humanitaires. En même temps, elles continuent à bombarder les installations médicales et les abris pour les personnes déplacées de force. Selon une enquête de Médecins Sans Frontières, 40 % des personnes qui sont mortes des suites de leurs blessures de guerre sont des enfants de moins de 10 ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Le Gouvernement est-il disposé à entreprendre davantage d'évacuations médicales de la bande de Gaza vers le Luxembourg ? Quelles sont les raisons pour la position gouvernementale ?

Réponse (10/07/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Le Luxembourg a participé à une opération humanitaire coordonnée par l'OMS et le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne, en accueillant deux patients blessés en provenance de Gaza, accompagnés chacun d'un proche.

Leur prise en charge, tout comme l'opération d'évacuation elle-même, sont particulièrement complexes et nécessitent des moyens importants ainsi qu'une coordination internationale étroite.

Dans le contexte actuel, de nouvelles évacuations médicales ne sont pas prévues. Le Gouvernement luxembourgeois continuera à se concerter avec ses partenaires européens et internationaux.

Participation de résidents luxembourgeois aux forces armées israéliennes | Question 2490 (19/06/2025) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

Au Royaume-Uni et en Belgique, des enquêtes sont en cours contre dix ressortissants britanniques, respectivement un ressortissant belge, qui auraient supposément commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité lorsqu'ils combattaient pour les forces de défense israéliennes à Gaza ou en Cisjordanie.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Madame la Ministre de la Justice :

– Madame et Monsieur le Ministre ont-ils connaissance que des personnes de nationalité luxembourgeoise, y compris les binationaux, ou résidents luxembourgeois font partie des forces de défense israéliennes et participent à la guerre contre le peuple palestinien ? Dans l'affirmative, de combien de personnes s'agit-il ?

– Le cas échéant, quelles mesures le Gouvernement entreprend-il face à cette situation ? Quelles seraient les conséquences pour des citoyens ou des résidents luxembourgeois qui auraient rejoint l'armée israélienne et auraient éventuellement commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ?

– Le Gouvernement prend-il des mesures de prévention contre la participation de citoyens ou de résidents luxembourgeois dans les forces de défense israéliennes ?

Réponse (16/07/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations officielles qui établiraient que des personnes de nationalité luxembourgeoise, y compris les binationaux, ou des résidents luxembourgeois, sont engagées au sein d'armées étrangères, en particulier les Forces de défense israéliennes, et prennent part à des opérations militaires en cours.

Le Gouvernement ne prend pas de mesures spécifiques contre la participation de citoyens ou de résidents luxembourgeois dans des armées étrangères.

Utilisation des avoirs russes gelés pour la reconstruction de l'Ukraine | Question 2491 (19/06/2025) de M. Franz Fayot (LSAP)

Lors de son discours devant la Chambre des Députés le 17 juin 2025, le Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk, a invité le Luxembourg à continuer à supporter l'Ukraine dans la guerre contre l'agresseur russe et, dans ce contexte, à saisir les avoirs gelés russes afin de financer la reconstruction du pays.

Cette prise de position s'ajoute aux voix de plus en plus nombreuses, et aux avis juridiques plaidant pour une telle solution.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que Messieurs les Ministres entendent donner suite à cette demande et à permettre l'utilisation des avoirs gelés russes au Luxembourg à des fins d'indemnisation ou de reconstruction de l'Ukraine face à l'agression russe ?

– Est-ce que Messieurs les Ministres entendent supporter une telle démarche au niveau européen ?

– Dans la négative, quelles sont les raisons pour ne pas supporter une telle solution ?

Réponse (21/07/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il convient de distinguer entre les avoirs privés gelés dans le cadre des sanctions financières individuelles conformément au règlement (UE) 269/2014, tel que

modifié, et les avoirs souverains, qui sont immobilisés en raison des restrictions imposées sur les transactions avec la Russie, son Gouvernement et la Banque centrale de Russie conformément aux mesures sectorielles prévues par l'article 5bis du règlement (UE) 833/2014, tel que modifié, et notamment le paragraphe 4 dudit article.

Conformément à la décision (PESC) 2024/1470 du Conseil du 21 mai 2024, les recettes générées sur les avoirs souverains immobilisés de la Banque centrale de Russie sont déjà affectées au soutien de l'Ukraine, réparties entre la Facilité européenne pour la paix et le budget de l'Union.

L'UE a en effet mis en place un prêt exceptionnel d'assistance macrofinancière (AMF) à l'Ukraine, qui est remboursé avec les recettes des avoirs russes immobilisés. L'AMF de l'UE constitue la contribution de cette dernière à l'initiative des prêts par l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires (« Extraordinary Revenue Acceleration » - ERA) menée par le G7, qui vise collectivement à fournir environ 45 milliards d'euros de soutien financier à l'Ukraine.

Le Luxembourg participe activement aux discussions du Conseil. Toute évolution en la matière devra faire l'objet d'une décision commune, tenant compte des conséquences potentielles aux niveaux juridique, politique et économique d'une telle décision.

Facturation des appels téléphoniques des détenus à la prison de Schrässig | Question 2492 (19/06/2025) de M. Dan Hardy (ADR)

Säit e puer Joer verfügen d'Prisonéier zu Schraasseg iwwert en Telefonszougang an hirer Zell. Uriff mussen vun der Verwaltung am Prisong fräigeschalt ginn, ier se kënnen verbonne ginn, fir Abusen ze verhënneren. D'Käschte fir d'Verbindung ginn de Prisonéier verrechen. Den technesche Service gëtt awer net vu POST, wou de Staat zu 100 Prozent Aktionär ass, mee vun enger däitscher Privatfirma bereetgestallt.

Esou wéi et mir zougedroe gouf, kënn et bei der Ofrechnung och emol zu Onreegelméissegkeeten. Mir leien Dokumenter vir, déi ënner anerem e puer Uriff vun där selwechter Nummer zur selwechter Zäit weisen, wat jo natierlecherweis net kann den Tatsaachen entsprechen. Des Weidere ginn zum Beispill Uriff vun null Sekonne verreechent. Och wann d'Käschte pro Verbindung net héich leien, kënnen sech sou feelerhaft Montante fir eenzel Prisonéier awer summéieren, ëmsou méi wou si fir hir Zäit am Prisong jo net iwwert e gereegelt Aarbechtsakkommes verfügen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Justizminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, firwat den Telefonservice fir Prisonéier aktuell net vu POST géréiert gëtt? Bis wéini ass eng nei Ausschreiwung vun deem Service virgesinn?

2. Huet an der Vergaangenheet eng Ausschreiwung stattfonnt, op déi aner Lëtzebuerger Operateuren sech hätte kënnen mellen? Falls jo, wéi eng Conclusioun gouf gezunn? Falls net, firwat net?

3. Wéi reagéiert d'Madamm Minister op déi Onreegelméissegkeeten? Goufen an de vergaangene Jore weider esou Onreegelméissegkeete gemellt? Wéi vill vun deenen Hiwaiser sinn unerkannt ginn? Wéi eng Erklärungen dozou gouf et vun der däitscher Bedreiwfirma? Wéi ee Gesamtmontant u falsch ofgerechente Verbindunge gouf un d'Prisonéier zeréck-iwwerwisen?

Réponse (21/07/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice



ad 1. Den Telefonesystem am Prisong zu Schraasseg ass net als eegestänneg Software konzipéiert, mee en ass en integralen Deel vun engem zentrale Gestionslogiciel (BASIS), deem entwéckelt ass, fir déi ganz Verwaltung vun de Prisongéier ze zentraliséieren. All Uruff, dee vun engem Prisongéier ausgeet, gëtt vum System iwwerpréift fir sécherzestellen, datt d'Telefonnummer vum zoustänneg Magistrat erlaabt ass, esou wéi et am Artikel 25 Paragraph 3 aus dem Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Prisongsverwaltung drasteet. D'Gesprécher ginn op Basis vun hirer Dauer verrechent an de Montant gëtt automatesch vum interne Konto vum Prisongéier ofgebucht.

ad 2. D'Firma TELIO, eng däitsch Firma, déi Telekommunikationslösungen fir Prisongen ubitt, a mat där och haut nach zesummege schafft gëtt, war déi eenzeg Entreprise, déi dës Zort vun Déngschtleeschungen ubidde konnt. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 geschriwwen, ass BASIS den Haaptlogiciel, deem d'Gestioun vun de Prisongéier, inklusiv d'Telefonie, iwwerhëlt. Dohier ass dozou keen Appel d'offres gemaach ginn. Den TELIO-System gëtt a ville Prisongen an Europa agesat, doduerch verfüügt d'Firma iwwer eng laangjäreg Erfahrung, déi der Prisongsverwaltung, als Gestionnaire, natierlech zeguttkënnt.

ad 3. Den informatische Service vun der Prisongsverwaltung, dee fir d'techesch Gestioun vun der Telefonie an de Prisongen zoustänneg ass, hat virun dëser parlamentarescher Fro keng Kenntnis vun eventuelle Feelfunktiounen am Telefonesystem oder vu Problemer mat Telefonsrechnungen am Prisong zu Schraasseg. D'Direktioun vun der Prisongsverwaltung ass och ni direkt vun engem Prisongéier mat esou engem Problem befaasst ginn.

Zënterhier gouf eng intern Enquête lancéiert, an, am Kader vun dëser Enquête, gouf och bei TELIO nugefrot. Deemo ass de Problem op d'Aart a Weis zeréckzeféieren, wéi d'Facturatioun vun den Uruff programméiert ass. All Uruff ginn am Format Stonn:Minutt:Sekonn gespäichert, mee op der Rechnung erschéngen nëmmen d'Auerzäit bis d'Minutt. Wann e Prisongéier elo bannent kuerzer Zäit e puermol hanteneen déi selwecht Nummer urufft – wat nom Iwwerpräiwen erstaunlech dacks geschitt – zum Beispill um 20:15:01 Auer, 20:15:19 Auer an 20:15:40 Auer, da ginn op der Rechnung dräi Appeller mat där selwechter Auerzäit (20:15 Auer) opgezielt.

Op Nofro vun der Prisongsverwaltung huet TELIO eng Ënnersuchung betreffend d'Uruff mat enger Dauer vun 0 Sekonnen am System duerchgefouert. Dobäi huet sech herausgestallt, dass all Uruff, dee manner wéi eng Sekonn dauert, automatesch als 0 Sekonnen am TELIO-System ugewise gëtt. Zum Beispill: wann een Appell op e Repondeur geet an no 0,59 Sekonnen ofgebrach gëtt, gëtt dës als 0 Sekonne registréiert. TELIO schafft aktuell zesumme mam Service informatique dorunner, fir dës technesch Detail unzepassen. D'Zil ass et, dass och ganz kuerz Gesprécher an d'Zukunft als 1 Sekonn ugewise ginn, fir Mëssverständnisse ze vermeiden an d'Transparenz ze verbesseren.

Risque de propagation du virus Borna (BoDV-1) au Luxembourg | Question 2493 (20/06/2025) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

An Däitschland hunn sech rezent zwee Männer mam seltenen, awer extreem geféierlechen Borna-Virus (BoDV-1) infizéiert. Een huet d'Infektioun leider net iwwerliefert, deem anere gëtt intensiv-medezinnesch versuergt. Laut dem Friederich-Loeffler-Institut sinn 90 Prozent vun de Borna-Infektiounen beim Mënsch

déidlech. De Virus gëtt haaptsächlech duerch d'Feldspätzmaus iwwerdroen. Fir aner Mamendéieren a fir de Mënsch ass de Virus eng grouss Gefor, well en ë. a. eng déidlech Gehirnerkrankung ausléise kann. Kaze kënnen e beispillsweis indirekt op de Mënsch iwwerdroen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch an un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Ass de Borna-Virus hei zu Lëtzebuerg schoonn nogewise ginn?
– Wa jo, wat fir Déiere waren infizéiert?

2. Huet sech zu Lëtzebuerg schoonn e Mënsch mam Borna-Virus infizéiert?
– Wa jo, konnt déi Persoun gerett ginn oder ass se un de Suite vun der Infektioun gestuerwen?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, wann sech de Borna-Virus an Däitschland weider ausbreit an och op Lëtzebuerg kënnt?

4. Wéi kann een sech beschméiglech schützen a wat kann ee maachen, wann een doudeg Feldspätzmaus doheim féinnt?

Réponse (24/07/2025) de Mme Martine Hansen, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Krankheet ass zu Lëtzebuerg net meldeflichteg. Bis elo krut d'ALVA keng Notifikatioun vum Optriiede vun dësem Virus bei engem Déier.

ad 2. D'Gesondheitsdirektioun huet keng Kenntnis vu Fäll zu Lëtzebuerg, wou Mënschen sech mam Borna-Virus infizéiert hunn. Et sief bemierkt, datt dës Pathologie net zu de meldeflichtege Krankheeten (Maladies à déclaration obligatoire (MDO)) zu Lëtzebuerg gehéiert.

All bekannt mënschlech Fäll sinn an Däitschland opgetrueden, haaptsächlech a Bayern an an e puer Regiounen am Oste vum Land.

ad 3. Eng integréiert Approche, besonnesch am Kontext vun zoonoteschen Krankheeten ass essentiell, dofir verfollegt d'Gesondheitsdirektioun de „One Health“-Prinzip, deem d'Gesondheet vu Mënschen, Déieren an Ëmwelt als eng eenzeg Unitéit betruecht. An dësem Kontext huet d'Division de l'inspection sanitaire vun der Gesondheitsdirektioun, ënnerstëtzt vun der Europäescher Kommissioun, de Projet PHRESH lancéiert²⁰, mam Zil, eng interdisziplinär Austauschplattform ze entwéckelen. Dës Plattform soll d'Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren vun der mënschlecher Gesondheet – dorënner d'Division de l'inspection sanitaire an de Laboratoire national de santé (LNS) – an der Déieregesondheet, mat Acteuren wéi der ALVA (Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire), weesentlech stäerken.

Parallél dozou schafft d'Division de l'inspection sanitaire – och am Kader vum PHRESH-Projet – un engem System fir d'Echtzäit-Collecte vu medezinneschen Donnéeën aus den Noutdénkschter vun de Spideeler. Dës soll et erlaben, spezifesch Symptomer fréi ze erkennen, a bei Bedarf geziilt an effizient effentlech Gesondheitsmoossnamen ze aktivéieren.

Déi klassesch Endemiegebitter vun der Bornascher Krankheet si Regiounen a Mëttel- a Süddäitschland (Bayern, Baden-Württemberg, Sachsen, Sachsen-Anhalt, Thüringen an Hessen), an der Schwäiz (Ostschwäiz), Éisträich (Vorarlberg a Steiermark) a Lichtenstein. Och an den Endemiegebitter sinn Erkrankungen beim Mënsch extreem seelen (5–10

Fäll/Joer an Däitschland). Déi lokal Prevalenz bei den Déieren ass säit Joerzénge stabil.

De Reservoir, d'Feldspätzmaus ass en Insektivoren an huet am Géigesaz zu Nagedéieren e ganz territoriale Charakter. Dofir ass eng schnell a flächendeckend Ausbreedung onwarscheinlech.

De Risiko fir eng Ausbreedung zu Lëtzebuerg kann also als geréng agestuft ginn.

ad 4. Et ass ëmmer wichteg virsiichteg ze si beim Émgang mat doudegen Déieren, well dës eventuell mat Vire kontaminéiert kënnen sinn.

Et gëtt aktuell keen Noweis vun enger Zirkulatioun vu Bornaviren zu Lëtzebuerg. Wéinst verschiddenen aneren Infektionsrisiken (z. B. Hantaviren) soll ee Spätzmaus souwiesou nëmme mat Händschen upaken a schnellstméiglech entsuergen. Och soll een eng Mask (mindestens FFP2) andoe wann ee mat Exkrementer am Stëbs a Kontakt kënnt.

Baséierend op dem aktuelle Wësse kann de Risiko vun enger Infektioun mat Bornaviren reduzéiert ginn, andeems de Kontakt mat Spätzmaus an hiren Exkrementer vermeit gëtt.

Wann Dir en doudegt klengt Mamendéier (Spätzmaus, Maus, Rat oder en anert verdächtige Déier) an oder ronderëm Är Wunneng fannt, ass et recommandéiert, d'Verhale vun Hausdéieren am A ze behalen, besonnesch bei Kazen, déi duerch hir Juegdaktivitéiten a Kontakt mat infizéierte Vektoren komme kënnen. Bei ongewéinlechem Verhalen oder neurologesche Symptomer soll ee séier e Veterinär kontaktéieren.

Contrôles belges aux frontières et impact sur le Luxembourg | Question 2494 (20/06/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Déi belsch Regierung huet en Donneschdeg ugekënnegt, datt eist Nopeschland elo och Kontrollen am Kader vun der Lutte géint illegal Immigration wäert aféieren.

Kontrolléiert soll op wichtege Stroossenachsen, Autobunnen, internationale Buslinien a verschiddene Garé ginn.

– Mir géifen an deem Zesammenhang gär vun der Regierung wëssen, ob déi Kontrollen am Virfeld mat der Lëtzeburger Regierung ofgeschwat gi sinn.

– Wéi ass d'Haltung vun eiser Regierung zu deene Kontrollen?

– Gouf offiziell vun der belscher Regierung bestätegt, datt et keng nei Kontrollen un eise gemeinsame Grenze wäert ginn?

– Wat fir aner Konsequenzen wäerten déi Kontrolle fir eist Land an de Reesverkéier hunn?

Réponse (03/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministère des Affaires intérieures | **M. Xavier Bettel,** Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Haltung vun der Lëtzeburger Regierung géint iwwer Kontrollen un de Bannegrenzen am Schengen-Raum ass onverännert: Lëtzebuerg trëtt a fir d'Anhale vum Schengen-Ofkommen an ass deemno géint Grenzkontrollen a fuerdert verstärkte Kontrollen un de Baussegrenzen vum Schengen-Raum.

Wéi am Pressecommuniqué vum Innenministère vum 20. Juni matgedeelt, si keng Kontrollen un de Grenze mat der Belsch virgesinn, an och net hannert de Grenzen, op belschem Territoire:

„À la suite d'un échange entre Léon Gloden et le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur belge, Bernard Quintin, celui-ci lui a confirmé qu'il n'y aurait pas

²⁰ <https://santesecu.public.lu/fr/espace-professionnel/informations-donnees/phresh.html>

de contrôles aux frontières entre la Belgique et le Luxembourg. Son homologue lui a par ailleurs assuré qu'il n'y aurait pas non plus de contrôles à l'intérieur de la Belgique à proximité du Grand-Duché de Luxembourg."

Doriwwer eraus steet den Inneminister a reegelméissegem Kontakt mam belschen Inneminister.

Impact des robots-tondeuses sur le hérisson et possibilité d'interdiction de leur usage nocturne | Question 2495 (20/06/2025) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Déi automatiséiert Méiroboter sinn och zu Lëtzebuerg säit e puer Joer ëmmer méi beléift, well se den Entretien vum Wues staark vereinfachen. Leider hunn dës Gefierer awer och Nodeeler, well déi Modeller, déi net mat den néidege Sensoren equipéiert sinn a ronderëm d'Auer an den Asaz kommen, kënnen Déieren, déi sech an der Wiss ophalen, verletzen oder doutsmaachen. Besonnesch betrëff ass de Kéiseker, deen nuetsaktiv ass an net virun der Gefor flücht. Fir de Kéiseker ze schützen, hunn an Däitschland dowéinst d'Stied Köln a Leipzig een Nuetsfuerverbuet fir Méiroboter decidéiert.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit stellen:

1. Ass dem Här Minister dës Problem bekannt?
2. Huet den Här Minister Zuelen iwwert wéi vill Kéiseker duerch Méiroboter verletzt goufen oder ëmkomm sinn?
3. Gedenkt den Här Minister, d'Leit ze sensibiliséieren iwwert d'Gefore vun de Méiroboter fir de Kéiseker?
4. Wéi steet d'Regierung zu der Aféierung vun engem Nuetsfuerverbuet fir Méiroboter?

Réponse (04/08/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
ad 1. Jo.
ad 2. Nee.

ad 3. Aktuell ass keng spezifesch Sensibiliséierungsaktioun an deem Kontext geplangt. De Ministère ënnerstëtzt awer Acteuren, fir op méi biodiversitétschounend Méi-Methoden hinweisen an dës konkreet um Terrain ëmsetzen.

ad 4. Als éischt misst eng juristesche Analys gemaach ginn, ob a wéi sou e Verbuet zu Lëtzebuerg ëmsetzbar wier. Wéi déi honorabel Deputéiert richteg seet, ass dat an Däitschland net um Niveau vun der nationaler Regierung oder der respektiver Bundeslandsregierung ëmgesat ginn, mee um Niveau vun de Stied.

Nouveau variant Covid-19 « Nimbus » | Question 2496 (20/06/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le virus responsable de l'infection à la Covid-19 ne cesse de muter. Un nouveau variant nommé « NB.1.8.1 » ou « Nimbus » a été détecté en Allemagne fin mars 2025. Il s'agit là d'un sous-type du variant Omikron. Selon un article publié le 12 juin sur le portail allemand tagesschau.de, ce variant semblerait se propager plus rapidement que d'autres variants actuellement en circulation. Toutefois, selon l'Organisation mondiale de la santé, les infections avec le variant Nimbus n'entraîneraient pas une morbidité supérieure que celle que provoquent les autres variants actuels.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

– Le variant « Nimbus » a-t-il été détecté au Luxembourg ?

– Le cas échéant, quel est le nombre de cas recensés au Luxembourg ? Le nouveau variant a-t-il donné lieu à des hospitalisations ?

– Est-il prévu d'adapter les recommandations en matière de protection contre ce variant ?

Réponse (07/07/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le variant NB.1.8.1, aussi appelé variant « Nimbus », est l'un des nouveaux variants du Sars-CoV-2 placés sous surveillance par l'Organisation mondiale de la santé en raison de sa prévalence croissante à l'échelle mondiale.

Il a été détecté pour la première fois au Luxembourg le 7 avril 2025. Sa prévalence est passée de 6,9 % en avril 2025 (semaines 15 à 18) à 16,9 % en mai (semaines 19 à 22). Le Laboratoire national de santé (LNS) est le laboratoire de référence au Luxembourg chargé de la surveillance génomique du Sars-CoV-2²¹. Il reçoit des échantillons positifs dont une sélection d'échantillons hospitaliers et communautaires est séquencée. En se basant sur le nombre de cas déclarés et la prévalence du variant NB.1.8.1 parmi les échantillons séquencés, on estime à 40 le nombre de cas pour la période d'avril à mai 2025 (semaines 15 à 22). Bien que le nombre de cas hebdomadaires varie entre 20 et 86, il reste faible et inférieur à celui de l'année précédente à la même période. À noter que le testing pour les virus respiratoires n'est plus aussi systématique à cette période de l'année. Une baisse des cas est observée durant les deux dernières semaines (08/06-22/06/2025), tendance également confirmée par les données des eaux usées²².

Il y a actuellement très peu de patients hospitalisés pour des infections respiratoires sévères causées par du Sars-CoV-2. Ainsi par exemple, parmi les hospitalisations pour infections respiratoires sévères recensées au CHEM, seulement 4 % sont dues au Sars-CoV-2. Ce nombre est resté stable, fluctuant entre 0 et 2 par semaine et est similaire à celui observé à la même période au cours des deux dernières années.

D'après les données européennes rassemblées par le Centre for Disease Control (ECDC), il n'y a pas de différence dans les hospitalisations pour les différents variants circulant en Europe actuellement, dont le Nimbus. L'ECDC précise qu'actuellement l'impact Covid est limité en termes d'indicateurs de sévérité, les taux d'hospitalisation et de mortalité se maintenant à des niveaux faibles²³.

Il n'est pas prévu actuellement de procéder à une modification des recommandations en matière de protection.

Création d'un observatoire interrégional de la santé en Grande Région | Question 2497 (20/06/2025) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Dans un article publié le 12 juin 2025 sur le site virgule.lu, il est question de la création d'un observatoire interrégional de la santé en Grande Région. Un tel projet a été déposé par la Wallonie et la Rhénanie-Palatinat. Selon l'article en question, les autorités luxembourgeoises, bien que sollicitées, n'auraient pas répondu à cette initiative.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que le Luxembourg n'a pas donné de suites à l'initiative relative à la création d'un observatoire de la santé en Grande Région ?

2) Quelles sont, le cas échéant, les raisons expliquant que le Luxembourg ne participe pas à ce projet ?

3) Les autorités luxembourgeoises sont-elles intéressées à une participation à ce projet ?

4) Dans l'affirmative, en quoi la participation luxembourgeoise pourrait-elle consister ? Quelles en seraient les implications ?

5) Une collaboration entre cet observatoire interrégional de la santé et notre Observatoire national de la santé est-elle envisageable ?

Réponse (14/07/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le projet mentionné dans l'article publié le 12 juin 2025 sur le site virgule.lu est un projet introduit dans le cadre du dernier appel à projets du fonds européen « Interreg Grande Région », dont la date limite de dépôt des candidatures était fixée au 6 juin 2025.

En date du 21 mai 2025, soit pendant la phase de finalisation du projet en vue de sa soumission, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ci-après « ministère », a été contacté par les correspondants Interreg avec une demande provenant du partenaire chef de file de ce projet, l'Agence wallonne pour une vie de qualité, ci-après « AVIQU ». Cette demande portait sur une éventuelle participation du Luxembourg en tant que partenaire du projet en question.

Le 23 mai 2025, les services du ministère ont pris contact avec l'AVIQU pour obtenir des informations complémentaires sur le projet, permettant ainsi une première analyse des implications potentielles d'une éventuelle participation luxembourgeoise.

Après une brève analyse par les services compétents et compte tenu du délai très restreint, il a été estimé qu'une intégration du projet dans les travaux en cours n'était pas envisageable à si court terme, sans avoir un impact négatif sur d'autres dossiers jugés prioritaires. Dès lors, le ministère n'a pas été en mesure de donner une suite favorable à la demande de participation dans ce projet Interreg.

Dans ce contexte, le ministère ne peut pas confirmer l'affirmation d'« absence de réponse du Luxembourg par rapport à ce projet » reprise dans l'article cité par les honorables Députés.

Toutefois, le fait que le ministère ne pouvait répondre par l'affirmative à la demande de participation à ce projet dans les délais impartis, ne saurait être interprété comme une opposition de principe à la création éventuelle d'un observatoire de la santé transfrontalier de la Grande Région.

En ce qui concerne la candidature du projet Interreg, elle sera analysée par les instances compétentes et le ministère n'est pas en mesure de se prononcer sur l'analyse en cours ou la future décision de ces instances.

Il est néanmoins à souligner que les priorités et ressources du ministère sont actuellement déployées pour poursuivre le développement de l'Observatoire national de la santé, instauré par la loi du 2 mars 2021.

En effet, les travaux de l'Observatoire national de la santé sont primordiaux pour l'organisation et la coordination du système national de santé et constituent donc une priorité pour le ministère.

²¹ <https://lms.lu/publications/>

²² <https://www.microbs.lu/dashboards/respiratory-diseases/sars-cov-2>

²³ Rapport du General working group du health security Committee de la Commission européenne et ECDC du 02/07/2025



Compte tenu des liens étroits au sein de la Grande Région, une participation future du Luxembourg n'est pas exclue. Le ministère suivra avec attention l'évolution des travaux en la matière.

Potentiel photovoltaïque des surfaces scellées | Question 2499 (24/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déli gréng)

Dans sa récente déclaration sur l'état de la nation, le Premier ministre a évoqué une étude relative au potentiel photovoltaïque du réseau autoroutier, estimé à 1.500 MW. Selon ses estimations, même une exploitation partielle du potentiel pourrait permettre d'alimenter des dizaines de milliers de foyers en énergie propre. En vue desdites possibilités, il a également annoncé l'intention du Gouvernement de lancer de nouveaux projets photovoltaïques dans les mois à venir.

Par ailleurs, dans sa réponse à la question parlementaire n° 0447 datant de mars 2024, Monsieur le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions a indiqué qu'une étude additionnelle était en cours pour évaluer le potentiel photovoltaïque global du Luxembourg. Cette initiative s'inscrivait dans les objectifs du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC).

Encore en réponse à la question parlementaire n° 0447, Monsieur le Ministre a évoqué le fait que certains facteurs peuvent compliquer l'installation du photovoltaïque sur des surfaces imperméabilisées, notamment des contraintes techniques telles que la statique, et que des surfaces de parking sont difficiles à mobiliser.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) L'étude approfondie sur le potentiel photovoltaïque global au Luxembourg a-t-elle été finalisée ?

– Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner un aperçu général des résultats de cette étude, et notamment m'indiquer comment ce potentiel varie selon les types de surfaces ? Quel est le potentiel de production solaire sur les surfaces imperméabilisées ?

– Dans la négative, quand est-ce que l'étude sera finalisée ?

2) En l'absence d'une étude finalisée, le Gouvernement dispose-t-il d'un inventaire des surfaces scellées aptes à accueillir des installations photovoltaïques à court ou moyen terme ? Quelles catégories de surfaces sont prioritaires ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en place des mesures spécifiques afin de lever les freins identifiés à l'installation de panneaux photovoltaïques sur les surfaces scellées, notamment en ce qui concerne les contraintes techniques (comme la statique) ou encore afin d'accélérer la mobilisation des surfaces de parking ?

Réponse (28/07/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) et 2) La réponse du 11 avril 2024 à la question parlementaire n° 0447 à laquelle Madame la Députée fait référence dans sa question indiquait qu'une analyse détaillée était en train d'être réalisée. Il convient de noter que cette analyse a été rédigée sous la forme d'une note à usage interne et non d'une étude complémentaire. Les prémisses évoquées dans cette réponse n'ont par ailleurs pas changé. En vue d'atteindre les objectifs 2030 du « Plan national intégré en matière d'énergie et de climat » (PNEC), le développement du

photovoltaïque doit se situer au-dessus de 100 MW/an. Les priorités du Gouvernement restent les mêmes : mobiliser le plus possible les surfaces imperméabilisées.

Par contre, depuis mars 2024, l'envergure de l'expansion du photovoltaïque a changé. En effet, comme le montrent les chiffres officiels publiés par l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) fin juin 2025, la puissance photovoltaïque installée a augmenté de 156 MW sur une année pour atteindre 550 MW au 31 décembre 2024. ↑

Ce record de 2024 en termes de puissance additionnelle résulte directement de l'environnement favorable en matière de subsides, surtout pour les centrales de < 30 kW, et cette tendance semblerait se maintenir en 2025.

Fin 2025, début 2026, lorsque cette progression sera chiffrée, ainsi qu'au vu des résultats des appels d'offres pour grandes centrales photovoltaïques il sera procédé à une réévaluation du potentiel mobilisable et mobilisé. Un appel d'offres « agri-PV » est en cours et deux appels d'offres pour des aides opérationnelles (OPEX) respectivement des aides à l'investissement (CAPEX) pour grandes centrales viennent d'être lancés le 19 juillet 2025.

ad 3) Une mobilisation accrue des surfaces (par exemple avec du photovoltaïque léger sur toiture ou sur façades et des ombrières sur parkings) est favorisée grâce à des appels d'offres réguliers avec des lots dédiés, proposant des conditions plus avantageuses que pour les centrales photovoltaïques sur des toitures classiques. Les prochains appels d'offres seront publiés prochainement.

De même, la refonte des subsides pour les communes via le Fonds climat et énergie contribuera à une mobilisation accrue des parkings communaux pour l'installation de centrales photovoltaïques.

Irrégularités au bureau d'imposition de Pétange | Question 2500 (24/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Een Artikel vum 19. Juni op reporter.lu bericht iwwert eng Gerichtsaffär, an där ee Staatsbeamten aus dem Steierbüro zu Péiteng wéinst „prise illégale d'intérêts“ schëlleg gesprach gouf.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Goufen am Steierbüro zu Péiteng no dësem Fall weider Onreegelméissegkeete festgestallt? Falls jo, wéi vill Fäll gouf et?

2. Wéi vill Auditen a Kontrolle gouf et an de leschte 5 Joren am Péitenger Steierbüro?

3. „La jeune femme contrevient à un règlement interne de l'administration de septembre 2020 qui proscriit à un agent du fisc de traiter lui-même sa déclaration de revenus et de déterminer sa base imposable.“

Wéi ginn d'Beamten an de Steierverwaltungen iwwert déi deontologesch Reegelen forméiert an informéiert?

4. Wéi oft huet d'Personal am Steierbüro zu Péiteng an de leschte 5 Jore gewiesselt?

Réponse (17/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. Et handelt sech hei ëm en isoléierte Fall.

ad 2. De Steierbüro Péiteng ënnerläit, wéi all anere Steierbüro, der permanenten Kontroll an Opsicht vun der Inspektioun vun de Steierbüroen.

ad 3. All Agent gëtt nom Recrutement, an och kontinuierlech, iwwert déi gesetzlech Flichte vun engem Beamten, wéi si am Statut vum Fonctionnaire festgesat sinn, souwéi iwwer déi intern Reegelen vun der gudder Verhalensweis an déi vun der Sécherheet vun der Steierverwaltung forméiert respektiv informéiert.

ad 4. Zanter 2020 gouf et 8 Ofgäng an 10 Zougäng.

Achat de drones par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | Question 2501 (24/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Facebook-Post huet de Mobilitéitsministère Werbung iwwert eng Visitt vun der Ministesch bei der Firma LUXUAV gemaach. Am Post informéiert de Ministère och, dass de Staat 250 FPV-Drone vun dëser Firma kaf huet.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Gouf et eng Ausschreiwung fir de Kaf vun dësen 250 Dronen?

Falls nee, wéi eng Reegelen vum Gesetz iwwert öffentlech Ausschreiwungen goufen heifir genotzt?

2. Wéi ass de Kontakt tëschent der Firma an dem Ministère zustane komm? Huet d'Firma d'Ministesch kontaktéiert oder ass de Ministère op d'Firma opmierksam ginn?

3. Wéi vill huet de Kaf vun deenen 250 Drone kascht?

Réponse (14/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1. Déi Drone sinn am Kader vun der Ënnerstëtzung vun der Ukrain kaf ginn. Et goufe keng öffentlech Ausschreiwungen gemaach, mee d'Reegelen vum Gesetz fir Defense- a Sécherheitsmarché goufe selbstverständlech agehalen. Dës Reegelen erlaben et a spezifesche Fäll, speziell Prozeduren ouni öffentlech Ausschreiwung ze benotzen.

ad 2. De Kontakt ass duerch d'Aarbechten, déi op der Defensedirektioun gemaach goufen, fir d'Ukrain ze ënnerstëtzen, entstanden. Dobäi gouf och gekuckt, Equipement zu Lëtzebuerg ze kafen, dat an der Ukrain gebraucht gëtt.

ad 3. Aus kommerziellen a Vertraulechkeetsgrënn kënnen mer de Montant net verëffentlechen.

Effets de l'application provisoire du « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA) | Question 2502 (24/06/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

L'accord économique et commercial global, en anglais « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA), entre l'Union européenne et le Canada a été ratifié par notre parlement en mai 2020. Il est en application provisoire depuis plus de six ans.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est l'appréciation du Gouvernement sur l'évolution des échanges économiques avec le Canada depuis l'application provisoire de CETA sur le plan européen ?

2) Comment ont évolué les échanges économiques luxembourgeois avec le Canada, en particulier les

exportations luxembourgeoises et le marché des produits agricoles depuis l'application provisoire de CETA ? Quel a été l'impact de CETA pour le Luxembourg ?

3) Monsieur le Ministre de l'Économie dispose-t-il de chiffres fiables concernant les implantations et les extensions d'entreprises canadiennes au Luxembourg depuis l'application provisoire de CETA et vice-versa pour les entreprises luxembourgeoises au Canada ?

Réponse (23/07/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) En ce qui concerne l'évolution des échanges économiques entre l'UE et le Canada, le Gouvernement renvoie au rapport final de la Commission européenne publié le 16 juin 2025. Ce rapport contient une évaluation ex post de l'application provisoire du CETA depuis 2017, qui évalue notamment les échanges économiques entre l'UE et le Canada.

Le rapport comprend une évaluation de l'impact sur plusieurs secteurs clés, notamment l'agriculture. De manière générale, les exportations agricoles bilatérales ont augmenté : les exportations européennes de viande ont progressé de 188 % (soit 122 millions d'euros par an), et celles de produits laitiers de 62 % par rapport à la période précédant l'entrée en vigueur du CETA. Du côté canadien, les exportations de poissons ont augmenté de 65 % et celles d'oléagineux de 44 %.

L'UE a mis en place des contingents tarifaires (« tariff rate quota », TRQ) pour certains produits agricoles, tels que le bœuf, le porc et le fromage, offrant un accès limité au marché européen. Toutefois, ces contingents restent sous-utilisés par les exportateurs canadiens avec des taux d'utilisation des contingents tarifaires de 3 % pour le bœuf (2021-2023), 1 % pour le porc (2023) et 6 % pour la viande de bison (2021-2023). Cette sous-utilisation s'explique en grande partie par des divergences réglementaires entre l'UE et le Canada, qui nécessitent, pour certains produits comme le bœuf, la mise en place de chaînes de production et d'approvisionnement distinctes.

ad 2) Tableau[↑]

ad 3) Il n'existe pas de données fiables et pertinentes concernant le nombre d'entreprises originaires d'un pays en particulier et qui se sont établies au Luxembourg, ou qui y ont augmenté leurs activités.

Impact de la stratégie d'ArcelorMittal sur les sites luxembourgeois | Question 2503 (24/06/2025) de **M. Jeff Boonen** | **Mme Françoise Kemp** (CSV)

ArcelorMittal huet ugekënnegt, seng Pläng fir eng klimaneutral Stolproduktioun an Däitschland opzeginn – konkret un de Standuerter Bremen an Eisenhüttenstadt. D'Entreprise verzicht domat op staatlech Fördermëttelen vum Ganze ronn 1,3 Milliarden Euro fir Waasserstoffprojeten. Als Begrënnung gëtt ArcelorMittal un, datt d'Energie- a Stroumpräisser an Däitschland ze héich an onberechenbar sinn, wat eng wirtschaftlech ëmsetzbar Transitioun op gréng Stolproduktioun onméiglech mécht. Stattdesse wäert d'Firma an Zukunft op Elektrolichtbogenöfen setzen – virun allem a Länner wéi Frankräich, wou d'Energiepräisser méi stabil a virusberechenbar sinn.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Energieminister an den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Sinn der Regierung Informatiounen bekannt, ob d'Decisioun vum ArcelorMittal, déi gréng Stolproduktioun an Däitschland zréckzeféieren, en Impact op

geplangten oder lafend Investissementer zu Lëtzebuerg huet?

2. Gëtt et Indizien oder Signaler vum ArcelorMittal, déi op eng méiglech Restrukturiséierung oder Reduktioun vun de Produktiounskapazitéiten zu Lëtzebuerg hindeiten?

3. Wéi steet et aktuell ëm d'Pläng vum ArcelorMittal fir d'Dekarboniséierung vun de lëtzebuergesche Standuerter?

4. Huet d'Regierung vum ArcelorMittal Garantie kritt betreffend d'Sécherung vun den Aarbechtsplazen op de lëtzebuergesche Standuerter?

Réponse (17/07/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Den Echangeën tëschent de Ministère an dem Betrib no dierft d'ëst keen Impact op lafend Investissementer zu Lëtzebuerg hunn. Den Investitiounsprojekt fir eng Moderniséierung vum Elektroewen um Site Belval gëtt aktuell duerchgefouert an ass net a Fro gestallt. D'Zil vun deem Investissement um Site Belval ass et, d'Capacitéit, d'Leeschungsfäegkeet an d'Energieeffizienz vum Stolwierk Belval ze erhéien.

ad 2. ArcelorMittal steet, grad wéi déi ganz Stolindustrie an Europa, virun enger Rei Defien. D'ëst gëllt och fir déi Lëtzebuerg Sitten, och wann d'Perspektiven de rezenten Echangeën no, a mat Bléck op déi aktuell Investissementer, ëischter zouversichtlech stëmme fir d'Zukunft vum Betrib zu Lëtzebuerg.

ad 3. Déi aktuell Investissementer droen zu der Energieeffizienz an Dekarboniséierung vun de Standuerter bäi. Zu Lëtzebuerg bedreift ArcelorMittal Elektroewen, keng Héichiewe méi, déi de gréissten Defi vun der Dekarboniséierung op de Sitten am Ausland duerstellen.

ad 4. Den Accord tripartite LUX2025 gëllt nach bis Enn vum Joer a setzt de Kader vum Emploi an den Investissementer op de Lëtzebuerg Standuerter vum ArcelorMittal. Gespréicher fir den nächsten Accord wäerten am Hierscht ulafen.

Litige entre un conseiller communal et un agent communal | Question 2504 (25/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi rtl.lu an engem haitegen Artikel beriicht, soll ee Gemengeconseiller aus der Gemeng Käl/Téiteng ee Gemengebeamten aus der nämmelecher Gemeng per Bréif opgefuerdert hunn, fir him 2.000 € ze iwwerweisen, d'ëst no engem klengen Intermezzo tëschent deenen zwou Persounen. De Gemengeconseiller huet dëse Bréif un d'Gemengeverantwortlech – also de Buergermeeschter – adresséiert. Et stellen sech deontologesch Froen, well hei net just zwou Privatpersounen ee Konflikt haten, mee ee Gemengeconseiller an ee Gemengenaarbechter. D'Gemengegesetz schreift dem Gemengerot Kompetenzen am Beräich vum Personal zou (Artikel 30 vum Gesetz) a kontrolléiert och d'Personalpolitik vum enger Gemeng (zum Beispill iwwert den Artikel 28 vum Gesetz).

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froen stellen:

1. Ass ee Gemengeconseiller a gewësser Aart a Weis als Patron vum Gemengenaarbechter unzegesinn?

2. Wéi ass d'Aktioun vum Gemengeconseiller ze bewäerten?

3. Ass de Minister der Meenung, dass d'Fuerderung vum Gemengeconseiller een Abus de pouvoir duerstellt?

4. Ass de Minister der Meenung, dass d'Fuerderung vum Gemengeconseiller een Erpressungsversuch duerstellt?

Réponse (16/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Gemengerot ass ee kollegiaalt Organ, dat seng Kompetenzen just an senger kollegialer Formation kann ausüben. Een eenzele Gemengeconseiller huet keng perséinlech Kompetenzen. D'Funktoun vum Verwaltungschef an enger Gemeng huet de Schäfferot op Grond vum Artikel 57 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988. De Gemengerot huet an der alldesglecher Personalgestioun keng Kompetenz.

ad 2. Et ass net um Inneminister, sech an e Sträit tëscht engem Gemengeconseiller an engem Salarié vum enger Gemeng anzemëschen an d'Verhale vu béide Persounen ze bewäerten.

ad 3. Ech verweisen op d'Äntwert op déi ëischt an déi zweet Fro.

ad 4. Déi Appreciatioun läit net a menger Kompetenz, mee an där vun de Justizautoritéiten.

Évaluation de la loi sur le harcèlement moral à l'occasion des relations du travail | Question 2505 (25/06/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

En date du 9 mars 2023, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à procéder à l'évaluation de la loi sur le harcèlement moral à l'occasion des relations du travail, entrée en vigueur le 9 avril 2023.

Cette évaluation devait être présentée à la Chambre « deux ans après son entrée en vigueur afin de déterminer son efficacité et identifier les lacunes éventuelles qui doivent être comblées ».

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Travail quel est l'état d'avancement de cette évaluation et endéans quels délais la Chambre des Députés en sera saisie.

Réponse (16/07/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Le Ministère du Travail est en train de finaliser les questionnaires qui seront adressés aux différentes parties prenantes (i. e. les organisations syndicales et patronales, les associations d'assistance et de conseil des victimes de harcèlement moral, etc.) au cours de l'automne 2025.

Sur base des réponses fournies par les parties prenantes, un rapport final contenant des conclusions voire, le cas échéant, des propositions d'amélioration du dispositif légal relatif au harcèlement moral à l'occasion des relations du travail sera présenté à la Chambre des Députés début de l'année 2026.

Demandes de transferts à l'étranger | Question 2507 (25/06/2025) de **M. Gérard Schockmel** (DP)

Depuis le 1^{er} juin, les médecins demandant un transfert à l'étranger pour un de leurs patients, doivent utiliser un nouveau formulaire de la CNS. Sur ce document, le médecin doit obligatoirement choisir entre trois options pour attester par sa signature, que les prestations dont la prise en charge est demandée

a) ne peuvent être dispensées à la personne protégée au Luxembourg dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de sa maladie.

b) peuvent être dispensées à la personne protégée au Luxembourg dans un délai acceptable sur le plan

médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de sa maladie. La demande émane de la demande expresse de la personne protégée qui souhaite se rendre à l'étranger pour la dispensation des prestations en question.

c) sont directement liées à un suivi d'un traitement initié auprès du prestataire étranger repris sous le point n° 1 ci-avant et opposable à l'assurance maladie, et sont envisagées dans le cadre du suivi de ce traitement.

Le service transfert à l'étranger de la CNS informe actuellement les médecins que, s'ils cochent l'option b), ceci entraîne automatiquement un refus de la demande de la part de la CNS au motif que « les prestations peuvent être dispensées à la personne protégée au Luxembourg dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de sa maladie ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que la focalisation exclusive sur le « délai acceptable » et le simple fait qu'une prestation soit dispensée à Luxembourg, sans tenir compte ni de la qualité ni de la fréquence à laquelle ces soins sont offerts à Luxembourg, ne risque pas de conduire à des refus injustifiés pour des patients ?

2) Est-ce que Madame la Ministre peut reconnaître que ce formulaire risque de pousser des médecins à faire de fausses déclarations et s'exposer à des sanctions disciplinaires alors qu'ils agissent dans l'intérêt légitime de leur patient s'ils estiment qu'une prise en charge dans un centre spécialisé à l'étranger est mieux indiquée médicalement et offre de meilleures chances de guérison, quitte à ce que la prestation soit également dispensée à Luxembourg dans un délai acceptable ?

3) Quelles mesures Madame la Ministre compte-t-elle prendre pour corriger les lacunes de ce formulaire ?

Réponse (11/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Il convient de préciser que la demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger, à remplir par les médecins, trouve sa source dans le règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (ci-après « règlement 883/2004 ») ainsi que dans l'article 20 du Code de la sécurité sociale (ci-après « CSS »).

Il ressort de l'article 20 du règlement 883/2004 que « 1. À moins que le présent règlement n'en dispose autrement, une personne assurée se rendant dans un autre État membre aux fins de bénéficier de prestations en nature pendant son séjour demande une autorisation à l'institution compétente.

2. La personne assurée qui est autorisée par l'institution compétente à se rendre dans un autre État membre aux fins d'y recevoir le traitement adapté à son état bénéficie des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle était assurée en vertu de cette législation. L'autorisation est accordée lorsque les soins dont il s'agit figurent parmi les prestations prévues par la législation de l'État membre sur le territoire duquel réside l'intéressé et que ces soins ne peuvent lui être dispensés dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie.

[...] ».

Au regard de cet article, il y a lieu de constater qu'une autorisation préalable ne peut être émise que lorsque les soins sollicités relèvent des prestations de soins de santé énumérées à l'article 17, alinéa 1^{er} du CSS et ne peuvent être dispensés dans un délai acceptable au Luxembourg.

En ce sens, l'article 20, paragraphe 2, alinéa 3 du CSS dispose que : « Toutefois, la Caisse nationale de santé ne peut refuser d'accorder une autorisation préalable :

1) si les prestations de soins de santé transfrontaliers font partie de la prise en charge de l'article 17, alinéa 1, mais que ces prestations ne peuvent pas être dispensées sur le territoire luxembourgeois dans un délai acceptable sur le plan médical, suivant évaluation par le Contrôle médical de la sécurité sociale sur base des critères fixés dans les statuts, ou

2) si les prestations de soins de santé transfrontaliers, indispensables suivant avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, ne sont pas prévues par la législation luxembourgeoise. »

Par ailleurs, l'article 27, paragraphe 2, dernier alinéa, dernier point des statuts de la CNS prévoit conformément au règlement 883/2004 et au CSS que « La demande d'autorisation présentée sur le formulaire type repris à l'annexe L des présents statuts contient au moins les renseignements suivants : [...]

– l'attestation que les prestations ne peuvent être dispensées à la personne protégée au Luxembourg dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie. La motivation détaillera les antécédents médicaux du patient, l'évolution probable de sa maladie, le degré de sa douleur et de la nature de son handicap au moment de la demande. »

De ce fait, la demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger applicable jusqu'au 31 mai 2025 prévoyait que « Par sa signature, le médecin atteste que les prestations dont la prise en charge est demandée ne peuvent être dispensées à la personne protégée au Luxembourg dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de sa maladie. »

La nouveauté introduite dans le nouveau formulaire de demande d'autorisation préalable de transfert à l'étranger réside dans le fait que le médecin doit désormais cocher l'option correspondant à l'état de santé de son patient, parmi les trois suivantes :

– les soins demandés soit ne peuvent pas être dispensés dans un délai acceptable au Luxembourg ;
– les soins demandés peuvent être dispensés dans un délai acceptable au Luxembourg ;
– les soins demandés s'inscrivent dans le cadre d'un suivi de traitement initié auprès d'un prestataire étranger.

Il y a lieu de constater que cette demande est conforme au règlement 883/2004 et au CSS et qu'aucune modification n'a été apportée aux principes qu'il appartient au médecin de déterminer avec précision les soins de santé qu'il estime nécessaires, compte tenu de l'état de santé de son patient et de l'évolution probable de sa maladie, et si ces derniers peuvent ou non être dispensés au Luxembourg dans un délai raisonnable.

Ainsi, l'autorisation préalable ne sera refusée que s'il est constaté que les soins demandés ne sont pas susceptibles d'une prise en charge en vertu des articles 17 et 23 du CSS ou s'ils peuvent être obtenus au Luxembourg dans un délai acceptable avec le même degré d'efficacité.

ad 2) Conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, du Code de déontologie des professions de médecin et de

médecin-dentiste (ci-après « Code de déontologie ») « L'exercice de la médecine est personnel ; chaque médecin est responsable de ses décisions et de ses actes. »

L'article 9 du Code de déontologie précise encore que : « Le médecin est libre de ses prescriptions, qui seront celles qu'il estime les plus appropriées en la circonstance. Il doit, sans négliger son devoir d'assistance morale, limiter ses prescriptions et ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins. »

Le médecin est ainsi responsable des décisions et des actes qu'il accomplit. Il lui appartient selon les circonstances, et compte tenu de l'état de santé de son patient, de l'évolution probable de sa maladie ainsi que des données acquises de la science, de déterminer les soins de santé qu'il estime appropriés pour son patient, tout en limitant ses prescriptions à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins.

L'article 34 du Code de déontologie dispose que « L'exercice de la médecine comporte normalement pour le médecin la rédaction de certificats, d'attestations et de rapports dont la production est soit prescrite par la loi et les règlements, soit sollicitée par le patient ou son ayant droit.

Dans la rédaction de ses certificats et rapports, le médecin veillera à bien distinguer entre ses constatations, les dires du patient ou des tiers et les autres éléments du dossier.

Les documents doivent être rédigés avec prudence et discrétion, de façon correcte et lisible, être datés, permettre l'identification du signataire et comporter la signature du médecin.

Le médecin est seul habilité à décider du contenu de ces documents qui engagent sa responsabilité.

Il ne devra céder à aucune demande abusive. Ses documents engagent la responsabilité de l'auteur. » et l'article 35, alinéa 1^{er}, dudit Code indique que « La délivrance d'un rapport tendancieux ou d'un certificat de complaisance est interdite. »

Le médecin est donc responsable de la rédaction de toute demande qui émane de sa part et doit veiller à ce que cette dernière respecte les données acquises par la science. Il ne doit pas céder à des demandes abusives ou à des demandes de complaisance. Dans le cas contraire, il engage sa responsabilité.

ad 3) Il n'existe pas de lacunes au niveau de la demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger. Il convient d'ailleurs de préciser que ladite demande a été négociée entre la CNS et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg qui est le groupement représentatif des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg.

Publications dans les enceintes de la commune de Rumelange | Question 2508 (25/06/2025) de M. Gusty Graas | M. Luc Emering (DP)

Dans la commune de Rumelange, des flyers et banderoles appelant à participer à une marche de protestation contre le Gouvernement sont actuellement affichés de manière visible sur des bâtiments et installations publics appartenant à la commune.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer si ces affichages ont été autorisés par le Collège échevinal ou



toute autre instance compétente au sein de l'administration communale ?

2) De tels messages politiques, placés sur des biens publics, sont-ils compatibles avec les règles en vigueur en matière de neutralité de l'espace public et d'utilisation des infrastructures communales ?

3) Le ministère dispose-t-il d'informations sur une éventuelle enquête administrative ou autre mesure engagée à ce sujet ?

4) Enfin, comment le ministère entend-il garantir que les biens publics communaux ne soient pas instrumentalisés à des fins politiques partisans, tout en respectant les principes de liberté d'expression et d'opinion ?

Réponse (23/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je n'ai pas de connaissance concernant un affichage ou une autorisation d'affichage délivrée par le Collège des bourgmestre et échevins.

ad 2) Il n'existe à l'heure actuelle aucune réglementation en la matière.

ad 3) Le Ministère des Affaires intérieures n'a pas lancé une enquête administrative.

ad 4) La gestion des biens communaux appartient aux autorités communales conformément au principe constitutionnel de l'autonomie communale.

Digitalisation des élections sociales | Question 2509 (25/06/2025) de M. Georges Engel (LSAP)

Lors de sa réunion du 16 juin 2025, la Commission des Institutions a échangé avec des représentants du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) au sujet de la digitalisation des élections législatives.

Ces discussions ont naturellement suscité des interrogations quant à la possibilité d'appliquer une démarche similaire aux élections sociales. Selon nos informations, Monsieur le Ministre du Travail se serait engagé, lors d'une réunion avec les partenaires sociaux, à mettre en place un groupe de travail dédié à cette question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Quelle est la composition de ce groupe de travail ?

2) Combien de réunions de ce groupe de travail ont eu lieu jusqu'à présent ?

3) Le groupe de travail a-t-il pu avancer concrètement sur cette thématique ? Dans l'affirmative, quelles conclusions peut-on tirer des travaux à ce stade ?

4) Un avant-projet de loi relatif à la digitalisation des élections sociales est-il actuellement en préparation ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il de soumettre un avant-projet de loi aux partenaires sociaux ?

6) Est-il prévu que les prochaines élections sociales se déroulent de manière digitalisée ?

Réponse (16/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Lors d'une réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) en date du 3 juin 2024, il a été décidé de former deux groupes de travail : un premier chargé de travailler sur les élections des délégations du personnel au sein des entreprises et un deuxième chargé de travailler sur les élections de la Chambre des Salariés.

Le premier groupe de travail est composé de représentants des organisations syndicales, de représentants

de la Chambre des Salariés, de représentants des organisations patronales, de représentants du Ministère du Travail et de représentants de l'Inspection du travail et des mines.

Le deuxième groupe de travail est composé de représentants des organisations syndicales, de représentants de la Chambre des Salariés et de représentants du Ministère du Travail. A priori les organisations patronales ne seront pas représentées dans ce groupe de travail puisqu'elles ne sont pas concernées par ces élections.

En cas de besoin, des experts externes peuvent être invités aux réunions des groupes de travail.

ad 2) et 3) Jusqu'à présent, et compte tenu des évolutions récentes de ces derniers mois en matière de dialogue social, aucune réunion de ces groupes de travail n'a encore eu lieu.

ad 4) Vu que les groupes de travail n'ont pas encore siégé et qu'une consultation des partenaires sociaux n'a pas encore eu lieu, un avant-projet de loi relatif à la digitalisation des élections sociales n'est actuellement pas en préparation.

ad 5) Le moment venu, un avant-projet de loi va bien évidemment être soumis à l'avis des partenaires sociaux.

ad 6) Une digitalisation et modernisation des élections sociales est toujours envisagée.

Hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux | Question 2510 (25/06/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

La loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux prévoit en son article 42 : « Le Ministre de la Santé présente tous les trois ans à la Chambre des Députés un rapport sur la situation des établissements et services visés par la présente loi. »

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale endéans quels délais le prochain rapport prévu par l'article 42 de la loi précitée sera présenté à la Chambre des Députés.

2) Quelles en sont, le cas échéant, les principales conclusions et recommandations ?

Réponse (21/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le rapport prévu par l'article 42 de la loi précitée est actuellement en cours d'élaboration. Il couvrira la période de 2021 à 2023, en tenant compte des visites effectuées par les commissions de surveillance au courant de l'exercice suivant. Sa publication est envisagée pour l'automne, avec une présentation à la Chambre des Députés à cette échéance.

ad 2) À ce stade, l'analyse des données collectées n'est pas encore finalisée, ce qui ne permet pas d'anticiper les conclusions ou recommandations définitives. Le rapport dressera un état des lieux des établissements et services concernés, en mettant en évidence l'évolution de leur activité, le cadre de prise en charge, ainsi que les recommandations afférentes.

Taxation des produits de tabac | Question 2511 (25/06/2025) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Selon un article paru en date du 12 juin 2025 sur le portail « Euractiv.fr », la Commission européenne

travaille actuellement à une réforme de la directive sur la taxation des produits de tabac. Cette réforme viserait une hausse des taxes sur les produits de tabac, tout en tenant compte du pouvoir d'achat des différents pays membres. Cette hausse ne serait donc pas uniforme pour les différents pays membres de l'Union européenne et, dans le cas du Luxembourg, réduirait mécaniquement l'écart de prix avec les tarifs pratiqués dans nos pays voisins. Toujours selon cet article, le prix du paquet de cigarettes pourrait ainsi augmenter de 60 %, soit environ 3,5 euros, au Luxembourg. Or, selon le budget 2025 de l'État, des recettes de près de 797 millions d'euros sont prévues, provenant des droits d'accises sur la vente de cigarettes.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Le Gouvernement est-il au courant des travaux entamés par la Commission européenne concernant une réforme de la directive sur la taxation des produits de tabac ? Le cas échéant, est-il impliqué dans ces travaux ?

– Quelle est la position du Gouvernement, d'une part face aux plans de l'exécutif européen d'augmenter les prix du tabac et d'autre part, face à la volonté de lier cette hausse au pouvoir d'achat des différents pays ?

– Tandis qu'une hausse des prix de tabac a indéniablement un effet bénéfique en matière de santé publique, le Gouvernement anticipe-t-il une perte de revenus provenant des droits d'accises si cette hausse est plus élevée au Luxembourg que dans les pays limitrophes ? Est-il possible d'estimer le déchet fiscal que cela impliquerait ?

Réponse (15/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Gouvernement n'a pas encore été officiellement saisi d'une éventuelle proposition de réforme de la directive sur la taxation des produits de tabac par la Commission européenne. Il est dès lors encore trop tôt pour se prononcer à ce sujet.

Soutien aux athlètes mères au Luxembourg | Question 2512 (25/06/2025) de M. Jeff Engelen | M. Dan Hardy (ADR)

De fréieren Här Sportminister hat a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 8041 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen gesot, datt Athleetinnen no hirem Congé de maternité, déi op den héchste Sportniveau zrëckkomme wëllen, sech um den LIHPS (Luxembourg Institute for High Performance in Sports) wende sollen. An der selwechter Äntwert huet hie preziséiert, datt den LIHPS en eegene Service dofir huet.

Am Artikel „Mandy Minella ist für Mütter im Spitzensport ein Vorbild“ („Luxemburger Wort“ vum 18.6.2025) gëtt allerdéngs drop higewisen, datt Fraen hir Sponsore verléieren oder hir finanziell Ënnerstëtzung gestrach kënne kréien.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen um den Här Sportminister an un d'Madamm Minister fir Gläichstellung an Diversitéit:

1. Kann d'Regierung preziséieren, ob d'Kompetenze vum LIHPS nach ëmmer bestinn? Wa jo, kann d'Regierung eis d'Zuel vun den Athleetinnen uginn, déi den LIHPS bis elo consultéiert hunn?

2. Goufen dem LIHPS nei Kompetenze bäigefügt?

3. Wéi eng konkret Moossname plangt d'Regierung, fir gläichberechtigt Chancen tëscht Athleetinnen mat

Kanner an Athleetinnen ouni Kanner op hirem Wee an den Elitesport ze garantéieren?

4. Gëlle spezifesch Hëllef (Kannerbetreuung, finanziell Ënnerstëtzung, flexibel Aarbechtszäiten) fir Elitetheatleetinne virun, während an no der Schwangerschaft?

5. Plangt d'Regierung am Hëllef op de Sponsoring vun Elitetheatleetinnen e Wee ze fannen, fir si duerch hir Entscheedung, Mamm ze ginn, virum Verloscht vun hire Sponsoren ze schützen?

6. Wéi fërdert d'Regierung Athleetinne mat Kanner a Kommunikatiounscampagnen a bei nationale Sports-evenementer?

Réponse (29/07/2025) M. Georges Mischo, Ministre des Sports | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. D'Kompetenz vum LIHPS am spezifische Kontext vum Return-to-Sport no enger Gebuert besteet weiderhin a kann a voller Déift ëmgesat ginn. De LIHPS kann den Athleetinnen no der Gebuert vun hirem Kand eng geziilt Begleedung ubidden, fir hinnen ze erméiglechen, ënner professionellen a multidisziplinäre Konditiounen, hire Wee zeréck an de Spëtzsport ze fannen.

Dëst geschitt an enker Zesummenaarbecht tëscht medezinnesche Fachleit (Dokteren a spezialiséiert Kinesitherapeuten am Beräich vun der Perineologie), Sportkinesitherapeuten, Biomechaniker, Sportwëssenschaftler, Ernierungsberoder, Sportpsychologen an dem sportlechen Ëmfeld vun der Athleetin. Bis elo huet de LIHPS zwou Athleetinnen no der Gebuert mat engem strukturéierte Return-to-Sport-Prozess betreit.

ad 2. D'Kompetenz vum LIHPS an der Begleedung vu Spëtzsportlerinnen no enger Schwangerschaft huet sech an de leschte Jore weiderentwéckelt. Nieft engem strukturéierte Return-to-Sport-Prozess stinn haut, duerch d'SportFabrik, verbessert Méiglechkeeten am Testing zur Verfügung – besonnesch fir d'Evaluatioun vum physische Fortschrëtt. Doriwwer eraus ënnerstëtzt déi héich modern Infrastruktur am High Performance Training & Recovery Center (HPTRC) d'Trainingsreintegratioun a bitt geziilt Hëllef bei der Recuperatioun.

ad 3. Nieft deene legalen Dispositiounen, déi bestinn, fir all Fraen ze ënnerstëtzen, déi Mamm ginn, an deenen ënner de Froen 1. an 2. opgefouerte spezifische Mesurë fir Athleetinnen, plangt Regierung aktuell keng weider Moossnamen. Et bleift ze erwänen, dass déi betreffend Instanzen un der Mise en place an der Definitivum vum Mandat vun enger Eethikkommissioun am Sport schaffen.

ad 4. De LIHPS verfüügt haut schonns iwwer Expertise am Beräich Dual Career, der Kombinatioun vu Leeschtungssport mat Schoul, Studium oder Beruff. Am Fall vun enger Schwangerschaft kann dës Begleedung och eng Ënnerstëtzung fir d'Athleetin duerstellen, fir déi sportlech wéi och déi ausserhalb vum Sport liegend Aspekter vun hirem Liewe während an no dëser Zäit optimal ze meeschten. Zu dëser Kompetenze gehéieren ënner anerem Karriärplanung, Zäitmanagement an d'Begleedung während wichtegen Transitiounsphasen an der sportlecher Karriär. Op Wonsch kann dës Service d'Athleetin och beim Iwwergang an d'Liewen nom Héichleeschtungssport geziilt begleeden an ënnerstëtzen.

ad 5. D'Regierung kann nëmme bei hirer eegener finanzieller Ënnerstëtzung wéi zum Beispill am Kader vum „nation branding“ duerfir suergen, dass den Elitetheatleetinne kee finanzielle Schued entsteet duerch hir Entscheedung, Mamm ze ginn.

ad 6. Bei der Fërderung vum Sport huet den Dammesport eng grouss Prioritéit an dorënner fallen natierlech och Athleetinne mat Kanner. De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit an de Sportsministère hunn iwwerdeems 2024 d'Campagne „Equality moves“ lancéiert fir de Kampf géint Stereotypen am Sport. Op Grond vum groussen Succès vun dëser Campagne hu béid Ministère fir dësen Hierscht eng 2. Phas vun der Campagne virgesinn.

Fermeture de l'A4 le jour d'une manifestation prévue à Luxembourg-ville | Question 2514 (25/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Samschden ass um 11.00 Auer eng grouss Manifestatioun an der Stad ugesat, wou ee groussen Deel vun der Gesellschaft wäert deelhuelen, fir géint déi aktuell Regierungspolitik ze protestéieren. Komescherweis ass grad dee Weekend d'Escher Autobunn (A4) weinst Renovéierungsaarbechte gespaart.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Ass et een Zoufall, dass dës Aarbechten op der A4 sech mam Dag vun der Manifestatioun iwwerschneiden?

Réponse (04/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Jo. Wa mer weiderhi gutt a sécher Infrastrukture wëllen hunn, ass et wichteg, Aarbechten am Virus ze plangen, fir se an der Rei ze halen. Chantiers vun dëser Natur ginn dowéinst an der Reegel iwwert 6 Méint am Virus geplangt an dës Chantier op der A4 wor schonn Enn 2024 geplangt ginn. En Émplanche vun esou engem Chantier wier mat beträchtliche Méikäsche verbonnen. Och ginn dës Chantiers virun allem iwwert d'Weekender a Vakanzen geplangt, fir den Traffik net extra ze perturbéieren, an esou déi schaffend an aktiv Leit op hirem Wee op d'Aarbecht net méi ze impaktéieren.

Ech si schonn de 26. Juni am Detail op dës Fro an engem Interview um ëffentlech-rechtliche Radio agaangen. De Journalist huet zum Schluss festgehalten, dass et sech also „net ëm eng bewosst Sabotage“ handelt.

Application de deux taux de TVA différents sur les vins | Question 2515 (25/06/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Fir Wäin hierstellen, gëtt, einfach a knapp gesot, den Zocker an der Drauwemost fermentéiert. Wat méi Zocker an der Drauf ass, wat herno méi Alkohol am Wäin kann entstoën. Einfach gesot: wat méi Sonn a wat méi waarm Temperaturen, wat méi Zocker an der Drauf. Dëst ass een natierleche Prozess an den Alkoholgehalt am Wäin hänkt dovunner of, wéi d'Klima am Joer war.

De Wënzer huet a sech domadder kee Problem a passt sech der Natur un. Allerdéngs mécht d'TVA-Gesetz ville Wënzer hei am Land d'Liewe schwéier, well hei festgehalten ass, dass d'TVA op Wäiner mat manner wéi 13 Prozent Alkohol méi niddreg ass, wéi bei Wäiner mat engem méi héijen Alkoholgehalt.

Esou ass et méiglech, dass ee Wäin, jee no Joergang oder Lag, eng ënnerschiedlech héich TVA muss applizéieren. Dës Reegel ass ee bürokratesch Hindernis fir vill Wënzer a féiert zu Präisënnerscheeder tëschent de Wäiner, déi net wierklech Sënn maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

1. Wäert d'Regierung eng Ännerung vun der TVA um Wäi virhuelen, esou dass een eenzeggen TVA-Taux fir Wäi gëllt?

2. Wäert d'Regierung de Wee goen, fir de Seuil vum Alkoholgehalt um Wäin (vun aktuell 13 %), fir deen den Taux intermédiaire vu 14 % gräift, eropzesetzen?

Réponse (16/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Den Uwendungsbereich vun der TVA gëtt haaptsächlech duerch d'Recht vun der Europäescher Unioen gereegelt, an zwar duerch d'Direktiv 2006/112/CE vum Conseil vum 28. November 2006 iwwert de gemeinsame System vun der Mehrwertsteuer. Déi eenzeg méiglech Optioun, fir de Steuerregime fir Wäiner ze vereinfachen – während d'Direktiv respektéiert gëtt – wier, d'Differenzéierung opzehiewen, andeems de reduziéierte Steuersaz, deen aktuell op Wäiner aus frëschem Drauwe mat engem Alkoholgehalt vun 13° vol. oder manner uwenbar ass, ofgeschafft gëtt, an en eenheetleche Steuersaz vu 17 % op alle Wäiner, onofhängeg vun hirem Alkoholgehalt, anzeféieren. Sou eng Moossnam, och wa se eng Vereinfachung géif mat sech bréngen, steet net op der Dagesuerdnung vun der Regierung.

ad 2. Dës Direktiv reegelt strikt d'Konditiounen, ënner deenen d'Memberstaate reduziéiert TVA-Sätz op bestëmmte Wueren a Services uwenden däerfen. Am Kader vun dësem Gemeinschaftsrecht kënnen déi reduziéiert Sätz nëmmen op eng limitéiert a präzis definéiert Léscht vu Wueren a Services ugewannt ginn. Wat alkoholescht Gedränk ugeet, erlaabt d'Direktiv net genuch Flexibilitéit, fir d'Uwendung vum reduziéierten TVA-Saz vu 14 % auszubauen.

Eng Erweiderung vum reduziéierten Steuersaz vu 14 % op Wäiner mat engem Alkoholgehalt iwwer 13° vol. ass, laut aktueller Rechtslag, net vereinbar mam EU-Recht.

Stratégie de décarbonation d'ArcelorMittal et plus généralement de l'industrie luxembourgeoise | Question 2518 (25/06/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon plusieurs articles de presse allemands, ArcelorMittal aurait récemment mis à l'arrêt ses projets de production d'acier « vert » sur les sites de Brême et d'Eisenhüttenstadt. Parmi les raisons évoquées, l'entreprise cite notamment les prix élevés de l'électricité ainsi qu'un manque de disponibilité en hydrogène. Bien que des financements publics à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros aient été promis à l'entreprise, ceux-ci n'auraient donc pas suffi à inciter ArcelorMittal à réaliser les investissements envisagés.

Le précédent Gouvernement luxembourgeois a élaboré une feuille de route de décarbonation de l'industrie en collaboration étroite avec les entreprises représentant 95 % des émissions industrielles. Celle-ci identifie 61 projets concrets visant une réduction de 10 % des émissions d'ici 2030 et 55 % d'ici 2050, en misant sur l'électrification, l'hydrogène vert et un accompagnement financier ciblé. Cette stratégie s'inscrit dans le Plan national intégré énergie-climat. Dans le cas spécifique d'ArcelorMittal, le Ministère de l'Économie a signé un protocole d'accord le 27 septembre 2022 visant à mobiliser les moyens financiers nécessaires au développement de projets permettant aux sites sidérurgiques luxembourgeois de s'engager sur la voie d'une production d'acier neutre en carbone.

Au vu des décisions susvisées concernant des sites de production allemands de l'entreprise, il se pose la

question plus généralement si ArcelorMittal est en train de revoir sa stratégie de décarbonation à l'échelle européenne voire globale, et quelles seront, le cas échéant, les conséquences pour le Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Gouvernement a-t-il engagé ou envisage-t-il d'engager des échanges avec ArcelorMittal au sujet des reculs récemment observés dans la mise en œuvre de ses projets de production d'acier décarboné en Europe ?

2) Le Gouvernement peut-il indiquer si la décision d'ArcelorMittal d'abandonner certains projets de production d'acier vert dans d'autres pays européens aura des conséquences sur les projets de décarbonation en cours au Luxembourg ?

3) Quel est le calendrier actuellement prévu pour la mise en œuvre des efforts de décarbonation d'ArcelorMittal au Luxembourg ? Quels sont, à ce titre, les soutiens financiers publics – luxembourgeois et européens – dont l'entreprise a bénéficié au cours des dix dernières années, ou auxquels elle pourrait encore prétendre à l'avenir ?

4) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il, de manière plus générale, l'état d'avancement de la décarbonation de l'industrie lourde au Luxembourg à l'heure actuelle ?

5) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route nationale pour la décarbonation de l'industrie ?

Réponse (24/07/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) à 3) Pour ces questions il est renvoyé à la réponse du 17 juillet 2025 à la question parlementaire 2503 de la députée Françoise Kemp et du député Jeff Boonen.

Concernant les aides perçues par le groupe ArcelorMittal au cours des 10 dernières années, celles-ci sont reprises dans le tableau⁴ ci-dessous :

Les années et les montants mentionnés font référence à la situation au moment de l'octroi. Ces données couvrent l'ensemble des aides attribuées à ArcelorMittal au Luxembourg entre les années 2016 et 2025, sans distinction entre celles qui ont spécifiquement contribué à la décarbonation, la plupart des projets soutenus ayant des objectifs transversaux dont la décarbonation est un élément central.

ad 4) et 5) Le cadre juridique européen temporaire du Temporary Crisis and Transition Framework (TCFT) a été mis en place par la Commission européenne pour permettre aux États membres de soutenir leur économie dans la situation de crise provoquée notamment par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le Luxembourg a eu recours à cet encadrement pour le projet de loi instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette visant à soutenir non seulement les investissements des entreprises, mais également les coûts d'exploitation liés aux projets d'électrification. Ce cadre législatif, qui vient d'entrer en vigueur, marque une avancée importante vers l'électrification des processus industriels qui est essentielle pour la transition énergétique.

En effet, le dispositif de soutien va au-delà des aides aux investissements habituelles, pour l'acquisition de nouvelles technologies ou d'équipements pour la transformation énergétique par exemple, puisqu'il propose également un support pour les coûts opérationnels générés par l'intégration de nouvelles sources

d'énergie et la gestion de la consommation d'électricité à long terme. Avec cette nouvelle loi, les entreprises ont donc accès à des aides financières couvrant une partie de leurs dépenses courantes liées à l'électrification de leurs processus. Cela inclut les coûts d'énergie verte, l'adaptation des infrastructures et le maintien de l'efficacité énergétique dans le cadre de leurs activités industrielles quotidiennes.

À noter que les mesures d'aides aux entreprises traditionnelles restent un outil essentiel pour répondre aux besoins des entreprises sur la voie de la décarbonation, c'est notamment le cas des aides à la promotion des investissements pour la protection de l'environnement, pour lesquelles une refonte du cadre légal suit actuellement la procédure législative. Les bonifications d'impôt pour investissement dans un projet de transition écologique et énergétique s'inscrivent également dans les mêmes objectifs.

La feuille de route nationale pour la décarbonation de l'industrie est revue et adaptée régulièrement pour inclure notamment les nouvelles perspectives ouvertes par les mesures mentionnées ci-avant. Actuellement les échanges avec des entreprises clé de l'industrie luxembourgeoise sont en cours afin de mettre à jour les données à la base de la version de 2022 de la feuille de route.

Le Gouvernement confirme sa volonté d'accélérer la transition écologique et énergétique de son économie, en alignant les soutiens financiers sur les objectifs de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Rapport annuel établi par l'autorité de contrôle concernant l'accès aux données à caractère personnel traitées par l'IGP | Question 2519 (26/06/2025) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'article 12, paragraphe 3, de la loi du 18 juillet 2018 relative à l'Inspection générale de la police (IGP) prévoit que le rapport annuel de l'autorité de contrôle chargée de la surveillance de l'accès aux données à caractère personnel traitées par l'IGP, tel que prévu par la loi modifiée du 2 août 2002, contient une partie spécifique relative à l'exécution de sa mission de contrôle dans ce contexte. Ce rapport doit être transmis au ministre compétent, qui en fait parvenir une copie à la Chambre des Députés.

Or, d'après nos informations, le dernier rapport transmis à la Chambre des Députés remonterait à la période 2016-2018. Depuis lors, aucun rapport annuel ne semble avoir été publié ou communiqué à la Chambre des Députés, bien que la loi prévoie expressément cette obligation annuelle.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer la date de transmission du dernier rapport annuel établi par l'autorité de contrôle concernant l'accès aux données à caractère personnel traitées par l'Inspection générale de la police ?

2) Le Gouvernement entend-il régulariser cette situation et transmettre rétroactivement les rapports non communiqués depuis 2018 ?

3) Quels mécanismes de suivi et de transparence sont prévus pour garantir le respect des obligations de transmission de ces rapports à l'avenir ?

4) Endéans quel délai ces rapports doivent-ils, en principe, être transmis à la Chambre des Députés ?

5) Quels sont, le cas échéant, les éléments ou conclusions des rapports ayant été établis depuis 2018 ?

Réponse (22/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

La question parlementaire a trait à des rapports qu'était chargée d'établir l'autorité de contrôle instituée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Cette autorité de contrôle, qui était composée du Procureur général d'État ou de son délégué et de deux membres de la Commission nationale pour la protection des données a été abolie dans le cadre de la réforme de la protection des données à caractère personnel intervenue en 2018. Le dernier rapport établi par cette autorité et publié sur le site Internet de la CNPD fait d'ailleurs mention expresse de l'abrogation de l'autorité de contrôle par la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.²⁴

Depuis cette réforme, l'Inspection générale de la police relève du contrôle de la Commission nationale pour la protection des données.

Piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel | Question 2520 (26/06/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le vendredi 14 juin 2025, selon les déclarations de l'Aéroport, la piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel a été temporairement fermée à 19.05 heures à la suite de la découverte d'un trou dans la chaussée. Cette fermeture a conduit à l'annulation de 16 vols, au déroutement de deux autres et à des retards importants, affectant plus de 1.400 passagers.

Cet incident soulève d'autant plus de préoccupations qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Déjà le 28 août 2024, un événement similaire avait conduit à la fermeture partielle de la piste, comme l'indiquait la réponse à la question parlementaire n° 1127.

À l'époque, Madame la Ministre avait évoqué l'apparition d'irrégularités dans la couche supérieure d'asphalte et mentionné que des analyses étaient en cours depuis plus d'un an et demi, sans qu'aucune conclusion tangible n'ait pu être communiquée. Un rapport final avait été annoncé pour la fin de l'année 2024. Ces problèmes répétés sont d'autant plus inquiétants que la piste a pourtant fait l'objet d'une rénovation relativement récente.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Les analyses techniques mentionnées dans la réponse à la question parlementaire n° 1127 ont-elles été finalisées depuis, et quelles en sont les conclusions ? Le dommage constaté le 14 juin 2025 est-il lié aux dégradations signalées antérieurement ou s'agit-il d'un nouveau problème ?

2) À quelle date précise les derniers travaux de rénovation de la piste ont-ils été réalisés, selon quelle méthode, et les défauts constatés sont-ils imputables à ces travaux ?

3) Madame la Ministre peut-elle préciser les responsabilités contractuelles éventuelles des entreprises

²⁴ Rapport rendant compte de l'exécution de la mission de l'autorité de contrôle pendant la période de 2016, 2017 et 2018 (jusqu'au 19 août 2018)

impliquées dans ces travaux, notamment en cas de malfaçons ou de défauts structurels ?

4) Est-il prévu de procéder à une nouvelle réfection complète de la piste à court ou moyen terme, compte tenu de la récurrence des problèmes observés ?

5) Quels sont actuellement les protocoles d'inspection en place pour le contrôle de l'état de la piste, et ont-ils été renforcés depuis les incidents de 2024 ?

6) Quelles ont été les mesures concrètes prises pour faire face à l'incident du 14 juin, tant en matière de gestion technique que d'assistance aux passagers ?

7) Madame la Ministre envisage-t-elle de faire appel à une expertise externe indépendante pour évaluer les standards de qualité, de maintenance et de gestion des infrastructures critiques de l'aéroport ?

Piste d'atterrissage à l'Aéroport de Findel | Question 2547 (02/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de leschte Woche kouw et um Findel zu Fluchausfall wéinst Problemer mat der Landepist. D'Landepist gouf eréischt 2022 Stéck fir Stéck sanéiert, ma lux-Airport huet an engem Pressecommuniqué gëschter geschriwwen, dass d'Landepist ëmmer erëm reparéiert muss ginn an een Zwiwiel huet, ob d'Stabilitéit vun der Pist laangfristeg garantéiert ass. Et wéilt ee géint d'Baufirmen, déi hei aktiv waren, eventuell och rechtlech virgoen.

„Für die umfassende Sanierung war ein internationales Baukonsortium zuständig, das lux-Airport mit der Ausführung der Arbeiten beauftragt hatte. Es besteht aus den Unternehmen Colas Projects, Felix Giorgetti, C. Karp-Kneip Constructions, Colas Belgium, Colas France und JDC Airports.“ („Tageblatt“, 30. Juni 2025)

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch Detailler dozou liwweren, wat genee mat der Landepist net an der Rei ass?

2. Sinn d'Aarbechte gutt gemaach ginn oder hunn d'Baufirmen hei eng schlecht Aarbecht gelescht?

3. Kann ausgeschloss ginn, dass elo iwwert d'Summervakanz weider Flich wéinst der defekter Landepist annulléiert ginn?

Falls net, wéi eng Alternative si geplangt, fir den Ustuerm u Passagéier ze bewältegen?

4. Wäert d'Ministesch och d'Autobunnsopfaart zu Steebrécken op d'Stabilitéit iwwerpräiwen, vu dass hei déi selwecht Baufirma tätég war ewéi bei der Renovatioun vun der Landepist um Findel a fir esou Problemer am Viraus ze evitéieren?

Piste d'atterrissage à l'Aéroport de Findel | Question 2552 (02/07/2025) de Mme Octavie Modert | M. Emile Eicher (CSV)

lux-Airport, d'Bedriewgesellschaft vun eisem nationale Flughafen, huet den 30. Juni an engem Communiqué op den Defekt vun der Start- a Landepist vum 13. Juni reagéiert, deem dozou gefouert hat, datt d'Pist zäitweis huet missen zougemaach ginn. lux-Airport huet och drop higewisen, dass dat net deem eenzegen Tëscheffall wéinst engem Defekt un der Pist war, säitdeem se erneiert gouf. De Bedriewer vum Findel äussert seriö Bedenken, ob d'Erneierung vun der Pist richteg duerchgefouert gouf a stellt déi laangfristeg Resilienz a Performance vun der Pist a Fro.

Zu dësem Theema wéilt mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten a Verdeedegungsministesch folgend Froe stellen:

1. Wéini gouf d'Madamm Ministesch vun de Bedenke vu lux-Airport a Kenntnis gesat?

2. Wat ass d'Ursaach vun deem schlechten Zoustand vun der Pist?

3. Wéi eng Auswirkungen huet eng Pist a schlechtem Zoustand fir den héije Volumen u Flugverkéier, besonnesch an der Summervakanz?

4. Wéi eng Auswirkungen huet eng Pist a schlechtem Zoustand fir de Status vum Findel als NATO-Flughafen?

5. Gëtt et Noutfallpläng, falls d'Pist nees misst stënterlech zougemaach ginn?

6. Gëtt et Pläng, d'Pist nees ze erneieren?

7. Falls jo, gëtt et Pläng, d'Pist komplett zouzemaachen?

Réponse (29/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense

Les honorables Député(e)s s'enquière(n)t sur l'état de la piste d'atterrissage et de décollage de l'Aéroport de Luxembourg-Findel.

Les analyses techniques mentionnées dans la réponse à la question parlementaire n° 1127 ont-elles été finalisées depuis, et quelles en sont les conclusions ? Le dommage constaté le 14 juin 2025 est-il lié aux dégradations signalées antérieurement ou s'agit-il d'un nouveau problème ?

Les analyses techniques réalisées par les experts externes sont essentiellement terminées. Les derniers tests en laboratoire restent en attente mais ne devraient en principe pas contredire les résultats actuels.

Les défauts constatés présentent des degrés de gravité divers, mais ils sont dus à des causes communes survenues pendant les travaux de rénovation. Il ne s'agit pas d'un problème nouveau.

À quelle date précise les derniers travaux de rénovation de la piste ont-ils été réalisés, selon quelle méthode, et les défauts constatés sont-ils imputables à ces travaux ?

Les travaux de réfection de la piste ont été réalisés en 2021 et 2022. Par la suite, des travaux de réparation des défauts ont eu lieu en plusieurs phases. Les défauts constatés concernent les travaux effectués durant ces années 2021 et 2022.

Madame la Ministre peut-elle préciser les responsabilités contractuelles éventuelles des entreprises impliquées dans ces travaux, notamment en cas de malfaçons ou de défauts structurels ?

Les prestations ont été confiées sous forme de contrat d'entreprise avec obligation de résultat, c'est-à-dire la livraison d'une piste fonctionnelle et exempte de défauts.

Est-il prévu de procéder à une nouvelle réfection complète de la piste à court ou moyen terme, compte tenu de la récurrence des problèmes observés ?

Dans le cadre de la réparation des défauts, des mesures complémentaires sont nécessaires. La durée ainsi que l'ampleur de ces dernières sont actuellement évaluées par des experts indépendants.

Quels sont actuellement les protocoles d'inspection en place pour le contrôle de l'état de la piste, et ont-ils été renforcés depuis les incidents de 2024 ?

Les intervalles d'inspection ont été considérablement renforcés depuis l'apparition des premiers défauts. Des contrôles réguliers sont effectués pendant la journée, tandis que des examens approfondis ont lieu la nuit, accompagnés de mesures préventives renforcées sur les zones suspectes.

Quelles ont été les mesures concrètes prises pour faire face à l'incident du 14 juin, tant en matière de gestion technique que d'assistance aux passagers ?

L'incident du 13 juin 2025 a entraîné des réparations immédiates, suivies dans les semaines suivantes par un programme préventif de réfection, réalisé chaque nuit pendant les périodes de fermeture de la piste, sans impact opérationnel.

En cas de dommage justifié et avéré, les passagers seront en principe indemnisés en conséquence. Le premier interlocuteur reste la compagnie aérienne concernée.

Madame la Ministre envisage-t-elle de faire appel à une expertise externe indépendante pour évaluer les standards de qualité, de maintenance et de gestion des infrastructures critiques de l'aéroport ?

lux-Airport a fait appel à plusieurs experts indépendants et compétents pour clarifier la situation.

Kann d'Ministesch Detailler dozou liwweren, wat genee mat der Landepist net an der Rei ass?

An eenzele Beräicher huet sech an der Vergaangenheet déi ieweschst vun den drënner leienden Asphalt-schichte geléist. Heibäi schwätze mir all Kéier vun Asphaltschichten, déi 2021 an 2022 nei opgedroe goufen. Zënterhier ginn op Verdachtsfläche präventiv Sanéierungsarbechten duerchgefouert an et gouf e staark erhéichten Inspektiounsprogramm mat den domat verbunnene Käschten agefouert.

Sinn d'Aarbechte gutt gemaach ginn oder hunn d'Baufirmen hei eng schlecht Aarbecht gelescht?

Dat ass eng Fro, déi am Bedarfsfall vun Drëtten ze klären ass. Op alle Fall entsprécht d'Resultat vun de Sanéierungen um Rollfeld net den Erwaardungen.

Kann ausgeschloss ginn, dass elo iwwert d'Summervakanz weider Flich wéinst der defekter Landepist annulléiert ginn? Falls net, wéi eng Alternative si geplangt, fir den Ustuerm u Passagéier ze bewältegen?

lux-Airport huet d'Inspektiounsintervaller zënter dem Optriede vun de Mängel drastesch erhéicht a féiert lafend detailléiert Ennersichunge mat Hëllef vu modernste Mëttel duerch. D'Sécherheet vum Flugverkéier huet déi héchste Prioritéit. Wat d'Sécherheet vun de Passagéier ugeet, si keng Kompromësser méiglech.

Wäert d'Ministesch och d'Autobunnsopfaart zu Steebrécken op d'Stabilitéit iwwerpräiwen, vu dass hei déi selwecht Baufirma tätég war ewéi bei der Renovatioun vun der Landepist um Findel a fir esou Problemer am Viraus ze evitéieren?

D'Autobunnsopfaart zu Steebrécken steet betreffend déi ausgefouert Aarbechten a kenger Relatioun zu der Sanéierung vun der Start- a Landepist.

Wéini gouf d'Madamm Ministesch vun de Bedenke vu lux-Airport a Kenntnis gesat?

Ech gouf vu lux-Airport nom Incident am August 2024 am Detail iwwert d'Problemer bei der Start- a Landebunn informéiert. D'Handhabung an den Émgang mat den opgetrudene Mängel ënnerläit awer lux-Airport als Optraggeber fir déi technesch an déi ausféierend Baufirmen.

Wat ass d'Ursaach vun deem schlechten Zoustand vun der Pist?

Dës Fro gouf an den Äntwerten heidriwwer beäntwert.

Wéi eng Auswirkungen huet eng Pist a schlechtem Zoustand fir den héije Volumen u Flugverkéier, besonnesch an der Summervakanz?



Am normale Betrib huet den Zoustand vun der Start- a Landebunn keng Auswirkungen op de Fluchverkéier, besonnesch an der Summervakanz. Präventiv Sanierungsmaassname ginn ouni operativ Beaflossung ausserhalb vun de Betriebszäite vun der Pist duerchgefouert.

Wéi eng Auswirkungen huet eng Pist a schlechtem Zoustand fir de Status vum Findel als NATO-Flughafen?

Bis ewell gëtt et keng Auswirkungen op de Status als NATO-Flughafen.

Gëtt et Noutfallpläng, falls d'Pist nees misst stënterlech zougemaach ginn?

Déi zwou bis elo néideg Reparaturmaassname während dem normale Betrib goufe relativ séier a mat engem relativ minimalen Afloss op de Flugverkéier duerchgefouert. All aner Maassname konnte mat genuch Virlaf an ouni operativ Auswirkungen ëmgasat ginn.

Gëtt et Pläng, d'Pist nees ze erneieren?

D'grondleeënd Sanierungsmaassname vun der Start- a Landebunn – wéi se an de Joren 2021 an 2022 gemaach goufen – gi ronn all 30 Joer duerchgefouert. Allerdéngs mussen d'Asphaltschichten tëschenzäitlech wéinst der intensiver Belaaschtung reegelméisseg erneiert ginn.

Falls jo, gëtt et Pläng, d'Pist komplett zouzemaachen?

Et besteet d'Méiglechkeet, d'Start- a Landebunn an engem reduzierten Ëmfang ze notzen. Soubal d'Sécherheet vum Fluchverkéier an am besonneschen déi vun de Passagéier a Fro gestallt gëtt, gëtt d'Start- a Landebunn direkt zougemaach. Fir dat ze vermeiden, lafe wéi erkläert aktuell intensiv Inspektionskontrollen an ëmfaassend präventiv Ënnerhaltsmaassnamen.

Service Adapto | Question 2522 (26/06/2025) de M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

Den Adapto-Service ass essenziell fir Leit mat reduziierter Mobilität duerch eng Behënnerung. Leit, déi op dese Service zeréckgräifen, mussen eng Kaart ufroen an dofir ee Certificat vum Dokter virweise kënnen. Dës Kaart huet eng begrenzte Gëltegkeetsdauer a muss erneiert ginn, wann se ofleeft, mat enger neier Demande an engem neie Certificat. Et ass mir zougedroe ginn, dass Leit, déi esou eng Kaart hunn, net ëmmer matkréien, dass hir Kaart ofleeft, an domat wochelaang net kënnen op de Service zeréckgräifen, bis si déi néideg Demarche gemaach hunn an hir nei Demande traitéiert gouf. Fir de Beträffenen entgéintzekommen an esou eng Aschränkung op hir Mobilität ze verhënneren, kann ee sech d'Fro stellen, ob d'Detenteure vun enger Adapto-Kaart net kënnen am Virfeld kontaktéiert ginn, fir se dorop opmierksam ze maachen, dass hir Kaart ofleeft. Oder ob een net eventuell kéint d'Demande als temporär Erlabnis ugesinn, esoulaang ewéi dës amgang ass, traitéiert ze ginn.

Zu deem Thema wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilität an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Sinn der Madamm Ministesch dës Problemer bekannt?
2. Gedenkt d'Madamm Ministesch e System anzeféieren, fir d'Detenteure vun enger Adapto-Kaart drop opmierksam ze maachen, dass hir Kaart ofleeft?
3. Gedenkt d'Madamm Ministesch eng temporär Autorisation anzeféieren, esoulaang wéi déi Beträffen op d'Erneuerung vun hirer Kaart waarden?

Réponse (23/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte gräift de Sujet vun der begrenzter Gëltegkeetsdauer vun den Adaptoskaarten op.

ad 1. Jo.

Et ass richtig, datt d'Gëltegkeet begrenzt ass. Den Oflafdatum dovunner steet souwuel op der Kaart drop, ewéi och am Courrier, dee mat der Kaart verschéckt gëtt, an ass natierlech am System vun der App hanerluecht.

D'Fro vun den auslafende Kaarte gouf schon am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 1954 traitéiert. A menger Äntwert vum 13. März 2025 hunn ech déi strukturell Hannergrënn an d'Auswirkunge vun deser Situatioun am Kontext vun der Reform vum Adapto-Service am Joer 2020 erkläert.

Deemools gouf de System zentraliséiert an déi deemoleg Notzer*innen hunn alleguer missen eng nei Kaart fir den Accès zum Adapto ufroen, an eng nei Evaluatioun vun den Dossiere gouf duerchgefouert, esou wéi dat och an der Äntwert vum 17. Februar 2020 op d'parlamentaresch Fro N° 1788 beschriwwen gouf²⁵. Et gouf eng maximal Dauer vu 5 Joer applizéiert, déi elo fir vill Kaarten erreicht ass. Doduerch kënnt et dës Joer zu enger Hausse vun Demanden, déi vun den zoustännege Servicer vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport (ATP) traitéiert ginn.

E puer Zuelen zur Illustratioun:

- tëschent deem Januar an dem 30. Juni sinn 1.602 Adapto-Kaarten ofgelaf,
- am Verglach: 647 Kaarte sinn am ganze Joer 2024 ofgelaf, an 854 Kaarten am Joer 2023,
- 1.020 nei Kaarte goufen zënter Ufank 2025 schon ausgestellt.

D'Notzung vum Adapto-Service ass net just mat Rechter, mee och mat bestëmmte Flichte verbonden. Esou gehéiert et och zur Verantwortung vun de Clienten oder hire Familljen, fir eng eventuell Verlängerung fristgerecht anzefroen. A ville Stied, wou änlech Transportservicer ewéi eisen Adapto ugebuede ginn, ass et och üblech, alljoers den Zougang dozou nei ze evaluéieren. Déi reegelméisseg Iwwerprüfung vun den Dossieren erlaabt et der ATP, d'Datebanken à jour ze halen, a fir de richtigen Equipement vum Bus ze suergen, deen op d'Bedürfnisser vun all Persoun zougescschnitten ass.

ad 2. Well eeben déi Problematik awer am Mäerz/Abriell méi akut ginn ass, gëtt zanterdeem an de Servicer vun der ATP e manuelle Prozess applizéiert. Déi betraffe Persounen gi säitdeem 2 Méint virum geplangten Oflafdatum vun hirer Adapto-Kaart per Courrier benoriichteg.

Bis den 1. Juli 2025 si scho ronn 800 esou Bréiwer verschéckt ginn. Dës Maassnam soll dozou bäidroen, d'Kontinuität vum Service ouni Ënnerbriechung ze garantéieren.

Zousätzlech erschwéiert gëtt leider d'Gestioun dovuer, dass vill Donnéeën am System net méi aktuell oder onkomplett sinn (z. B. Ännerunge vun der Adress, oder Changementer vun Tuteuren etc.). Doduerch kënnen dës Bréiwer d'Zilpersounen net ëmmer zäitlech errechen.

Fir de Prozess effizient a laangfristeg besser ze organiséieren, gouf Kontakt mam CTIE (Centre des technologies et de l'information de l'État) opgeholl, fir eng automatiséiert technesch Léisung en place ze setzen. Esou kéint z. B. eng digital Notifikatioun

(per SMS oder E-Mail) generéiert ginn an esou systematesch, verständlech an zuverlässeg un d'Clientë kommunizéiert ginn.

ad 3. Eng temporär Autorisation gëtt generell net ugebuede, éischters well déi net automatiséiert ka ginn an zweetens fir d'Gläichbehandlung fir all Client*en ze garantéieren.

An der Praxis gëtt awer, wann eng nei Demande schon eragereecht gouf an nach am Evaluatiounsprozess ass, an eenzelne Fäll no enger individueller Iwwergangsléisung gesicht.

Panne du réseau de communication des CFL | Question 2524 (26/06/2025) de M. Yves Cruchten | M. Ben Polidori (LSAP)

De 25. Juni ass et am ganze Land zu engem Totalausfall vum Zuchverkéier komm. De Grond dofir war eng technesch Pann am Kommunikatiounssystem vun den CFL, déi dozou gefouert huet, datt all d'Linnen temporär ausser Betrib waren.

An deem Zusammenhang wéilte mir der Madamm Ministesch fir Mobilität an ëffentlech Aarbechte gären dës Froe stellen:

1. Wéi konnt et zu deser Pann am Kommunikatiounssystem kommen?
2. Kënnen d'CFL respektiv de Ministère ausschléissen, datt et sech bei deser Pann ëm eng Cyberattack gehandelt huet? Gëtt et an deem Kontext weider Analysen oder Ermittlungen?
3. Gouf et an der Vergaangenheet änlech Ausfäll am Netz vun den CFL, déi op informatesch Problemer oder op geziilt Cyberattacken zeréckzeféiere waren? Wéi goufen dës Incidenten analyséiert a behandelt?
4. Wat fir Maassnamen hunn d'CFL ergraff fir ze verhënneren, datt sech esou eng Situatioun widderhëlt?
5. Wéi eng Entschiedegunge si besonnesch fir d'Passagéier virgesinn, déi sech während der Pann am Transit duerch Lëtzebuerg befonnt hunn, an déi net op lokal Alternativen zeréckgräife konnten?

Réponse (23/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen iwwer déi technesch Pann am Kommunikatiounsnetz vum Lëtzeburger Schinneresetz vum 25. Juni 2025. Heizou hunn d'CFL eis folgend Informatiounen zoukomme gelooss:

ad 1. Bei engem routineméisseg Software-Update um Interface tëscht dem mobilen an dem fixen Deel vun de Betribstelekommunikationssystemer ass et zu Onreegelméissegkeete komm. Dës hätte vum System duerch en automatesche Prozess missen opgefaange ginn, andeems automatesch op de redundante System gewieselt gëtt. Beim Wiessel ass awer en essenzielle Link am betraffenen Interface net mat gestart ginn. Doduerch gouf den Interface tëscht dem mobilen an dem fixe System landeswäit ënnerbrach. D'Betreibsreglement gesäit an esou engem Fall vir, datt d'Zich nach bis zum nächsten Termin fuere kënnen, mee et däreft keng nei Zich méi starten.

ad 2. Et kann ausgeschloss ginn, datt et sech ëm eng Cyberattack gehandelt huet an et gëtt an deem Kontext keng weider Analysen oder Ermittlungen.

ad 3. An der Vergaangenheet haten d'CFL vereenzelt Ausfäll vun der fixer Betribstelekommunikation. Dës konnten awer dank der redundanter Architektur vum System opgefaange ginn, an haten dofir keen Impakt op de Betrib. D'Situatioun vum 25. Juni war méi

²⁵ <https://www.chd.lu/fr/question/18609>



komplex, well d'Lokalisatioun vum Feeler schwéier war. Wéinst dëser Komplexitéit konnt en Impakt op de Betrib net verhënnert ginn. Ze erwänen ass awer, datt dëst deen éischte Fall ass säitdem de System am Joer 2018 a Betrib geholl ginn ass. De Wiessel op de redundante System gëtt reegelméisseg getest, woubäi de leschten Test den 10. Juni 2025 erfollegräich duerchgefouert gouf.

ad 4. Wéi no all Incident gëtt och hei e Retour d'expérience gemaach, fir d'Ursaache genau ze analyséieren an zousätzlech Verbesserungsmaassnahmen ëmzesetzen.

ad 5. Geméiss der Veruerdnung (EU) 2021/782 vum Europäesche Parlament an dem Conseil iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Passagéier am Schinneverkéier, bidden d'CFL am Fall vun enger Annulatioun oder enger Verspéidung vu méi wéi 60 Minutten am internationale Verkéier (ausser an de Fäll, déi am Règlement grand-ducal vum 22. Mee 2023 ausgeschloss sinn) de betroffene Reesenden Hëllef un, wéi et an der Veruerdnung festgeluecht ass: op Ufro ee Verspéidungsattest, e Bong fir e Snack, d'Méiglechkeet, fir op d'Rees ze verzichten, oder se bannent 48 Stonne mat engem neie proposéierte Fahrplang fortzesetzen. Eng Iwwernuechtung zu engem raisonnablen Präis, inklusiv Transfert, gëtt de Clientë mat internationalen Ticketen ugebueden, wa Weiderreesen um selwechten Dag net méi méiglech ass. Wann de Client laut Veruerdnung fir eng Entschiedegung berechtigt ass, muss dës bei der Eisebunns-gesellschaft gefrot ginn, déi de Billjee ausgestallt huet.

Doriwwer eraus wenden d'CFL den AJC (Agreement on Journey Continuation) un – en Accord tëscht verschiddenen europäeschen Eisebunns-gesellschaften, deen et internationalen Zuchpassagéier mat méi Transportkontrakter erlaabt, den nächsten disponibelen Zuch ouni zousätzlech Käschten ze huelen, wann si hiren Uschloss verpasst hunn.

Travel Clinic du CHL | Question 2525 (26/06/2025) de M. Gérard Schockmel | M. Gilles Baum (DP)

La « Travel Clinic » délivre des conseils aux voyageurs avant un déplacement dans des régions tropicales et réalise les vaccinations nécessaires. C'est également le seul centre de vaccination contre la fièvre jaune au Luxembourg. En addition, le CHL dispose d'une « Travel Clinic pédiatrique », où il faut prendre rendez-vous au moins un mois avant le départ à l'étranger, comme indiqué sur le site Internet du CHL.

Pour la « Travel Clinic », il n'est pas indiqué combien de temps à l'avance il faut prendre rendez-vous, mais il nous revient que le délai d'attente serait actuellement d'environ deux mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de patients la « Travel Clinic » et la « Travel Clinic pédiatrique » ont-elles reçus au cours des dix dernières années et comment les délais d'attente ont-ils évolué au cours de cette période ?

2) Est-il vrai que le délai d'attente actuel pour un rendez-vous à la « Travel Clinic » est de deux mois ?

3) Madame la Ministre, estime-t-elle que le délai d'attente approximatif pour la « Travel Clinic » devrait être régulièrement indiqué sur le site Internet du CHL, afin que les citoyens puissent planifier et préparer au mieux leur voyage à l'étranger ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

4) Le CHL propose une prise de rendez-vous en ligne pour une majorité de ses services médicaux, dont la « Travel Clinic pédiatrique ». Une telle offre n'existe pas pour la « Travel Clinic ». Madame la Ministre, connaît-elle les raisons pour lesquelles une prise de rendez-vous en ligne n'est pas proposée pour la « Travel Clinic » ?

5) Madame la Ministre, estime-t-elle qu'un alignement des prises de rendez-vous à l'instar de la « Travel Clinic pédiatrique » serait souhaitable ?

Réponse (08/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Entre 2014 et 2024, la Travel Clinic adulte du CHL a enregistré le nombre de consultations suivant : ↑

Environ 250 enfants par an ont consulté la Travel Clinic pédiatrique sur les 3 dernières années. Il convient de noter que certains enfants sont vus avec leurs parents à la Travel Clinic adulte et sont donc inclus dans les chiffres de celle-ci. Les données relatives à l'évolution des délais d'attente au cours des dix dernières années ne sont pas disponibles.

ad 2) Le délai d'attente moyen pour un rendez-vous à la Travel Clinic adulte est actuellement de 4 à 6 semaines, en fonction des périodes de l'année. Ce délai peut être plus court pour les voyageurs devant partir dans un délai rapproché, des créneaux leur étant réservés.

ad 3) La nature fluctuante de la demande, liée à des pics saisonniers (ex. : période estivale), rend une estimation fiable difficile à maintenir en permanence.

ad 4) Actuellement, la prise de rendez-vous pour la Travel Clinic adulte n'est pas disponible en ligne. Les patients doivent téléphoner au service. Ce mode de fonctionnement permet :

- de prioriser les départs urgents (ex. : rendez-vous 10 jours avant le départ, notamment pour la vaccination contre la fièvre jaune) ;
- d'optimiser la gestion des créneaux disponibles en fonction de la date de voyage.

La Travel Clinic essaie aussi de diriger les personnes n'ayant pas besoin du vaccin de la fièvre jaune chez leur médecin traitant pour faire un rappel tétanos-diphtérie-polio et le vaccin contre l'hépatite A.

ad 5) Comme indiqué à la question précédente, le mode de fonctionnement actuel permet la flexibilité nécessaire à la prise en charge différenciée selon les urgences et les besoins spécifiques des voyageurs.

Protection des animaux contre la chaleur lors des canicules | Question 2526 (26/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mam Summerufank stinn déi nächst Hëtztwelle virun der Dier. Vill Leit ënnerschätzen d'Risiko vun den extreem héijen Temperaturen, grad fir eis Déieren. Et gouf déi leschte Wochen erëm Fäll, wou Hënn an Autoe gelooss goufen. Dës Leit si sech net bewosst, dass am Auto schonn no e puer Minutten an der praller Sonn iwwer 50 Grad Celsius kënnen sinn, wat fir een Hond zu engem schnellen a qualvollen Doud ka féieren.

Den Artikel 4 Punkt 3 vum Déiereschutzgesetz gesäit vir, dass jiddereen, deen en Déier hält, dofir suerge muss, dass d'Temperatur vum Déier u seng Aart adaptéiert musse sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernährung a Wälbau a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wat ënnerhëlt d'Ministesch, fir d'Leit op d'Gefore vun der Hëtzt op d'Déieren opmierksam ze maachen?

2. Wat ass d'Strof fir eng Persoun, déi hiert Hausdéier bei gliddigen Temperaturen am Auto léisst?

3. Wat solle Leit ënnerhuelen, déi een Déier bei héijen Temperaturen an engem Auto fannen?

Réponse (24/07/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. All Joer gëtt ee Communiqué gemaach, fir op d'Gefore an déi richteg Mesurë bei Hëtzt hinzewiesen. Dee leschte Communiqué ass Enn Juni 2025 publizéiert ginn: https://ma.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiqués+2025+06-juin+27-alva-chaleur.html.

ad 2. D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 verpflichtet allgemeng d'Persounen, déi Déieren ënnert der Opsicht hunn, dofir ze suergen, dass déi sou gehale ginn, dass Temperatur, Loftzirkulatioun an all déi aner Bedéngungen de Besoin vum Déier entsprechen (Art. 4§1 Punkt 3).

Am Fall wou Déiere mëssshandelt ginn oder op grausam Aart a Weis doud gemaach ginn, gesäit d'Gesetz eng Fräiheitsstrof vun 8 Deeg bis 3 Joer vir an/oder eng Geldstrof vun 251 bis 200.000 € (Art. 4 (1) Punkt 5 & 6 + Art. 12 Punkt 16 & 17).

ad 3. Wann et kloer ass, dass d'Déier schonn iwwer eng länger Zäit am Auto sëtz an och, dass de Besëtzer néirens ze fannen ass, soll den Zoustand vum Déier iwwerpréift ginn. Hechelen, Leien an d'Ausbleiwe vu Reaktiounen kënnen Unzeeche fir ee schlechten Zoustand sinn. Wann d'Déier nach reaktiv ass, awer a Gefor ze si schéngt, sollt d'Police verstänneg ginn, wann den Autosbesëtzer net ze fannen ass. D'Déiereschutzgesetz verpflichtet, sou guut wéi et geet, engem Déier, dat leit oder a Gefor ass, ze hëllefen. Wien dat net mécht, kann sech strafbar maachen (Art. 12 Punkt 15 iwwer Art. 17 (2) 8). Hei gëllen och héich Sanktiounen wéi virdrun opgezielt.

An Noutfäll a fir de Fall, datt den Autos-/Hondsbesëtzer an d'Police net erreechbar sinn, bleift engem soss näischt iwwereg, wéi d'Fënster vum Auto anzuschloen, fir d'Déier aus sengem Leed ze befreien. D'Alarméiere vun Zeien a Filmen als Beweismëttel ginn a sou engem Fall recommandéiert.

Accès à l'information sur les baux à loyer | Question 2527 (26/06/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Selon l'étude intitulée « The Tenant Experience in Luxembourg's Private Rental Market », une part importante des locataires exprime des doutes quant à la légalité des hausses de loyer imposées par leurs propriétaires, tout en se sentant insuffisamment informés de leurs droits pour pouvoir les contester. Bien que des ressources existent pour permettre de faire un choix informé, l'étude révèle que l'appropriation de ces informations par les personnes concernées reste limitée.

Sachant qu'il existe, avec les Commissions des loyers, un instrument que les locataires et les propriétaires peuvent solliciter en cas de désaccord, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre de différends traités par les Commissions des loyers au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) Parmi ces différends, dans combien de cas les Commissions ont-elles estimé que le loyer réclamé par

les propriétaires excédait le plafond légal prévu par la législation en vigueur ?

3) Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il mettre en place pour mieux informer les parties prenantes de l'existence et des compétences des Commissions des loyers ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il d'harmoniser les procédures des Commissions des loyers entre les différentes communes, afin de mieux accompagner les locataires souhaitant contester un loyer ?

Réponse (23/07/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Entre 2020 et 2025, 31 affaires ont été transmises aux Commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants.

Le ministère ne dispose cependant pas de données pour les communes ayant plus de 6.000 habitants, qui possèdent chacune leur propre Commission des loyers.

ad 2) Entre 2020 et 2025, sur les 21 décisions rendues par les Commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants, 4 décisions ont constaté que le loyer réclamé par les propriétaires-bailleurs excédait le plafond légal de 5 % du capital investi (réévalué et décoté) prévu par la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

ad 3) Le ministre rappelle que les Commissions des loyers sont des instances essentielles permettant de régler à l'amiable les litiges entre locataires et bailleurs, notamment en ce qui concerne la fixation ou la révision du loyer.

Le site Internet du Département du logement (www.logement.lu) propose une page « FAQ » avec des explications pratiques sur le fonctionnement des Commissions des loyers.

Par ailleurs, des campagnes d'information seront conduites afin de faire connaître davantage au grand public les Commissions des loyers. Une campagne nationale d'information est en préparation afin de diffuser des supports clairs, accessibles et multilingues sur le rôle des Commissions des loyers. Ces supports seront relayés via les sites officiels et les réseaux sociaux.

Finalement, l'association « Mieterschutz Lëtzebuerg » aide également les locataires et leur fournit des informations utiles sur les Commissions des loyers.

ad 4) La loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil encadrant les Commissions des loyers est la même pour toutes les communes. Leur base légale est donc commune à l'échelle nationale.

Bien que le cadre légal soit uniforme au niveau national, des disparités peuvent subsister dans la mise en œuvre pratique des Commissions des loyers des communes ayant plus de 6.000 habitants. Ainsi, les délais et la fréquence des réunions peuvent varier selon le volume des dossiers à traiter par une Commission des loyers. À cela s'ajoute que certaines communes de plus de 6.000 habitants n'ont institué aucune Commission des loyers, alors que la loi de 2006 prévoit une obligation dans ce sens. Il convient de noter que la législation actuelle ne prévoit pas de mécanisme de sanction dans ce cas. D'autant plus, il y a lieu de différencier entre les communes de plus de 6.000 habitants, dans lesquelles la mise en place d'une Commission des loyers incombe à la commune concernée, et les communes de moins de 6.000 habitants, où la loi prévoit l'institution de plusieurs Commissions des loyers communes.

Les raisons pour l'absence d'une Commission des loyers sont principalement de deux ordres : dans les

communes de plus de 6.000 habitants, les communes n'instituent souvent pas de Commission des loyers aussi longtemps qu'il n'y a pas de dossier concret à traiter. Pour les Commissions des loyers intercommunales, la raison est principalement la vacance d'un poste d'assesseur.

Le Gouvernement analysera l'opportunité de réformer la législation relative aux Commissions des loyers dans le cadre des travaux concernant la révision de la loi sur le bail à usage d'habitation.

Chiffres relatifs aux relogements effectués par les bailleurs sociaux | Question 2528 (26/06/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Dans son accord de coalition 2023-2028, le Gouvernement s'engage à garantir un accès au logement abordable pour le plus grand nombre de citoyens. Une des mesures envisagées pour faciliter cet accès est l'extension de l'offre dans le domaine de la location abordable, en collaboration étroite avec les acteurs du logement social, notamment le Fonds du logement, la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) et les communes.

Bien que le contrat de location pour un logement abordable soit en principe conclu pour une durée illimitée, il arrive néanmoins que les locataires doivent quitter leur logement à la demande des bailleurs sociaux. Ces relogements s'avèrent nécessaires lorsque le logement locatif occupé ne correspond plus à la composition du ménage, par exemple en cas de départ d'un enfant ou du non-respect des clauses du contrat de location. Un relogement peut également être demandé par le locataire notamment dans le cas de naissance d'un enfant supplémentaire, de changement de lieu de travail ou d'établissement scolaire. Dans ce cas, l'urgence et la pertinence du relogement sont évalués par le bailleur en fonction de ses possibilités.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de ménages ont été relogés au cours des cinq dernières années par :

- a. Le Fonds du logement
- b. La SNHBM
- c. Les communes disposant d'un parc de logements sociaux locatifs ?

2) Monsieur le Ministre peut-il détailler les principales raisons invoquées pour justifier ces relogements, ventilées par type de motif et selon que le relogement s'est fait à la demande du bailleur ou du locataire (p. ex. travaux, évolution de la composition familiale, raisons sociales, etc.) ?

3) Quelles sont les garanties offertes aux locataires en matière de conditions de logement équivalentes lors du relogement ?

Réponse (28/08/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1)

a. Le Fonds du logement
Le Fonds du logement a procédé au relogement de 260 ménages au cours des 5 dernières années.

b. La SNHBM
La SNHBM a procédé au relogement de 37 ménages au cours des 4 dernières années.

c. Les communes disposant d'un parc de logements sociaux locatifs

Actuellement, le ministère ne dispose pas encore d'une vue d'ensemble des relogements effectués par les

communes en leur qualité de bailleur social. À l'avenir, l'outil informatique du Registre national des logements abordables (RENLA) permettra de centraliser ces données.

ad 2) D'après les informations fournies par le Fonds du logement et la SNHBM, les relogements des ménages locataires sont principalement effectués en raison :

- de l'évolution de la composition du ménage ;
- de travaux de rénovation du logement ;
- des contraintes de santé d'un membre du ménage (p. ex. besoin d'un ascenseur).

ad 3) Conformément à la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable, les bailleurs sociaux, et plus particulièrement le Fonds du logement et la SNHBM, veillent à ce que la typologie du logement proposé corresponde à la composition du ménage locataire. Si des enfants membres de la communauté domestique du locataire fréquentent une école fondamentale, le logement proposé se situe, dans la mesure du possible, dans la même commune que le logement que le locataire est appelé à quitter, ou dans une commune permettant l'accès aux lieux de scolarité des enfants au moment du relogement. Le logement proposé se situe également, dans la mesure du possible, dans une localité depuis laquelle l'accès aux lieux de travail des membres de la communauté domestique est assuré.

Saisies des produits contrefaits au Luxembourg | Question 2530 (26/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2351 huet de Minister verschidden Detailler zu Saisië vu gefälschte Luxusartikelen a Produite ginn. Opgrond vun dësen Äntwerte stellen sech awer eng ganz Rei weider Froen.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro 1 schreift de Minister: „Déi substanzuell Hausse no 2022 kann dobäi op méi Facteuren zrëckgefuert ginn, dorënner déi wirtschaftlech Post-Covid-Reprise.“

Kann de Minister weider Prezisiounen ginn, firwat et zu dëser signifikanter Hausse zu Lëtzebuerg réischt 2023 komm ass? Dëst besonnesch virum Hannergrond, dass grad mat der Covid-19-Pandemie an de Lockdowne schonn 2020 respektiv 2021 den Online-Handel massiv eropgaang ass an och d'EUIPO schonn 2021 dorop opmierksam gemaach huet, dass 2020 ronn 7 Prozent vun allen Importer an d'EU Fakes gewiescht wieren, mat engem Wäert vun 120 Milliarden Euro.

2. An der Äntwert op d'Fro 4, vu wou déi meeschte gefälschte Wueren hierkommen, äntwert de Minister, dass déi meescht gefälscht Produiten aus China, der Türkei an dem Vietnam géife kommen. Kann de Minister preziséieren, op wéi engem Wee déi gefälschte Wueren an d'Land komm sinn?

3. Bei der Fro 6 gëtt de Minister Detailler iwwert d'Käschte fir d'Vernichte vu Fakes. Bei dësen Zuelen ass eng däitlech Baisse vun de Käschte festzustellen. Kann de Minister déi däitlech Baisse vun de Käschten erklären, besonnesch am Hëlleck op déi massiv Croissance vu saisiéierte Produiten?

4. Fallen am Zesammenhang vum Saisië vu gefälschte Produiten nieft de Käschte fir d'Vernichten nach weider aner Käschten un? Wa jo, woufir a wéi héich sinn dës Käschten an de leschte 5 Joer gewiescht?



5. Kann de Minister schematesch duerstellen, wat nom Saisiére vun engem gefälschte Produkt geschitt a wat fir verschidde Prozeduren et gött?

Réponse (16/07/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Während der Covid-19-Pandemie war d'Douane besonnesch gefuerdert, ënner anerem wéinst hirem Asaz an den Impfzentren. Dës Missioun huet deemools e groussen Deel vum Personal gebonnen, wat zur Folleg hat, dass Ressourcen net an anere Bereiche konnten agesat ginn.

Gläichzäiteg huet d'Aféierung vum neien IT-System substanziiell Changementer mat sech bruecht, déi eng Upassung vun de Prozeduren an den Aarbechtsprozesser néideg gemaach hunn.

Zousätzlech huet d'Croissance vum Online-Handel, déi scho während der Pandemie markant war, sech an de Joren dono nach verstärkt. Dës huet dozou gefouert, dass d'Unzuel u Wueren, déi potenziell kéinte kontrolléiert ginn, an de leschte Joren däitlech zougéhol huet.

ad 2. D'Douane kontrolléiert Wueren un de Bausegrenzen, déi aus Drëttstaaten an d'EU importéiert ginn. Dorënner fale Wueren, déi iwwer de Frachtflucht transportéiert ginn – inklusiv dem reguläre Cargo, E-Commerce-Sendungen a Postpäck. Zousätzlech ginn och Kontrollmoossname bei POST an den etablierte Courier-Express-Firmen duerchgefouert.

Et sief präziséiert, dass d'Douane keng Kontroll am Bannemaart ausübt, dat heescht op Wueren, déi scho fräi an der EU circuléieren, well d'Douane juristeschen an dësem Beräich keng Kompetenzen huet.

ad 3. Dës Evolutioun erkläert sech doduerch, dass nom Artikel 29 vum Règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil, den Titulaire vun der Mark dës Käschte muss iwwerhuelen.

D'Douane iwwerhëlt dës Käschten nëmmen an deene Fäll, wou den Titulaire vun der Mark

– keng Réckmeldung gött, oder
– zoustëmmt, dass d'Wuer ka geliwwert ginn, an

de concernéierten Declarant (Persoun, déi d'Wuer bei der Douane deklaréiert) respektiv Detenteur (Persoun, déi responsabel ass fir d'Wuer), d'Wuer awer duerno net bei der Douane ofhuele kennt.

ad 4. Am Zusammenhang mam „Saisiére“ vu gefälschte Produite falen nieft de Käschte fir d'Vernichte keng aner Käschten un.

ad 5. Gläichzäiteg mam Titulaire vun der Mark gött och den Declarant oder den Detenteur informéiert, dass d'Douane d'Wuer zeréckgehalen huet.

Falls d'Wuer fräi gi gött, gött den Declarant respektiv den Detenteur och informéiert, dass hien d'Wuer bei d'Douane ka siche kommen.

Présence de particules de plastique dans les bouteilles en verre | Question 2531 (27/06/2025) de **M. André Bauler** (DP)

A Frankräich huet eng Studie festgestallt, datt et a Glieseefläsche méi Plastikpartikele géif gi wéi a Plastikflaschen.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz folgend Froe stellen:

1. Gött et och hei zu Lëtzebuerg rezent Erkenntnisser zu dëser iwwerraschender Annonce?

2. Wat kann d'Madamm Ministesch zu eventuelle Plastikpartikelen a Lëtzebuurger Mineralwaasser soen? Gött et do reegelméisseg Kontrollen? Wa jo, wat hunn dës erginn?

3. Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, dësen Dossier ze begleeden, fir datt de Schutz vun de Konsumenten deen héchstméiglechen ass?

Réponse (24/07/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Och wann dës Erkenntnis op den éischte Bléck iwwerraschend ass, geet aus der Etüd eraus, dass de Problem haaptsächlech duerch d'Faarf vun de Stépp aus Metall kéim, déi bei Glasflaschen agesat ginn. Duerch d'Reiwung vun deene Stépp bei der Lagerung, kéinten sech Mikroplastik-Partikele léisen a sou am Waasser landen.

Aus der Etüd geet och eraus, dass d'Kontaminatioun am Waasser relativ geréng ass, onofhängeg vum Material vun der Flasch.

Aktuell hu mir zu Lëtzebuerg keng spezifesch Donnéeën iwwer Mikroplastik a Liewensmëttel, engersäits well et keng Routine-Analyse gött, an anersäits well mer keng Gesetzgebung an deem Beräich hunn zu Lëtzebuerg. Mir baséieren eis op déi aktuell verfügbar wëssenschaftlech Bewäertungen, wéi zum Beispill d'Infoblat an d'FAQ vum Bundesinstitut für Risikobewertung (BfR).

<https://www.bfr.bund.de/mitteilung/mikroplastik-im-gehirn-bfr-bewertet-neue-studie-bislang-keine-hinweise-auf-gesundheitliche-risiken/>

ad 2. Bis ewell si keng Analysen op Plastikpartikelen a Lëtzebuurger Mineralwaasser gemaach ginn. Momentan sinn och keng Analyse geplangt. D'Etüd vun der ANSES weist mat de Stépp op eng potentiell Source vu Mikroplastik hin. Hei kann d'Industrie relativ liicht Mesuren huelen, zum Beispill duerch Botzprozeduren, fir Metallstëbs ze eliminéieren, deen duerch d'Reiwung vu Kapselen während der Lagerung entsteet, Lagerungsbedéngungen oder d'Kompositioun vun der Faarf, déi fir d'Stépp benotzt gött.

ad 3. D'Erkenntnisser aus der Etüd vun der ANSES kënnen benotzt gi bei den offizielle Kontrollen a Lëtzebuurger Betriber, déi vun dëser Problematik kënnen betroffen sinn. Sou kann iwwerpréift gi wéi eng präventiv Mesuren en place sinn, fir eng Kontaminatioun mat Mikroplastik ze verhënneren (i. e. Botzprozeduren, Lagerungsbedéngungen a Faarfkompositioun vun de Stépp).

Recrutement au sein des CFL | Question 2532 (27/06/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

D'CFL sinn engersäits de gréissten Employeur am Land, anersäits steet de Groupe virun der Erausforderung, den Ausbau vum ëffentlechen Transport ze garantéieren. Aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1846 geet awer ervir, dass d'CFL an de leschten zwee Joer Schwiereregkeeten haten, fir dat néidegt Personal ze fannen.

An deem Kader wëlle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlechen Aarbechte folgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Grënn dofir, dass net all Poste konnt besat ginn?

2. Wéi eng Mesurë ginn ëmgesat, fir d'Attraktivitéit vun den CFL als Employeur ze erhéijen?

3. Wat fir en Impakt haten d'Reforme vun de Carrièren aus dem Joer 2015 op de Recrutement?

4. Duerch d'Aféiere vun enger neier „prime opérationnelle“ sollen d'Beruffer méi attraktiv gemaach ginn, wéi vill Leit wäerte vun dëser neier Primm profitéieren?

5. Wéi vill Iwwerstonne goufen, opgeléicht no Beruff, an de Joren 2023 an 2024 bei den CFL geleescht?

6. Wéi vill vun de Leit, déi an de leschte 5 Joer bei den CFL eng Formatioun ugefaangen hunn, schléissen dës erfollegräich of? Wéi vill dovun bleiwe bei den CFL agestallt?

7. Wéi vill Personal muss déi nächst 5 Joer altersbedéngt ersat ginn?

8. Wéi vill fäerdeg forméiert Personal aus dem Ausland gouf an de leschte Joren agestallt?

9. Wéi schätzt d'Regierung de Sozialdialog bei den CFL an?

Réponse (29/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer d'Recrutement bei den CFL. D'CFL hunn dozou folgend Informatiounen weiderginn:

ad 1. De gréissten Deel vun den Erklärungen sinn an der parlamentarescher Fro N° 1846 ernimmt ginn. Ergänzend ass ze soen, dass allgemeng Schichtaarbecht, besonnesch Nuets- a Sonndesaarbecht, een Attraktivitéitsproblem um Aarbechtsmarché huet. Dofir ass et och fir d'CFL méi schwéier, genuch Personal an de betraffene Berufskategorien ze fannen. Dank den intensive Beméiungen konnten trotzdem quasi all betraffene Poste vun 2024 an der Tëschenzäit besat ginn.

ad 2. D'Attraktivitéit an d'Notoriétéit vun den CFL als Employeur hu sech an de leschte Joren däitlech erhéicht. Am Joer 2024 goufen d'CFL an enger onofhängeger Etüd, déi all Joer vu Randstad duerchgefëiert gött, als attraktivsten Employeur zu Lëtzebuerg ausgezeechent. Den „employer branding“ gött kontinuierlech weiterentwéckelt, duerch Kommunikatioun an de soziale Medien, Präsenz op enger grousser Zuel vun Evenementer an duerch Marketingcampagnen, wéi rezent „Missions that Rock“ an „Empowering Journey“.

D'CFL Maison-mère kritt all Joer iwwer 25.000 Kandidaturen am Recrutement. Dat ënnersträicht d'Attraktivitéit vun den CFL.

ad 3. Den Tableau[†] heidrënner ënnersträicht, dass d'Zuele bei de Recrutementen zanter der Reform an der Moyenne eropgaange sinn.

ad 4. Ongefëier 1.200 Persounen wäerten op Dauer Beneficiaire vun dëser Primm sinn.

ad 5. D'Unzuel u geleeschten Iwwerstonnen ass réckwierkend op ofgeschlossene Jore schwéier nozevollzéien, well all Zorte vu Stonnen um Enn vum Joer op engem eenzege Sammelkonto, dem sougenannten CET-Konto (Compte épargne-temps), zesummegeluecht ginn.

An dësem Konto si sämtlech Stonnen enthalen, déi nach net geholl goufen. Dës beinhalt ënner anerem:

- reguläre Congé,
- Roudeeg,
- Astreinte-Stonnen,
- Iwwerstonnen,
- souwéi och Stonnen, déi duerch „compensation en nature“ entstinn.



All d'Käschten a Relatioun mat sämtlechen Type vu Stonnen, déi um CET-Konto zesummegebroe ginn, si järelech am Budget vun den CFL provisionéiert.

Déi absolvéiert Iwwerstonne ginn ënner Anhalung vum Aarbechtsrecht an dem Personalstatut vun den CFL geleescht a comptabiliséiert.

ad 6. Tableau ↑

An de leschte Joren hunn d'CFL hir pädagogesch Approche, didaktesch Methoden an Outils souwéi d'Examinatioun komplett iwwerschaaft.

Et goufen och Initiative geholl, fir zesumme mam Educatiouns- an Héichschoulministère méi spezifesch Ausbildungen a Studien auszeschaffen.

Vun den 1.007 Leit, déi den Examen de fin de stage 2020-2024 gepackt hunn, sinn der op de 24.7.2025 nach 919 do, also 91,3 %.

ad 7. Ënnert der Hypothees, dass d'Leit zum fréistméiglechen Zäitpunkt hiert Recht op (Pré)retraite an Usproch huelen, stellen sech d'Ofgänger folgendermoossen duer: ↑

ad 8. An den Eisebunnsberuffer gëtt kee fäerdeg forméiert Personal agestellt, weeder aus dem Inland nach aus dem Ausland. Fir dës Beruffer ass grundsätzlich eng intern Ausbildung bei den CFL virgesinn. An net eisebunnspezifesch Beruffskategorie ka fäerdeg forméiert Personal agestellt ginn. Am Joer 2023 goufe 54 Persounen aus dem Ausland agestellt, an 2024 waren et der 45.

ad 9. De Sozialdialog gehéiert säit jeehier zu de Prioritéiten vum CFL Groupe.

Wéi een aus dem Tableau ↑ heidrënner erausliese kann, si reegelméisseg Reuniounen mat de Sozialpartner an der Maison-mère CFL op verschiddenen Niveaue.

Dozou kommen d'Reuniounen vum CFL-Verwaltungsrot, wou d'Sozialpartner duerch 5 Administrateuren vertruede sinn.

An de Joren 2023 an 2024 goufen iwwerdeems an der Maison-mère 5 Reglementer am Kader vum Sozialdialog nei ausgeschafft oder iwwerschaaft, mat engem positiven Avis vun der Zentraler Delegatioun oder vum Verwaltungsrot.

« Name-shaming » | Question 2534 (27/06/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

„Name-shaming“ ass d'Praxis, d'Nimm vun Entrepreneuren oder Entitéiten ëffentlech ze publizéieren, wann si administrativ Strofe kréien, wat zu engem Reputatiounsschued féiert.

Eng japanesch Bank soll decidéiert hunn, hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ze stoppen, dat anscheinend och, nodeems si 2023 am Kader vun enger administrativer Strofe, haaptsächlech wéinst engem „IT-Organisationsproblem“, ëffentlech benannt goufen.

Op der CSSF-Websäit gesäit een, dass et vusäit vun der CSSF eng anscheinend inkohärent Praxis bezüglech der Verëffentlechung vun Nimm gëtt. Wärend verschiddenen Entrepreneuren mam Numm genannt ginn, ginn d'Nimm vun aneren Entitéiten anonym gehal, obwuel och géint si héich Strofe verhaangt ginn.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass d'Verëffentlechung vun Nimm bei administrativen Strofen eng zwéngend rechtlech Obligatioun op europäeschem oder nationalem Niveau?

2. Wéi gëtt entscheet, wéi eng Entitéiten anonym gehale respektiv wéi eng Entitéiten ëffentlech benannt an domat named and shamed ginn?

3. Gëtt et e Mechanismus, deen d'Proportionalitéit tëschent der Schwéiert vun der Infraktioun an der ëffentlecher Bekanntgab vum Numm evaluéiert?

4. Wéi evaluéiert d'Regierung den negativen Impakt vum „name-shaming“ op d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, besonnesch wann iwwer 200 Entitéiten zënter 2019 bestrooft goufen?

5. Wéi vill Entitéiten, déi zënter 2019 eng administrativ Strofe vun der CSSF kritt hunn, hunn zënterhier hir Aktivitéiten hei am Land agestellt? Wéi vill dovunner goufe mat Numm genannt?

6. Géif d'Regierung eng Iwwerpréiwung vun dëser Praxis am Fall vu méi klengen oder trivialen Infraktiounen a Betruecht zéien, wann dës net vun europäeschen Direktiven gefuerdert gëtt?

Réponse (30/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. D'Zil vum europäesche Gesetzgeber, effektiv, strikt, afschreckend an transparent Sanktionsregime ze garantéieren, ass méttlerweile an der grousser Majoritéit vun den EU-Verordnungen an EU-Direktiven verankert. Dës schreien eng systematesch namentlech Publikatioun vun de Strofe vir, mat nëmme ganz vereenzelte gesetzlechen Ausnahmen. Dës hu et och missen am Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn, also an de verschiddene sektorielle Gesetze, déi op de Finanzsektor uwwenbar sinn, a bei deenen d'CSSF fir d'korrekt Uwendung suergt.

ad 2. Déi gesetzlech Basis fir d'Publikatioun vun enger administrativer Strofe definéiert d'Konditiounen, d'Ausnahmen an d'Modalitéiten vun der Publikatioun. Wéi scho gesot, gesäit déi grouss Majoritéit vun de gesetzlechen a reglementaresche Bestëmmungen ausdrécklech de Prinzip vum enger systematescher namentlecher Publikatioun vun administrativen Strofe vir.

Och wann den Text vun de gesetzlechen Ausnahmen net ëmmer identesch ass, kann ee soen, dass eng Publikatioun ausnamsweis anonym ka gemaach ginn, z. B. wann eng Sanktioun géint eng natierlech Persoun ausgeschwat gëtt an eng obligatoresch virausgoend Evaluatioun ergëtt, datt d'Verëffentlechung vun de perséinlechen Donnéeën net verhältnisméisseg wier, oder wann d'Publikatioun eng lafend strafrechtlech Enquête beantrachtege géif, oder och wann d'Publikatioun een onverhältnisméisseg Schued fir déi betraffe Persoun géif verursaachen.

ad 3. Beim Uwenne vun de gesetzlechen Ausnahme mécht d'CSSF, am Aklang mat den uewe genannte Virgaben, eng Fall-zu-Fall-Evaluatioun a berücksichtegt dobäi d'Verhältnisméissegkeet tëscht dem Schued, deen enger Persoun duerch eng namentlech Verëffentlechung entsteet, an dem ëffentlechen Interesse un enger namentlecher Verëffentlechung.

ad 4. Eise legale Kader, zesumme mat enger Iwwerwaachungsautoritéit, déi d'Méiglechkeet hu, jee no Gravitéit vu festgestallte Verstéiss verhältnisméisseg Sanktiounen ze schwätzen, droen zur Robustheet an domat och zur Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz bäi.

ad 5. D'CSSF ka kee kausale Lien tëscht der namentlecher Publikatioun vun enger administrativer Strofe géint eng Entitéit an enger eventueller Entscheedung vun där Entitéit, hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg anzestellen, feststellen.

ad 6. D'CSSF ass fir d'Iwwerwaachung vu Finanzakteuren, déi an hire Kompetenzberäich falen, zoustänneg an trefft hir Decisioun opgrond vun de geltenden EU- an nationale Reegelen an aller Onofhängegkeet. All Decisioun kann dobäi, wéi sech dat

fir ee Rechtsstaat gehéiert, viru Geriicht ugefecht ginn. Doru wäert dës Regierung näischt änneren.

Fiscalité et encadrement des entreprises du secteur du divertissement pour adultes | Question 2535 (27/06/2025) de M. Ben Polidori | M. Franz Fayot (LSAP)

Au cours des dernières semaines, des révélations autour d'un cas de pédocriminalité au Luxembourg ont attiré l'attention de l'opinion publique.

Dans ce contexte, la question de la régulation des contenus à caractère pornographique accessibles en ligne se pose avec une acuité renouvelée. Au-delà des risques graves de diffusion de contenus illégaux à caractère pédocriminal, ces plateformes soulèvent également d'importantes interrogations en matière de protection des mineurs. En effet, les sites pornographiques restent facilement accessibles à des personnes de moins de 18 ans, sans vérification d'âge véritablement efficace. À titre d'exemple, la France a renforcé sa législation à travers la loi du 30 juillet 2020, en imposant aux plateformes de mettre en œuvre des systèmes de vérification d'âge contraignants.

Dans ce contexte, il convient également de rappeler que plusieurs entreprises actives dans le secteur du divertissement pour adultes, souvent désignées par le terme de adult entertainment industry, opèrent depuis le Luxembourg, notamment dans la diffusion en ligne de contenus pornographiques. Ce secteur, bien que sensible, représente une composante de l'économie numérique qui génère des revenus fiscaux significatifs.

Dans ce cadre, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est, pour les années fiscales 2021, 2022 et 2023, la part des revenus de l'IRC générés par les entreprises actives dans le secteur du divertissement pour adultes et établies au Luxembourg ? Quel est le rapport par rapport à la totalité des recettes ?

2) Combien d'entreprises exercent officiellement une activité dans ce secteur au Luxembourg ?

Réponse (23/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 2392 du 30 juin 2025.

Situation au Togo | Question 2538 (30/06/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Depuis que le dirigeant togolais Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 2005, a prêté serment le 3 mai à Lomé comme président du Conseil des ministres après une réforme constitutionnelle contestée, le pays est secoué par des manifestations massives. Cette réforme, dénoncée comme « un coup d'État institutionnel » par l'opposition, permet non seulement à Faure Gnassingbé de contourner la limitation de mandat inscrite dans l'ancienne Constitution pour la fonction de président qu'il occupait auparavant, mais limite plus généralement les droits politiques des citoyens.

Au début du mois de juin, des milliers de personnes de la société civile ont bravé l'interdiction de manifester. À part le changement du système de gouvernance, les manifestants dénoncent le manque d'emplois, la hausse des coûts de l'énergie et la précarité des infrastructures. Leurs démonstrations pacifiques ont cependant été dispersées par une répression violente. Les organisations des droits humains parlent

d'arrestations et de détentions arbitraires, ainsi que de torture et mauvais traitements. Les médias France 24 et Radio France internationale ont été interdites d'antenne pour trois mois au Togo, accusées d'avoir relayé des « propos inexacts et tendancieux ». Le 26 juin, de nouvelles manifestations contre le pouvoir ont été réprimées par les forces policières qui ont quadrillé plusieurs quartiers de la capitale togolaise Lomé.

Rappelons que la coopération luxembourgeoise a engagé en 2024 une coopération avec le Togo et que l'agence LuxDev implémente actuellement deux projets dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest. À part cela, plusieurs ONG luxembourgeoises travaillent avec des partenaires au Togo.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Quelle est votre appréciation de la situation politique actuelle au Togo ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre a exprimé vis-à-vis du Gouvernement togolais l'attachement du Luxembourg aux respect des droits humains et au droit à la liberté de réunion pacifique ?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre a entrepris des initiatives diplomatiques pour réagir à la situation au Togo, y compris au niveau européen, ou compte-t-il lancer de telles initiatives ?

3) Est-ce que la situation actuelle au Togo a une répercussion sur le bon déroulement des projets implémentés par LuxDev ?

Réponse (17/07/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Le Luxembourg suit avec attention l'évolution de la situation au Togo, marquée ces dernières semaines par des tensions sociales et sécuritaires. En coordination avec ses partenaires européens, le Luxembourg reste attentif à l'évolution du contexte et réaffirme son attachement aux principes de l'État de droit et au respect des droits fondamentaux.

Par l'intermédiaire de son ambassade à Cotonou, accréditée au Togo, le Luxembourg entretient un dialogue régulier avec les autorités togolaises.

L'Union européenne entretient également un dialogue régulier avec le Togo. Un format permettant d'adresser les préoccupations actuelles au niveau européen était le dialogue de partenariat UE-Togo avec les autorités togolaises qui s'est tenu le 25 avril dernier à Lomé.

L'évolution de la situation, voire des dégradations de la situation au Togo peuvent être soulevées à chaque instant dans les instances pertinentes du Conseil de l'UE pour déterminer une réaction européenne commune.

La situation actuelle au Togo n'a pour l'instant pas eu d'impact sur le bon déroulement des projets financés par le Luxembourg et mis en œuvre par la « Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit » (GIZ). Les activités de l'agence LuxDev sont encore en cours de démarrage.

Aides énergétiques | Question 2540 (01/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de leschte Jore sinn d'Stroumpräisser europawäit an d'Luucht gaangen. Zu Lëtzebuerg goufen dowéinst an der viregter Legislatur finanziell Energiehëllefen an ee Stroumpräisdeckel agefouert. De Präisdeckel gouf dëst Joer vun dëser Regierung gekierzt a wäert dëst Joer ganz auslafen. D'Energieausgabe bleiwe fir vill Stéit awer, nieft de Wunnkäschten, eng héich

Ausgab am Budget. An Däitschland gëtt et Diskussiounen, fir de Stroumpräis steierlech weider erofzesetzen. Een Artikel an der „FAZ“ vum 2.2.2025 schreift:

„Eine Senkung der Stromsteuer auf den in der EU erlaubten Mindestwert würde die Stromkosten [...] um knapp 7 Prozent verringern.“

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Energie dës Fro stellen:

– Wéi eng weider Moossnamen dierf Lëtzebuerg am Aklang mam EU-Recht ënnerhuelen, fir d'Leit bei de Stroumpräisser ze entlaaschten?

Réponse (24/07/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

En attraktive Stroumpräis ass eng zentral Voraussetzung fir d'Kompetitivitéit vun eise Betriber an d'Kafkraaft vun den Haushalter. Zousätzlech sinn Investitiounen an d'Strouminfrastruktur essenziell fir d'Sécherheet an d'Nohaltegkeet vun der nationaler Energieversuergung.

Fir dëst Zil ze erreechen, huet d'Regierung decidéiert, ab 2026 substanzuell d'Netzkäschten ze ënnerstëtzen a sou een Deel vun de Käschte vum Ausbau vum Stroumnetz iwwert d'Staatskeess ze finanzéieren.

Iwwert dës Netzkäschtenhëllef kënnen souwuel d'Haushalter wéi och eis Betriber vun engem méi bëllege Stroumpräis profitéieren.

De Gesetzesprojet, deem de 24. Juli vum Regierungsrat ugeholl gouf, gesäit fir d'Joer 2026 eng Participatioun an Héicht vun 150 Milliounen Euro un de Käschte fir d'Stroumtransport- a Verdeelungsnetz vir.

D'Regierung huet decidéiert, op d'mannst déi nächst dräi Joer, bei de Käschte fir d'Stroumnetz ze participéieren.

Déi genee Auswirkungen op d'Tariffer fir 2026 kënnen allerdéngs érischt am Hierscht evaluéiert ginn, nodeems déi reglementareshaapt Prozedur fir d'Festlee vum den Tariffer ofgeschloss ass.

Conditions d'utilisation et de tarification du parking P+R Héienhaff sans l'application P+R CFL | Question 2541 (01/07/2025) de M. Ricardo Marques (CSV)

Esou wéi de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte matgedeelt huet, funktionéiert de Park&Ride „Héienhaff“ um Sennengerbiereg, ewéi eng Rei aner Parkingen am Land, iwwert de System vun der „P+R CFL“-App. Fir d'Notzer vun der App ass de Parking fir 24 Stonne gratis, falls si sech, nodeems se geparkt hunn, op d'mannst 1,5 Kilomeeter vum Parking fortbeweegen. Fir Leit, déi de Parking ouni dës App notzen, applizéiert sech een Tarif, dee méi deier ass ewéi dee sougenannte „Kiss and Fly“ Parking um Findel. Fir dee Parking applizéiert sech, laut der Bedriewergesellschaft, no den éischte 15 Gratisminuten een Tarif vun 2,70 € pro 15 Minuten, een Dagestariff vun 71,40 € an ee Wochentariff vun 247,80 €. Mir gouf bericht, datt eng Rei Leit de P+R Héienhaff benotzt hunn, fir op gréisser Veranstaltungen an der Stad ze goen, an, well si net vertraut mam System vun der P+R-CFL-App sinn, duerno eng gefeffert Rechnung fir hire Parking kruten. Laut deene Leit war et vun der Beschëlderung hier och net direkt ersichtlech, wéi vill dee Parking géif kaschten, wann een en ouni déi App géif benotzen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wat ass den Tarif vum P+R Héienhaff, wann een en ouni P+R-CFL-App notzt?

2. Wisou gëtt esou een héijen Tarif applizéiert?

3. Wéi ass den Tarif um Parking beschëldert a wat gëtt ënnerholl, fir d'Beschëlderung vum Tarif ze verbessern?

4. Wéi vill Leit hunn d'P+R-CFL-App op hirem Smartphone?

5. Wéi vill Leit benotzen déi App am Schnëtt pro Dag?

6. Wéini gouf déi lescht Evaluatioun vum P+R-System vun den CFL gemaach, a wéi eng Verbesserungsméiglechkeete goufe festgestallt?

7. Wat gëtt ënnerholl, fir d'P+R-CFL-App méi bekannt ze maachen?

Réponse (29/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de Fonctionnement vum Park&Ride „Héienhaff“ um Sennengerbiereg. Dës Informatioun goufe bei der Stroossebauverwaltung an den CFL ugefrot.

Ech ka bestätegen, datt bei den CFL-P+R-Parkingen sech d'Gratuitéit applizéiert, soubal den/d'Notzer*in sech méi wéi 1,5 Kilomeeter ewech beweegt, ewéi am Communiqué de presse vum 24. Abrëll 2025 beschriwwen. Beim P+R Héienhaff ass et awer esou, datt zousätzlech zum Émkrees vun 1,5 Kilomeeter och nach d'Zon vum Flughafen an de Beräich vun der „Netgratuitéit“ fält.

NET-Gratis-Zon P+R Héienhaff (Quell: Geoportail <https://g-o.lu/3/1xo>)⁺

ad 1. Den aktuellen Tarif vum P+R Héienhaff, wann een net vun enger Gratuitéit duerch d'P+R-CFL-App profitéiert, gesäit wéi folgend aus:

- 15 Minuten: 3 €
- 1 Stonn: 12 €
- 1 Dag: 80 €
- 1 Woch: 300 €

ad 2. De P+R Héienhaff huet als primäert Zil, als „pôle d'échange“ ze fungéieren, a soumat de Stroosseverkéier a Richtung Kierchbiereg respektiv Stadzentrum ze entlaaschten. Opgrond vum Flughafen, deem sech an der direkter Émgéigend befënnt an dowéinst ee vun de potentiellen Ziler vun den Notzer*innen vum P+R Héienhaff ass, ergëtt sech dës Tariffstruktur. Domat soll verhënnert ginn, datt de P+R Héienhaff als „Kiss&Fly“ respektiv als Parkméiglechkeet vu Persounen, déi uschléissend de Flieger als Transportmëttel wielen, genotzt gëtt.

ad 3. Den Tarif ass op:

- engem Panneau (5,0 m x 2,0 m) am Agangsberäich,
- engem Panneau an all Afaartspuer,
- all Born vun den Afaartsbarriären,
- all Keess an
- engem Panneau (5,0 m x 2,0 m) am Beräich vun der Tramstatioun „Héienhaff P+R“ ausgeschëldert.

Dës Beschëlderung gouf zënter der Ouverture vum Parking eemol adaptéiert an aktuell ass et net virgesinn, dës Beschëlderung ze änneren.

ad 4. Et bestinn op den 11. Juli 2025, 43.000 Konte fir d'P+R-CFL-Applikatioun.

ad 5. D'Applikatioun gëtt vun 2.800 Leit deeglech an der Woch (vu Méindeg bis Freideg) genotzt.

ad 6. Zënter der Aféierung vun der App P+R CFL am Abrëll 2023, ass d'App a stänneger Weiderentwécklung, fir beschdens de Bedierfnisse vun den Notzer*innen gerecht ze ginn. Zënter Juni 2025 leeft eng komplett Neibewäertung, wou méttels Émfroen, Interviewen an Notzertester, all Réckmeldungen zesummegefaasst ginn, fir esou Reiwungspunkten ze



identifizéieren an erauszefannen, wou d'Notzer*innen Schwieregkeete begéinen. D'Verbesserungsvorschläg gi schrëttweis Enn des Joers, Ufank nächst Joer an d'Applikatioun integréiert.

ad 7. Reklamme fir d'App P+R CFL gëtt wéi follegt vun den CFL gemaach:

- Deele vun den Informatiounen an enger Pressematdeelung,
- Promotiounsaktiounen an de betraffene Garé souwéi an der Ëmgéigend vum P+R,
- Zesummenaarbecht mat de Gemengen,
- op der Internetpräsenz www.cfl.lu bereetgestallten Informatiounen,
- an de sozialen Netzwierker gedeelten Informatiounen.

Conditions de travail et gestion du personnel au sein du TICE | Question 2542 (01/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'FGFC beschreift an engem Communiqué vun haut ee schlecht Personalmanagement beim TICE. Rieds ass vu „Schikane als Strategie“, wou scho klenger Bagatellen direkt mat Drock an eiserner Fauscht bestrooft ginn. Eng Personalëmfro innerhalb vum TICE schéngt ee schlecht Aarbechtsëmfeld ze bestätegen. De Staat ass duerch d'Konventioun mam TICE och zoustänneg dofir, dass d'Aarbechtsëmfeld esou gutt wéi méiglech soll sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Deelt d'Ministesch d'Aschätzung vun der FGFC a vun der interner Etüd, dass d'Aarbechtsëmfeld beim TICE schlecht ass?

2. Wéi wäert d'Ministesch, zesumme mat de Gemengen, op d'Kritik vun der FGFC reagéieren?

Réponse (25/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte geet a senger Fro op e Communiqué vun der FGFC (Fédération générale de la fonction communale) op eng intern Etüd zum Aarbechtsëmfeld beim TICE an.

De Staat huet eng eejäreg Konventioun mam interkommunale Syndikat TICE ofgeschloss, déi e forfaitaire Subsid fir de Busbetrieb am Süde vum Land virgesäit. Dës Konventioun implizéiert weeder en administratiivt nach en operationellt Matsproocherecht vum Staat am Fonctionnement vum Syndikat.

Déi genannten Etüd ass mir a menge Mataarbechter net bekannt. Et steet mir dofir och net zou, dës Etüd ze kommentéieren oder eng Evaluatioun dovunner virzehuelen.

Ech erlabe mer ofschléissend drop hinweisen, dass Froen am Zesummenhang mat der Personalpolitik, der Aarbechtsorganisatioun oder de Beziéungen tëschent dem Personal an der Direktioun an d'Zoustännegkeet vum interkommunale Syndikat TICE falen. De Staat ass doru gehalen, d'Autonomie vum Syndikat ze respektéieren a gesäit an der aktueller Konventioun dovunner of, sech an dës Gestionsberäicher anzemëschen.

Rôle du Ministère de l'Intérieur dans la gestion du personnel du syndicat communal TICE | Question 2543 (01/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'FGFC beschreift an engem Communiqué vun haut ee schlecht Personalmanagement beim TICE. Rieds

ass vu „Schikane als Strategie“, wou scho klenger Bagatellen direkt mat Drock an eiserner Fauscht bestrooft ginn. Eng Personalëmfro innerhalb vum TICE schéngt ee schlecht Aarbechtsëmfeld ze bestätegen. Den Inneminister ass anscheinend schonn zënter Joren iwwert den Ëmgang vum Personal duerch d'TICE-Direktioun informéiert gewiescht:

„Seit über einem Jahr wartet die Personalvertretung auf Antworten zu gravierenden Fragen. Es entsteht der Eindruck, dass einzelne verantwortliche Mitarbeiter diese Vorgänge bewusst verzögern oder gezielt ignorieren. Damit stellt sich die Frage, ob das Vorgehen des TICE-Managements stillschweigend toleriert wird, um eine ‚Verschlankung‘ des kommunalen Transportwesens voranzutreiben – und ob der Minister selbst über dieses Vorgehen in seinem Haus umfassend informiert ist.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Wosst den Inneminister vun den Zoustänn am Ëmgang mam Personal beim TICE Bescheid? Falls jo, firwat huet hien net reagiert?

Réponse (22/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Den honorabelen Deputéierte bezitt sech op e Communiqué vun der FGFC iwwer angeblech Mëssständ an der Personalgestioun vum Gemengesyndikat fir den interkommunale Persounentransport am Kanton Esch-Uelzecht, ofgekierzt TICE. De Communiqué gëtt ausschliesslech d'Meenung vun der Gewerkschaft erëm.

Ech erënneren drun, dass d'Gestioun vum Personal eng exklusiv Kompetenz vum Bureau vum Gemengesyndikat ass a senger eegener Responsabilitéit ënnerläit.

Frais d'enlèvement pour des voitures mal garées | Question 2545 (02/07/2025) de Mme Barbara Agostino (DP)

L'article 165(e) du Code de la route stipule que tout véhicule en stationnement doit être placé de manière à « ne pas entraver les entrées et les sorties des parkings et des garages publics ou privés, les accès carrossables des immeubles et les accès aux emplacements de stationnement privés ». Sur la voie publique, l'enlèvement d'un véhicule mal garé peut être pris en charge par la Police grand-ducale. Les frais sont « dus par le contrevenant dès le déclenchement de l'opération » de mise en fourrière. En revanche, la Police grand-ducale ne peut pas intervenir sur une propriété privée. Les frais pour un remorquage de véhicule sont portés par la personne ayant ordonné l'enlèvement. Quant au remboursement de ces frais, les personnes sont alors au pire des cas obligées d'exiger la restitution du montant, s'il y a lieu, par le dépôt d'une plainte officielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Considérant que des véhicules qui entravent des accès privés se trouvent en infraction de la loi, est-ce que Madame la Ministre estime juste le fait que les personnes touchées par cette contravention doivent couvrir les frais d'enlèvement ?

2) Quels autres moyens d'intervention sont à disposition des propriétaires d'emplacements privés qui n'engagent pas de coûts à leur détriment ?

3) Combien d'enlèvements de véhicules ont été ordonnés par des personnes privées au cours des cinq dernières années ?

4) Est-ce que la restitution pour les personnes privées pourrait être simplifiée ?

Réponse (30/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Lorsqu'un véhicule entrave l'accès à une propriété privée depuis la voie publique, il s'agit d'un stationnement gênant au sens de l'article 165(e) du Code de la route. Dans ce contexte, la Police grand-ducale est compétente pour intervenir, constater l'infraction, verbaliser le contrevenant et, le cas échéant, ordonner la mise en fourrière du véhicule. Cette procédure s'appuie notamment sur les articles 9 et suivants du règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents, ainsi qu'aux mesures d'exécution en matière de mise en fourrière et de permis à points.

Dans ces situations, les frais liés à l'enlèvement et à la garde du véhicule sont supportés par le propriétaire du véhicule en infraction, et non par la personne lésée par le stationnement. Il en résulte que les personnes impactées par ce type de comportement ne doivent pas, dans le cadre légal actuel, en assumer les conséquences financières.

En revanche, lorsque le véhicule est stationné sur une propriété privée, la situation est juridiquement différente. La Police grand-ducale ne peut pas intervenir pour faire enlever un véhicule qui se trouve déjà sur terrain privé.

ad 2) À l'heure actuelle, le droit luxembourgeois ne prévoit pas de mécanisme permettant à un particulier de faire enlever un véhicule stationné sur sa propriété sans encourir de frais, sauf à passer par une procédure judiciaire ultérieure pour tenter d'en obtenir le remboursement.

Il est recommandé aux propriétaires de prendre des mesures préventives telles que s'assurer que les emplacements privés soient clairement identifiables en tant que tels ou empêcher l'accès à ces emplacements par l'installation de dispositifs mécaniques comme des bornes rabattables ou des chaînes.

ad 3) Au Luxembourg, seuls les officiers de police judiciaire sont légalement habilités à ordonner l'enlèvement d'un véhicule en infraction. Il en résulte que les ministères ne disposent d'aucune statistique officielle relative aux enlèvements ordonnés par des personnes privées.

ad 4) Les difficultés rencontrées par les particuliers – notamment lorsque leur droit d'usage sur leur propre propriété est entravé – sans qu'ils puissent bénéficier d'une intervention publique sont réelles.

Une réflexion est en cours quant à une adaptation du cadre légal, visant à offrir aux victimes de stationnements abusifs sur terrain privé des outils plus efficaces, notamment en matière d'enlèvement ou de procédure simplifiée.

Méthodes d'évaluation de l'âge des demandeurs d'asile mineurs et conformité au droit européen | Question 2549 (02/07/2025) de Mme Liz Braz (LSAP)

De 6. Mäerz 2025 huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter festgehalen, datt eng kierperlech Ënnersichung, fir den Alter vun onbegleete mannerjärege Flüchtlingen (MNA) ze bestëmmen, eng Verletzung vum Recht op Respekt vum Privatliwen a Familljeliewen duerstelt (Dossier 47836/21). Laut dem Geriicht gouf d'Klägerin net informéiert, dass eng kierperlech medezinnesch Ënnersichung, fir den

Alter ze bestëmmen, nëmme mat hirer Zoustëmmung duerchgefuert ka ginn.

De Koalitiounsaccord gesäit vir, dass „[...] afin d'éviter des abus, l'administration pourra recourir à toutes les méthodes appropriées permettant de définir l'âge d'un demandeur d'asile“.

An deem Kontext géng ech dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Methode ginn zu Lëtzebuerg ugewannt, fir den Alter vun DPIe festzustellen? Kann den Här Minister ugi wéi eng Methode wéi heefeg an de leschte fënnel Joer ugewannt goufen?

2. No wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, ob eng Ënnersichung fir d'Determinatioun vum Alter noutwendeg ass?

3. No wéi enge Krittäre gëtt decidéiert, wéi eng Methoden ugewannt ginn?

4. Wéi gëtt séchergestallt, datt déi betraffe Persoun op eng altersadequat a verständlech Aart a Weis iwwert d'Ënnersichung informéiert gëtt an hiert Averständnes ka ginn?

5. Sinn d'Prozeduren hei zu Lëtzebuerg mat der genannten europäescher Jurisprudenz alignéiert?

6. Wéi oft huet dësen Test an de leschte fënnel Joer bewisen, dass et sech bei engem MNA net ëm e Mineur gehandelt huet?

Réponse (23/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg eng Demande op internationale Schutz stellt, gëtt am Prinzipp op Basis vun den Dokumenter respektiv Kopie vum Dokumenter, déi si ka virleeën, an déi national Datebank opgeholl. Ab deem Moment gëllt si dann offiziell als „Demandeur de protection internationale“.

Wann d'Persoun keng Dokumenter ka virweisen oder dës Dokumenter net concluant sinn an d'Autoritéiten no engem Gespréich mat der Persoun Zweifel um Alter, deem d'Persoun uginnt huet, hunn, kënnen d'Autoritéiten eng medezinnesch Analys ordonéieren, déi als Finalitéit den Alter vun der Persoun ze bestëmmen huet.

Dës medezinnesch Ënnersichung huet als legal Basis den Artikel 20 vum Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwer internationale Schutz an temporäre Schutz a gëtt vu kompetenten a speziell forméierte Medezinner vum CHEM an LNS duerchgefuert. D'Generaldirektioun vun der Immigratioun ass net an dëse Prozess involvéiert an intervenéiert a kenger Weis bei den Doktere mat Ausnam vum Fakt, dass, wa Besoin besteet, en Interpret zur Verfügung gestallt an och vum Staat bezuelt gëtt.

Déi betraffe Persoun gëtt vun der Generaldirektioun fir Immigratioun informéiert, dass si gebieden ass, sech dëser Analys ze ënnerzéien. Si kritt Informatiounen iwwer den Oflaf vun dëser Ënnersichung, déi si och ka refuséieren.

Dës medezinnesch Ënnersichung kann, en fonction vun de Resultater, an enger oder zwou Etappen duerchgefuert ginn.

D'Persoun gëtt gebieden, am CHEM zu Diddeleng virstellig ze gi wou vun engem onofhängege Radiolog eng Röntge vum Handgelenk an der Hand gemaach gëtt.

Wann de Radiolog no dëser éischter Röntgen estiméiert, dass d'Persoun mannerjäreg ass, da gëtt d'medezinnesch Prozedur clôturéiert an ee Rapport dresséiert, aus deem ervirgeet, dass d'Persoun als

mannerjäreg ze consideréieren ass. Et ginn dann och keng weider Ënnersichung gemaach.

Wann de Radiolog no dëser éischter Röntgen estiméiert, dass d'Persoun warscheinlech net mannerjäreg ass, da geet d'Prozedur weider an zousätzlech Ënnersichung gi gemaach, fir d'Resultater ze affinéieren an all Zweifel aus dem Wee ze raumen. Et gi Röntge vum Schlüsselbeen an den Zänn gemaach. Duerno gëtt d'Persoun vun engem zweete Medezinner vum LNS gesinn, deem een ausféierlechen Entretien mat der Persoun féiert (Anamnese), deem als Zil huet, Informatiounen iwwer d'Kandheet vun der Persoun ze sammeln. Hei ass et ënner anerem wichteg erauszefannen, a wéi enge Conditione si opgewuess ass, Virerkrankungen, Pathologien, déi an der Famill bekannt wieren, wat hire Régime alimentaire ass, well dëst sinn Elementer, déi op de Wuesstum vun enger Persoun kënnen awierken. Parallell gëtt nach eng kierperlech Ënnersichung vun der Persoun duerchgefuert.

Op Basis vun all dësen Elementer an unhand vun international unerkannten Norme schreiwen d'Dokteren e Rapport, an deem si concluéieren, ob d'Persoun manner- oder volljäreg ass a ginn och ee Mindestalter un. D'Doktere kënnen natierlech ni mat ganz genauer Sécherheet op den Dag oder Mount genau een Alter festleeën, sou dass eng gewësse Marge mat en compte geholl gëtt. Wa laut dem Rapport eng kleng Warscheinlechkeet besteet, dass d'Persoun kéint mannerjäreg sinn a keng aner Elementer am Dossier op eng Volljäregkeet géingen hindeiten, gëtt si ëmmer als mannerjäreg vun der Generaldirektioun fir Immigratioun consideréiert.

Offiziell Statistike bezüglech den Tester leien net vir, mee et kann ugeholl ginn, dass an de leschte fënnel Joer ronn 130 Altersbestëmmungsprozeduren duerchgefuert goufen.

ad 2. Wann eng Persoun op der Generaldirektioun fir Immigratioun virstellig gëtt a behaupt mannerjäreg ze sinn, gëtt dës Persoun vun engem speziell forméierten Agent empfaangen, fir een éischt kuerzt Gespréich ze féieren. Dëst Gespréich, dat an Zesummenaarbecht mat der Police duerchgefuert gëtt, huet als Finalitéit erauszefannen, ob d'Persoun Dokumenter bei sech dréit, déi hir Identitéit etabléieren kënnen. En éischte preliminären Check gëtt gemaach fir erauszefannen, ob d'Persoun net als „mineur disparu“ am SIS signaléiert ass, an engem anere Memberstaat bekannt ass, an et ginn e puer Basisinformatiounen gefuert iwwer den Trajet vun der Persoun an déi eventuell Etappen a Prozeduren, déi si schonn an Europa duerchlaf hat.

Wann no dësem éischten Check e seriösen Zweifel iwwer den Alter, deem d'Persoun uginnt huet, besteet a si keng kohärent Aussoe ka maachen, da kann d'Persoun gebiede ginn, sech enger Determinatioun vum Alter ze ënnerzéien.

Et ass an dësem Kontext wichteg ze ënnersträichen, dass dës Ënnersichung e puer Ziler verfollegt. Engersäits geet et drëm, sou kloer wéi méiglech ze etabléieren wien sech zu Lëtzebuerg ophält a sécherzestellen, dass just Mannerjäreger a Foyeren, déi fir Kanner ausgeluecht sinn, ënnerbruecht ginn. Anerersäits geet et drëm sécherzestellen, dass déi richteg Prozedur am Kader vum Traitement vun der Demande op internationale Schutz applizéiert gëtt.

ad 3. Dës medezinnesch Ënnersichung gëtt vu kompetenten a speziell forméierte Medezinner, op Basis vun international unerkannte Methoden, duerchgefuert. Wéi an der éischter Fro erwähnt, handelt et sech ëm verschidden Etappen an Normen, déi vun de Medezinner ugewannt ginn.

D'Gericht huet sech an deene leschte Joren och ëfters iwwert dës Ënnersichungen ausgeschwat an ass ëmmer zur Conclusioun komm, dass déi ugewannte Method korrekt ass an dass dës Expertise kënnen als valablen Élement de preuve gëllen.

ad 4. Déi concernéiert Persoun kritt eng Convocation mat den néidegen Informatiounen zur Ënnersichung ausgehändegt. Dëst Schreiwes kritt d'Persoun an hirer nationaler Sprooch respektiv an enger Sprooch, déi si versteeet. Parallell dozou kritt d'Persoun vun engem Beamten, a wa Besoin besteet mat engem Interpret, nach eng Käier verbal erkläert, wéi d'Ënnersichung wäert oflafen.

Déi concernéiert Persoun ënnerschreift een Accusé de réception wa si dës Dokumenter ausgehändegt kritt huet.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass d'Persoun dës Ënnersichung ka refuséieren; dës Refus gëtt am Dossier aktéiert.

ad 5. Den Artikel 20 vum Gesetz vum 2015 transposeiert den Artikel 25 vun der Direktiv 2013/32/EU an erlaabt der Generaldirektioun fir Immigratioun, op medezinnesch Ënnersichungen zeréckzegräifen, wann ee seriösen Zweifel bezüglech dem Alter vun enger Persoun besteet.

Op Basis vun dësem Artikel ass déi national Prozedur, wéi se an den éischten Äntwerte beschriwwen ass, opgestallt ginn.

D'CEDH hält fest, dass een esou Ënnersichung ka virgesinn. Dëst ëmmer am Respekt vun de Grondrechter vun der betraffener Persoun a mat spezielle prozedurale Garantien. D'Cour hält ënner anerem fest, dass dës Ënnersichung just dierfen duerchgefuert ginn, wann ee soss keng aner concluant Elementer huet. Si ënnersträicht och, dass de Bénéfice du doute der Persoun ëmmer muss zeguttkommen. Eng weider Garantie, déi vun der europäescher Jurisprudenz virgesinn ass, ass d'Méiglechkeet, fir d'Resultat vun der Altersbestëmmung unzefechten an en effektive Recours ze kréien. Zu Lëtzebuerg kann een dëst beim Familiengericht respektiv am Kader vun der Prozedur virum Verwaltungsgericht ufechten.

D'Prozedur wéi se zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt ass conforme zu den Exigenzen, déi den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter a senger Jurisprudenz fixéiert huet. Eis national Gerichter drécken sech och reegelméisseg iwwer dës Ënnersichungen aus an hunn dës bis dato nach ëmmer als concluant ugesinn a validéiert. Et ass och ze bemerken, dass all Demandeur vum Ufank vun der Prozedur un d'Recht huet, gratis vun engem Affekot assistéiert ze ginn.

ad 6. Offiziell Statistike leien net vir, mee et kann ee schätzen, dass vun de ronn 130 Ënnersichungen, déi duerchgefuert goufen, eppes iwwer 100 konnten ouni Zweifel etabléieren, dass d'Persoun volljäreg ass.

An dësem Kontext muss een och ervirsträichen, dass d'Dokteren ëmmer eng Forschett vum Alter, mat engem Warscheinlechkeetsalter, op Basis vun hiren Ënnersichungen uginnt. Wann no dëser Ënnersichung een Zweifel besteet, dass d'Persoun kéint mannerjäreg sinn, a soss keng aner concluant Elementer am Dossier sinn, da gëtt si als mannerjäreg consideréiert.

Temps partiel et responsabilités particulières dans la fonction publique | Question 2550 (02/07/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

Posten, op deenen d'Beamten eng besonnesch Verantwortung droen, ginn an der Fonctioun



publique als Poste à responsabilité particulière (PARP) bezeechent. Dës Poste sinn zum Deel vereinbar mat engem Service à temps partiel (STP), mee net an alle Verwaltungen.

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir d'Fonction publique folgend Froe stellen:

1. A wéi enge Verwaltungen vun der Fonction publique kann eng Persoun, déi am STP schafft, trotzdem e PARP besetzen? A wéi engem net?

2. Gëtt et Verwaltungen, an deene fir bestëmmte Personengruppen en STP mat engem PARP vereinbar ass a fir aner net? Falls jo, ëm wéi eng Verwaltungen a wéi eng Gruppen handelt et sech hei?

3. Wéi vill Persounen besetzen aktuell e PARP an der Fonction publique? Wéi vill vun dësen Persounen schaffen an engem STP? Wéi verdeelen sech dës Zuelen op déi eenzel Verwaltungen?

Réponse (28/07/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. an 2. Et gëtt allgemeng keng Grondlag dofir, Agenten, déi an engem Service à temps partiel (STP) beschäftigt sinn, vun engem PARP auszuschléissen. Prinzipiell kann also an all Administratioun eng Persoun, déi deelzäit schafft, e PARP hunn.

D'Konditiounen fir de PARP sinn am Artikel 16 vum Gehältergesetz[†] festgehalen.

ad 3. Aktuell hu 4.246 Agenten e PARP an dovun hunn 848 Agenten en STP. [†]

Connexions de l'organisation interdite en Allemagne Königreich Deutschland avec le Luxembourg | Question 2551 (02/07/2025) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Königreich Deutschland est une organisation faisant partie de la mouvance Reichsbürgertum, qui rejette la légitimité de la République fédérale allemande, et promeut l'idée d'un ordre alternatif souvent fondé sur un État monarchique imaginaire. Le mouvement est connu pour ses idées conspirationnistes, antisémites et racistes, et s'inscrit globalement dans une idéologie d'extrême droite. Plusieurs mouvements Reichsbürger sont mis en relation avec des menaces terroristes, dont des projets de coup d'État en Allemagne. L'organisation Königreich Deutschland a été interdite en Allemagne en 2024.

Récemment, un reportage de la chaîne allemande MDR Investigativ a dévoilé l'ampleur du réseau des membres de Königreich Deutschland, lequel serait actif au-delà des frontières allemandes avec des liens vers les régions limitrophes dont, entre autres, le Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Est-ce que des individus en lien avec le Königreich Deutschland ou d'autres groupes Reichsbürger ont été identifiés sur le territoire luxembourgeois ?

2) Si oui, de combien de personnes s'agit-il ? Le Luxembourg coopère-t-il avec les services allemands sur ce sujet ?

3) Le Gouvernement considère-t-il que ces groupes ou individus représentent une menace pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ?

Réponse (01/08/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Oui, des individus en lien avec le Königreich Deutschland ou d'autres groupes Reichsbürger ont été

identifiés sur le territoire luxembourgeois dans le passé.

ad 2) Il s'agit d'un tout petit nombre de personnes.

Oui, le Luxembourg coopère avec les services allemands sur ce sujet.

ad 3) Le Gouvernement ne dispose actuellement pas d'éléments d'information laissant présager que ces individus puissent représenter une menace pour l'ordre public ou la sécurité intérieure au Luxembourg.

Suspension des livraisons d'armes américaines à l'Ukraine | Question 2553 (02/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'US-Regierung vum Donald Trump huet decidéiert, dass d'USA verschidde Waffeliwwerungen un d'Ukrain géife stoppen, fir hir eege Verdeedegung net ze belaauchten.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wäert Lëtzebuerg sech op EU-Niveau dofir asetzen, dass dës Waffeliwwerungen kompenséiert ginn?

2. Wäert Lëtzebuerg zousätzlech Ustrengungen ënnerhuele fir ze hëllefen, dës Waffeliwwerungen ze kompenséieren?

Réponse (14/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Zu de Froen 1 an 2:

D'Lëtzebuerg Regierung huet am Mee 2025 decidéiert, fir dës Joer 120 Milliounen Euro fir d'militäresch Ënnerstëtzung vun der Ukrain auszeginn, wat 40 Milliounen méi sinn, wéi am Ufank vum Joer virgesi war. D'Verdeedegung vum euro-atlantesche Raum fänkt an der Ukrain un, an dofir ass a bleift d'militäresch Ënnerstëtzung vun der Ukrain eng Prioritéit vun der Lëtzebuerg Defensepolitik, dës ëmmer op Basis vun der Situatioun an der Ukrain.

Lëtzebuerg setzt sech och aktiv fir d'Hëllef un d'Ukrain op EU- an NATO-Niveau an.

Position du Gouvernement sur les déclarations de la candidate américaine au poste d'ambassadrice concernant la Chine | Question 2555 (02/07/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

La candidate de Donald Trump au poste de prochaine ambassadrice des États-Unis au Luxembourg, Stacey Feinberg, a averti, lors d'une audition de la commission des relations étrangères du Sénat américain mi-juin, que le Grand-Duché était « aveugle » aux intentions, selon elle « infâmes », de la Chine. Elle a affirmé vouloir inciter le Gouvernement luxembourgeois à reconsidérer ses relations avec la Chine. Selon Stacey Feinberg les secteurs de la technologie et de la recherche seraient particulièrement affectés par la « menace chinoise ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

– Quelle est la position gouvernementale face aux accusations de Stacey Feinberg, la candidate de Donald Trump au poste de prochaine ambassadrice des États-Unis au Luxembourg ?

– Comment le Gouvernement évalue-t-il la menace que la Chine poserait pour le Luxembourg ?

– Quelle est la position gouvernementale concernant la « menace chinoise » pour la recherche et l'enseignement supérieur au Luxembourg, notamment à travers l'Institut Confucius à l'Université du Luxembourg et l'Association des étudiants et chercheurs chinois ?

– Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pense-t-il pouvoir obtenir des informations pertinentes concernant les relations sino-luxembourgeoises auprès de l'ambassade des États-Unis ?

Réponse (01/08/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Le Ministère des Affaires étrangères est ravi d'accueillir bientôt Madame Feinberg au Luxembourg pour collaborer avec elle à renforcer encore davantage les relations bilatérales avec les États-Unis. Il a pris note de l'audition de Madame Feinberg au Sénat. Un échange de vues ouvert entre alliés, amis et partenaires est essentiel, et à cet égard, l'ambassade américaine est toujours la bienvenue pour partager ses réflexions et points de vue avec nous.

Comme le ministre Bettel l'a indiqué à la Chambre des Députés, le Luxembourg est un pays souverain et par conséquent n'est ni le vassal des États-Unis ni celui de la Chine.

Quant à la question sur la Chine et s'agissant plus spécifiquement de la recherche et de l'enseignement supérieur, il convient de préciser que l'Institut Confucius à l'Université du Luxembourg, créé en 2018 en partenariat avec l'Université de Fudan, a pour objectifs l'enseignement de la langue chinoise et la promotion des échanges linguistiques et culturels. Il propose des cours de langue chinoise, des activités culturelles ouvertes à tous, ainsi qu'un accès à une médiathèque multilingue hébergée dans le Luxembourg Learning Centre de l'Université du Luxembourg. L'Institut organise notamment des ateliers artistiques, des conférences, des événements traditionnels et un cycle de cinéma. Aucune de ses activités n'est liée à la conduite de travaux de recherche de l'Université du Luxembourg.

Il existe par ailleurs un certain nombre d'associations et de clubs d'étudiants à l'Université du Luxembourg, dont l'Association des étudiants chinois. Il s'agit de groupes rassemblés autour d'un intérêt commun, gérés par des étudiants pour des étudiants, qui contribueraient à promouvoir le leadership, la créativité et l'engagement communautaire des étudiants. Ces associations et clubs d'étudiants de l'Université adhèrent tous à la Student Life & Engagement Charter de l'Université, qui définit leurs droits et leurs responsabilités et garantit que les initiatives menées par les étudiants soient conformes aux valeurs d'inclusion, d'équité et d'engagement social de l'Université.

État de la « Muselbréck » à Schengen et mesures envisagées | Question 2556 (02/07/2025) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Rezente Pressemeldungen no ass et zu Schied un der Muselbréck op der A8 komm, déi Lëtzebuerg mat Däitschland beim Grenziwwergang Perl-Schengen verbënnt. No Aussoe vun der däitscher Autobahn GmbH si Réss an der Stolkonstruktioun festgestallt ginn, wat zu direkt agefouerte Sécherheetsmoossen gefouert huet. Dës Restriktiounen kéinten, an Zesummenhang mat de besteende Grenzkontrollen, zu weidere Verkéiersproblemer an engem logistesche Chaos féieren.

An deem Zesummenhang wölle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi laang wäerten déi technesch Analysen un der Muselbréck viraussiichtlech nach undauern, a wéini ka mat enger definitiver Bewäertung vum Zoustand gerechent ginn?

2. Wéini gouf déi lescht technesch Kontroll un der Muselbréck zu Schengen duerchgefouert? Sinn dobäi scho Schied oder Unzeeche fir strukturell Problemer opgefall, déi eventuell net richtig bewäert oder net weiderverfollegt goufen? Wéi gesäit et mat den anere Brécken hei am Land aus?

3. Wéi reegelméisseg ginn technesch Kontrolle vun der sou Infrastrukture gemaach, a wéi eng Autoritéite sinn dofir zoustänneg? Gëtt et hei eng festgeluechte Frequenz oder eng Risiko-baséiert Approche fir dës Iwwerpréiwungen?

4. Falls d'Muselbréck temporär oder laangfristeg gespaart misst ginn: Wéi eng alternativ Verkéiersachsen oder Grenziwwergäng wieren als Deviation virgesinn, a sinn dës Infrastrukture kapabel, de Verkéiersvolumen opzefänken?

5. Am Fall wou d'Bréck net méi benotzbar sollt sinn: Wéi héich géifen déi prognostizéiert Käschte fir eng ëmfaassend Sanéierung oder Neibau ausfallen, an ass de Ministère op sou een Zenario virbereet?

6. Wéi schätzt d'Regierung d'Risiko fir eng kumulativ Belaaschtung vum Verkéier, déi aus der Kombinatioun vu baustellbedéngte Restriktiounen op der Bréck an de besteende Grenzkontrollen op der däitscher Säit entsteeft? Sinn an deem Kader spezifesch Ofstëmmunge mat den däitschen Autoritéiten amgaang oder geplangt, fir engem Verkéierschaos entgéintzewierken?

7. Ass et virgesinn, temporär Deviationen oder zousätzlech Infrastruktur ze mobiliséieren, fir den Impakt op d'Transportroute souwéi op d'Liewensqualitéit vun den Awunner aus der Region an de Grenzgänger ze minimiséieren?

Réponse (04/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert froen am Kader vun hirer parlamentarescher Fro no Informatiounen iwwer d'Dauer an de Stand vun den technesch Analysen un der Muselbréck um Grenziwwergang Schengen-Perl, iwwer fréier Inspektiounen, d'Frequenz vun den technesch Kontrollen, méiglech Alternativstrecken am Fall vun enger Spärung, déi potenziell Käschten am Fall vun enger Sanéierung oder engem Neibau, den Impakt op de Verkéier duerch d'Kombinatioun vun de Restriktiounen mat de Grenzkontrolle souwéi iwwer Mesuren, fir d'Belaaschtung vun den Awunner*innen an de Grenzgänger*innen ze reduzéieren.

ad 1. D'Gestioun vun der Grenzbréck baséiert op enger bilateraler Konventioun tëscht dem Grand-Duché vu Lëtzebuerg an der Bundesrepublik Däitschland vum 18. Abrëll 1994, déi duerch d'Gesetz vum 18. August 1995 an nationaalt Recht transposéiert gouf. Entsprechend dëser Konventioun sinn d'Aarbechten am Zesummenhang mam Bau vun der Bréck der Stroossebauverwaltung zougeschriwwen ginn, während den Ënnerhalt vun den däitschen Autoritéiten assuréiert gëtt.

Déi aktuell technesch Analysen vun der Bréck gëtt deemno vun den däitschen Autoritéiten duerchgefouert. Well dës zum haitegen Zäitpunkt nach net ofgeschloss ass, ass eng definitiv Bewäertung vum Zoustand net méiglech.

ad 2. Déi lescht technesch Inspektioun, déi der Stroossebauverwaltung vun den däitschen Autoritéiten zur Verfügung gestallt gouf, geet op d'Joer 2019 zeréck. Am Kader vun dëser Inspektioun goufe keng gréisser strukturell Anomalie festgestallt.

Wat déi aner Brécken am Land ugeet, déi en änleche strukturellen Opbau opweisen a vun der Stroossebauverwaltung geréiert ginn, esou handelt et sech an dës Fall ëm rezent neigebaut oder sanéiert Infrastrukturen, déi sech aktuell an engem gudden technesch Gesamtzoustand befannen.

ad 3. D'Iwwerwaachung vu grouse Stroossebrécken zu Lëtzebuerg gëtt vun der „Division des ouvrages d'art“ vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert. Dës Iwwerwaachung fänkt, ier se a Betrib geholl ginn, mat der Receptiounsinspektioun un, gefollegt vu Routineinspektiounen, déi mindestens eemol am Joer duerchgefouert ginn.

Ausserdeem gëtt no engem festgeluechten Zäitraum vun dräi Joer eng visuell Kontroll vun der Struktur virgeholl, déi – jee no Bedierfnisse – duerch eng detailléiert Inspektioun ergänzt gëtt oder als Virbereedung op e Sanéierungs- oder Rekonstruktionsprojet duerchgefouert gëtt.

Bestëmmt spezifesch Strukture ginn och duerch periodesch Inspektiounen iwwerwaacht. Zousätzlech kann eng zéngjäreg Inspektioun duerchgefouert ginn, ofhängeg vun der Gréisst a Spezifizitéit vun der Bréck.

ad 4. Am Fall vun enger temporärer oder méi laangfristeger Spär vun der Grenzbréck stinn eng Rei lokal a regional Deviationsachsen zur Verfügung, déi fir dee grenziwwerschreidende Verkéier kënnen aktivéiert ginn.

ad 5. Well d'Resultater vun den technesch Analysen, déi vun den däitschen Autoritéiten duerchgefouert ginn, nach net virleien, ass zum aktuellen Zäitpunkt keng Ausso iwwer d'Käschten oder deen technesch Ëmfang méiglech. D'Stroossebauverwaltung bleift an engem Austausch mat den däitschen Instanzen, fir déi néideg Informatiounen betreffend den Zoustand ze kréien.

ad 6. a 7. Déi vun der Autobahn GmbH ugekënnegt Verkéiersaschränkungen vum 25. Juli, dorënner d'Reduktioun vun zwee op eng Spuer an all Richtung op der Bréck ab dem 28. respektiv 29. Juli 2025, sollen dozou bäidroen, déi identifizéiert Schied ze begrenzen. Fir d'Sécherheet vun den Automobilist*innen ze garantéieren, gëtt och 1 Spuer am Tunnel Markusbiereg a Richtung Däitschland gespaart fir ze evitéieren, dass sech am Tunnel e Réckstau bilt an esou Interventiounen vun de Rettungsdéngschter am Tunnel beanträchtegt ginn.

Weider Moossnamen ergi sech aus den Analysen, déi vun den däitschen Autoritéiten duerchgefouert ginn. Wéi eng verkéierlech Mesuren dann noutwendeg ginn, kann also haut nach net ofgeschätzt ginn.

Eng enk Ofstëmmung mat den däitsche Partnerautoritéiten ass Deel vun der üblicher Prozedur, fir d'Belaaschtung fir d'Awunner*inne souwéi d'Grenzgänger*innen op e Minimum ze reduzéieren an de Verkéier trotz den Aschränkungen sou effizient wéi méiglech ze leeden.

Recours aux contrats CAE et CDD dans la fonction publique | Question 2558 (03/07/2025) de **Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV)

Plusieurs interrogations m'ont été rapportées concernant les modalités de recours aux contrats de type CAE

(contrat d'appui-emploi) et CDD (contrat à durée déterminée) au sein de la fonction publique, notamment au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Il semble qu'un certain nombre de jeunes employés actuellement engagés sous ces statuts, parfois successivement, sans qu'une perspective claire d'évolution vers un CDI (contrat à durée indéterminée) ne leur soit proposée, même après plusieurs années de service effectif. Dans certains cas, des transitions internes ont été opérées entre services, prolongeant ainsi la durée globale d'engagement sous contrat à durée déterminée.

Il m'a même été signalé que de nouveaux contrats CAE allaient prochainement être conclus, alors que dans le même temps, il aurait été indiqué à d'autres agents qu'aucune transformation de contrat en CDI n'était prévue.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Quels sont les critères actuellement appliqués pour décider de la prolongation ou non d'un contrat CAE ou CDD, et dans quels cas une transformation en CDI est-elle envisageable ?

2) Les affectations successives dans différents services sont-elles considérées comme des interruptions de parcours ou comme une continuité d'activité dans l'évaluation des droits à un CDI ?

3) Une telle rotation de personnel sous contrats précaires ne risque-t-elle pas d'entraîner une perte au niveau de l'efficacité des services concernés ?

Réponse (22/07/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Les contrats d'appui-emploi (CAE) sont des contrats conclus entre l'ADEM et un demandeur d'emploi âgé de moins de 30 ans. Ces contrats sont conclus pour une durée de 12 mois, avec la possibilité d'une prolongation maximale de 6 mois. Le MAE a régulièrement recours aux CAE pour appuyer différents services, tout en offrant aux jeunes demandeurs d'emploi une formation pratique et théorique afin d'augmenter leurs chances de (ré)intégration sur le marché de l'emploi.

Pour ce qui est des contrats d'employé de l'État à durée déterminée, le MAE y a recours, d'une part, pour suppléer aux absences d'agents en raison de congés prolongés divers, dont des congés de maternité, parentaux et sans traitement et, d'autre part, en cas de surcharge temporaire de travail dans certains services, y compris dans des postes diplomatiques à l'étranger. Si le MAE est satisfait de la performance professionnelle, un employé en CDD peut se voir proposer une prolongation de contrat si la surcharge temporaire persiste ou bien un nouveau CDD pour un autre poste, cela dans les conditions et limites prescrites par les dispositions pertinentes du Code du travail.

Le recrutement des employés de l'État se fait selon les dispositions pertinentes de la loi modifiée du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'État et, dans la mesure où elles sont applicables, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Difficultés d'accès aux services bancaires pour les entreprises | Question 2561 (03/07/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Je me permets de revenir sur une situation sur laquelle j'ai attiré l'attention à plusieurs reprises à travers diverses questions parlementaires à savoir l'impossibilité de nombreuses sociétés d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque établie sur le territoire luxembourgeois.

Selon les médias, une réunion a eu lieu entre le Ministre des Finances, le régulateur et les représentants de la place financière afin de dégager des pistes de solutions pour faciliter l'ouverture de comptes bancaires pour les sociétés. En même temps et selon mes informations, la banque ING continue de fermer des comptes bancaires et a commencé à dénoncer des lignes de crédit de ses clients.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les conclusions de l'entrevue avec les représentants de la place financière sur l'ouverture de comptes pour les sociétés ?

– Monsieur le Ministre est-il au courant de la fermeture massive et continue de comptes bancaires et de dénonciation de lignes de crédit de la part de la banque ING ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si des plans existent pour héberger les clients de la banque ING auprès d'autres banques de la place financière ?

– De manière générale, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend adopter pour faciliter l'ouverture de comptes bancaires au Luxembourg ?

Réponse (30/07/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Le Ministère des Finances est en contact régulier avec toutes les parties prenantes, y compris l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL), pour échanger sur le sujet thématique par l'honorable Député et identifier des pistes additionnelles pour faciliter l'ouverture de comptes bancaires dans le respect du cadre légal. Comme annoncé en séance plénière de la Chambre des Députés, une telle réunion a effectivement eu lieu à la mi-juin 2025. Une réunion de suivi est prévue à la rentrée. Par ailleurs, un workshop, organisé par la CSSF et l'ABBL, sur le sujet a eu lieu en date du 4 juillet à la Chambre de Commerce.

À noter également que l'ABBL a déjà mis en place plusieurs initiatives, telle la publication d'une liste des banques et établissements de paiement luxembourgeois (y compris des personnes de contact dédiées) susceptibles d'entrer en relation d'affaires avec différents types d'entreprises. Plus récemment, des guides pour l'ouverture de comptes bancaires pour les entreprises commerciales, que ce soit une start-up, une PME ou une filiale d'un grand groupe, et les associations sans but lucratif ont été élaborés et sont disponibles sur le site web de l'ABBL (www.abbl.lu).

La CSSF suit de près les dossiers évoqués par l'honorable Député, notamment sous l'angle de l'obligation du banquier d'agir dans l'intérêt du client et d'offrir aux clients un traitement équitable.

Impact des conditions météorologiques sur la ponctualité du réseau ferroviaire luxembourgeois | Question 2562 (04/07/2025) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

Selon nos informations, plusieurs trains ont connu d'importants retards ou ont été supprimés en raison de « conditions météorologiques défavorables ». Si certains aléas climatiques peuvent évidemment

perturber l'infrastructure, l'utilisation de cette justification soulève des questions sur sa fréquence, ses fondements techniques et les mesures de prévention actuellement en place.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de retards ou de suppressions de trains ont été officiellement justifiés par des « conditions météorologiques défavorables » au cours des trois dernières années et quels types de phénomènes météorologiques ont été les plus fréquemment en cause ?

2) Quelles sont les procédures internes mises en œuvre par les CFL pour anticiper et gérer ces situations ?

3) Des investissements sont-ils prévus ou en cours pour renforcer la résilience du réseau ferroviaire face aux aléas climatiques, dans un contexte de dérèglement climatique croissant ?

Réponse (29/07/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député s'enquiert sur l'influence des conditions météorologiques sur le trafic ferroviaire et les mesures de prévention pour éviter des retards ou suppressions. Ces informations ont été demandées auprès des CFL.

ad 1) Concernant les retards ou suppressions de trains, le tableau[†] ci-dessous présente pour les 3 dernières années, le nombre de cas ainsi que les nombres de minutes de retard et de suppressions associées.

Concernant les types de phénomènes météorologiques, les 3 principales rubriques utilisées sont :

– Orage, tempête

Exemple : 18 février 2022 :

Alerte rouge, avis de tempête très violente entre 15.00 et 19.00 heures, vitesse maximale de 80 km/h sur tout le réseau à partir de 15.00 heures → 780 minutes de retard et 13 suppressions.

– Arbres sur les voies

Exemple : 17 mai 2024 :

Entre Sandweiler-Contern et Oetrange : présence d'un arbre sur la voie → 224 minutes de retard.

– Grande chaleur

Exemple : 19 juillet 2022 :

Problème technique sur un engin pour cause de surchauffe à Pétrange → 226 minutes de retard et 15 suppressions.

ad 2) En cas d'annonce de vents violents, les CFL suivent de près l'évolution météorologique et le cas échéant une limitation de la vitesse maximale autorisée est introduite.

Les CFL font un entretien systématique de la végétation à proximité des voies ferrées afin de minimiser le risque qu'un arbre ou des branches puissent encombrer le gabarit de libre passage des trains.

La température des rails est mesurée en permanence à trois endroits du réseau ferré et en cas de dépassement des valeurs limite, des tournées à pied sont effectuées le long des voies principales.

Les maintenances annuelles sur les climatiseurs du matériel roulant sont réalisées avant le début de l'été. En cas de canicule, les CFL assurent une forte disponibilité de leur personnel spécialisé qui peut directement intervenir en cas d'une panne d'un climatiseur du matériel roulant.

ad 3) Outre le fait que, lors des études pour des projets d'infrastructures ferroviaires, les niveaux de crue (HQ

100) se produisant en moyenne une fois tous les 100 ans, sont considérés, les CFL tiennent également compte à l'avenir des niveaux de crue extrêmes (HQ extrême).

Des investissements sont également prévus au niveau du matériel roulant, à savoir :

– Série Dosto : remplacement des climatiseurs est en cours ;

– Série 2000 : mise hors service successive de la seule série sans climatiseur ;

– Série 4000 : équipement des locomotives avec des refroidisseurs d'huile de transformateur à plus haute performance ;

– Séries 2400/2450/2500 : équipement avec des climatiseurs ultra-performants (jusqu'à 50° C, 5° C au-dessus des prescriptions de la norme en vigueur).

Bureau luxembourgeois de promotion commerciale et d'investissement (LTIO) situé à Tel Aviv | Question 2563 (04/07/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors du débat public de la pétition n° 3231 à la Chambre des Députés, il a été évoqué que le Luxembourg ne disposerait pas de base légale pour imposer des sanctions économiques ciblées. Dans ce contexte, il apparaît pertinent de s'interroger sur le rôle des représentations économiques à l'étranger, en particulier dans des régions où la situation politique et humanitaire soulève des préoccupations.

À titre d'exemple, la région autonome de Catalogne a récemment annoncé la fermeture de son bureau commercial à Tel Aviv, invoquant la situation actuelle au Proche-Orient. Un tel repositionnement s'inscrit dans une dynamique de réévaluation des partenariats en lien avec la situation au Proche-Orient. Dans ce contexte, il est légitime de s'interroger sur la cohérence de la présence luxembourgeoise à Tel Aviv avec les principes de politique étrangère fondés sur le respect du droit international et des droits humains.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il de réévaluer la présence du bureau LTIO à Tel Aviv ? Le cas échéant, une telle fermeture est-elle actuellement à l'étude ? Si non, pour quelles raisons ?

2) Quelles sont les principales activités du LTIO de Tel Aviv, et quels volumes d'échange commerciaux entre le Luxembourg et Israël sont actuellement enregistrés ?

3) Le Gouvernement a-t-il identifié des critères éthiques ou juridiques qui pourraient, à l'avenir, influencer le maintien ou la réorientation de bureaux de représentation économique dans certains pays ?

Réponse (31/07/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Luxembourg Trade and Investment Office (LTIO) à Tel Aviv est un bureau local qui entretient des contacts importants avec le monde des affaires israélien et luxembourgeois et qui agit comme point de contact pour les entreprises et start-ups israéliennes souhaitant établir un second pied-à-terre en dehors d'Israël et également pour les entreprises luxembourgeoises s'intéressant au marché israélien. Dans cette fonction, le LTIO n'est pas une représentation diplomatique et n'entretient donc aucun contact politique. Dans la mesure où un LTIO n'a pas vocation à servir d'outil diplomatique, le ministère ne juge pas opportun d'en envisager la fermeture. Par conséquent, le ministère ne le

considère pas judicieux non plus de définir des critères standardisés à cette fin. Il convient de noter qu'à ce jour, le Luxembourg ne dispose pas d'ambassade en Israël, ce qui fait du Luxembourg le seul État membre de l'Union européenne à ne pas en avoir. Étant le 22^e partenaire commercial du Luxembourg à l'échelle mondiale, Israël représente 0,5 % de ses échanges. Ces derniers sont majoritairement composés de services – essentiellement non financiers – qui en constituent 94 %, et la balance commerciale entre les deux pays est favorable au Luxembourg.

Fissures sur le pont autoroutier entre Perl et Schengen | Question 2564 (04/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

SR.de huet informéiert, dass op der Autobunnsbréck tëschent Perl a Schengen Rëss entstane sinn. Aus dësem Grund gëllt een Iwwerhuelverbuet an ee Mindestofstand fir gréisser Gefierer, ewéi Busser a Camionen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Goufen déi lëtzebuergesch Verwaltungen iwwert dës Problem informéiert?
2. Wéi wäert sech dës Situatioun op den Trafick um Grenziwwergang a speziell op der A13 auswirken?
3. Wéi steet et ëm d'Stabilitéit an d'Sécherheet vun der Bréck?
4. Huet d'Ministesch Informatiounen, bis wéini d'Bréck gefléckt wäert ginn?

Réponse (04/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob déi lëtzebuergesch Autoritéiten iwwer d'Schied un der Autobunnsbréck tëscht Perl a Schengen informéiert goufen, wat d'Auswierkung fir de Verkéier sinn, wéi et ëm d'Sécherheet vun der Bréck steet a wéini Reparaturen ze erwaarde sinn.

ad 1. Jo, déi däitsch Autoritéiten hunn d'Stroossebauverwaltung de 25. Juni 2025 informéiert.

ad 2. Iwwert d'Annoncë vum leschte Freiden eraus, ass et aktuell net méiglech, weider Aussoen iwwert déi zukünfteg Entwécklung vum Trafick ze maachen, well déi technesch Analys vun den däitschen Autoritéiten nach net ofgeschloss ass.

ad 3. Déi däitsch Autoritéiten iwwerpräiwen op Basis vun enger Inspektioun, déi nach net ofgeschloss ass, d'Stabilitéit vun der Bréck. D'Sécherheet ass aktuell awer iwwert déi ugewannte Restriktiounen garantéiert.

ad 4. Am Moment kann nach keng Ausso iwwert d'Dauer oder den Ufank vun eventuelle Reparaturaarbechte gemaach ginn. Déi däitsch Autoritéite féieren nach déi néideg Analysen duerch, op deenen d'Festleë vun de weidere Moossname baséiert.

Mise en œuvre de l'obligation digitale pour les médecins | Question 2565 (04/07/2025) de Mme Claire Delcourt | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Comme indiqué sur le site Internet de la Caisse nationale de santé, une « obligation digitale » est entrée en vigueur au mois de juillet 2025 pour les médecins et médecins-dentistes. Dans un premier temps, celle-ci sera axée sur la transmission numérique des mémoires d'honoraires qui deviendra obligatoire à partir de

janvier 2026. À terme, l'objectif est que l'ensemble des formulaires adressés aux patients puissent être transmis sous forme numérique.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Comment cette « obligation digitale » va-t-elle être mise en place ? Quels sont les documents concernés et à quelles échéances ? Comment doit-elle être respectée lors des visites de patients à leur domicile ?
- 2) Cette obligation vise-t-elle tous les médecins et médecins-dentistes sans exception ? Qu'en est-il des médecins proches de la retraite qui ne voient plus qu'un nombre limité de patients ? Des dispenses sont-elles prévues ? Le cas échéant, combien de dispenses ont été accordées jusqu'ici ?
- 3) Que risque un médecin ou médecin-dentiste qui ne se plierait pas à cette obligation digitale ?
- 4) Quel taux de médecins remplit aujourd'hui déjà cette obligation digitale pour les mémoires d'honoraires ?
- 5) Quel est le taux de médecins ayant actuellement mis en place la solution du paiement immédiat direct ?

Réponse (21/07/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La transmission numérique devient obligatoire pour toutes les formules standardisées publiées dans le cahier des charges faisant partie intégrante de la convention.

Pour les mémoires d'honoraires (en dehors du système du « tiers payant » respectivement du « tiers payant social »), la phase transitoire a débuté le 1^{er} juin 2025. En effet, la transmission numérique sous forme de données structurées et normalisées d'une formule standardisée devient obligatoire trois mois après la publication des documents de référence y relatifs. En consultation avec l'AMMD, le document de référence relatif au mémoire d'honoraires, premier document à transmettre numériquement sous forme de données structurées et normalisées, ne sera publié que le 1^{er} octobre 2025, raison pour laquelle cette transmission numérique des mémoires d'honoraires ne sera obligatoire qu'à partir du 1^{er} janvier 2026.

Suivant le calendrier actuel, le certificat d'incapacité de travail et l'ordonnance de médicaments devront être transmis numériquement sous forme de données structurées et normalisées au courant du premier trimestre 2026, respectivement du dernier semestre 2026.

Conformément à l'article 18, alinéa 15, de la convention conclue entre l'AMMD et la CNS (ci-après « la Convention »), le médecin, dans le cadre d'un déplacement au domicile/lieu de séjour de la personne protégée, n'est pas obligé à transmettre une formule standardisée sous forme de données structurées et normalisées au système d'information de la sécurité sociale.

ad 2) Tout médecin(-dentiste) doit transmettre les formules standardisées sous forme de données structurées et normalisées au système d'information de la sécurité sociale, sauf en cas de force majeure ou lors d'un déplacement du médecin(-dentiste) au domicile ou au lieu de séjour de la personne protégée à l'exclusion de son propre cabinet médical et sauf en cas de dispense accordée sur base de l'article 18, alinéa 14, de la Convention.

Conformément à l'article précité, les médecins(-dentistes) nés avant le 1^{er} janvier 1965 peuvent, sur

demande écrite unique, être dispensés de cette transmission numérique, sous condition qu'ils n'exercent pas au sein d'une association telle que prévue à l'article 3 de la Convention et/ou qu'ils ne réalisent pas un chiffre d'affaires annuel dépassant 100.000.- euros.

En date du 15 juillet 2025, 269 dispenses ont été accordées.

ad 3) Un médecin(-dentiste) qui ne se plierait pas à l'obligation de transmission numérique risquerait de se voir appliquer les mêmes procédures que celles existantes pour tout autre non-respect d'une disposition conventionnelle.

ad 4) Tel que précisé ci-dessus, la transmission numérique sous forme de données structurées et normalisées d'une formule standardisée devient obligatoire trois mois après la publication des documents de référence y relatifs. Le document de référence relatif au mémoire d'honoraires ne sera publié que le 1^{er} octobre 2025, raison pour laquelle cette transmission numérique des mémoires d'honoraires ne sera obligatoire qu'à partir du 1^{er} janvier 2026.

Ainsi, à ce jour, seuls les mémoires d'honoraires émis dans le cadre du système du paiement immédiat direct (PID) sont actuellement transmis sous forme numérique et ce système ne peut pas être imposé par un médecin(-dentiste) à une personne protégée.

Si une personne protégée opte pour une prise en charge par voie de remboursement, elle dispose d'un délai de 2 ans pour présenter ses mémoires d'honoraires à la CNS à partir du paiement du médecin(-dentiste). Avant la réception d'une telle demande de remboursement, les données numériques figurant éventuellement sur le système d'information de la sécurité sociale ne sont pas réceptionnées par la CNS. Par conséquent, la CNS n'est pas en mesure de communiquer le taux de médecins(-dentistes) qui émettent exclusivement des mémoires d'honoraires numériques (PID, remboursement et tiers payant confondus).

ad 5) En date du 15 juillet 2025, le taux de médecins, ayant mis en place le système du paiement immédiat direct, s'élevait à 57 %.

Congé politique pour les mandataires communaux | Question 2566 (04/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Gemengemandatairen – dat sinn d'Gemengeconseilleren, d'Schäffen an d'Buergermeeschteren – kréien ee Congé politique, fir hiert demokratescht Mandat kënnen ze erfëllen. Dëst op Basis vum modifizéierte groussherzogleche Règlement concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux. 2024 gouf de Congé politique fir verschidde Gemengeconseilleren, Schäffen a Buergermeeschteren erhéicht.

Donieft kënnen d'Membere vum Gemengerot sech 15 zousätzlech Congésstonnen ënnerteneen opdeelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Hunn all d'Gemengeréit am Land sech déi 15 Stonne Congé politique opgedeelt? Falls nee, a wéi enge Gemengen ass dat net de Fall?
2. Wéi vill Schäfferéit a Buergermeeschtere profitéiere vum Zousazcongé vum Artikel 3bis vum groussherzogleche Règlement a wéi vill Stonne ginn hei genotzt?
3. Wéi vill Gemengeconseillere profitéiere vum Zousazcongé vum Artikel 3bis vum groussherzogleche Règlement a wéi vill Stonne ginn hei genotzt?



4. Wéi ass an de Gemengen, an deenen nom Proporz-System gewielt gëtt, d'Verdeelung vun dëse Stonne fir Politiker, déi net an enger Koalitioun sinn? Aneschtens gefrot: Wéi vill Oppositounspolitiker profitéieren an de Proporzgemenge vum zousätzleche Congé politique?

Réponse (24/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Säit dem Akraafttrieden (1. August 2024) vun der Ännerung vum groussherzogleche Règlement betreffend de Congé politique vun de Buergermeeschteren, Schaffen a Gemeengeconseillere, kann de Gemeengerot 15 Stonnen zousätzleche Congé politique ënnert senger Memberen opdeelen – bis dohi waren et 9 Stonnen.

Well d'Gemengen dem Inneministère d'Verdeelung vun den zousätzleche Congé-politique-Stonne just eemol d'Joer matdeelen am Hëlleck op de Remboursement an d'Indemnisation vum Congé politique vun dem viregte Joer, bezéien déi folgend Informatiounen sech op den 31. Dezember 2024.

ad 1. Op den 31. Dezember 2024 haten sech d'Gemeengeréit vu 84 Gemengen déi 15 Stonne Congé politique opgedeelt. Vu datt déi Opdeelung jo eréischt op den 1. vum Mount drop effektiv gëtt, handelt et sech hei ëm d'Gemengen, déi déi betreffend Stonne virun Enn November an enger Gemengerotssëtzung verdeelt haten.

Manner wéi 15 Stonnen hate folgend Gemengen opgedeelt: Diddeleng, Duelem, Fréiseng, Habscht, Hiefenech, Iechternach, Jonglënster, Kielen, Kiischpelt, Pëtschent, Réimech, Reisduerf, Rëmeleng, Schieren, Steesel a Veianen.

ad 2. Vum Zousazcongé profitéieren 52 Buergermeeschteren an 143 Schäfte mat engem Total vun 970 Stonnen.

ad 3. Vum Zousazcongé profitéieren 222 Gemeengeconseillere mat engem Total vu 432 Stonnen.

ad 4. An de Proporzgemenge profitéieren 20 Oppositounspolitiker vum zousätzleche Congé politique.

Mise à mort d'animaux | Question 2567 (04/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ee Post op Social Media beschreift den trauregen Doud vun engem Päerd bei engem Polo-Match. D'Päerd hat, no enger Vollbremsung, eng duebel Fraktur vum Been. Kuerzerhand gouf et vun engem Veterinär op der Plaz ageschleift. Et bleift deen äiskalen Zweifel am Raum, dass hei een Déier doutgemaach gouf, well et méi bëleg ginn ass, ewéi wann een d'Déier operéiert hätt.

D'Déiereschutzgesetz verbitt et net, dass ee Propriétaire einfach esou dierf entscheiden, fir een Déier doutzemaachen, och wa medezinnesch Alternativen existéieren.

Am Déiereschutzgesetz stinn zwar Artikelen iwwer d'Doutmaache vun engem Déier dran. D'Gesetz präziséiert, dass engem Déier an Nout muss gehollef ginn. D'Gesetz schreift och vir, dass een Déier muss betäubt ginn, éier et doutgemaach gëtt an et net „de façon cruelle“ dierf doutgemaach ginn. Präzisierungen an Detailer fënnt een dozou an engem groussherzogleche Règlement souwéi der Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie vun 1987.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Sport a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

– Kann ee Propriétaire, nom aktuelle Gesetz, decidéieren, fir een Déier einfach esou anzeschleifen, och wa medezinnesch Alternativen existéieren?

Réponse (29/07/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit am Art. 1 vir: „Tout animal souffrant, blessé ou en danger doit être secouru dans la mesure du possible.“ Ob een Déier ageschleift gëtt oder net ass eng individuell Entscheedung, déi jee no Fall vum Propriétaire, zesumme mat sengem Veterinär, getraff gëtt. Vill Faktore kënnen do eng Roll spillen, virop de Gesondheitszoustand vum Déier, d'Alternativen zu der Euthanasie mat deem domat eventuell verbonnenen Impakt op déi weiderhi Liewensqualitéit vum Déier, mee awer och déi finanziell Méiglechkeete vum Propriétaire an eventuell individuell eethesch Iwwerzeugungen. De Veterinär ass an deene Situatiounen dee richtegen Uspriechpartner, fir eng kompetent Berodung an eng realistesch Aschätzung fir eng Entscheedung ze treffen.

Achat de spyware par les administrations gouvernementales ou judiciaires | Question 2568 (04/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2021 hat een internationaalt Journalistennetzwierk opgedeckt, dass déi israellesch Firma NSO eng Spionage-Software mam Numm „Pegasus“ entwéckelt huet, déi haaptsächlech vu Regierungen genotzt gëtt. D'Reporter haten opgedeckt, dass d'Software op Handye vu Journalisten, Mënscherechtsaktivisten an Oppositounspolitiker installéiert gouf.

Een Artikel op der Plattform „Follow the money“ beriiht, dass de fréieren éisträichesche Kanzler, Sebastian Kurz, zesumme mam Entwéckler vun der Pegasus-Software, weltwäit seng politesch Kontakter notzt, fir weider Spionagesoftware ze verkafen. A senger Aktivitéit als Reesender hätt hie scho verschidden europäesch Regierungen kontaktéiert.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Justiz a fir Verdeedegung dës Fro stellen:

1. Goufe Membere vun der Lëtzebuerger Regierung oder héich Fonctionnaire vum NSO oder liierte Firme vum Sebastian Kurz oder Shalev Hulio kontaktéiert?

2. Hunn iergendwellech Verwaltungen vun der Regierung oder der Justiz d'Spyware vum NSO kaf?

Réponse (16/07/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Regierung huet keng Kenntnis vun engem Demarchage, wéi en an der parlamentarescher Fro beschriwwen gëtt.

ad 2. Wat den Asaz vum legale Moyen vun der Interception à la source ugeet, verweist d'Regierung op hir detailléiert Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 0618 vum 16. Abrëll 2024.

Aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn kënnen keng Detailer iwwer technesch Equipementer publizéiert ginn.

Remplacement du « Moien » à l'Aéroport de Luxembourg-Findel | Question 2570 (04/07/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Virun e puer Deeg koum et zu engem Changement an der Entrée vum Findel. Bis ewell goufen d'Passagéier

mat engem groussen Embleem mam Text „Moien“ begréisst. Dës flott Begrëssung gouf awer elo duerch en neien Embleem mam franséischen Numm vun eisem Land „Luxembourg“ ersat.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun begrënnt, de „Moien“ an der Entrée vum Findel ewechzehuelen an duerch „Luxembourg“ ze ersetzen. Handelt et sech ëm eng temporär oder eng dauerhaft Moossnam?

2. A menger parlamentarescher Fro Nummer 0586 hat ech d'Regierung ausserdeem gefrot, ob um Findel eng Beschëlderung op Lëtzebuerger geschirgt wier. D'Regierung huet deemools mat Nee geäntwert. Ass dat nach ëmmer sou? Falls jo, firwat?

3. Gesäit d'Regierung dann net, genausou wéi och am Fall vum aktuellen Embleem, e Widdersproch zu hirem Versprechen am Koalitiounsaccord, d'Lëtzebuerger Sprooch ze förderen?

Réponse (07/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. lux-Airport huet eis heizou folgend Informatiounen geliewert: D'Plaz virum Terminal ass als kommerziell Reklammsfläch ausgewisen. D'Werbeplach, op déi hei verwise gëtt, gëtt iwwer eng spezialiséiert Firma, déi Sous-traitant vu lux-Airport ass, verlount. Laangjäregen Notzer war d'ING Luxembourg, déi sech aus geschäftspolitesche Grënn zeréckgezunn huet. Mat hirem Réckzuch ass och dat bekannte „Moien“ virum Fluchhafen verschwonnen.

Zënterhier steet op der genannter Werbeplach de Schrëftzuch „Luxembourg“, deen d'Promotiounssignatur vum Land duerstellt. Dës ass eng provisoresch Léisung. Fir 2026 ass eng digital Installatioun virgesinn, déi Informatiounen a promotionell Contenuen iwwer Lëtzebuerg soll diffuséieren a speziell fir dës Plaz entwéckelt gëtt.

De Fluchhafen ass strateegesch wichteg fir d'Markebild vum Land. Aus deem Grund goufen eng Rei Moossnamen ergraff, fir op där Plaz, déi soziokulturell Identitéit vum Land an d'Diversitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft ervirzeesträichen. Dës gëtt a Koordinatioun mat de Partner vum der Promotioun vu Lëtzebuerg gemaach.

ad 2. Am Moment schaffe lux-Airport an de Kulturministère un engem Konzept fir d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch um Fluchhafen. Et ass ausserdeem virgesinn, d'Lëtzebuerger Sprooch an déi genannten digital Promotioun ze integréieren.

D'Orientéierungsbeschëlderung bleift awer bis op Weideres op Englesch a Franséisch bestoen. lux-Airport ass een internationale Fluchhafen a ka wéinst sengen internationale Passagéierinnen a Passagéier net op Englesch a Franséisch verzichten.

Op anere Plazen, ewéi zum Beispill bei der automatischer Uso am Terminal gëtt och Lëtzebuerger benotzt.

ad 3. D'Lëtzebuerger Sprooch ass en zentraalt Element vun der Promotioun vum Land. D'Ekipp vun der d'Promotioun vum Markebild am Wirtschaftsministère schafft dofir enk mam Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch a mam Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch zesummen, fir d'Sprooch souwäit wéi méiglech a verschidde Promotiounsmëttel anzebannen, dat net nëmme um Findel. D'Hauptzil besteet doranner, auslännesch Leit fir eist Land ze interesséieren, vum Tourist iwwer de Chercheur bis zum Entrepreneur.

Sécurité des personnes de croyance juive et des citoyens israéliens | Question 2571 (04/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Konflikt tëschent Israel a Gaza huet vill Leed fir déi zivill Bevëlkerung mat sech bruecht an dëst souwuel op israellescher Säit esouwéi op der Säit vun de Palästinenser. Vill Mënsche sinn aus der Region geflücht: Palästinenser an och Israeeli. Israeleer:innen oder Mënsche mat jiddeschem Glawen, déi an europäesch Stied ausgewandert sinn, berichten awer, dass si sech hei net sécher spieren. De Konflikt a Gaza ass nämlech och hei héich politiséiert a polariséiert d'Gesellschaft. Et dierf awer net sinn, dass Mënschen opgrond vun hirer Hierkonft oder Glawen diskriminéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Aussenugeleeënheeten dës Fro stellen:

– Wéi steet et ëm d'Sécherheet vun eise jiddesche Matbiirger:inne souwéi israellesche Staatsbiirger:innen hei am Land?

Réponse (28/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

De Regierungsrat huet de 27. Mäerz 2024 e „Comité interministériel pour le suivi du Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme (PANAS)“ en place gesat, an deem konkreet Mesurë géint den Antisemitismus ausgeschafft an ëmgesat ginn. Sécherheitsfroe gi reegelméisseg an dësem Comité diskutéiert. Och d'Associatioun RIAL ass an dësem Comité vertrueden, esou dass en Informationsaustausch garantéiert ass.

D'Police an d'Representantë vun der jiddescher Communautéit zu Lëtzebuerg stinn och an engem Kontakt.

D'Police surveilléiert reegelméisseg verschidde sensibiliséiert Punkten am Land. Donieft ginn ënner anerem verschidde reliéis Festivitéiten vun der jiddescher Communautéit, un deene vill Leit deelhuele, vun der Police encadréiert. D'Police féiert an dësem Kontext eng permanent Evaluatioun duerch, wou sämtlech Erkenntnisser afléissen, fir adäquat op ee potentiell Risiko kënne ze reagéieren.

Utilisation des bâtiments inoccupés de l'État pour le logement | Question 2573 (04/07/2025) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Esou wéi am Artikel „Sozialwohnung gesucht... und gefunden“, deen den 3. Juli am „Forum“ publizéiert gouf, ze liesen ass, stinn um Verluerekascht säit Joren eng Rei Déngschwunnge vun der fréierer Gendarmerie eidel. Zulescht goufen d'Gebäilechkeete vun der Policeschoul benotzt, mee säit hirem Auszuch gouf keng nei Verwaltung méi hei ënnerbruecht. Dem Auteur vum Artikel no géif eng Iwwerféierung an de Park vum soziale Wunnraum just eng Renovatioun vun de jeeweilege Buedzëmmeren a Kiche virussetzen.

Säit Jore gëtt den eidel stoende Wunnraum als eng vun de potentiellen Ursache fir d'Logementskris genannt. Ëmsou méi wichteg wier et natierlech, datt de Staat mat guddem Beispill virgeet an d'Gebäilechkeeten a sengem Besëtz an deem Sënn optimal geréiert.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Logementsminister an dem Här Policeminister gär dës Fro stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu den Aussoen am zitiereten Artikel?

2. Deelt d'Regierung d'Aschätzung, datt déi Gebaier no relativ übleche Renovatiounsarbechte kéinten als Wunnraum genotzt ginn? Falls jo, wéi presentéiert sech den Zäitplang vun der Ëmsetzung? Falls net, aus wéi engen Ursachen, a wéi eng alternativ Notzung gesäit d'Regierung dann aktuell vir?

3. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 743 huet d'Regierung am Bezuch op d'Iwwerféierung vun eidel stoende Staatsgebaier an de Logementsmarché ënner anerem dat hei geschriwwen: „Um Findel stinn och nach eng Partie Häiser eidel, wou eng ganz Cité sech no an no liberéiert. Des Weidere gëtt et ronn 30 Wunnengen, déi fir d'Realisatioun vu gréisseren Wunnprojeten eidel stinn, wou d'Prozedur lafen. Esou sollen zum Beispill Wunnprojeten zu Colmer-Bierg an zu Beetebuerg vum Fonds du logement realiséiert ginn.“ Wéi presentéiert sech den aktuelle Stand vun deene jeeweils genannte Projeten?

Réponse (21/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. an 2. Et gëtt aktuell ënnert dem Lead vun Wunnengsbauministère un engem Projet geschafft, fir um Parcellaire, op deenen déi besot Gebaier stinn, méi Wunnenge kënne ze bauen. Aner Gebaier um Site ginn aktuell nach vu staatleche Servicer genotzt.

ad 3. Betreffend de Projet „Pouty Stein“ zu Colmer-Bierg

D'Konventioun fir e Mandat tëscht dem Fonds du logement an dem Staat ass amgaange finaliséiert ze ginn. Soubal dës Konventioun ofgeschloss ass, kann de Fonds du logement mat de Virstudie fir dëst neit Lotissement ufänken.

Betreffend de Projet „route de Mondorf“ zu Beetebuerg

Fir dëse Projet si Studien amgaangen an déi virausichtlech Fäerdegstellung ass fir 2030 geplangt.

Betreffend d'Cité de l'aéroport

D'Prozedur fir eng Reaffektatioun vun der Cité de l'aéroport ass amgaangen. D'Ausschreiwung, fir dës Gebaier no den haitege Standarden ofzebauen, ass och scho lancéiert.

Langue utilisée pour la consultation publique de Creos sur le « Scenario Report 2040 » | Question 2574 (07/07/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Op der Homepage vum Stroumubidder Creos ass ze liesen, datt viru Kuerzem eng ëffentlech Consultatioun zum „Scenario Report 2040“ fir d'Stroumnetz vu Creos Luxembourg ugefaangen huet (<https://www.creos-net.lu/de/privatkunden/creos-luxembourg/scenarioreport-2040-version-2024>). Dobäi fällt op, datt d'Dokument vun der Consultatioun ausschliisslech op Englesch disponibel ass, also a kenger vun den dräi offiziellen Amtssproochen vu Lëtzebuerg. Dat ass ëmsou méi verwonnerlech, wéi de Betrib majoritär an ëffentlecher Hand ass.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung preziséieren, ob et konform zum Gesetz ass, zu Lëtzebuerg op Basis vun engem engleschen Text eng ëffentlech Consultatioun ofzehalen?

2. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt enzehuelen ass, datt de Groussdeel vun der Lëtzeburger Bevëlkerung net iwwer déi néideg Sproochkenntnisser verfüügt, besonnesch um Niveau vum Energiefachvokabular, fir dësen Text iwwerhaapt ze verstoen?

Réponse (24/07/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Op Nofro hi gëtt Creos Luxembourg SA un, datt de „Scenario Report“ zanter 2018 all 2 Joer op Englesch ausgeschafft gëtt. Déi Versioun, zu där aktuell eng ëffentlech Consultatioun leeft, ass deementspreechend déi 4.

De cibléierte Public ass den Informatiounen vu Creos Luxembourg SA entsprechend ganz breetgefächert a souwuel national wéi international: national sinn interesséiert Bierger, Entreprises, Industrie, Ministären, Verwaltungen a Gemengen, den Energiesecteur, Interesservertriedungen a Verbänn wéi Fedil, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Mouvement écologique etc. cibléiert. En interesséiert och en internationale Public an den Nopeschlänner an op europäeschem Niveau. Dofir sinn d'„Scenario Reports“ op Englesch verfaasst, fir se engem groussen, internationale Public zougänglech ze maachen.

Ëffentlech Consultatiounen op Englesch sinn net ongewéinlech, et ass de Betriber iwwerlooss wéi eng Sprooch se an esou Fäll benotzen.

Impact des éclairs sur le territoire | Question 2577 (08/07/2025) de M. André Bauler (DP)

Gleeft ee rezenten Daten aus Däitschland (ALDIS/BLIDS, Juni 2025), géifen ëmmer méi Blëtzer enregistriert ginn. Den zoustänneg Servicer no wier dës Phenomeen am Joer 2024 a Bayern, fir dat Beispill ze nennen, bal 57.000-mol opgetrueden. Déi meteorologesch Entwécklungen, virun allem am Summer, bei héijer Loftfichtegkeet an Hëtzt, géifen dëst verstärkt mat sech bréngen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit an dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt hei zu Lëtzebuerg eng järelech Statistik iwwert d'Unzuel u Blëtzer, déi aschloen, gefouert?

2. Falls jo, wéi vill Blëtzer goufen zënter 2015, gestaffelt pro Joer, enregistriert?

3. Sinn an dësem Zäitraum Infrastrukturen an Immobilien duerch Blëtzer zu Schued komm?

4. Falls jo, ass e bedeitende materiell Schued entstanden? Konnt dës Schued evaluéiert ginn?

5. Well extreem Wiederphenomeneer zouhuelen, gedenkt den Här Inneminister an deem Kontext eng ganz spezifesch Warnung op LU-Alert ze integréieren?

Réponse (11/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Den honorablen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no der Blëtzeraktivitéit zu Lëtzebuerg an de Schied an deem Zesummenhang.

ad 1. Jo. D'Statistik baséiert op den Donnéeën vum Réseau BELLS (Belgian Lightning Location System), dee vum belsche Wiederdéngscht geréiert gëtt. An deem Réseau ass och de Blëtzcaptor vu MeteoLux integréiert, deen zesumme mat ExpertInne vum belsche Wiederdéngscht zu Reiler am Éislek installéiert gouf a säit 2018 a Betrib ass.

ad 2. Tablo ↑



Zu Lëtzebuerg hunn d'Blëttschléi tendenziell éischer ofgehol. Déi Tendenz ass awer statistesch net signifikant, vu dass den Zäitraum vun der Statistik ze kuerz ass.

ad 3. a 4. Fir d'effentlech Gebaier krute mir vun der Bauteverwaltung d'Informatioun, datt hinne keng Schied duerch Blëttschléi bekannt sinn, déi ënnert hirer Gestiou stinn.

An der European Severe Weather Database (<https://eswd.eu/cgi-bin/eswd.cgi>) sinn 10 Blëttschléi säit 2013 opgeléicht, déi zu Schied gefouert hunn: †

ad 5. Den nationale Warnsystem „LU-Alert“, ëmfaasst 12 Warnkategorien, fir déi Warn- an Informationsmessaging verschéckt ginn. Eng vun dese Warnkategorien betrëfft Wiederphenomeener, wéi zum Beispill Wand, Reen, Keelt, Hëtzt oder och Donnerwieder.

Wa sech also en extreemt Wiederphenomeen ukënnegt oder onerwaart optrëtt, verschéckt deen dofir zoustänneg staatechen Acteur – an deem Fall MeteoLux – eng Warnung iwwert een oder méi Warnkanäl un déi Leit, déi sech an der betroffener Regioun befinnen.

Mise à mort d'animaux au «Brakeweier» à Kockelscheuer | Question 2578 (09/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 2412 wollt ech vum Minister wëssen, ob Déieren um Brakeweier wäerten dout gemaach ginn. Dorobber huet de Minister Wilmes keng Äntwert ginn.

rtl.lu hat an engem Artikel vum 3. Juni beriicht, dass de Brakeweier op der Kockelscheier sanéiert gëtt an dofir verschidden Déiere fir kuerz Zäit an aner Weieren ëmgedelt ginn an invasiv Aarten dout gemaach ginn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

– Ginn déi invasiv Aarten dout gemaach oder net, a falls jo, wéi vill Déiere goufe bis elo dout gemaach a wéi vill wäerten nach dout gemaach ginn?

Réponse (11/08/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
Well déi invasiv Aarten – konform zum europäeschen an nationale legale Kader – net méi dierfen an d'Natur entlooss ginn, an och net kënnen iergendwou a Gefaangenschaft gehale ginn, bleift just d'Optioun, fir se dout ze maachen.

D'Statistiken zu der Interventioun wäerten der Naturverwaltung vum Gewässerökolog, deen en charge vum Projet ass, nogereecht ginn, wann d'Arbechten um Weier ofgeschloss sinn. Zu deem Zäitpunkt huet d'Naturverwaltung déi Statistiken nach net.

Éventuelle création d'une unité équestre au sein de la police | Question 2579 (09/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem parlamentarescher Fro vun 2019 (N° 1133) hat de fréieren Deputéierten an haitegen Ëmweltminister d'Iddi opbruecht, fir eng Police-Unitéit anzeféieren, déi mat Pärder dobaussen ënnerwee sinn. Den deemolege Policeminister huet a senger Äntwert hei méi Nodeeler ewéi Virdeeler gesinn an dës Optioun dofir ausgeschloss.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi gesäit den aktuelle Minister d'Iddi vun enger Unitéit mat Pärder bei der Police?

2. Existéieren aktuell Initiative beim Ministère, fir esou eng Pärder-Staffel anzeféieren?

Réponse (24/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Wéinst den operationelle Consideratiounen, déi den deemolege Policeminister François Bausch an senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1133 vum 29. August 2019 uginn hat, ass d'Schafe vun esou enger Unitéit net envisagéiert. Des Weideren ass et och net am Koalitiounsaccord virgesinn.

Fermeture de la sortie A7/CR102 aux camions | Question 2580 (09/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

All Dag fuere Camionen iwwert d'Ausfaart vun der A7 op den CR102 (Ausfaart Kopstal/Miersch) an droe soumadder zum Duerchgangsverkéier an den ëmleiden Uertschafte bäi. No mengen Informatiounen gouf ënnert der Virgängerregierung geplangt, fir d'Ausfaart fir Camionen ze spären.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wäert d'Ministesch d'Autobunnsoffaart op der A7 a Richtung Kopstal zoumaachen, fir esou de Camions-traffic ze reduzéieren?

Réponse (04/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob d'Autobunnsoffaart op der A7 a Richtung Koplescht fir de Camions-traffic wäert zougemaach ginn.

Mat der Ouverture vun der Nordstrooss (A7) gouf d'Thematik vum Camionstrafick op der Ausfaart A7 („Echangeur Schoenfels“) a Richtung Westen/Süden analyséiert. Dobäi gouf festgestallt, dass de Camions-traffic op deem Streckenofschneitt bei ongeféier 4,5 % vum Gesamttraffic läit a sech an absoluten Zuelen duerch d'Ouverture vun der Nordstrooss no ënnere verännert huet.

Et gouf deemools och festgestallt, dass et sech zum Deel ëm lokalen Traffic respektiv ëm Gefierer, déi an de Südweste vum Land wëlle fuere, handelt, an dass d'Spärung vum CR102 tëscht der Autobunn A7 a Schëndels fir de Camionstrafick Méikäschten a gréisser Ëmwelt iwwert de staark belaaschten (Transit-) Autobunnssystem géng bedeiten. Dës hätt zum Beispill net nëmmen en negativen Impact op de Verkéiersfloss (z. B. zousätzleche Stau ronderëm d'Stad), mee och op d'Ëmwelt (z. B. méi CO₂-Emissiounen).

An deem Kontext sief och drun erënnert, dass d'Camionen, déi am Transit sinn, d'Autobunnen net verloossen dierfen.

Zousätzlech gouf deemools festgestallt, dass, well den CR101 tëscht Schëndels a Koplescht schonns fir Gefierer fir de Wuerentransport mat engem maximale Gesamtgewicht iwwert 3,5 Tonne gespaart ass (dës duerch dat entspreche Schëld C_{3e}), d'Gefierer fir de Wuerentransport (> 3,5 Tonnen), d'Ofaart net benotzen, fir dann iwwert de Katrewang an d'Nationalstrooss N12 iwwert Koplescht a Richtung Stad ze fuere, mee éischer iwwert d'Autobunn A7 a Richtung Süde weiderfuere.

Et ass deemno net virgesinn, fir d'Strooss tëscht Schëndels a Miersch a Richtung Koplescht fir de Camionstrafick ze spären.

Vacance des logements du Fonds du logement | Question 2581 (09/07/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En période de crise aiguë du logement, alors que les loyers sur le marché privé restent à un niveau inabordable pour de nombreuses personnes, il est impératif que le parc public de logements soit utilisé au maximum de ses capacités. Bien entendu, certaines périodes de vacance peuvent être nécessaires, notamment dans le cadre de transitions, de travaux de rénovation ou de changements d'affectation. Néanmoins, il importe de garantir que ces phases soient aussi courtes que possible et que les logements publics restent accessibles à ceux qui en ont besoin.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Combien de logements du Fonds du logement sont actuellement vacants (logement inoccupé depuis plus de deux mois) ?

2) Depuis combien de temps ces logements sont-ils vacants ?

3) Quelles sont les raisons principales de cette vacance (travaux, rénovation, procédures administratives, etc.) ?

4) Quelles mesures sont envisagées pour réduire la durée moyenne de vacance de ces logements et assurer une mise à disposition rapide des unités disponibles ?

Réponse (30/07/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le Fonds du logement comptabilise actuellement 132 logements vacants depuis plus de deux mois, dont 88 unités en rénovation et 44 unités en procédure d'attribution ou de relogement. Au total le Fonds du logement gère actuellement 2.266 logements abordables.

ad 2) Les logements en cours de rénovation ont une durée de vacance moyenne de 6 mois. Les logements en procédure d'attribution ou de relogement, quant à eux, ont une durée moyenne de vacance de 3 mois.

ad 3) Les raisons principales sont relatives aux procédures d'attribution et de relogement des candidats locataires et des locataires, de la remise en état des logements selon les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité. Enfin, il y a lieu de considérer également les rénovations plus importantes, notamment la rénovation énergétique.

ad 4) Les mesures pour réduire la durée de vacance ont d'ores et déjà été mises en place dans les processus et organisation. Dans le cadre de la rénovation des logements, la planification rigoureuse des travaux et corps de métier avec des fourchettes de délais à respecter ont permis de réduire la durée moyenne de vacance des logements. Concernant les attributions et relogements, une commission consultative se tient mensuellement afin d'anticiper la mise à disposition des logements vacants aux ménages prioritaires. Toutefois, l'occupation est dépendante de l'acceptation du candidat ou ménage locataire dudit logement après visite des lieux et du délai de préavis à respecter.

Changement d'affiliation politique des élus communaux en cours de mandat | Question 2582 (09/07/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Il a été observé dans plusieurs communes du pays que certains mandataires communaux changent de parti

politique en cours de mandat. Dans certains cas, ces élus siègent par la suite au conseil communal en tant qu'indépendants, tandis que dans d'autres cas, ils siègent explicitement pour le compte et au nom de leur nouveau parti d'affiliation.

Cette disparité de pratiques soulève des questions quant à l'encadrement de ces situations, en particulier en ce qui concerne la transparence démocratique, le respect de la volonté exprimée par les électeurs, ainsi que les règles de fonctionnement des conseils communaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Existe-t-il des règles ou des recommandations officielles encadrant le statut d'un mandataire communal qui change d'affiliation politique en cours de mandat ? Quelles sont les dispositions applicables pour déterminer s'il peut siéger en tant qu'indépendant ou comme représentant de son nouveau parti ?

2) Le Ministère des Affaires intérieures intervient-il d'une quelconque manière pour assurer une cohérence dans le traitement de ces situations à travers les différentes communes ? Dans la négative, envisage-t-il d'émettre des instructions ou des orientations destinées à clarifier ce cadre pour les conseils communaux concernés ?

3) De manière plus générale, une réflexion est-elle en cours sur l'impact de ces changements d'affiliation en cours de mandat, notamment en matière de représentativité, de composition des commissions communales, ou d'accès aux fonctions exécutives ?

Réponse (24/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Il arrive parfois que des conseillers communaux ou des députés quittent le parti sur la liste duquel ils ont été élus pour rejoindre un autre parti qu'ils supportent à l'avenir. Récemment un député et certains conseillers communaux ont changé d'appartenance politique à la suite de dissensions concernant la gestion interne du parti auquel ils n'adhèrent plus.

Le changement d'affiliation politique en cours de mandat n'est pas expressément réglementé en tant que tel par la loi. L'absence d'effet du changement sur la composition du conseil communal se déduit des règles concernant l'occupation des sièges au conseil communal.

À l'heure actuelle, l'occupation des sièges au conseil communal est régie par l'article 255 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 qui dispose que « Les sièges sont attribués, dans chaque liste, aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. »

En ce qui concerne l'attribution de sièges, la loi considère seules les listes de candidats, et non les groupements ou partis, lesquels au niveau des résultats électoraux ne bénéficient pas d'une consécration législative au Luxembourg. En effet, à l'issue des opérations de recensement général des votes, tous les sièges sont répartis d'abord entre les listes, proportionnellement au nombre de suffrages obtenus et, ensuite, ils sont attribués en personne aux candidats de la liste, qui viennent en rang utile en fonction du nombre de suffrages personnels et de liste obtenus.

Ainsi, la composition d'un conseil communal, de même que celle des commissions consultatives, est dictée par les résultats des élections. Concrètement, l'attribution des sièges se fait par liste et non par groupement politique ou parti. Il s'agit d'une répartition des sièges personnelle qui reste figée pour toute la durée du mandat, jusqu'aux élections générales, anticipées ou complémentaires suivantes.

Plus précisément cela signifie qu'un élu communal démissionnaire d'un parti politique n'emporte pas son siège vers le parti politique dans lequel il souhaite s'engager. Le siège reste acquis à la liste sur laquelle le conseiller a été élu. Ceci dans l'intérêt démocratique de respecter le vote des électeurs et le résultat des élections qui en découle. Raisonner différemment reviendrait à accepter, en cours de mandat, qu'une modification du résultat des élections ait lieu par la volonté d'un élu.

Par ces faits, un tel élu siège comme indépendant et non comme représentant de son nouveau parti. En cas d'abandon du siège par l'élu, il sera pourvu à la vacance du poste par appel au suivant de la liste sur laquelle il avait été élu.

ad 2) Le Ministère des Affaires intérieures est à disposition des élus et les conseille dès qu'il est saisi d'une question ou d'une demande de précision en ce domaine.

ad 3) Le nomadisme politique n'étant pas une pratique courante au Luxembourg, il n'est pour l'instant pas nécessaire d'intervenir en la matière.

État des forêts et gestion du bois d'été face au changement climatique | Question 2583 (09/07/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Duerch de Klimawandel leiden eis Bëscher, ganz besonnesch Dännebëscher. D'Zukunft schéngt an de sougenannte Mëschbëscher ze leien, an deene Beem wuessen, déi méi klimaresistent sinn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech de Gesondheitszoustand vun eise Bëscher an de leschte fënnf Joer entwéckelt?

2. Wéi vill Fichtenholz ass an de leschten 10 Joer ofgeholzt ginn? Wéi vill Fichtenholz, dat vum Borkenkäfer befall war, konnt nach vun der Holzindustrie verschafft ginn?

3. Konnten déi ofgeholzten Dänne- bzw. Fichtebëscher nees reboiséiert ginn? A wéi ville Fäll gouf op eng natierlech Reboiséierung zréckgegraff?

Réponse (05/08/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den Zoustand vun de Lëtzebuurger Bëscher huet sech an de leschte fënnf Joer weider verschlechtert. Dëst weist sech besonnesch bei der Héijer an zum Deel nach zouhuelender Unzuel vu Beem, déi staark geschiedegt oder ofgestuerwe sinn. Besonnesch betraff sinn d'Nolebëscher, d'Eichen an de Louhecken am Éislek an d'Buchen iwwer d'ganz Land ewech. Vun 2019 op 2024 huet sech den Undeel vun ofgestuerwene Buche vu 7 % op 15 % méi wéi verduebelt.

Insgesamt konnt am Joer 2024 eng liicht Verbesserung vum Gesondheitszoustand vun alle Bamaarte festgestallt ginn, wat awer op dee méi reeneresche Summer zréckzeféieren ass. Dës besser Zuele sollen awer net doriwwer ewechtäuschen, datt 4/5 vun all eise Beem Zeeche vu Schied opweisen. Déi vill Drécheperiode vun de leschte Joren hu bei ville Beem Spueren hannerlooss an hir Vitalitéit a Resilienz geschwächt. Dësen Trend vun der Verschlechterung vum Gesondheitszoustand vun eise Beem wäert sech weinst den Klimawandel an deenen nächste Jore weider fortsetzen. Ëmmer méi heefeg Drécheperioden, héich Temperaturen a méi Opkomme vu Pathogene wäerten eis Beem ënner Drock setzen a maachen, datt si manner widderstandsfähig sinn.

ad 2. An de leschten 10 Joer sinn zirka 1.200 Hektar Fichtebëscher kalgeschloe ginn (Zuelen aus der 3. Nationaler Forstinventur).

De Staat huet keng Zuele wéi vill Fichtenholz, dat vum Borkenkäfer befall ginn ass, nach vun der Holzindustrie verschafft konnt ginn.

ad 3. Wat de Reboisement vun den ofgeholzten Nolebëscher betrëfft, do kënnen just Zuele vun deene Fläche geliewert ginn, fir déi Subsidien ausbezuelte gi sinn. Well e Reboisement awer eng ganz deier Investitioun ass, kann dovun ausgaange ginn, datt fir de Gros vun den ofgeholzte Parzelle Subsidien ugefrot gi sinn.

Wéi aus dem Tableau[†] mat den ausbezuelte Subsidien fir d'Reboisementer ze gesinn ass, ass vum Joer 2020 un d'Fläch vun den ugeplante Bëscher an och déi ausbezuelte Montante staark an d'Luucht gaang. Dëst ass dorop zréckzeféieren, datt an den dréchene Summeren vun 2018–2020 an 2022 vill Nolebëscher duerch de Borkenkäfer zerstéiert gi sinn an d'Proprietären dës Bëscher erëm ugeplant hunn. Et ass domat ze rechnen, datt dësen Trend nach e puer Joer unhält, dann awer ofhëlt, well ëmmer manner Nolebëscher bei eis bestoe wäerte bleiwen.

An der Reegel gëtt bei de Reboisementer vun Nolebëscher net op déi natierlech Verjüngung vun de Beem aus dem ale Bestand zréckgegraff, well deen neie Bësch aus villen un de Klimawandel ugepasste Bamaarten zesummegesat soll sinn.

Accessibilité des places de stationnement pour voitures électriques | Question 2584 (09/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De perséinlechen Auto ass a bleift immens wichteg hei am Land am Beräich vun der Mobilitéit. Nieft dem klassesche Verbrenner ginn ëmmer méi Elektroautoen hei am Land verkaf. Fir dës Elektroautoe mussen méi Luedstatiounen geschaf ginn, grad am ëffentleche Raum. Fir dës Luedstatiounen kënnen ze notzen, mussen d'Parkplaze fir E-Autoen dru gekoppelt ginn.

Den deemolegen Energieminister hat op meng Fro N° 7246 geäntwert, dass d'Parkplaze fir Luedstatiounen an der Reegel méi breet wéi normal Parkplaze wieren. A menger Fro N° 7246 hat ech schonns drop opmierksam gemaach, dass Persounen am Rollstull oft net un d'Displaye vun de Luedstatiounen druckommen an den Auto soumadder net luede kënnen.

Hei am Land beschreiwen awer eng ganz Rëtsch Leit mat ageschränkter Mobilitéit, dass vill vun de Parkplazen net fir si accessibel sinn, well beim Erausklamme keng Plaz fir de Rollstull do ass.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Existéiere speziell Parkplaze fir Elektroautoe fir Leit mat enger Beanträchtegung? Falls nee, firwat net?

2. Wéi eng Minimalbreet muss eng Parkplaz fir een Elektroauto hunn?

3. Wéi eng Minimalbreet muss eng Parkplaz fir Persounen mat enger Beanträchtegung (Handicap) hunn?

Réponse (04/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen iwwer Parkplaze fir Elektroautoen a fir Persounen mat enger Beanträchtegung (Handicap).

ad 1. Fir d'Verständnis vun der Äntwert sief drop hi-gewisen, dass ënnert „Parkplaze fir Elektroautoen“

Plaze verstane ginn, déi mat enger Opluedinfrastruktur ausgestatt sinn, wou Gefierer iwwer e Luedkabel un eng Stroumquell (Elektroborn) ugeschloss ginn.

D'groussherzoglecht Reglement vum 8. Februar 2023 iwwert d'Accessibilitéit vun effentleche Plazen a Stroossen (Artikel 4 an 33) definéiert kloer d'Norme fir Parkplazen, déi fir Persounen mat enger Beandrächtegung virgesi sinn („règlement grand-ducal du 8 février 2023 relatif à l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public et des voies publiques“). D'Legislatioun selwer gesäit zwar keng explizitt Kombinatioun vu béide Charakteristiken – also Handicap an Elektromobilitéit – vir, mee et besteet d'Méiglechkeet, dass déi zoustänneg Autoritéiten (d'Gemengen inneruerts oder de Staat ausseruerts) esou Parkplazen esou reglementéieren, dass se nëmme vun Elektroautoen vu Leit mat enger Beandrächtegung benotzt dierfe ginn.

Dëst kéint z. B. geschéien duerch en entsprechend Stationéierungsverbuut, dat mat zwou Zousatzafelen ergänzt gëtt – eng fir Elektrogefierer an eng fir Persounen mat enger Beandrächtegung. Domat kéint eng Parkplaz exklusiv fir Elektroautoen fir Leit mat enger Beandrächtegung reservéiert ginn.

ad 2. Aktuell gëtt et keng reglementéiert Minimalbreet vu Parkplaze fir Elektroautoen. Bei Infrastrukturprojeten, déi vun der Stroossebauverwaltung ëmgesat ginn, ginn esou Parkplazen däreit mat enger Breet vun 2,50 Meeter ugeluecht, wat dem Standard vu gewéinleche Parkplazen entsprécht.

ad 3. D'Minimalbreet vun enger Parkplaz fir Persounen mat enger Beandrächtegung ass an den Artikelen 4 respektiv 33 vum genannte groussherzogleche Reglement definéiert:

Art. 4. Stationnement automobile :

„(2) ... La largeur minimale des places adaptées est de 350 cm. Elle se compose de l'emplacement de stationnement d'au moins 230 cm et de l'aire de transfert d'au moins 120 cm. En présence de plus de trois places adaptées, l'aire de transfert peut être commune à deux places adaptées adjacentes. Dans ce cas, la largeur minimale de l'aire de transfert est de 150 cm et l'aire de transfert est signalée par un marquage spécifique sur toute la surface. L'aire de transfert se situe en dehors du cheminement et de la circulation. ...“

Art. 33. Bandes de stationnement et places de parking :

„(1) Les bandes de stationnement réservées aux personnes handicapées ont une longueur supérieure ou égale à 500 cm et une largeur supérieure ou égale à 200 cm. À cet espace s'ajoute à l'arrière de l'emplacement, un espace de transfert de 250 cm de long et de large. ...“

„(2) La bande de stationnement réservée aux personnes handicapées a une largeur de 250 cm si la largeur restante du trottoir est supérieure ou égale à 150 cm. ...“

Mise en œuvre et promotion du plan de développement culturel à l'échelle communale | Question 2586 (09/07/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Lors des Assises culturelles organisées le 25 juin 2025 au CAPE à Ettelbruck, plusieurs intervenant-e-s ont souligné l'importance d'un ancrage local fort pour garantir l'accès à la culture à toutes et à tous. Le plan de développement culturel communal de la Ville de Differdange a été cité comme exemple inspirant de bonne pratique, illustrant le rôle structurant d'un tel instrument dans la politique culturelle locale. Cette

approche rejoint les objectifs stratégiques du Plan national de développement culturel, notamment en matière d'inclusion, de participation citoyenne et d'équité territoriale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Combien de communes disposent actuellement d'un plan de développement culturel ? Quelles démarches le ministère entend-il pour inciter les communes ne disposant pas encore d'un tel plan à s'engager dans cette voie ?

2) Quels soutiens techniques ou financiers sont actuellement proposés par le ministère afin d'encourager et d'accompagner les communes dans l'élaboration de tels plans ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il de renforcer cet accompagnement dans les années à venir, afin de garantir une couverture plus équilibrée du territoire national en matière de développement culturel local ?

Réponse (05/08/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) et 2) Le Ministère de la Culture est actuellement en connaissance de huit communes qui disposent d'un plan culturel communal ou qui sont en cours de l'élaborer.

Si l'initiative de développer un plan culturel communal revient aux autorités politiques locales, la sensibilisation à la conception de telles stratégies culturelles à l'échelle communale est prévue par le Kulturentwécklungspang 2018–2028 (KEP). Dans une démarche de soutien actif aux communes, le Ministère de la Culture offre des avis et des conseils aux autorités communales qui en expriment le besoin. Par ailleurs, de nouvelles mesures, tant techniques que financières, sont actuellement à l'étude afin de promouvoir les plans de développement culturel, de renforcer la sensibilisation au rôle de la culture à l'échelle communale, tout en consolidant les dispositifs existants en leur faveur.

ad 3) L'accès à la culture sur l'entièreté du territoire du pays est un élément prioritaire de la politique culturelle du Gouvernement. Dans cette perspective, la collaboration étroite avec les communes s'avère essentielle afin d'assurer une mise en œuvre effective des actions culturelles à l'échelle locale, voire régionale. Il est aussi prévu de renforcer les relations avec les communes et le Syndicat des villes & communes luxembourgeoises au courant des années à venir, et ce par différents moyens.

À ce jour, le ministère utilise déjà la plateforme Circalux afin de communiquer de manière plus systématique avec les communes sur les thématiques culturelles les concernant. Il met également à leur disposition plusieurs guides et publications susceptibles de les aider à structurer leurs actions.

En outre, à la suite de l'enquête menée par le Ministère de la Culture en collaboration avec l'ILReS sur la vie culturelle des résident-es du Grand-Duché de Luxembourg²⁶, portant entre autres sur l'accès à la culture dans leur région d'habitation, le Ministère de la Culture vient de lancer une enquête complémentaire auprès des administrations communales pour recenser les infrastructures culturelles présentes au sein des communes, avec l'objectif d'établir une cartographie culturelle interactive. Cette cartographie constituera un outil stratégique permettant d'analyser l'accès spatial aux infrastructures culturelles réparties sur l'ensemble du territoire national et de mettre en évidence des tendances locales, régionales et nationales. Sur la base

des informations recueillies, le Ministère de la Culture pourra orienter ses actions futures de manière plus ciblée.

Représentativité des genres dans les programmations culturelles | Question 2587 (09/07/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Le festival international « Jazz à Vienne » a récemment mis à l'honneur le jazz luxembourgeois, avec la programmation de six groupes ou artistes, dans le cadre d'un partenariat avec Kultur | lx. Cette mise en avant représentait une occasion importante de visibilité pour la scène musicale du pays.

Toutefois, le directeur du festival a publiquement relevé qu'aucune femme ne figurait parmi les artistes sélectionnés dans ce cadre, ce qui soulève des interrogations quant à la diversité et à l'équilibre de la représentation artistique.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Monsieur le Ministre veille-t-il, dans le cadre du soutien accordé à des institutions comme Kultur | lx, à ce que les principes d'égalité entre les femmes et les hommes soient dûment pris en compte dans les représentations culturelles à l'international ?

2) Existe-t-il des critères ou recommandations spécifiques en matière de diversité ou de parité pour les sélections artistiques bénéficiant d'un soutien public ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il nécessaire de renforcer les exigences ou l'accompagnement afin de garantir une représentation plus équitable des artistes, notamment lors d'événements internationaux ?

Réponse (07/08/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) La réduction des inégalités entre les genres est une cause que mon Ministère soutient à tous les niveaux. Alors que le Ministère de la Culture garantit l'indépendance artistique et intellectuelle des structures culturelles qu'il soutient, il veille cependant à ce que ces structures adoptent des politiques de non-discrimination, tant au niveau de leurs organes de prise de décision qu'au niveau de leur programmation. La Charte de déontologie pour les structures culturelles, éditée en 2022 par le Ministère de la Culture en collaboration avec des représentant-es du secteur culturel – et qui compte à ce jour plus de 150 signataires (dont les instituts culturels de l'État, les établissements publics sous tutelle du Ministère de la Culture, ainsi que les structures culturelles conventionnées et plusieurs communes et autres associations culturelles) – fait preuve de cet engagement, alors qu'elle identifie « l'égalité des chances et des genres » parmi les huit valeurs que les structures signataires s'engagent à véhiculer dans le cadre de leurs missions et de leurs activités.

De surcroît, le Ministère de la Culture s'engage à contribuer activement à la mise en œuvre du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes du Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, dont une partie des mesures et actions concernent directement le secteur culturel.

Finalement, il y a lieu d'attirer l'attention sur l'analyse de la programmation culturelle 2022-2023 dans une perspective sensible au genre au Luxembourg, éditée en 2024 par CID | Fraen an Gender, dans le contexte de sa convention avec le Ministère de la Culture. L'étude recense la représentation des genres dans la programmation des institutions culturelles du Luxembourg, ainsi que la répartition des femmes et des

²⁶ « La vie culturelle au Luxembourg », Ministère de la Culture et ILReS, mai 2025



hommes dans différents domaines professionnels du secteur culturel luxembourgeois, dont le théâtre, la danse, et la musique classique et contemporaine.

ad 2) Les éléments précités énoncent des recommandations générales en matière de diversité et de parité, qui s'appliquent à tous les niveaux de la gouvernance des structures culturelles soutenues, y inclus les sélections artistiques.

ad 3) En ce qui concerne la représentation des artistes lors d'événements internationaux, il y a lieu de noter que la sélection des artistes s'effectue souvent via des appels à candidatures, évalués par des jurys indépendants. Dans de nombreux cas, le choix final revient aux partenaires internationaux (festivals, salles, institutions, etc.), qui fondent leur programmation sur des critères essentiellement artistiques, en lien avec leurs propres enjeux.

Tel fut notamment le cas lors de la sélection des artistes pour le festival Jazz à Vienne, citée par l'honorable Députée. Contrairement à ce que les propos cités laissent entendre, plusieurs candidatures de musiciennes luxembourgeoises ont été soumises et soigneusement examinées, alors qu'au final, la sélection définitive des groupes présentés dans la sélection luxembourgeoise a été effectuée exclusivement par le directeur du festival, et cela conformément à l'orientation artistique du festival.

Toujours est-il, que les structures culturelles sous tutelle du Ministère de la Culture sont sensibilisées aux questions d'égalité et accordent une attention particulière aux enjeux de parité et de diversité dans leurs actions. En matière d'événements avec des partenaires internationaux, cela peut se traduire par un renforcement de la coresponsabilité en amont des projets, en instaurant un dialogue avec les programmeurs partenaires pour intégrer dès le départ une éthique de programmation plus égalitaire.

Suspicion de fraude dans le secteur des bus subventionnés au Luxembourg | Question 2588 (09/07/2025) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Wéi an der Press ze liesen ass, féiert den Europäesche Parquet (EPPQ) aktuell eng Enquête am Kontext vun enger presuméierter Subventionsbedruchsaffär, déi de Lëtzeburger Bus-Sektor betrëfft. Et geet ëm eng méiglech Fraude vun iwwer 23 Milliounen Euro – en Deel dovunner aus dem FEDER-Programm an en aneren Deel aus dem Staatsbudget. Verschidde Busbetreiber sollen deemno Trajeten als emissionsfräi Servicer mat Elektrobusser bezuelt kritt hunn, obwuel dës an der Realitéit mat thermeschen oder hybride Gefierier gefuergoufen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wat waren d'Grënn dofir, datt – entgéint de Bestëmmung vum der geplangter Elektrifizierung vum RGTR-Reseau – déi virgeschriwwen Elektrobusser net agesat goufen an amplaz thermesch oder hybrid Gefierier benotzt goufen?

2. Aus wéi enge Grënn sinn an dës Fäll trotzdem déi méi héich Remunerationen fir emissionsfräi Servicer vusäit vum der Verwaltung applizéiert ginn?

3. Handelt et sech dobäi ëm en administrativen Iertum oder ëm eng bewosst Entscheedung vum der zoustänneger Verwaltung?

4. Wéi eng Kontrollmechanisme waren am Kader vun der Konvention mat de Busentrepreneur virgesinn, fir d'Konformitéit vun der geleeschte Servicer mat der

Subventionsopplage sécherzestellen? A wéi engem Mooss goufen d'Voraussetzungen betreffend den Asaz vun emissionsfräie Gefierier an der Konvention mat de Busbetreiber verankert a kontrolléiert?

5. Wéini ass dës Mëssstand opgefall? A wat ass zanterhier ënnerholl ginn, fir datt esou Fäll net méi virkommen?

6. Wéi héich ass de finanzielle Schued fir de Lëtzeburger Staat respektiv d'Europäesche Unie? A wéi engem Mooss goufen dës Gelder schonn tatsächlech ausbezahlt?

Réponse (20/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorablen Deputéierte stellt Froen zu der Enquête vum Europäesche Parquet (EPPQ) am Kontext vum Subventionen, déi aus dem europäesche FEDER-Programm ausbezahlt goufen, fir d'Elektrifizierung vum Busflotten ze fërderen.

ad 1. bis 4. Eng Rei Froen vum honorablen Deputéierte betreffen eng lafend juristesche Enquête, an ënnerleien deemno dem Secret de l'instruction.

D'Autoritéit sinn op Basis vum Artikel 23 (2) aus dem Code de procédure pénale an dem Artikel 24 vum EU-Reglement 2017/1939 saiséiert ginn, well Faiten entdeckt goufen, déi eventuell Infractionen kéinten duerstellen.

Déi entspriechend ëffentlech Autoritéit wäerten onageschränkt mat de Justizautoritéiten zesummeschaffen, fir déi signaliséiert Faiten opzeklären. Et gétt hei op de Prinzip vum der Présomption d'innocence verwisen an datt keng definitiv Conclusiounen an enger lafender Prozedur gezu ginn.

ad 5. D'Faite sinn am Hierscht 2024 am Kader vun den Analysen, déi d'IGF als zoustänneg Auditsautoritéit zu Lëtzebuerg fir d'FEDER-Programmen ausféiert, festgestallt ginn. Dës Faite goufen dunn och nach emol intern bei der ATP analyséiert.

Säitdem gouf den Ofrechnungsmodell ugepasst, fir dass am Doute just thermesch ausbezahlt gétt. D'Regierung wäert am Hierscht am Kader vun enger Chamberskommissioun an an der Limitte vum Secret de l'instruction méi Detailler dozou ginn.

ad 6. Et gouf bis elo ronn 18,8 Milliounen Euro aus dem FEDER-Programm vum der Europäescher Unie un de Lëtzeburger Stat ausbezahlt. Wéi vill finanzielle Schued entstanen ass, ass nach net gewosst, dat wäert vun der Enquête, déi den Europäesche Parquet féiert, mussen festgestallt ginn.

Reconnaissance du crime d'écocide | Question 2589 (09/07/2025) de M. Gusty Graas (DP)

Ces dernières années, la question de la reconnaissance de l'écocide comme crime s'est imposée dans le débat public international, soutenue notamment par des organisations telles que Stop Ecocide International, qui plaide activement pour l'inscription de l'écocide parmi les crimes reconnus par la Cour pénale internationale.

En février 2025, la Belgique a marqué un tournant important en devenant le premier pays de l'Union européenne à inscrire le crime d'écocide dans son droit national. Cette décision vise à lutter contre les atteintes graves, massives et durables portées à l'environnement, tout en rejoignant un mouvement international croissant en faveur d'une reconnaissance juridique forte de ce type de crime.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle est la position du Gouvernement quant à la reconnaissance du crime d'écocide, à l'image de la démarche entreprise par la Belgique ?

2) Des réflexions sont-elles actuellement en cours au niveau national ou européen pour avancer en ce sens ?

Réponse (12/08/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement est en faveur d'une poursuite rigoureuse et efficace des infractions environnementales.

Il n'existe toutefois pour l'heure pas de consensus au niveau international sur la définition du crime d'écocide. Introduire aujourd'hui cette notion dans la législation nationale risquerait de mener – en l'absence de toute définition dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale – à une définition lacunaire.

Notons toutefois que la directive (UE) 2024/1203 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal tient compte du fait que certaines infractions aux législations environnementales peuvent conduire à des conséquences environnementales catastrophiques.

C'est ainsi que l'article 3, paragraphe 3, de cette directive impose aux États membres de prévoir des sanctions plus sévères que celles applicables à d'autres infractions pénales définies par cette directive pour les infractions qui causent :

- la destruction d'un écosystème d'une taille considérable ou d'une valeur environnementale considérable ;
- la destruction d'un habitat au sein d'un site protégé ;
- des dommages étendus et substantiels qui sont soit irréversibles soit durables à un tel écosystème ou habitat ;
- des dommages étendus et substantiels qui sont soit irréversibles soit durables à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.

Il s'agit d'infractions pénales dites « qualifiées ».

ad 2) Les travaux de transposition de la directive (UE) 2024/1203 sont actuellement en cours.

Ancien bâtiment du Ministère de l'Intérieur | Question 2590 (09/07/2025) de M. André Bauler (DP)

De Ministère fir bannenzeg Affären ass aus der Stater Beaumontsgaass op de Kierchbiereg geplënnert. Momentan steet d'Gebai eidel.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

- Gehéiert dëst Gebai dem Staat?
- Wa jo, wat ass mat dëser Immobilie geplangt? Wéi vill Büro sinn doranner disponibel?
- Mussen eventuell Transformatiounen vum Gebai duerchgefouert ginn?

Réponse (08/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dat fréiert Gebai vum Inneministère an der Beaumontsgaass gehéiert dem Staat.

ad 2. an 3. D'Gebai muss komplett renovéiert ginn. Opgrond vun den zukünftegen Obligatiounen a Saache Klimaschutz muss d'Gebai energieatesch sanéiert ginn. Ofhängeg vun der zukünfteger Notzung vum Gebai wäerten och Ëmbaugarbechten néideg sinn, fir et a



Konformitéit ze setzen. Dës Analyse sinn amgaangen. Donieft ass och ze bemierken, dass Deeler vum Gebai klasséiert sinn.

Lutte contre le chômage de longue durée | Question 2591 (10/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

D'après les chiffres récents de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), le nombre des demandeurs d'emploi, en général, est en hausse (+5,7 %) et le nombre de chômeurs de longue durée a évolué plus fortement encore.

Dans ce contexte, j'aimerais rappeler à Monsieur le Ministre la motion de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à évaluer le dispositif de lutte contre le chômage de longue durée et à procéder aux adaptations y relatives pour aboutir à une baisse des chômeurs de longue durée.

– Est-ce que cette évaluation est établie régulièrement et quels en sont les résultats afférents respectivement les propositions du Gouvernement pour intensifier la lutte contre le chômage de longue durée ?

Réponse (29/07/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Tandis qu'il n'y a pas d'évaluation formelle du dispositif de lutte contre le chômage de longue durée (emplois d'insertion/EMI), l'ADEM réalise un monitoring permanent qui permet de suivre l'évolution des emplois d'insertion.

En 2024, 184 candidats étaient embauchés sous un contrat EMI :

- 43 % étaient des femmes, et 57 % des hommes ;
- 11 % avaient moins de 50 ans, 40 % entre 50 et 54 ans, 36 % entre 55 et 59 ans, et 14 % avaient 60 ans ou plus ;
- 37 % avaient une qualification inférieure, 38 % une qualification de niveau BAC, et 26 % une qualification supérieure ;
- 62 % étaient embauchés par des ASBL, 12 % par des communes, 11 % par des initiatives sociales, et 15 % par d'autres structures.

L'activation ainsi que le renforcement de l'employabilité sont l'un des objectifs de l'ADEM. Il est important d'identifier le risque de chômage de longue durée le plus tôt possible afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires ; l'ADEM est en train de travailler sur de nouvelles procédures en ce sens. Il est ainsi essentiel de continuer à développer les actions d'upskilling et de reskilling, afin d'assurer une activation rapide des demandeurs d'emploi exposés au risque de chômage de longue durée.

Suivi de l'ajout des objectifs constitutionnels dans les fiches d'impact législatif | Question 2592 (10/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Par sa motion du 16 mai 2024 introduite lors des débats sur la proposition de révision constitutionnelle 7755, la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement à ajouter une rubrique « objectifs à valeur constitutionnelle » sur la fiche d'évaluation d'impact des projets de loi à venir.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Premier ministre combien de fois cette rubrique a entre-temps été cochée et le cas échéant pour quelles raisons exactes.

Réponse (05/08/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

Il résulte des documents parlementaires publiquement accessibles sur le site de la Chambre des Députés, que

cette rubrique a été cochée pour 17 avant-projets de loi sur un total de 99, entre le 1^{er} janvier 2025 et le 15 juillet 2025.

À noter qu'une circulaire a été transmise à tous les ministères afin de les informer sur la nouvelle fiche d'évaluation d'impact des projets de loi à venir.

Le relevé[†] joint à la présente renseigne sur les raisons pour lesquelles cette rubrique a été cochée.

Pour les autres avant-projets de loi, il a été coché qu'il n'y avait pas de valeurs constitutionnelles en jeu, et dans certains cas, l'ancienne fiche d'impact a encore été utilisée.

Renforcement de la justice | Question 2593 (10/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Par sa motion du 8 juin 2021 concernant le projet de loi 7307 sur le renforcement de la justice et la simplification des procédures en matière civile et commerciale, la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement à : « faire le bilan de la présente réforme trois ans après l'entrée en vigueur du projet de loi 7307 et à présenter les conclusions aux membres de la Chambre des Députés ».

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice quel est l'état d'avancement de cette évaluation.

2) Endéans quels délais Madame la Ministre entend-elle présenter les conclusions au parlement ?

Réponse (28/07/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) En novembre 2024, le Ministère de la Justice a sollicité des observations sur l'application pratique de la loi du 15 juillet 2021 auprès des autorités et entités ayant émis un avis sur le projet de loi n° 7307.

Le Ministère de la Justice a reçu des observations de la part de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, des autorités judiciaires, du Conseil de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et de la Chambre des Huissiers de justice.

À la suite de ces contributions, des entrevues ont été organisées avec les ordres des avocats et avec les autorités judiciaires afin de discuter de certains aspects techniques de la loi du 15 juillet 2021.

Les travaux rédactionnels du rapport d'évaluation sont actuellement en cours.

ad 2) Il est envisagé de présenter les conclusions de cette évaluation aux députés en fin d'année 2025.

Versement des primes de nuit aux agents de la douane | Question 2594 (10/07/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

A verschiddene Servicier vun der Douane, wéi zum Beispill um Flughafen, mussen d'Beamt:inne Schichte schaffen. Dozou gehéieren deementspreechend natierlech och Nuetschichten dozou. An deene leschte Jore war et esou, dass d'Primme fir d'Nuetschichten eemol am Joer ausbezueelt goufen, dëst ëmmer Enn Abrëll oder Enn Mee. Eis gouf zougedroen, dass entre-temps doriwwer geschwat géif ginn, fir dass d'Primmen an Zukunft all Mount mam Sallaire sollen ausbezueelt ginn amplaz eemol am Joer. Dëst ass besonnesch erstaunlech am Kontext dovun, dass d'Nuetsprimme fir dat lescht Joer bis elo nach net ausbezueelt goufen, wat fir Onmutt bei ville Beamt:inne suergt, well et bei ville Beamt:innen ëm

Montanten an Héicht vun e puer dausend Euro geet, déi vill vun hinne scho fest an hir Depensen ageplangt haten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Firwat goufen d'Nuetsprimme bei der Douane nach net wéi soss üblech Enn Abrëll respektiv Enn Mee ausbezueelt?

2. Wäerten d'Nuetsprimme mam Augustsallaire, deen Enn Juli ausbezueelt gëtt, ausbezueelt ginn?

– Wann nee, firwat net?

– Falls d'Nuetsprimmen net Enn Juli ausbezueelt sollte ginn, fir wéini ass dëst virgesinn?

Réponse (06/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1. En informatésche Problem mat der Applikation, déi d'Aarbechtszäiten enregistréiert, huet mat sech bruecht, dass d'Donnéë réischt mat 2 Méint Verspéidung konnten exportéiert ginn.

ad 2. Déi betraffe Primme sinn Enn Juli mat den August-Paieen ausbezueelt ginn.

Permission de voirie | Question 2595 (10/07/2025) de M. Michel Wolter (CSV)

La réglementation au sujet de la pérennité des permissions de voirie n'étant pas claire, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Une permission de voirie est-elle limitée dans le temps ?

2) Une permission de voirie peut-elle être retirée ?

3) Le cas échéant, sous quelles conditions une permission de voirie peut-elle être retirée ?

Réponse (11/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Député souhaite obtenir des informations sur la durée de validité d'une permission de voirie, la possibilité de son retrait, et, le cas échéant, les conditions dans lesquelles un tel retrait peut intervenir.

ad 1) Suivant l'article 10 de la loi modifiée du 21 décembre 2009 relative au régime des permissions de voirie, les permissions de voirie peuvent avoir un effet permanent ou temporaire.

À titre d'exemple, les permissions de voirie pour la mise en place de panneaux publicitaires sont limitées dans le temps.

En ce qui concerne la validité d'une permission de voirie pour les aménagements et constructions permanents, il est à noter que celle-ci est limitée à deux ans, respectivement à maximum 5 ans pour des projets de grande envergure. Endéans ces délais, la/le bénéficiaire doit commencer et terminer les aménagements et constructions autorisés conformément aux conditions prescrites pour confirmer la validité de la permission.

Si les délais impartis ne peuvent pas être respectés, la/le bénéficiaire de la permission peut introduire une demande de prorogation dans un délai ne dépassant pas de trois mois le délai d'expiration de ladite permission de voirie. Passé ce délai, le dossier doit faire l'objet d'une nouvelle demande de permission de voirie.

Chaque permission de voirie peut seulement faire l'objet d'une seule procédure de prorogation.

La majeure partie de toutes ces informations se trouvent sur le portail « myguichet.lu » aussi bien pour les citoyennes et citoyens que pour les entreprises.



ad 2) et 3) Les permissions de voirie sont susceptibles d'être modifiées au gré de l'évolution de l'aménagement des voies publiques et de la politique d'urbanisme.

Une permission de voirie n'est ainsi qu'une simple tolérance et ne peut jamais mener à une servitude à charge de l'État, de sorte qu'elle est révocable à tout moment.

Elle est notamment révocable en cas de nécessité pour l'aménagement routier et si la sécurité des usager-e-s de la route et des riverain-e-s est compromise.

« Tasers » pour la Police grand-ducale | Question 2596 (10/07/2025) de M. Guy Arendt | M. André Bauler (DP)

An enger Pressekonferenz vum 11. Juni 2025 huet den Här Inneminister ugekënnegt, datt ufanks 2026 e spezielle Grupp innerhalb vun der Police grand-ducale mat sougenannten „taser“ ekipéiert géif. Esou wéi et am Koalitiounsaccord 2023–2028 virgesinn ass, sollt en Ekipement vun der Police mat Taser op Basis vun enger Etude evaluéiert ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister folgend Froe stellen:

1. Gouf am Virfeld vun dëser Entscheedung eng Etude iwwert den Nutzen an de Besoin vun Taser fir d'Police ënnerholt?

2. Falls jo, wat waren d'Resultater vun dëser Etude a gëtt dës Etude och publizéiert?

3. Wéi vill Taser wäerten an enger éischter Phas an den Asaz kommen?

4. Lafen an deem Kontext elo scho Formatiounen an Trainingsen, fir dat concernéiert Personal mat deenen néidege Kompetenzen ze ekipéieren?

Réponse (24/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. Am Koalitiounsaccord steet betreffend den Taser, „L'équipement éventuel des policiers avec des tasers sera évalué.“

An deem Kontext gëtt den Taser am Kader vun der Aféierung vum neie Groupe de support opérationnel (GSO) evaluéiert. Dëse Grupp wäert ab dem 1. Januar 2026 bei der Unité de garde et d'appui opérationnel (UGAO) ugesidelt ginn. À court terme solle bis zu 36 Polizisten am UGAO-GSO schaffen an dëst 24/7. Den UGAO-GSO ass en takteschen Appui fir déi normal Patrullen um Terrain a gëtt a méi kriddlege Situatiounen, wéi z. B. Asätz am Kader vun haislecher Gewalt, agesat. D'Membere vum UGAO-GSO hunn an deem Sënn eng méi pousséiert taktesch Formatioun wéi d'Kommissariatsbeamten, an hu mam Taser dann och en zousätzlecht Asazmëttel zur Verfügung. Dëse spezifesch Kader vun enger méi limitéierter Unzuel vu Beamten eegent sech beschens, fir den Taser am operationellen Asaz ze evaluéieren.

ad 3. All Member vum neien UGAO-GSO soll jeeweils mat engem Taser equipéiert ginn.

ad 4. Et ass eng Formatioun vun 2 Deeg virgesinn, déi integrale Bestanddeel vun der Formation initiale vun de Membere vum UGAO-GSO wäert sinn.

Ruptures de médicaments rares et obstacles au remboursement direct | Question 2597 (10/07/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An eisem Gesondheetssystem kënn et ëmmer nees zu Rupturë bei der Versuergung mat verschiddene

Medikamenter. Fir verschidde Medikamenter, grad am Kader vu raren oder méi rare Krankheeten, gëtt et a ville Fäll just ganz wéineg Alternativen an aus verschiddene Grënn kann net bei all Patient op dës Alternativen zrëckgegraff ginn. Dobäi kënn, dass vill vun dëse Medikamenter dacks och extreem deier sinn. Wa Patienten hiert Medikament hei am Land net kréien, an se gezwonge sinn, dës am Ausland ze kafen, müssen si dofir ëmmer d'Sue virstrecken. Eng Rupture vu verschiddene Medikamenter kann also schnell liewensbedreelech Konsequenzen no sech zéien, wann déi concernéiert Persounen net iwwert déi néideg finanziell Moyene verfügen, fir e puer honnert Euro virzestrecken an op de Remboursement ze waarden.

Eis gouf e Fall zougedroen, wou eng Persoun, déi fir eng Gemeng schafft an un enger rarer Krankheet leit, vun esou enger Rupture betraff ass. Trotz alle Versuch a verschiddenen Apdikten, fir hiert Medikament hei am Land ze kréien, war dëst net méiglech a si gouf ëmmer nees op ee méi spéiden Zäitpunkt verträischt. Am däitsche Grenzgebit huet si dunne eng Apdikt fonnt, déi d'Medikament huet. De Problem ass, dass si d'Sue virstrecke muss an dat bei engem Medikament, wou eng Packung direkt e puer honnert Euro kascht, déi si awer net esou opbréngen kann. Wou si bei hirer Krankekeess nogefrot huet, ob si net en direkte Remboursement bei hinne kéint kréien, sou wéi et dat och fir d'CNS gëtt, krut si d'Antwort, dass dat net méiglech wier.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat existéiert eng Ongläichheet tëschent der CNS an CMFEC, wou d'CNS en direkte Remboursement erlaabt, awer déi aner Krankekeess dës Méiglechkeet net ubitt?

2. Ass d'Ministesch sech bewusst, dass dës Situatioun zu enger wichteger finanzieller Ongerechtegkeet féiert, wou Leit mat rare Krankheeten e puer honnert Euro virstrecke müssen an da laang op hire Remboursement musse waarden an en net direkt kënnen kréien, well si bei enger anerer Krankekeess assuréiert sinn?

3. Ass d'Ministesch net der Meinung, dass dëst eng Inegalitéit tëscht den Assurée vum de verschiddene Krankekeessen duerstellt?

4. Wéi eng aner Krankekeessen hei am Land bidden nieft der CNS d'Méiglechkeet un, fir en direkte Remboursement ze kréien?

5. Ass d'Ministesch bereet, fir bei alle Krankekeessen hei am Land e System vum direkte Remboursement anzeféieren, wa Patient mat rare Krankheeten hir Medikamenter am Ausland musse kafen, well si hei am Land net verfügbar sinn?

Réponse (28/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Kader vun de Leeschtungen, déi vun der Krankeversécherung en charge geholl ginn, ass ze ënnersträichen, dass d'Konditiounen an d'Modalitéite fir e Remboursement vun engem Medikament identesch si fir d'Assurée vum all de gesetzleche Krankekeessen.

Et ass ze beuechten, datt et keng Prozedur Tiers payant gëtt, fir Medikamenter aus enger auslännescher Apdikt en charge ze huelen.

Wann ee Medikament aus der positiver Lëscht vun de Medikamenter net disponibel ass, an dëst Medikament aus dem Ausland muss bezu ginn, kann dëst entweder vun enger Apdikt zu Lëtzebuerg am Ausland bestallt ginn, oder de Patient kann sech d'Medikament direkt am Ausland kafen.

Leeft déi ganz Prozedur iwwert eng Apdikt zu Lëtzebuerg, an et besteet en Titre de prise en charge, da gräift den Tiers payant, an den Assuré muss héchstens seng Part bäileeën.

Am Fall wou den Assuré d'Medikament am Ausland keeft, müssen d'Käschten ëmmer virgestreckt ginn an e Remboursement ka bei der zoustänneger Krankekeess ugefrot ginn, op Basis vun der medezinnescher Ordonnance, der acquittéierter Rechnung an dem Titre de prise en charge.

Den direkte Remboursement an enger Agence vun der Gesondheetsscheess (CNS) op Basis vun den uewe genannten Dokumenter ass net méiglech fir eng Medikamentenrechnung, déi am Ausland ausgestallt gouf, well dësen direkte Remboursement an der Agence am Prinzip nëmme fir national Rechnungen gëllt.

D'CNS erlaabt keen direkte Remboursement fir déi beschriwwene Situatioun, sou datt et hei keng Ongläichheet tëschent der CNS an deenen anere gesetzleche Krankekeesse gëtt fir d'Assurée.

ad 2. D'Virstrecke vu Sue kann ëmmer zu finanzielle schwierige Situatiounen fir d'Assurée féieren. Dëse Situatiounen versicht d'CNS esouwuel duerch den direkte Remboursement an der Agence, ewéi durch de Paiement immédiat direct (net limitéiert op d'CNS) entgéintzewierken. Dës béid Possibilitäte sinn net méiglech am Kader vun engem internationale Remboursement.

D'Staatsbeamtekrankekeess (CMFEP), Gemengebeamtekrankekeess (CMFEC) an d'Entraide médicale des CFL (EMCFL) bidden hiren Assurée och e schnellstméigleche Remboursement un. Wéi bei der CNS ass dat awer net méiglech am Kader vun engem internationale Remboursement.

ad 3. Well et am Prinzip kee Remboursement immédiat gëtt fir auslännesch Rechnungen, ass keng Inegalitéit an der Prise en charge vun den Assurée vum de verschiddene Krankekeessen do.

ad 4. D'CMFEP bitt hiren Assurée och d'Méiglechkeet un, fir een direkte Remboursement am Guichet ze froen. D'Bestëmmunge sinn déi selwecht wéi bei der CNS: Et ginn ausschliesslech national Rechnungen bezuelt, wou de Remboursement méi héich ass wéi 100 Euro an d'Rechnungen bannent de leschte 14 Deeg virun der Ufro bezuelt gi sinn. De Remboursement erfollegt an deem Fall direkt op de Kont vum Assuré.

D'CMFEC iwwerweist hiren Assurée de Remboursement vun nationale Rechnungen, déi am Guichet ofgi sinn, onofhängeg vum Montant a vum Zäitpunkt vum Paiement, innerhalb vu fénnef Schaffdeeg.

D'EMCFL huet generell just en Delay vun e puer Deeg, fir de Leit hir Suen ze rembourser. Et besteet awer och d'Méiglechkeet vun engem Remboursement préférentiel. Dat heescht, den Assuré huet d'Méiglechkeet, am Guichet unzefroen, fir méi séier rembourst ze ginn, ënnert der Konditioun, dass de Montant iwwert 250 Euro ass, an d'Rechnungen net méi laang ewéi 14 Deeg acquittéiert sinn. Dee Moment ginn d'Rechnungen direkt am Guichet saisiert an de Remboursement gëtt an der selwechter Nuecht iwwert d'CNS op d'Banken transferéiert.

ad 5. Den Opwand, fir eng auslännesch Rechnung ze tariféieren an ze rembourser, ass vill méi héich wéi bei den nationale Rechnungen. Do müssen eng ganz Rei manuell Kontrolle gemaach gi wéi zum Beispill, ob eng Autorisatioun virläit, a wa jo, wéi een Typ vun Autorisatioun. Bei engem S2 müssen d'Rechnungen beispillsweis un déi auslännesch Kees geschéckt ginn, fir eng Tarifikatioun unzefroen.



Bei engem Accord Direktiv gëtt ganz dacks de Kontrolldokter vun der sozialer Sécherheet saiséiert, fir d'Rechnungen nom nationalen Tariff ze bewäerten, respektiv fir eng Analogie ze fixéieren. Vu datt dës Prozedur relativ zäitopwänneg ass, ka bei auslännesche Rechnunge keen direkte Remboursement applizéiert ginn.

Musée du sport | Question 2599 (11/07/2025) de Mme Liz Braz | M. Georges Engel (LSAP)

De geplangten nationale Sportmusée soll an dem „Hall des turbines“ um Site vun der Rouder Lëns realiséiert ginn an de Promoteur „IKO Real Estate“ ass mat der Ëmsetzung a mam Bau vum Projet chargéiert ginn.

Dozou wollte mir dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. De Sportminister verweist, a senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2367, op eng Konventioun tëscht dem Staat an der Gemeng Esch. D'Gemeng Esch ass allerdéngs an dësem Projet net méi direkt bedeelegt.

Firwat gouf de Site op der Rouder Lëns trotzdem als eenzeg méigleche Standuert ugesinn?

Hätt de Sportmusée net och op engem anere Site kënnen etabliert ginn, eventuell duerch eng oppen Evaluatioun vu verschiddene Standuerter?

2. Op Basis vu wéi enger Prozedur gouf IKO Real Estate fir dës Projet ausgewielt?

3. Firwat gouf keng ëffentlech Ausschreibung organiséiert?

4. Op wéi eng gesetzlech oder regulatoresch Dispositioun stäipt sech dës Direktvergab un IKO Real Estate?

5. A wéi enger Form soll den nationale Sportmusée duerno gefouert ginn? Ass virgesinn, eng autonom Struktur, eng klassesch Verwaltung oder eng aner juristesche Form opzestellen?

Réponse (14/08/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. De Site vun der Rouder Lëns mat dem Gebai vun dem „Hall des turbines“, e Bestanddeel vum nationalen industrielle Patrimoine, gouf vum Regierungsrat als ideale Standuert fir den zukünftige Sportmusée ugesinn an zeréckbehalen.

ad 2. IKO Real Estate ass Propriétaire esouwuel vum Site wéi och vum Gebai.

ad 3. Eng ëffentlech Ausschreibung war net néideg, well den ideale Site fonnt war.

ad 4. Beim Kaf vun enger Immobilie kann een net vun enger Direktvergab schwätzen. De Staat ass amgaang, eng Konventioun mam Propriétaire auszuschaffen, wou d'Konditiounen vum Verkauf festgehalen ginn.

ad 5. D'Analys heizou ass nach net ofgeschloss an deemno ass nach keng definitiv Decisioun dozou geholl.

Impact de l'individualisation fiscale sur les familles et le congé parental | Question 2600 (11/07/2025) de M. Ben Polidori | Mme Francine Cloesener | M. Claude Haagen (LSAP)

Le Gouvernement a récemment présenté ses premières orientations dans le cadre de la réforme fiscale en cours d'élaboration. L'un des éléments annoncés concerne l'introduction progressive de

l'individualisation de l'impôt avec la future classe d'imposition « R » — destinée à remplacer à terme la classe d'impôt actuelle « 2 ».

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Le Gouvernement peut-il garantir que la réforme fiscale annoncée n'entraînera aucune pénalisation fiscale des ménages dans lesquels l'un des conjoints fait le choix, pour des raisons personnelles ou familiales, de cesser ou de réduire son activité professionnelle afin de se consacrer à l'éducation des enfants, notamment en restant à domicile ?

2) Sachant qu'avec l'introduction de la nouvelle classe d'imposition « R », chaque nouveau contribuable sera imposé d'office de manière individuelle, comment le Gouvernement entend-il garantir que les modalités actuelles du congé parental – notamment les plafonds de rémunération minimaux et maximaux – ne conduiront pas à une pénalisation fiscale des ménages ayant recours à ce dispositif ?

Réponse (08/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Les honorables Députés se réfèrent à la présentation des premières pistes du Gouvernement en vue de l'introduction d'une classe d'impôt unique aux membres de la Commission des Finances de la Chambre des Députés le 1^{er} juillet 2025. À ce sujet, il y a lieu de noter d'une part que la réforme – qui n'a pas encore de caractère définitif et telle que projetée – est synonyme d'allègements fiscaux pour une très grande partie des contribuables permettant ainsi de renforcer substantiellement leur pouvoir d'achat et en particulier celui des jeunes. D'autre part, les ménages visés par les honorables Députés garderont de manière transitoire le choix entre la classe d'impôt 2 ou le nouveau barème en fonction de leur situation, l'objectif de la réforme consistant par ailleurs à tenir compte des évolutions sociétales et de la diversité des modes de vies existants.

Par ailleurs, à travers la progressivité du système d'imposition, caractéristique qui ne sera pas remise en question avec le nouveau barème d'imposition, ceux qui gagneront plus, paieront plus d'impôts.

En ce qui concerne les modalités du congé parental, le code de la sécurité sociale prévoit que la perte de revenu professionnel est compensée par un revenu de remplacement. Cette indemnité correspond au revenu professionnel mensuel moyen réalisé par le bénéficiaire au cours des douze mois de calendrier précédant le début du congé parental sous réserve de certaines limites et conditions. Étant donné qu'il s'agit du revenu professionnel brut, le changement législatif envisagé en matière fiscale ne devrait pas avoir des effets sur les modalités actuelles de calcul de l'indemnité du congé parental.

Stratégie gouvernementale face au logement abordable | Question 2602 (11/07/2025) de M. Meris Sehovic (déli gréng)

Lors d'une récente conférence de presse, Monsieur le Ministre a annoncé une initiative qui vise à favoriser la construction de logements locatifs abordables par des promoteurs privés sur des terrains privés. Ces logements seraient ensuite loués à un bailleur social, à savoir le Fonds du logement, dans le cadre d'un contrat de bail d'une durée de 20 ans. À l'issue de cette période, le propriétaire aurait la possibilité de céder le

bien à un acteur privé, sous réserve d'un droit de préemption exercé par l'État.

Sachant qu'il existe, avec le contrat VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement), un dispositif par lequel un promoteur transfère immédiatement à l'État ses droits sur le sol ainsi que la propriété même, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) En cas d'exercice du droit de préemption par l'État à l'issue du contrat de bail, le prix d'acquisition du bien correspondra-t-il à sa valeur de marché au moment de l'exercice de ce droit ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que, dans le cadre de ce nouveau modèle, l'État intervient à deux reprises : d'une part, en compensant pendant vingt années un éventuel écart entre le loyer versé au propriétaire et celui perçu par le bailleur social, et d'autre part, en procédant, le cas échéant, à l'acquisition du bien au terme du contrat à l'issue des vingt années ?

3) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que ce modèle pourrait nuire à l'attractivité du mécanisme VEFA, dans lequel les promoteurs ne perçoivent que le montant convenu à la livraison de l'immeuble ?

4) Monsieur le Ministre peut-il également détailler les avantages attendus de ce nouveau dispositif par rapport au modèle VEFA, dans lequel les pouvoirs publics deviennent immédiatement et durablement propriétaires du bien, garantissant une augmentation durable du parc de logements publics à loyers abordables ?

Réponse (12/08/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) Le mécanisme convenu avec le propriétaire au moment de la signature du bail repose d'abord sur un engagement contractuel par lequel celui-ci s'oblige, s'il décide de céder son immeuble, à présenter en priorité son offre de vente à l'État et au Fonds du logement. Une telle priorité constitue ce que la pratique qualifie de « droit de préférence » : le bénéficiaire de ce « droit de préférence » est invité à négocier avec le propriétaire avant toute recherche d'un tiers acquéreur par le propriétaire. Si le « droit de préférence » est exercé, la vente se réalise aux conditions et au prix négociés entre parties, lesquels sont présumés refléter la valeur de marché au moment de la transaction.

Ce « droit de préférence » n'annule ni ne remplace le droit de préemption légal prévu par le titre 2 de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant sur le droit d'émphytéose et le droit de superficie et introduisant différentes mesures administratives et fiscales en faveur de la promotion de l'habitat. À noter que l'État demande l'insertion d'un droit de préemption conventionnel dans le contrat de bail signé entre le Fonds du logement et le propriétaire du bien.

En combinant ces deux instruments, il est assuré que l'État dispose d'abord d'une possibilité prioritaire d'achat, puis, le cas échéant, de facultés de préemption. Dans les deux cas, le prix de vente touché par le propriétaire reste aligné sur le prix qu'il entendrait retirer d'une cession à un investisseur privé.

ad 2) Dans le cadre du nouveau modèle de Partenariat locatif public-privé, il est exact que l'État prévoit une implication à double niveau, mais il convient d'apporter des précisions quant à la nature et aux objectifs de ces interventions.

Premièrement, afin de garantir la viabilité économique du modèle tout en maintenant un niveau de loyer abordable pour les ménages éligibles, l'État s'engage à verser au Fonds du logement une compensation de service public. Celle-ci vise à couvrir l'écart entre le loyer payé par le bailleur social (i. e. le Fonds du

logement) au propriétaire de l'immeuble et le loyer abordable effectivement perçu auprès des locataires. Ce mécanisme est prévu pour une durée de 20 ans, qui correspond à la durée minimale du bail à conclure entre le Fonds du logement et le propriétaire.

Deuxièmement, en ce qui concerne la perspective d'une acquisition du bien au terme du contrat de bail, il ne s'agit pas d'un engagement automatique d'achat de la part de l'État. En revanche, le modèle prévoit que le propriétaire confère à l'État et au Fonds du logement un droit de préemption, à exercer, le cas échéant, s'il envisage de céder le bien. Ce droit constitue une faculté et non une obligation, permettant à l'État ou au Fonds du logement d'intervenir dans le but de préserver l'offre de logements abordables, dans une logique de continuité de la mission d'intérêt général.

L'intervention de l'État s'inscrit dans un cadre équilibré et ciblé, visant à renforcer l'offre de logements abordables, tout en mobilisant les capacités du secteur privé et en préservant les principes de bonne gestion des deniers publics.

ad 3) Il importe de rappeler que ces deux instruments poursuivent des finalités complémentaires, et que le nouveau dispositif n'est en aucun cas de nature à fragiliser l'attractivité du « mécanisme VEFA ». Bien au contraire, il s'agit ici d'enrichir l'éventail des leviers pour répondre aux enjeux structurels du logement abordable.

Le Partenariat locatif public-privé ne remet nullement en cause le principe fondamental du « mécanisme VEFA », selon lequel le promoteur cède le bien à l'État à un prix fixé contractuellement, en amont de la construction. Le modèle PLPP crée une nouvelle opportunité de valorisation des projets immobiliers.

ad 4) Le modèle de Partenariat locatif public-privé (PLPP) complète le dispositif VEFA en apportant plusieurs avantages distincts.

D'abord, il permet de mobiliser rapidement du foncier privé sans grever immédiatement les finances publiques, grâce à un contrat de location d'une durée minimale de 20 ans, allant de pair avec une compensation de service public pour le bailleur social. Cette approche différée allège l'investissement initial tout en garantissant la mise à disposition de logements abordables dès la livraison du projet immobilier.

Ensuite, le PLPP comporte un droit de préférence et un droit de préemption, offrant à l'État ou au Fonds du logement la possibilité – et non l'obligation – de pérenniser les logements visés dans le parc public de logements abordables. Cette souplesse permet une gestion plus dynamique du patrimoine public.

Enfin, le PLPP ouvre de nouvelles perspectives de collaboration avec le secteur privé, sans compromettre les projets VEFA. Il permet de diversifier les outils d'intervention publique et d'accélérer la réponse à la crise du logement abordable.

Partenariat locatif public-privé récemment annoncé dans le secteur du logement | Question 2603 (11/07/2025) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Lors d'une conférence de presse, Monsieur le Ministre a lancé un nouvel appel à projets s'inscrivant dans le cadre des partenariats public-privé. Il a précisé que, dans ce cadre, un promoteur privé construit des immeubles qui sont ensuite loués au Fonds du logement pour une durée de vingt ans, les loyers versés étant plafonnés à 80 % du loyer de marché. Or, selon les informations mises à disposition, les frais de gestion locative seraient à la charge du Fonds du logement, voire du budget de l'État.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Dans la mesure où les recettes locatives perçues par le propriétaire ne sont pas affectées par les frais de gestion, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que leur prise en charge par le Fonds du logement et l'État améliore le rendement net pour les propriétaires ?

2) Monsieur le Ministre, peut-il indiquer quel mécanisme est prévu pour l'évolution du loyer versé au propriétaire pendant la durée du bail ? Si celui-ci est indexé sur l'inflation générale, n'y a-t-il pas un risque de dérive par rapport à l'objectif initial de plafonnement des loyers à 80 % des prix du marché ?

3) En ce qui concerne la définition des « loyers de marché », pourquoi celle-ci repose-t-elle uniquement sur les loyers annoncés, c'est-à-dire les offres de nouvelles mises en location, sans tenir compte des loyers effectivement pratiqués dans les baux en cours, qui peuvent être sensiblement inférieurs ?

4) Le ministre ne considère-t-il pas que cette approche pourrait non seulement offrir une vision incomplète du marché locatif, mais aussi contribuer à une dynamique inflationniste des loyers en prenant systématiquement pour référence les prix les plus élevés du marché ?

Réponse (12/08/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) La prise en charge des frais de gestion par le Fonds du logement s'explique par son rôle de bailleur social dans le cadre d'une mission de service public. Le loyer versé au propriétaire reste plafonné à un niveau inférieur au marché (max. 80 % ou 5 % du capital investi), ce qui limite le rendement potentiel. Il ne s'agit donc pas d'un avantage indu, mais d'un équilibre économique pour attirer des investisseurs tout en garantissant la viabilité du modèle.

ad 2) Le loyer est initialement plafonné (80 % du loyer moyen observé et/ou 5 % du capital investi), puis indexé sur l'indice des prix à la consommation tous les deux ans, dans la limite de trois tranches par adaptation. Ce mécanisme permet une actualisation modérée, sans remettre en cause le plafonnement initial qui reste la référence de base au moment de la signature du bail.

ad 3) Le choix des loyers annoncés repose sur leur disponibilité, leur actualité et leur représentativité pour des logements neufs ou en construction – qui sont précisément les types de biens concernés par le Partenariat locatif public-privé (PLPP). Les loyers en cours, souvent figés depuis plusieurs années, reflètent moins fidèlement la dynamique du marché locatif neuf.

ad 4) La préoccupation soulevée est légitime, mais il est important de rappeler que le modèle de Partenariat locatif public-privé repose sur une approche rigoureuse qui vise précisément à éviter toute dynamique inflationniste ou surévaluation des loyers.

Le recours aux loyers annoncés comme référence ne signifie pas que les loyers les plus élevés du marché servent automatiquement de base. Ces loyers annoncés concernent spécifiquement des logements neufs ou en construction, ce qui correspond à la nature même des biens concernés par le PLPP, qui ne sont pas encore construits. Toutefois, l'Observatoire de l'habitat, en charge de la production des données, publie également d'autres indicateurs relatifs aux loyers pratiqués. Ces publications contribuent à donner une vision plus complète et nuancée du marché locatif national.

Le modèle utilisé repose sur une méthodologie hédonique, qui neutralise les effets de bord liés à des annonces atypiques ou trop élevées, tout en tenant

compte des caractéristiques objectives des logements et de leur localisation. À cela s'ajoute une segmentation géographique du territoire en six classes, chacune associée à une fourchette de loyers estimée. Ces fourchettes permettent une marge de négociation entre les acteurs impliqués, assurant ainsi que les loyers soient fixés en cohérence avec les réalités locales du marché.

Enfin, il faut replacer ce dispositif dans son contexte plus large : le PLPP n'est pas uniquement un outil supplémentaire pour la création de logements abordables, mais également un levier de relance pour le secteur de la construction et l'ensemble des métiers qui y sont liés. Dans un contexte de ralentissement du marché immobilier, ce modèle permet d'engager rapidement des projets tout en assurant un encadrement public strict sur les loyers et les conditions contractuelles.

Ainsi, loin d'alimenter une pression inflationniste, le PLPP se veut un mécanisme encadré, ciblé et équilibré, qui prend en compte les spécificités des logements neufs tout en assurant une gouvernance transparente et un objectif clair de soutien à l'intérêt général de l'augmentation du parc de logements abordables.

Fonctionnement et contrôle des trackers dans les bus RGTR | Question 2604 (14/07/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 7. Juli huet den EU-Parquet bekannt ginn, géint verschidde Lëtzeburger Bus-Entreprises aus dem Beräich vum RGTR, de Verkäiersministère souwéi en eemolegen héije Beamten, deen no Informatione vum der Press méttlerweil bei enger privater Bus-firma schafft, ze enquétieren. Dat weinst falschen Ofrechnungen, déi am Kader vun der Remuneration vum RGTR geschitt wieren. Faarten, déi mat Hybrid- respektiv mat thermesch bedriwwene Bussen ofgewéckelt gi wieren, wieren zum méi héijen Tarif fir Elektrobusse facturéiert ginn, wouduerch e Schued an zweestelleger Milliounenhéicht entstane wier. D'Kontinuitéit vun der Enquête läit aktuell ausschliisslech beim Parquet.

Zousätzlech zu där lafender Enquête goufen awer méttlerweil och Informatione publizéiert, déi weiderféierend Froe mat sech bréngen. Esou heescht et zum Beispill am Artikel „Les entreprises n'ont pas pu frauder“, deen den 9. Juli am „Quotidien“ publizéiert gouf, datt déi Informationen, wéi eng Strecke mat engem Elektrobus gefuer ginn, automatesch iwwert en Tracker un de Ministère iwwerméttelt ginn. D'Busfederatioun (FLEAA) huet dann och zu Protokoll ginn, datt déi Trackeren de Busunternehmen onméiglech géife maachen, Schmu ze dreiven. Deementspreechend kéint also och en technesch oder informatesch Defekt eng potentiell Ursach spillen. D'Mëssstänn sollen dem Ministère dem selwechten Artikel no da schliisslech och scho puer Méint bekannt sinn. Verschidden Aspekter dozou goufe schon an där parlamentarescher Fro Nummer 2588 thematiséiert.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkäiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister déi technesch Modalitéiten, esou wéi an der Press beschriwwen, confirméieren? Falls jo, a wéi dacks sinn déi entspreche Tracker an de Joren 2020 bis 2025 iwwerpréift ginn? Falls net, wéi goufen déi entspreche Faarten dann dokumentéiert?

2. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob déi genannten Tracker ausschliisslech am Beräich vum RGTR agesat ginn, oder generell a sämtleche Beräicher, wou de Staat den ëffentleche Bustransport

subventionné, notamment am Beräich vun der AVL, dem Schoultransport fir d'Lyceëen an dem TICE?

3. Gouf onofhängeg vun der juristescher Enquête eng intern, technesch Feeleranalys lancéiert, fir auszeschlëssen, datt et an Zukunft zu weidere Feelfunktiounen bei der Ofrechnung mat den RGTR-Entreprises, respektiv an anere Beräicher, wou déi entspriechend Apparaten och agesat géifen, komme kann? Falls net, firwat net?

Réponse (20/08/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte beriff sech op e Communiqué vum EPPO (European Public Prosecutor's Office) iwwer europäesch Subside fir Elektrobussen an national Ofrechnunge fir Elektrobussen, fir zousätzlech Froen iwwer dës Affaire ze stellen.

Verschidde Froen gi schonn a menger Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 2588 vum honorabelen Deputéierten Yves Cruchten beäntwert, op déi ech mer erlaben ze verweisen.

ad 1. Dës Fro ass Deel vun der lafender juristescher Enquête. Ewéi och schonn an der parlamentarescher Fro 2588 beäntwert, ënnerläit dës deemno dem Secret de l'instruction.

Déi entspriechend ëffentlech Autoritéite wäerten onageschränkt mat de Justizautoritéiten zesummeschaffen, fir déi signaliséiert Faiten opzeklären. Et gëtt hei op de Prinzip vum der Présomption d'innocence verwisen an datt keng definitiv Conclusiounen an enger laafender Prozedur gezu ginn.

ad 2. De System, deem ënnert d'Kompetenz vun der ATP fält, gëtt fir den RGTR an de Schülertransport am Secondaire agesat, ewéi och an de Busse vum TICE. Aner Bedreiwer vu Buslinnen ewéi d'AVL hunn änlech Technologien.

ad 3. cf. Äntwert op d'Fro 1.

.....
Aides sociales proposées au niveau communal | Question 2605 (14/07/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

L'été dernier, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a annoncé plusieurs mesures – notamment concernant l'allocation de vie chère – qui auraient été mises en place. Dans le communiqué de presse qui résume ces mesures il est écrit : « Dans le but de lutter également contre le non-recours des prestations sociales communales, le Fonds national de solidarité (FNS) communiquera à l'avenir d'office aux communes les données des bénéficiaires de l'allocation de vie chère résidant sur le territoire des communes respectives. De cette manière, les administrations communales auront la possibilité d'introduire également un automatisme de versement des aides communales calquées sur l'allocation de vie chère. »

Lors du débat parlementaire en séance plénière au sujet du projet de loi n° 8114, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a pourtant expliqué que, malgré ce renforcement des échanges entre les communes et le FNS, son ministère ne serait pas en connaissance des aides sociales proposées au niveau communal tout en rappelant que les communes relèveraient de la compétence du Ministre des Affaires intérieures.

Cette déclaration de Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil correspond au contenu de sa réponse à ma question parlementaire n° 2400 du 2 juin 2025. Monsieur le Ministre affirme dans sa réponse que « ... le FNS ne

dispose pas d'information, ni sur le nombre de communes qui offrent une allocation communale, ni sur le montant de celle-ci, ni sur le nombre de communes qui donnent suite à la communication des informations précitées ».

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de communes offrent des allocations communales liées à l'allocation de vie chère (étatique) ? Comment le nombre de communes offrant des allocations communales liées à l'AVC a-t-il évolué depuis sa création en 2009 ?

2) Quels en sont les montants pour chaque commune ?

3) Combien de communes ont à ce jour introduit un tel automatisme de versement de leurs propres aides ?

4) Au cas où certaines des communes qui ont la possibilité d'introduire un tel automatisme ne le mettraient en œuvre, Monsieur le Ministre compte-t-il les y encourager ? Pourquoi ou bien, le cas échéant, pourquoi pas ? Y a-t-il eu des échanges avec le Syvicol sur le sujet ?

Réponse (06/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Les communes peuvent accorder une telle allocation à leurs résidents selon des critères et modalités à adopter par le conseil communal. Toutefois, les décisions prises en la matière ne sont pas obligatoirement transmises au Ministère des Affaires intérieures dans le cadre de la surveillance administrative de la gestion des communes, ce qui ne permet pas de disposer d'une vue d'ensemble ni sur le nombre de communes qui font bénéficier leur population d'une allocation de vie chère, ni sur les montants alloués. Le résultat de cette analyse est repris dans le tableau ci-dessous.

Par ailleurs, les communes ne comptabilisent pas systématiquement les dépenses relatives aux allocations de vie chère sous un code comptable séparé. Une recherche effectuée dans les comptes de l'exercice 2023 a permis de constater que seulement treize communes et deux offices sociaux communaux utilisaient un code comptable séparé pour ces allocations. Étant donné la non-disponibilité des informations requises, il n'est toutefois pas possible de mener cette recherche pour l'ensemble des exercices depuis 2009.

ad 3) Pour les raisons exposées ci-dessus, le ministère ne dispose pas d'informations concrètes quant à l'introduction par les communes d'un automatisme de versement des allocations de vie chère.

ad 4) Conformément au principe de l'autonomie communale, il appartient aux communes de décider seules sur l'introduction d'allocations communales de vie chère.

Réponse complémentaire (05/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député me reproche que ma réponse à sa question parlementaire n° 2605 soit fautive. Ce constat est faux. Je dois vivement rejeter ces allégations tendancieuses.

Il mentionne l'usage du code comptable « 648310 P » comme source d'information. Or, force est de constater que ce code comptable regroupe l'ensemble des « Aides aux personnes dans le besoin », dont les « Allocations de vie chère », mais également la « Prise en charge d'honoraires médicaux », les « Aides aux ménages » et 38 autres formes d'aides potentielles. Il est à relever que l'usage comptable du terme « Allocations de vie chère » est optionnel. Selon nos informations, seules les entités communales

mentionnées dans notre réponse du 5 août 2025 font usage comptable du terme « Allocations de vie chère ».

Ainsi, dans ma réponse précitée, j'ai fourni à Monsieur le Député la liste exhaustive des montants où la comptabilité communale permet, sans ambiguïté, l'identification en tant qu'allocation de vie chère. Je tiens donc à préciser que je n'ai nullement fourni de réponses fausses.

L'honorable Député mentionne notamment l'exemple de la Ville de Luxembourg. Celle-ci attribue une « Allocation de solidarité et prime d'énergie » comptabilisée sous les termes de « Allocation de solidarité ». Ainsi, aucune des 4 villes mentionnées par le député ne fait usage de la comptabilisation spécifique « Allocations de vie chère ».

Étant donné qu'il semble que Monsieur le Député cherche à obtenir des informations quant à toutes « Aides fournies aux personnes dans le besoin », j'ai l'honneur de fournir sous forme de tableau[†] (ci-joint) les montants totaux comptabilisés par exercice et par commune sur l'article budgétaire 3/263/648310/P, ainsi que 3/260/648310/P, tout en sachant que le code fonctionnel « 260 – Précarité sociale » regroupe potentiellement des domaines d'activité ne concernant pas seulement les nécessiteux.

Étant donné que la comptabilité communale actuelle date de 2013, j'ai fourni ces données depuis 2013.

En ce qui concerne les règlements communaux adoptés par les conseils communaux pour fixer les critères et modalités d'octroi des allocations de vie chère, ces décisions ne sont pas soumises à un procédé de surveillance administrative (transmission obligatoire ou approbation) et ne l'étaient pas non plus avant l'entrée en vigueur de la réforme de la tutelle administrative en 2023. L'ancien article 106 de la loi communale modifiée disposait :

« Sans préjudice d'autres dispositions légales spéciales sont soumises à l'approbation du ministre de l'Intérieur les délibérations des conseils communaux portant sur les objets suivants :

1° Les acquisitions d'immeubles ou de droits immobiliers, si la valeur en dépasse « 250.000 euros ». Cette somme pourra être relevée par règlement grand-ducal.

2° Les aliénations et échanges de biens ou droits immobiliers de la commune, les partages de biens immobiliers indivis, à moins que ces partages ne soient ordonnés par l'autorité judiciaire, les constitutions d'hypothèques, les emprunts, les garanties d'emprunts, les ouvertures de crédits, le tout si la valeur en dépasse « 50.000 euros ». Cette somme pourra être relevée par règlement grand-ducal.

3° Les baux immobiliers dont la durée dépasse trois ans et dont le loyer annuel dépasse la somme de « 10.000 euros ». Cette somme pourra être relevée par règlement grand-ducal.

4° Les ventes et échanges qui ont pour objet des créances, obligations, capitaux et actions appartenant à la commune ou aux établissements publics placés sous sa surveillance, le tout si la valeur en dépasse « 250.000 euros ». Cette somme pourra être relevée par règlement grand-ducal.

5° Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des communes.

6° Les règlements communaux relatifs au service d'incendie et de sauvetage.

7° Les règlements ou tarifs relatifs à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité, au prix de location des places dans les halles, foires, marchés et abattoirs, aux

droits de pesage et à tous les autres tarifs dus pour rémunération de services prêtés par la commune.

8° La reconnaissance, le classement, le déclassement et la suppression des rues et chemins communaux conformément aux lois et règlements y relatifs.

9° Le changement du mode de jouissance des biens communaux.

10° Les projets de construction, de grosses réparations, de démolition des édifices communaux, le tout si le montant en dépasse « 500.000 euros », somme qui pourra être relevée par règlement grand-ducal. Les projets comprennent le devis, les plans et les cahiers des charges.

11° Les transactions et les conventions d'arbitrage portant sur des litiges d'une valeur supérieure à « 100.000 euros ». Cette somme pourra être relevée par règlement grand-ducal.

Les dispositions du présent article sont applicables aux syndicats de communes et aux établissements publics placés sous la surveillance des communes.

Les actes délibérés par les établissements publics placés sous la surveillance des communes sont, en outre, soumis à l'avis du conseil communal.

En cas de refus d'approbation le refus doit être motivé. »

Droits de douane américains sur les importations européennes | Question 2606 (14/07/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Après l'annonce du président américain de vouloir imposer à partir du 1^{er} août des droits de douane à hauteur de 30 % sur toutes les importations provenant de l'Union européenne, des questions se posent quant au positionnement de l'UE et de ses États membres dans les négociations avec les États-Unis.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Quelle est l'attitude au sein de l'Union européenne en réaction à cette annonce ?

– Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier ?

– Quelle pourrait être une stratégie de l'Union européenne pour contrer ces mesures de l'administration Trump ?

– Des contre-mesures sont-elles envisagées au sein de l'Union européenne en réaction à cette menace ?

Réponse (07/08/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le 27 juillet, un accord politique entre l'Union européenne et les États-Unis a été annoncé avec un taux tarifaire de 15 % applicable pour la majorité des exportations européennes dès le 7 août 2025. La Commission européenne qui est compétente en la matière a négocié au nom de l'Union européenne et a été soutenue dans ses efforts de négociation tout comme dans l'élaboration de contre-mesures. Au vu de l'accord politique qui a été trouvé, ces contre-mesures ont été suspendues le 5 août.

Membres de famille siégeant ensemble dans le conseil communal | Question 2607 (15/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Am Walgesetz (Artikel 131) ass festgehalten, dass Familljemembere bis zum zweete Grad net dierfen

zesummen als Deputéierten an der Chamber sätzen. Mee, wéi ee „Wort“-Artikel vum 3. Juli 2025 schreift:

„Da der Verweis in der Verfassung nun fehlt, gibt es im Wahlgesetz keine legale Basis mehr für die Inkompatibilität.“

Dës Reegel bleift awer um Gemengenniveau weider bestoen (Artikel 196 vum Walgesetz) a féiert dozou, dass bei Familljemembere an lokalem Niveau ee Mandataire op säi Mandat verzichte muss. Um nationalen Niveau ass näischt/keng Ännerung virgesinn, soudass Familljemembere an Zukunft kéinten zesummen an der Chamber sätzen.

Et geet grondsätzlech ëm d'Fro, ob et nach zäitgeméis ass, tëschent bestuetene Partneren ze ënnerscheiden. De „Wort“-Artikel werft dozou ee Punkt op:

„In der Vergangenheit habe es bereits Fälle gegeben, in denen sich Paare entpacsten, nur um gemeinsam im Gemeinderat sitzen zu können. [...] Auch wenn man sich entpacst, ist die Situation die gleiche. Man ist immer noch in einer Partnerschaft und lebt vielleicht zusammen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Huet den Artikel 131 vum Walgesetz nach Wierkung?

2. Huet den Artikel 196 vum Walgesetz nach Wierkung?

3. Gëllt d'Reegel vun der Inkompatibilitéit nach, wann zwou Persounen sech no der Zesummesetzung vum Gemengerot bestueden?

4. Muss ee vun de Partner oder Familljemembere bis zum drëtte Grad an deem Fall säi Mandat nom Bestietnis opginn?

5. Ass d'Regierung der Meenung, dass den Artikel 196 am Aklang ass mam Verfassungsprinzip vum der Gläichheet virum Gesetz, wann ee bedenkt, dass zwee Familljemembere am nationale Parlament zesummen dierfe sätzen, mee net am Gemengerot?

6. Ass d'Regierung gewéilt, fir eng Ännerung um Artikel 196 virzehuelen, fir méi Fairness tëschent nationalen a lokale Mandataire ze schaffen?

Réponse (05/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1. D'Fro gëtt an enger Note de recherche vum 5. März 2025 vun der Cellule scientifique vun der Chambre des Députés beliicht. Dës kënnt zum Schluss, datt den Artikel 131 vum Walgesetz net méi verfassungskonform ass.

Den Artikel 65, dee bei der Verfassungsrevisioun agefuert gouf, stellt d'Onvereinbarkeet tëschent dem Mandat als Deputéierten an der Funktioun als Member vun der Regierung oder als Member vum Staatsrot fest. E gesäit zousätzlech vir, dass Onvereinbarkeete vu Funktiounen kënnen duerch e Gesetz ausgebaut ginn.

Am Kader vun sengem Avis vum 16. Mee 2023 iwwert eng Proposition de loi, déi ënner anerem eng Ännerung vum Artikel 131 vum Walgesetz virgesinn huet, huet de Staatsrot gemengt, dass d'Sträiche vum Artikel 55 (pre Revisioun) aus der Verfassung dem Gesetzgeber d'Méiglechkeet geholl hätt, weider Onvereinbarkeete virzegesinn oder bäizebehalen – besonnesch déi betreffend Familljebézéiungen a Bestietnis, esou wéi se am Artikel 131 virgesi waren.

ad 2. Den Artikel 196 vum Walgesetz gëtt applizéiert.

ad 3. Laut Artikel 196 Alinea 5 vum Walgesetz gëllt: „Une alliance ou un partenariat

survenu ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat.“

ad 4. Nee.

ad 5. D'Inkompatibilitéit muss bestoe bleiwe fir ze verënneren, dass eng Famill eng Emprise op de Gemengerot kritt.

ad 6. Ech verweisen op d'Äntwert op déi zweetlescht Fro, d'Inkompatibilitéit ginn an Zesummenaarbecht mam Syvicol iwwerschaaft.

Sécurité routière en relation avec les trottinettes électriques | Question 2608 (15/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Aus dem Verkéiersrapport vun 2024 vum Mobilitéitsministère geet ervir, dass et 2024 manner Verkéiersdoudeger gouf. Et ass awer eng Tendenz ze erkennen, dass et méi Accidenter gouf. Och E-Scootere sinn hei ëmmer méi dra verwickelt, wéi d'„Tageblatt“ an engem Artikel vun haut schreift:

„Auch E-Scooter (elektrische ‚Trottinetten‘) sind zunehmend Teil der Straßenverkehrs – mit entsprechenden Folgen: Zwölf Fahrer wurden 2024 schwer verletzt. Hinzu kommen vier schwer verletzte und ein tödlich verunglückter Lieferwagenfahrer.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Mat wéi enge Moossname wäert d'Mobilitéitsministesch d'Sécherheet op eise Stroosse verbessern, sou dass et zu manner Accidenter mat oder duerch E-Scootere kënnt?

Réponse (11/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet, wéi een d'Sécherheet vun den E-Scooteren am Verkéier verbessere kënnt.

Wat de gesetzleche Kader vun der sougenannter Mikromobilitéit ugeet, zu där och d'E-Scootere gehéieren, esou ass dësen am Dezember 2020 a Kraaft getrueden, an dëst ënnert anerem, fir d'Sécherheet op eise Stroossen an deem Beräich ze verbessern.

Esou definéiert de Code de la route den E-Scooter als Micro-véhicule électrique, dee reng elektresch bedriwwen gëtt, mat enger maximaler Leeschtung vun 0,25 kW, dee méi séier wéi 6 km/h, awer net méi séier wéi 25 km/h fuere kann. Dëst Gefier ass am Code de la route dem Vélo gläichgestallt. Et gëllen also fir den E-Scooter déi selwecht Reegelen wéi fir de Vélo. Et dierf een ab 13 Joer zum Beispill net méi um Trottoir fueren. Des Weideren dierf ee keng aner Persoun mathuelen an de Remorquage ass, genoe wéi d'Drunhänke vun engem anere Gefier, och verbueden. Genoe wéi um Vélo ass aus Sécherheetsgrënn vum Ministère recommandéiert, en Helm unzedoen, mee dëst ass net obligatoresch.

Wann den E-Scooter net an dës Kategorie fält, also méi Leeschtung huet a méi séier geet, da fält en an d'Kategorie vum Cyclomoteur (50 cm³). An dëser Kategorie brauch een e Führerschäin, d'Gefier muss ugemellt an assuréiert sinn an et muss een en Helm undoen.

De Ministère mécht reegelméisseg Campagnen, fir d'Leit am Verkéier dorunner ze erënneren, dass et wichteg ass, sech um d'Reegelen ze halen, fir d'Sécherheet vun alle Leit, an dass ee soll respektvoll mateneen ëmgoen. Wéi fir all anerem am Verkéier ass et dofir och bei den E-Scooteren wichteg, dass ee sech um d'Reegelen hält. Fir de Leit dat awer nach emol an

Erënnerung ze ruffen, wäert analyséiert ginn, ob eng vun den nächste Sensibiliséierungscampagnë sech ëm d'Sécherheet vun den E-Scooterer dréie kéint. Ausserdeem gëtt stänneg un der Verbesserung an dem Ausbau vum nationale Vëlospistèreseau geschafft, wat och zu der Sécherheet vun den E-Scootere bäidréit.

Conformité des articles 9 et 12 de la loi ASBL avec la législation sur la protection des données | Question 2609 (15/07/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Am ASBL-Gesetz vum 7. August 2023 steet ënnert Artikel 9 Paragraph 2 geschriwwen:

„Tout membre peut demander une copie ou consulter au siège de l'association le registre des membres, les procès-verbaux et les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration, les documents comptables de l'association ainsi que le texte coordonné des statuts. Les documents et pièces mentionnés ci-dessus ne pourront pas être déplacés.“

Ënnert Artikel 12 Paragraph 2 steet weiderhi geschriwwen:

„Tout membre qui en fait la demande doit recevoir dans un délai de quatre jours et gratuitement un exemplaire du projet de budget, des documents comptables et dans la mesure où un tel rapport doit être établi, un rapport du réviseur d'entreprises agréé.“

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Madamm Minister allgemeng präziséieren, ob an awéiwäit déi zitéiert Paragrafe konform si mam Lëtzebuerger Dateschutzgesetz vum 1. Abrëll 2018?

2. Kann d'Madamm Minister méi spezifesch präziséieren, ob an awéiwäit déi zitéiert Paragrafe konform si mam Lëtzebuerger Dateschutzgesetz, am Fall wou e Member vun enger bestëmmter ASBL eng Kopie vun internen Donnéeën – esou wéi uewen zitéiert – vun dëser ASBL ausgehändegt wëll kréien?

Réponse (18/08/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Virbemierkung:

An der parlamentarescher Fro gëtt op d'„Lëtzebuerger Dateschutzgesetz vum 1. Abrëll 2018“ verwisen.

Et kann een dovun ausgoen, datt den honorabelen Deputéierten op d'„loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données“ verweise wollt.

Dëst Gesetz stellt d'national Ëmsetzung vum europäesche Règlement (EU) 2016/679 vum 27. Abrëll 2016 (Règlement général sur la protection des données – „RGPD“) duer, deen zënter dem 25. Mee 2018 direkt uwennbar ass.

Laut Artikel 1 vum Gesetz vum 1. August 2018, ass d'Gesetz nëmmen applikabel fir Traitement, déi net vum RGPD ofgedeckt sinn. Ausserdeem enthält d'Gesetz am Titel II spezifesch Dispositiounen, déi den RGPD komplettéieren, zum Beispill fir de Fall vu statistesche Recherchen.

D'Situatiounen, wéi se an den zitéierten Dispositiounen vum ASBL-Gesetz („loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les Fondations“) virgesi sinn, sinn eigentlech duerch den RGPD ofgedeckt (cf. Artikel 2 vum RGPD). D'Äntwert op d'parlamentaresch Fro limitéiert sech deemno op den RGPD. Esouwäit et sech hei ëm eng Uwendung vu Gesetzzer handelt,

gëllen déi folgend Explikatiounen ënner dem Virbehalt vun der Interpretatioun, déi vun den zoustännegen Autoritéiten oder Geriichter kéint gemaach ginn.

ad 1. Den RGPD viséiert d'Notioun vun „traitement“. D'Notioun couvriert och d'Consultatioun an d'Kommunikatioun vu perséinlechen Donnéeën. Den Zougrieff vun de Memberen op Dokumenter um Sëtz vun der Associatioun oder d'Recht, fir eng Kopie vun Dokumenter ze kréien, kann deemno als Traitement considéiert ginn.

Fir mam RGPD konform ze sinn, muss een Traitement, wéi den Zougrieff, verschidde Prinzipie respektéieren:

- de Prinzip vum der Zweckbindung (Art. 5 §1 b RGPD): an deem Fall, déngt d'Consultatioun der Transparenz bannent der Associatioun;
- de Prinzip vum der Donnéeëminimiséierung (Art. 5 §1 c RGPD): nëmmen déi perséinlech Donnéeë gi consultéiert, déi fir d'Ausübe vun de Rechter als Member noutwendeg sinn;
- de Prinzip vum der Sécherheet (Art. 32 RGPD): d'Consultatioun op der Plaz limitéiert de Risiko vun net autoriséierter Bearbechtung vun Donnéeën.

En Traitement muss och „licite“ sinn. An dësem Fall, ass den Traitement „licite“, well dee vum Gesetz virgesinn ass (Art. 6. §1 c RGPD).

ad 2. De Paragraph 2 vum Artikel 9 vum ASBL-Gesetz vum 7. August 2023 gesäit Folgendes vir: „Tout membre peut demander une copie ou consulter au siège de l'association le registre des membres.“

D'Iwwergab vun enger Kopie, am Géigesaz zu enger renger Consultatioun, kéint eng méi wäitreechend Donnéeëveraarbechtung duerstellen.

D'Iwwergab vun enger Kopie ass awer net per se am Widdersproch mam RGPD, ënnert der Viraussetzung:

- datt si engem legitimen Zweck déngt,
- datt nëmmen déi strikt néideg Donnéeë weiderginn,
- an datt adäquat Sécherheetsmoosname geholl ginn, wéi beispillsweis d'Ënnerschreiw vum engem Verpflichtungsschreiwes zum Dateschutz an zur Vertraulechkeet.

Well d'ASBL selwer dem RGPD ënnerleien, si si verpflichtet, entspriechend intern Garantien a Prozeduren anzeféieren (z. B. Dokumentatiounspflichten, limitéierten Zougang, Sensibiliséierung vun de Mataarbechter).

Och d'Memberen, déi eng Kopie kréien, ënnerleien dem RGPD: Si gëllen als Responsabel fir d'Weiterveraarbechtung vu perséinlechen Donnéeën a si verpflichtet, Donnéeën net ze mëssbrauchen an all onzoulässegen oder falsch-intentionéierte Gebrauch ze vermeiden. Och hei gëllt de Prinzip, datt weider Traitement „licite“ musse sinn, am Sënn vun den Ufuerderunge vum Artikel 6 vum RGPD.

D'Méiglechkeet, fir engem Member eng Kopie vum Memberregëster ze ginn, ass mam RGPD kompatibel, soulaang d'Praxis gerechtfäerdigt, proportionéiert a kloer encadréiert ass. Et soll och drun erënnert ginn, datt nëmmen déi aktuell Memberen esou eng Ufro dierfen areechen an och selwer un d'Reegele vum Dateschutz gebonne sinn.

Conventions de l'Université du Luxembourg avec des universités étrangères, notamment la Sorbonne | Question 2610 (15/07/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

L'Université du Luxembourg a signé de nombreuses conventions avec des universités à l'étranger afin de

permettre aux étudiants de débiter leurs études universitaires au Luxembourg et de les compléter auprès d'une université à l'étranger. Ces conventions sont importantes pour les cycles d'études non complets proposés par l'Université du Luxembourg car elles donnent la prévisibilité nécessaire aux étudiants pour la poursuite de leurs études. Or, il a été porté à mon attention que la convention entre l'Université du Luxembourg et la Sorbonne n'aurait pas été reconduite, ce qui a conduit à ce qu'il n'y ait plus de places réservées et que de nombreux étudiants n'y aient pas été admis en deuxième année.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur:

- 1) Avec quelles universités à l'étranger l'Université du Luxembourg détient-elle une convention?
- 2) Madame la Ministre entend-elle intervenir afin que la convention entre la Sorbonne et l'Université du Luxembourg soit reconduite?
- 3) L'existence d'une telle convention garantit-elle une admission à une université à l'étranger?

Réponse (25/07/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Il convient de préciser tout d'abord que le seul domaine dans lequel des conventions relatives à la poursuite des études à l'étranger existent et sont nécessaires est celui de la médecine, dû au fait que l'Université du Luxembourg ne dispose à ce jour pas de cycle complet en études médicales. L'Université dispose de nombreuses conventions interuniversitaires avec des universités étrangères, qui visent toutefois à favoriser la coopération académique et l'échange d'étudiants et de membres du personnel.

Dans le domaine de la médecine, il existe actuellement un Protocole relatif à la coopération scientifique et universitaire entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française, qui prévoit la possibilité pour un maximum de 34 étudiants en médecine de l'Université du Luxembourg par an d'être admis à s'inscrire en deuxième année d'études en médecine auprès d'une de quatre universités françaises, à savoir l'Université de Lorraine, l'Université de Strasbourg, l'Université Paris Cité et Sorbonne Université. S'y ajoute la possibilité pour un maximum de 25 étudiants ayant obtenu le grade de bachelier en médecine à l'Université du Luxembourg d'être admis à s'inscrire en quatrième année d'études auprès d'une de ces quatre universités.

Un accord similaire existe avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, permettant à un maximum de 15 étudiants d'accéder en deuxième année d'études en sciences médicales dans une université en Communauté française de Belgique après la première année d'études médicales à l'Université du Luxembourg et à un maximum de 8 étudiants ayant réussi le bachelier en médecine à l'Université du Luxembourg d'être admis à poursuivre leurs études dans un programme de deuxième cycle en sciences médicales.

L'Université du Luxembourg dispose en outre de conventions avec les universités de Munich, Erlangen-Nürnberg et Würzburg, prévoyant à chaque fois une place pour la poursuite des études médicales après la première année d'études à l'Université du Luxembourg.

ad 2) Sorbonne Université est une des quatre universités partenaires françaises dans le cadre du Protocole relatif à la coopération scientifique et universitaire susmentionné. Ce protocole reste en vigueur, mais Sorbonne Université a récemment annoncé à

L'Université du Luxembourg qu'elle ne sera pas en mesure d'accepter d'étudiants en 2^e année d'études médicales pour l'année académique 2025-2026. Les étudiants issus de la première année de médecine à l'Université du Luxembourg et souhaitant poursuivre leurs études en France ont dès lors dû être répartis sur les trois autres universités d'accueil françaises.

Ceci est regrettable, au vu de la coopération de longue date dans le domaine des études médicales, et je compte en effet discuter de cette coopération avec Sorbonne Université.

ad 3) Le Protocole mentionné fixe un quota annuel d'étudiants pouvant être admis à poursuivre leurs études médicales en deuxième respectivement en quatrième année d'études médicales en France. Il n'implique néanmoins pas de garantie d'admission des étudiants dans une université spécifique.

Démarches du Gouvernement auprès d'Arcelor-Mittal pour le site de Dudelange | Question 2611 (16/07/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

De Chef vun ArcelorMittal huet elo just ugekënnegt, datt si de Site vu Liberty Steel zu Flémalle an der Belsch géifen iwwerhuelen.

Déi belsch Filial vu Liberty Steel hat gradewéi d'Wierk vu Liberty Steel zu Diddeleng Faillite gemaach. ArcelorMittal iwwerhëlt an der Belsch all Installatiounen a wäert déi noutwenneg Investitiounen realiséieren, fir d'Wierk erëm operationell ze maachen.

Vun ArcelorMittal heescht et an deem Zesammenhang, „la ligne de galvanisation de Flémalle nous permettra d'étendre notre capacité à fabriquer un produit à forte valeur ajoutée pour nos clients de l'automobile et de la construction à travers l'Europe“.

1. Mir géifen dofir gär vun der Regierung wëssen, ob si d'Demande bei ArcelorMittal gemaach huet, fir d'Diddelenger Filial erëm ze iwwerhuelen, déi e „produit à forte valeur ajoutée“ hirgestallt huet an déi nëmmen opgrond vum Drock vun der EU-Kommission huet misse verfall ginn.

2. Wéi ware gegebenefalls d'Resultater vun deene Kontakter?

3. Stinn déi verantwortlech Regierungsmemberen am Kontakt mat hire belsche Kolleegen?

Réponse (23/07/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Souwuel déi viregt wéi déi aktuell Regierung stoungen a Kontakt mat ArcelorMittal a mat der wallounescher Regierung.

Säit der Faillite vu Liberty Steel Diddeleng ass e Curateur, ënnert riichterlecher Kontroll, op der Sich no engem potentielle Repreneur. D'Regierung huet an deem Kader op Demand vum Curateur mat verschiddenen interesséierte Betriber, déi him eng Offer gemaach hunn, geschwat, dorënner mat deem, dee vum Curateur zeréckbehalen gi war, ma sech dunn zeréckgezunn huet.

Et sief hei drop higewisen, dass ewell och d'Regierung decidéiert huet, dem Curateur eng Offer ze ënnerbreeden.

Réorganisation des gardes de pharmacie | Question 2612 (16/07/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Récemment, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a mené des pourparlers avec le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois concernant une réorganisation des gardes de pharmacie dans les différentes régions, respectivement concernant une meilleure rémunération du service de garde.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelles ont été les revendications du syndicat des pharmaciens ?

2) Est-ce qu'une réduction du service de garde des pharmacies est envisagée ?

3) Selon quels critères une meilleure prise en charge du service de garde pourrait être envisagée, surtout en faveur des officines établies dans les régions moins peuplées ?

Réponse (18/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le syndicat des pharmaciens demande une augmentation de l'indemnité forfaitaire de garde.

Cette demande repose sur le système de garde actuellement en place, de sorte qu'une réduction du service de garde n'est actuellement pas envisagée. Afin d'assurer une meilleure prise en charge du service de garde, la revalorisation de l'indemnisation forfaitaire devrait tenir compte des frais de fonctionnement réels des pharmacies pendant le service de garde.

Destruction d'une école financée par le Luxembourg en Cisjordanie et violences commises par des colons israéliens | Question 2613 (16/07/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Dans un communiqué de presse récent, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a informé qu'entre le 2 et le 4 juillet, des colons israéliens, agissant visiblement avec le soutien et l'assentiment d'Israël, ont déplacé de force la communauté palestinienne d'Arab Al Ka'abneh – également connue sous le nom d'Arab Mulaihat et d'Al-Muarrjat Est – établie de longue date dans la partie centrale de la vallée du Jourdain, et ont établi de nouveaux avant-postes de colonie de peuplement. La chaîne de télévision britannique Channel 4 a reporté que durant ce déplacement forcé, les colons israéliens ont détruit une école financée par le Luxembourg. Ils auraient notamment volé les ordinateurs de cette école qui avait été construite dans le cadre du support humanitaire aux Palestiniens risquant d'être déplacés de force en Cisjordanie, et financé par l'Union européenne ainsi que par les agences de développement de plusieurs États européens, dont le Luxembourg.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

– Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de la destruction de cette école et du vol du matériel informatique ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails sur l'état de l'établissement scolaire et les personnes qui auraient commis ces violences ?

– Quelle est la position du Luxembourg face à la violence systématique des colons israéliens en Cisjordanie et dans la Vallée du Jourdain en général et face aux incidents cités ci-dessus ?

– Quelles initiatives Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre au niveau international envers l'État d'Israël afin de faire suite à ces violences systématiques, qui font partie de l'annexion illégale de territoire ?

– Monsieur le Ministre pense-t-il qu'Israël doit payer la reconstruction des territoires ayant subi la destruction par ses forces armées, en particulier ceux en cours d'annexion illégale par Israël ?

Réponse (06/08/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Selon le rapport de la situation à Mu'arrjat Est, transmis par le West Bank Protection Consortium (WBPC) au ministère le 4 juillet 2025, les 20 dernières familles restantes de la communauté, près de Jéricho, ont fui leurs terres et l'école a été vandalisée à la suite d'une incursion violente de colons pendant la nuit. Selon les procédures mises en place, les faits ont été documentés par le WBPC et transmis à l'autorité israélienne.

Le Luxembourg condamne l'expansion des colonies en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Le Luxembourg a voté en faveur de la résolution A/RES/ES-10/27 du 12 juin 2025 réclamant la protection des civils et le respect des obligations juridiques et humanitaires, et de la résolution A/RES/79/91 du 4 décembre 2024 sur les colonies israéliennes dans le TPO, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé. En outre, le Luxembourg a voté en faveur le 18 septembre 2024 de la résolution A/RES/ES-10/24, demandant à Israël de mettre fin sans délai à sa présence illégale dans le TPO.

Au niveau européen, le Luxembourg a soutenu l'adoption de deux séries de mesures restrictives de l'UE à l'encontre des colons violents et extrémistes et des entités israéliennes liées à ceux-ci dans le TPO pour leurs activités de colonisation illégales et le harcèlement de la population palestinienne locale. Ainsi, le 19 avril 2024, l'UE a inscrit quatre personnes et deux entités sur la liste du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits de l'homme, suivi, le 15 juillet 2024, d'autres inscriptions contre cinq autres personnes et trois entités. De nouvelles propositions pour inscrire d'autres personnes sur la liste (troisième paquet de sanctions) sont en cours de discussion et le Luxembourg soutient pleinement ces propositions et insiste sur leur adoption rapide. Le Luxembourg a aussi soutenu l'initiative belge en signant une lettre adressée à la Commission le 16 juin, lui demandant d'analyser si l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice le 19 juillet 2024 sur l'occupation illégale des TPO par Israël est pleinement mis en œuvre dans le cadre de la politique commerciale de l'UE, politique qui relève de la compétence communautaire. La lettre demande spécifiquement que des mesures soient prises pour garantir que l'UE cesse tout commerce avec les colonies israéliennes dans les TPO.

Enfin, le Luxembourg a déposé une contribution écrite (en février 2025) et tenu une plaidoirie orale (en avril 2025) devant la Cour internationale de justice (CIJ) à La Haye dans le contexte de l'avis consultatif rendu par la CIJ à propos des obligations d'Israël en ce qui concerne la présence et les activités des Nations Unies dans le Territoire palestinien occupé. Par ailleurs, le Luxembourg a aussi fourni une contribution écrite et orale devant la CIJ pour ce qui est de l'avis consultatif rendu par la Cour en juillet 2024 concernant les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, qui concluait que la présence continue d'Israël dans le TPO était illégale et affirmait l'obligation d'Israël de mettre fin à cette présence illégale dès que possible.

Conscient des responsabilités qui incombent aux États en matière de respect du droit international humanitaire, le Luxembourg considère que les destructions de biens civils, y compris ceux financés par l'aide humanitaire, doivent faire l'objet de mesures de réparation. À ce titre, le Luxembourg contribue activement aux



efforts de plaidoyer du West Bank Protection Consortium, notamment à travers les lettres annuelles de demande de compensation adressées par les pays donateurs aux autorités israéliennes. Ces démarches visent à obtenir réparation pour les démolitions et confiscations illégales, en particulier dans les zones en cours d'annexion, et à rappeler l'importance du respect du droit international. Le Luxembourg soutient donc pleinement l'idée que les auteurs de telles destructions doivent assumer les conséquences de leurs actes.

Étude LëtZHB | Question 2614 (16/07/2025) de M. Gérard Schockmel (DP)

L'étude nationale de biosurveillance (LëtZHB), pilotée par le Département de la protection de la santé du Laboratoire national de santé (LNS), a été lancée le 5 mars 2025 au Luxembourg. Cette étude vise à analyser la présence de certaines substances chimiques dans des échantillons biologiques (urine, sang et cheveux), ainsi que dans des échantillons environnementaux prélevés au domicile des participants (air, poussière et eau).

Selon les informations publiées sur le site du LNS, les résultats biologiques individuels ne seront communiqués aux participants que si les concentrations mesurées représentent un risque médical avéré. Dans un tel cas, un suivi médical approprié sera mis en place.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre, peut-elle expliquer pourquoi les résultats des analyses biologiques ne sont pas systématiquement communiqués aux participants de l'étude ? Existe-t-il une base réglementaire ou scientifique justifiant cette décision ?

2) Cette procédure est-elle conforme aux principes du Règlement général sur la protection des données (RGPD) ?

Réponse (18/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les résultats individuels des échantillons biologiques ne seront pas communiqués aux participants, car pour la majorité des substances ciblées dans le cadre du projet PARC, il n'existe actuellement ni de valeurs de référence en matière d'exposition, ni de valeurs guides établies du point de vue de la santé. Par conséquent, les résultats individuels ne peuvent, à ce jour, être interprétés de manière pertinente, ni sur le plan médical, ni sur le plan scientifique.

Si ces résultats étaient communiqués aux participants, la seule conclusion que ces derniers – ou leur médecin traitant – pourraient en tirer est la capacité du laboratoire de détecter la présence de telles substances, sans aucun outil d'interprétation médicale ou scientifique. En l'absence d'un cadre interprétatif solide, il est estimé qu'une telle communication ne serait pas éthique, car elle risquerait de susciter des inquiétudes injustifiées.

L'objectif de PARC est justement de contribuer, à l'échelle européenne, à l'établissement de valeurs guides robustes pour ces substances émergentes. Pour y parvenir, il est essentiel que chaque État membre fournisse des données représentatives de sa population. Les concentrations mesurées dans chaque pays, y compris au Luxembourg, seront intégrées à l'analyse européenne et permettront, au terme de plusieurs années de recherche, de définir des valeurs de référence harmonisées et d'offrir une vision claire de l'exposition chimique des populations à travers l'Europe.

PARC permet également de réévaluer l'exposition à certaines substances déjà bien documentées sur le plan médical et scientifique. Même pour des substances bien connues, comme par exemple les métaux, le LNS ne communiquera pas directement les résultats biologiques individuels aux participants. Tous les résultats issus des échantillons biologiques de la population luxembourgeoise seront communiqués aux participants sous forme agrégée, c'est-à-dire de manière collective sans identification individuelle, à l'issue de l'étude. En revanche, les participants recevront les résultats individuels concernant l'analyse environnementale de leur domicile (air intérieur, poussières, eau du robinet). En cas de détection d'un risque avéré pour la santé, les deux médecins spécialistes du Département protection de la santé du LNS prendront contact avec la personne concernée et l'orienteront vers le Service hospitalier national de médecine de l'environnement (SHNME) au CHEM. Une prise en charge individualisée pourra être proposée, incluant aussi les autres membres du foyer si nécessaire, et les résultats individuels seront présentés avec une interprétation médicale et un plan de suivi adapté. À l'issue de cette prise en charge, le suivi pourra être poursuivi par le médecin traitant de leur choix.

ad 2) Il y a lieu de souligner que le programme européen PARC et le protocole de l'enquête LëtZHB respectent le RGPD (règlement UE 2016/679) et la législation nationale. Le protocole précité a été soumis aux procédures prévues au Luxembourg, et a obtenu un avis favorable du Comité national d'éthique de recherche (CNER) et de la Direction de la santé (DISA), ainsi que l'autorisation par la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Toute demande concernant les données à caractère personnel peut être adressée au Délégué à la protection des données (DPO) du LNS.

Travaux sur le viaduc de Munsbach (A1) | Question 2615 (16/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter 2 Joren ass ee Schantjen um Viadukt Mënsbech op der A1. Den Informationen op cita.lu no, soll de Schantje fir d'Schoulrentrée dëst Joer endlech fäerdeg ginn, zur Freed vu ville Leit, déi d'Streck all Dag mussen fueren.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Firwat huet de Schantjen op dëser Plaz esou laang gedauert? Bewäert d'Ministesch d'Dauer als normal, am Verglach zu änlechen Aarbechten hei am Land oder am Ausland?

2. Kann d'Ministesch bestätegen, dass de Schantjen de 15. September 2025 wäert fäerdeg ginn an een ab dem 15. September erëm mat 130 km/h iwwert dës Plaz fuere kann?

3. Kann d'Ministesch erklären, firwat 2024 fir dëse Schantje keng Ausnam zum Congé collectif gefrot gouf?

Réponse (11/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no Grënn fir déi laang Dauer vum Chantier um Viadukt Mënsbech, ob en nach ëmmer am Delai ass, a firwat 2024 keng Ausnam zum Kollektivcongé gefrot gouf.

ad 1. Opgrond vu Schied un den Deenungsfouen um Viadukt Mënsbech goufen am Hierscht 2023 als direkte Konsequenz éischt Sécherheetsmesurë geholl, dorënner d'Reduktioun vun der Vitess, fir de Risiko vu weideren Degradatiounen un dës Fouen ze reduzéieren.

Am Summer 2024 goufen dunn op alle betraffene Plaze provisoresch Deenungsfouen agesat. Dës Aarbechten hu 5 Woche gedauert a waren néideg, fir de Verkéier op dëser Plaz oprechtzeerhalen. D'Vitessreduktioun während der gesamter Zäit zanter dësen Aarbechte war bedéngt duerch déi technesch Constraint vum de provisoreschen Deenungsfouen an hat näischt mat den Aarbechten u sech ze dinn. Et war eng Moossnam, fir weidere Schued ze vermeiden.

An deem Kontext kann een d'Aarbechten als iwwerdurchschnittlech séier bewäerten.

Aktuell ginn dann déi provisoresch Fouen duerch definitiv Deenungsfouen ersat, soudass dann och all Aschränkung fir de Verkéier op der Bréck opgehuewe ka ginn. Et sief och betount, dass dës Aarbechte gezilt an der Sommervakanz realiséiert ginn, fir d'Auswirkungen op de Verkéier esou niddreg wéi méiglech ze halen.

Et ass och wichteg ze ënnersträichen, dass Deenungsfouen fir Brécke vun dëser Gréisst schwéier Strukture sinn, déi op Mooss hiergestallt mussen ginn. Zousätzlech gëtt et och nëmmen eng begrenzt Unzuel u spezialiséierten a qualifizéierten Entreprisen, déi Aarbechte vun dëser Zort ausféiere kënnen.

ad 2. Am Fall wou keng Imprevuen am Kader vum Chantier entstinn, ass virgesinn, d'Bréck de 15. September erëm op 2 x 2 Spuere fräizeginn an d'Vitess op déi ursprénglech 130 km/h zeréckzesetzen.

ad 3. Opgrond vun der Dauer vun den Aarbechten, déi am Juli a September 2024 ausgefouert goufen, war et net néideg, déi provisoresch Aarbechte während dem Kollektivcongé selwer ze maachen. Dës Aarbechte konnten och esou virun der Rentrée 2024/2025 ofgeschloss ginn, soudass de Verkéier ab der Rentrée 2024/2025 rëm op jeeeweils zwou Spuere pro Richtung lafe konnt.

Prolongation du délai légal entre le décès et l'inhumation | Question 2616 (16/07/2025) de M. Dan Hardy | M. Jeff Engelen (ADR)

Am aktuelle Bestattungsgesetz ass virgesinn, datt eng Läich 72 Stonnen no hirem Doud muss begruewen oder ageäschert ginn. Am Fall, wou d'Läich verbrannt gëtt, kann d'Begrieffniszeremonie och zu engem spéideren Zeitpunkt stattfannen. Wann d'Läich awer normal begruewe gëtt, fält d'Begrieffniszeremonie mam Begruewen zesummen. Et ass awer eng Tatsaach, datt den Delai vun dräi Deeg fir d'Begrieffniszeremonie am Fall wou d'Läich begruewe gëtt, extreem knapp bemooss ass, z. B. wann ee Famill am Ausland huet, déi sech mussen organiséieren, fir op d'Begrieffnis ze kommen. Wann een de genannten Delai verlängere wëll, muss ee bis elo extra eng Geneemegung ufroen.

Et ass doriwwer eraus jo sou, datt dat alt Bestattungsgesetz schonn an d'Jore komm ass an et haut jo duerch Killraim problemlos technesch méiglech ass, e Kierper och méi laang ze konservéieren. Aus de Reie vun de Bestattungsentreprisen héiert een dofir, datt den Delai tëscht dem Doud an dem Begruewe vun der Läich op mindestens fënnf Deeg sollt verlängert ginn.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un den Här Inneminister:

1. Am Hibleck op déi uewe beschriwwe Situatioun: Wier et an den Ae vun der Regierung net sënnavoll, den Delai tëscht dem Doud an dem Begruewen op minimum fënnf Deeg ze verlängeren? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun där betreffender Dispositioun am Bestattungsgesetz gerechent ginn?



2. A wéi vill Prozent vun den Doudesfäll zu Lëtzebuerg gëtt sech fir eng Anäschierung decidéiert an a wéi vill Prozent vun den Doudesfäll zu Lëtzebuerg gëtt sech dofir decidéiert, d'Läich an der Äerd ze begruuen?

Réponse (22/07/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Laut der Circulaire 2024-083 vum 8. November 2024, déi vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet un d'Gemenge geschéckt gouf, ass den Delai tëscht dem Doud an dem Begräfnis oder der Anäschierung, mat verschiddenen Ausnamen, op 144 Stonne festgeluecht ginn, am Aklang mat de Recommandatione vun der Gesondheidsdirektioun iwwert d'Theema Begräfnesser²⁷.

Et gëtt folgend Ausnamen:

– Delaien, déi duerch juristesche Instanze kéinten imposéiert ginn (z. B. bei der Noutwendegkeet vun enger Autopsie etc.);

– Beim Doud vun enger Persoun an hirem privaten Doheim:

- muss d'Begräfnis oder d'Anäschierung, wa keen onënnerbrachent Kille vun Ufank u méiglech ass, tëscht 24 an 72 Stonnen nom Doud stattfannen. D'Läich dierf also maximal 72 Stonnen doheim bliwen. D'Raumtemperatur däerf dobäi 18 Grad net iwwerschreiden. Am Fall wou dës Temperaturgrenz iwwerschritt gëtt, däerf d'Läich net méi laang wéi 24 Stonnen doheim bliwen, dëst weinst dem Risiko vun engem méi séier ageleete Verweesungsprozess.

- Wann e Gesondheitsrisiko besteet, deen eng Gefor fir Persounen kéint duerstellen, déi mat der Läich a Kontakt kéimen (z. B. héich Raumtemperaturen an d'Onméiglechkeet, d'Läich bannent 72 Stonnen ze begruuen) oder wann ee Killen net méiglech ass, muss d'Läich mat engem Läichewon an eng Läichenhal oder eng Morgue iwwerfouert ginn. D'Läich muss fir dësen Transport an eng Doudelued oder an ee Läichesak placéiert ginn.

ad 2. Zu Lëtzebuerg gëtt sech a ronn 70 % vun de Fäll fir eng Anäschierung entscheet an a ronn 30 % vun de Fäll dofir decidéiert, d'Läich an der Äerd ze begruuen.

Harcèlement moral dans les relations de travail | Question 2618 (17/07/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le projet de loi n° 7864 relatif au harcèlement moral dans les relations de travail a été adopté par la Chambre des Députés en date du 9 mars 2023.

Lors de ce même vote, la motion n° 4099 a également été approuvée. Elle invite le Gouvernement à procéder à une évaluation de l'efficacité de cette législation deux ans après son entrée en vigueur, afin d'en mesurer les effets concrets et de déterminer d'éventuelles lacunes nécessitant un ajustement législatif.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Gouvernement a-t-il d'ores et déjà entamé les travaux relatifs à l'évaluation de la loi précitée ?

2) Si oui, quels sont les acteurs, organismes ou institutions associés à cette démarche d'évaluation ?

3) Quand le Gouvernement prévoit-il de présenter les résultats de cette évaluation à la Chambre des Députés ?

Réponse (18/07/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

Dans ce contexte, le Ministre du Travail renvoie aux réponses, publiées le 16 juillet 2025, dans le cadre de la question parlementaire n° 2505 du 25 juin 2025 de l'honorable Député Mars Di Bartolomeo concernant « l'évaluation de la loi sur le harcèlement moral dans le cadre des relations de travail ».

Participation du Luxembourg à l'accord de livraisons d'armes à l'Ukraine financées par les alliés européens | Question 2619 (17/07/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Récemment, le président américain a déclaré avoir scellé un accord avec les alliés de l'OTAN qui conduira à des livraisons d'armes à grande échelle à l'Ukraine, y compris des missiles Patriot, entièrement financées par les alliés européens. Les premières livraisons de missiles devraient arriver en quelques jours et proviendraient des stocks européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quel est le coût financier de cet accord pour le Luxembourg ? Ces contributions seront-elles comptabilisées comme effort de défense par l'OTAN ?

2) Quelle est la position du Luxembourg face à cet accord, et en particulier face au financement exclusivement européen ?

3) Le fait que ces livraisons seront financées uniquement par les alliés européens avait-il été convenu avant l'annonce de la conclusion de cet accord par le président américain ?

4) Selon les ministres, est-il acceptable que le président des États-Unis décide des contributions des alliés européens à l'OTAN ?

5) Madame et Monsieur le Ministre prévoient-ils d'autres accords semblables dans un avenir proche ? Le cas échéant, lesquels ?

Réponse (24/07/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Le soutien militaire du Luxembourg en faveur de l'Ukraine pour l'année 2025 s'élève à 120 millions, montant qui est entièrement comptabilisé pour l'effort de défense par l'OTAN.

Le Luxembourg salue la volonté américaine de fournir des moyens militaires supplémentaires à l'Ukraine. Le mécanisme de financement de ces livraisons reste à établir et le Luxembourg suit de près les préparatifs en la matière. Toute décision sur une éventuelle participation dans ce financement reste la prérogative de chaque allié.

Le rôle de l'OTAN dans ce contexte se limite à la coordination. Toute décision de l'Alliance repose sur le principe de consensus et ne saurait être imposée par un allié aux autres.

Dons et libéralités | Question 2620 (17/07/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Bon an mal an, les contribuables luxembourgeois déduisent de leur revenu net, après cotisations de sécurité sociale, des dons et libéralités versés à des associations et de fondations reconnues d'utilité publique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle a été l'évolution de la valeur totale des dons et libéralités déduits fiscalement par les contribuables

luxembourgeois depuis l'an 2020, en distinguant selon les motifs humanitaires, sportifs, culturels et autres ?

2) Quel est le nombre de fondations et d'associations reconnues d'utilité publique par les autorités gouvernementales ? Comment ce nombre a-t-il évolué depuis 2015 ?

3) Combien d'associations et de fondations se sont vu retirer leur statut de personne morale reconnue d'utilité publique depuis 2015 ?

Réponse (29/08/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Les tableaux[†] ci-dessous renseignent la valeur totale des dons et libéralités déduits fiscalement par les contribuables personnes physiques respectivement personnes morales, pour chacune des années d'imposition 2020 à 2023. Les données relatives à l'année d'imposition 2024 ne sont pas renseignées ci-dessous, alors qu'elles ne sont pas représentatives vu que l'état d'imposition de l'année en question est encore relativement faible en date de fin juin 2025.

Les données exploitées par l'Administration des contributions directes à des fins statistiques ne permettent pas de distinguer entre les motifs humanitaires, sportifs, culturels et autres sur lesquels reposent ces dons et libéralités.

ad 2) Le tableau[†] ci-dessous indique le nombre des associations sans but lucratif (« ASBL »), des associations sans but lucratif reconnues d'utilité publique (« ASBL UP ») et des fondations immatriculées au LBR (Luxembourg Business Registers) depuis 2015. En ce qui concerne les ASBL UP, la mention de la reconnaissance de l'utilité publique n'a été reprise par le LBR que depuis 2021.

ad 3) Toutes les fondations créées après la loi du 4 mars 1994, qui a modifié la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, ainsi que toutes les fondations créées depuis l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations, disposent du statut de l'utilité publique dès leur création par arrêté grand-ducal et pendant toute la durée de leur existence. Les fondations telles que définies ci-dessus ne peuvent donc pas se voir retirer leur statut d'utilité publique et ne peuvent donc exister sans le statut d'utilité publique.

Les inscriptions, dont dispose le LBR, indiquent seulement les radiations volontaires et administratives des ASBL, des ASBL UP et des fondations, mais ne peuvent pas fournir le nombre de retraits du statut de l'utilité publique des ASBL UP.

On peut noter que le statut d'utilité publique a été retiré par arrêté grand-ducal à la demande de l'ASBL UP concernée dans quatre cas en 2024 et dans un cas en 2025. En août 2025, trois nouvelles demandes de retrait ont été déposées au Ministère de la Justice.

Participations de l'État dans des sociétés | Question 2621 (17/07/2025) de **M. André Bauler** (DP)

L'État est détenteur de participations dans des sociétés diverses. En tant qu'actionnaire, il participe ainsi à la prise de décision dans différentes entreprises. En 2024, la Trésorerie de l'État a mis en ligne un outil interactif visant à améliorer la transparence et la lisibilité de ce portefeuille public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

²⁷ Circulaire 2024-083^{*}



1) Quelles sont les sociétés dans lesquelles l'État détient actuellement des actions? Et quel est le poids de l'État dans ces sociétés en termes de parts sociales?

2) Quelles sont les sociétés dans lesquelles les institutions paraétatiques détiennent des participations? Et quel est le volume de ces participations?

3) Depuis l'an 2000, comment l'actionnariat de l'État a-t-il évolué en termes de patrimoine financier et de diversification économique?

4) Quelles sont les différentes raisons pour lesquelles l'État détient ou a détenu des actions dans des entreprises? Autrement dit, quelles sont les stratégies poursuivies par le Gouvernement en la matière?

Réponse (20/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Le tableau[†] suivant reprend les informations relatives aux sociétés de droit privé dans lesquelles l'État a une participation, tirées du registre que la Trésorerie de l'État tient en application de l'article 93 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'État. C'est ce même registre qui alimente l'outil de visualisation auquel fait référence l'honorable Député dans sa question.

ad 2) Les participations listées dans le tableau[†] qui suit sont reprises des fichiers de la Trésorerie, qui se limitent aux participations détenues par d'autres entités de droit public pour autant que l'État en détienne également une participation directe.

ad 3) Le tableau[†] ci-dessous compare la situation au 31 décembre 2000 à celle au 31 décembre 2024.

L'évolution sur les 25 dernières années témoigne d'un engagement plus large de l'État dans l'économie luxembourgeoise. Fin 2000, l'État détenait des participations dans des sociétés de droit privé actives principalement dans 5 secteurs économiques: la sidérurgie, l'énergie, le logement, les transports et la logistique. Fin 2024, cette liste s'étend, notamment, également aux secteurs de la finance et de la communication.

ad 4) La gestion des différentes participations relève, en fonction du secteur d'activité, des ministères de tutelle respectifs. La stratégie appliquée au cas par cas s'inscrit ainsi dans la poursuite des objectifs retenus dans le programme de coalition.

D'une manière générale, le portefeuille des participations de l'État dans des sociétés de droit privé peut être subdivisé en trois catégories principales:

– Les entreprises qui développent et gèrent des infrastructures et des services publics, que ce soit en matière énergétique, logistique, de logement, de transport ou de communication. Leur détention par l'État participe ainsi à la souveraineté et l'autonomie stratégique du pays.

– Les entreprises contribuant au développement de secteurs économiques clés. Historiquement, l'entrée de l'État dans leur capital s'est souvent inscrite dans un contexte de crise (sidérurgique et financière notamment), avec l'objectif de stabiliser les secteurs en question. L'État a également participé en tant qu'actionnaire stratégique à la création de certaines entités pour stimuler le développement de nouvelles activités (finance durable, haute technologie, etc.).

– Les entreprises actives dans l'aide au développement.

Il en résulte que les participations de l'État ont été acquises pour des raisons stratégiques et non pas à titre d'investissement financier. D'ailleurs, seule une petite part des entités est cotée en bourse. La valeur de ces participations était de 1.172,9 millions euros au 31 décembre 2024.

Divergences entre les annonces luxembourgeoises et les déclarations allemandes concernant les contrôles à la frontière germano-luxembourgeoise | Question 2622 (17/07/2025) de M. Meris Sehovic (déli gréng)

Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a récemment annoncé la fin imminente des contrôles aux frontières par la police allemande sur l'autoroute de Schengen dès le mois d'août, avec notamment la réouverture des deux voies de l'autoroute et le retrait des blocs de béton.

Or, selon des informations relayées dans les médias en date du 17 juillet, le syndicat de la police du Saarland exprime publiquement sa perplexité face à des déclarations contradictoires émanant du Gouvernement fédéral allemand. Le syndicat évoque notamment des propos divergents entre le Ministre fédéral allemand de l'Intérieur Dobrindt au sujet d'un assouplissement des contrôles, et M. Wadephul, Ministre fédéral des Affaires étrangères, qui affirmerait pour sa part que la situation restera inchangée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures:

1) Monsieur le Ministre est-il au courant voire peut-il confirmer les déclarations contradictoires au sein du Gouvernement allemand au sujet des contrôles aux frontières?

2) Monsieur le Ministre a-t-il été informé d'un éventuel revirement de position du côté allemand au sujet des contrôles aux frontières? Dans l'affirmative, quand et par quel canal Monsieur le Ministre en a-t-il été informé?

3) Quelles démarches Monsieur le Ministre a-t-il entreprises auprès du Gouvernement allemand afin de clarifier la situation?

4) Comment Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir pour garantir que les engagements annoncés concernant la fin des contrôles fixes soient effectivement mis en œuvre début août?

Réponse (22/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

La réorganisation des contrôles aux frontières par la « Bundespolizei » sur l'autoroute du côté allemand près de Schengen, visant à réduire les répercussions sur la fluidité du trafic et par conséquent sur la qualité de vie des frontaliers et des habitants des communes frontalières luxembourgeoises, sera mise en œuvre exactement comme je l'avais convenu début juillet avec mon homologue allemand, M. Alexander Dobrindt, et comme celui-ci me l'a reconfirmé, ce 22 juillet, en marge de la réunion informelle du conseil JAI à Copenhague.

Les informations que j'avais communiquées aux honorables Députés lors de l'heure de questions à la Chambre des Députés le 8 juillet restent donc inchangées.

Non-invitation du ministre luxembourgeois à un sommet migratoire organisé par l'Allemagne | Question 2623 (17/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Für diesen Freitag, den 18. Juli, hat der deutsche Innenminister Alexander Dobrindt eine Reihe EU-Kollegen zu einem Migrationsgipfel eingeladen. Teilnehmen sollen Frankreich, Polen, Österreich, Dänemark, Tschechien sowie der zuständige EU-Kommissar.

Offenbar wurde unser Innenminister nicht eingeladen, obwohl unser Land an Deutschland grenzt und es erst kürzlich ein Treffen zwischen ihm und seinem deutschen Kollegen gegeben hat.

Das „Luxemburger Wort“ hat in seiner Donnerstagausgabe in diesem Zusammenhang berechtigte Fragen aufgeworfen.

Da die Antworten des Innenministeriums nicht zufriedenstellend sind, möchten wir vom Innenminister erfahren:

1. Wurde Luxemburg zu diesem Gipfeltreffen eingeladen?

2. Hat Luxemburg sein Interesse an der Teilnahme an diesem Treffen geäußert, beziehungsweise wenn nicht aus welchem Grund?

3. War dieses Treffen bei der rezenten Begegnung zwischen dem Luxemburger Innenminister und seinem deutschen Kollegen ein Thema?

Réponse (22/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Wie viele andere Staaten auch, war Luxemburg nicht zu diesem Treffen eingeladen worden. Darüber hinaus fand am Freitag, dem 18. Juli, eine Sitzung des Regierungsrates statt.

Évolution des dépenses publiques | Question 2624 (18/07/2025) de M. André Bauler (DP)

Le budget de l'État est composé de deux types de dépenses, à savoir les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires. Le premier type de dépense a un caractère récurrent alors que le deuxième se distingue par son caractère non récurrent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quelle a été l'évolution des dépenses à caractère récurrent depuis l'an 2000? Est-il possible de catégoriser ces dépenses? Quelle a été l'évolution de leur part relative dans l'ensemble des dépenses publiques assurées par l'État luxembourgeois?

2) Quelles sont les dépenses publiques à caractère récurrent qui ont été nouvellement introduites depuis le début du siècle?

3) Quelle a été l'évolution des investissements publics depuis 2000? Quelle a été leur part relative dans l'ensemble des dépenses publiques?

4) Quelle a été l'évolution de la part relative des dépenses en relation avec la sécurité sociale depuis la même date?

Réponse (13/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Pour les besoins de la réponse à la question sous rubrique, les « dépenses récurrentes » sont définies comme les dépenses courantes de l'Administration centrale suivant le Système européen des comptes (SEC 2010). Elles sont réparties selon les catégories suivantes:

- la consommation intermédiaire (frais de fonctionnement de l'État et frais de rénovation des infrastructures publiques),
- la rémunération des salariés (salaires et pensions des agents de l'État),
- les subventions à payer,
- les revenus de la propriété (principalement les intérêts de la dette publique),
- les prestations sociales (chômage, REVIS, etc.),
- les autres transferts courants (sécurité sociale, communes, secteur conventionné, Union européenne, étranger).

Depuis l'année 2000, les dépenses courantes de l'Administration centrale ont augmenté de façon continue. Cette hausse s'explique par la croissance de l'économie luxembourgeoise et par les besoins grandissants en services publics, comme l'aide sociale ou le fonctionnement des administrations. En moyenne, ces dépenses se sont accrues d'environ 6,6 % chaque année jusqu'en 2025²⁸.[↑]

La part relative des dépenses courantes dans le total des dépenses de l'Administration centrale a été relativement stable, oscillant entre 83 % et 91 % sur les 25 dernières années. En moyenne, elles représentent 87 % des dépenses totales.[↑]

ad 2) Il n'existe pas de recueil spécifique permettant de retracer exactement l'apparition de telles dépenses à un moment donné. Toutefois, plusieurs politiques, dispositifs ou institutions introduits depuis le début du siècle ont donné lieu à des dépenses publiques à caractère récurrent, notamment en matière de fonctionnement, de transferts sociaux ou de subventions. À titre d'exemple, on peut citer :

- l'introduction de l'assurance dépendance (1999),
- le développement des maisons relais (2000),
- la mise en place du Fonds Belval (2002),
- l'établissement de l'Université du Luxembourg (2003),
- la création de la mutualité des employeurs (2008),
- la mise en place du chèque-service accueil (2009),
- l'objectif de 1 % RNB pour l'aide au développement (2009),
- la digitalisation de l'administration, cybersécurité (2010),
- la mise en place du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) (2015),
- le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg pour la période 2021-2030 (PNEC 2019),
- la gratuité du transport public (2020),
- la gratuité des maisons relais (2022),
- la transition énergétique et le logement abordable (2023).

ad 3) Les investissements comprennent les investissements directs et indirects ainsi que l'acquisition et la cession d'actifs.

Par investissements directs, il faut entendre les investissements que l'Administration centrale effectue directement, notamment dans :

- le réseau ferroviaire/tram,
- le réseau routier,
- les infrastructures scolaires,
- les bâtiments de l'État,
- le logement.

Les investissements indirects sont constitués par les aides financières en capital que l'Administration centrale accorde à des intervenants tiers comme les communes, les hôpitaux ou à l'étranger.

Sur la période de 2000 à 2025, les dépenses d'investissement ont progressé plus rapidement que les dépenses courantes. La croissance annuelle moyenne des dépenses d'investissement se chiffre à 8,3 % contre 6,6 % pour les dépenses courantes. À noter que les dépenses d'investissement de l'Administration centrale représentent en moyenne 4 % du PIB.[↑]

Les dépenses d'investissement correspondent en moyenne à 13 % des dépenses totales de l'Administration centrale.[↑]

ad 4) Depuis 2000, la part des transferts vers la Sécurité sociale dans les dépenses totales de

l'Administration centrale a connu une légère baisse. Elle est passée de 27 % en 2000 à 23 % en 2025. Cette baisse relative ne reflète pas une réduction des montants alloués, mais plutôt une croissance plus rapide d'autres postes de dépenses publiques.[↑]

Réforme de la PAC et position du Gouvernement luxembourgeois | Question 2625 (18/07/2025) de Mme Claire Delcourt | Mme Paulette Lenert (LSAP)

La réforme envisagée de la Politique agricole commune (PAC) dans le cadre du futur Cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 entraîne non seulement une réduction importante des moyens financiers alloués à l'agriculture, mais aussi une refonte en profondeur des modalités d'attribution des aides. Cette réorientation touche à des aspects sensibles : la définition des bénéficiaires, les critères d'éligibilité, l'orientation environnementale des aides, ainsi que la cohérence future de la PAC dans un contexte d'élargissement potentiel de l'Union européenne (UE).

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois concernant la baisse substantielle du budget de la PAC proposée par la Commission européenne ? Estime-t-il que les paiements directs aux agriculteurs seront effectivement préservés malgré cette réduction ?

2) Quelle position le Gouvernement adopte-t-il face aux nouvelles modalités de ciblage des aides, en particulier le plafonnement à 100.000 euros, la dégressivité des aides au-delà de certains seuils, ainsi que la définition nationale de l'« agriculteur actif » ? Des lignes directrices européennes sont-elles nécessaires pour éviter des disparités entre États membres ?

3) Quelle est la position du Gouvernement quant à la suppression des exigences environnementales harmonisées à l'échelle européenne (GAEC), et aux conséquences possibles sur la biodiversité, l'environnement et les objectifs climatiques ?

4) Le Gouvernement est-il favorable à une réforme plus structurelle de la PAC, notamment l'abandon des subventions basées sur la superficie au profit de critères écologiques et sociaux, en particulier dans la perspective d'une future adhésion de l'Ukraine à l'UE ?

Réponse (29/08/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le Gouvernement soutient une PAC « forte » avec un budget dédié à la hauteur des enjeux et défis de l'objectif stratégique de la souveraineté alimentaire. Il n'est pas encore possible d'évaluer l'impact sur le budget de la PAC et les paiements directs.

Cependant la part du budget alloué aux paiements directs devrait se situer plus ou moins au même niveau que pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

ad 2) Le Gouvernement n'est pas favorable à la proposition actuelle de la Commission européenne par rapport au plafonnement et à la dégressivité des aides directes. Surtout nos jeunes agriculteurs risquent d'être lésés par ce mécanisme.

Si le concept d'« agriculteur actif » a été supprimé en tant que tel dans la proposition législative de la PAC, il est à noter que cette proposition prévoit à l'article 6,

paragraphe 5, l'obligation pour les États membres de cibler les aides prioritairement sur les agriculteurs exerçant une activité agricole et contribuant activement à la sécurité alimentaire.

En outre, le paragraphe 22 de l'article 4 de la proposition législative sur les plans de partenariats nationaux et régionaux reprend en substance la définition actuelle de l'article 4, paragraphe 2 du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil.

Force est de constater que la proposition de réglementation n'offre pas beaucoup plus de liberté aux États membres que les textes en vigueur actuellement.

Le Gouvernement est cependant favorable à une définition nationale de « l'agriculteur actif », puisque cela permettra de prévoir certaines adaptations au contexte national, en concertation avec les organisations professionnelles.

ad 3) Dans la proposition législative de la Commission européenne sur la PAC, le concept de « farm stewardship » remplace le concept de « conditionnalité élargie » actuellement en vigueur.

Ce nouveau concept comporte trois volets :

– Part A : Règles sur le « farm stewardship », identiques aux exigences réglementaires minimales en vigueur actuellement dans le cadre de la conditionnalité élargie.

– Part B : Règles sur la conditionnalité sociale, identiques aux exigences réglementaires minimales en vigueur actuellement dans le cadre de la conditionnalité sociale.

– Part C : Règles sur les mesures de protection, qui sont identiques aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) actuellement en vigueur, à l'exception de la BCAA 1 « Maintien des prairies permanentes », qui a été supprimée.

Au Luxembourg, le ratio de prairie permanente par rapport à la surface agricole n'a cessé d'augmenter les dernières années. Il s'ensuit que la modification proposée de la réglementation ne devrait avoir aucune conséquence sur la biodiversité, l'environnement et les objectifs climatiques.

ad 4) Le Gouvernement soutient une PAC forte avec un budget dédié et n'est pas favorable à un abandon des aides directes liées à la superficie.

Conséquences de la réforme de la PAC pour l'agriculture luxembourgeoise | Question 2626 (18/07/2025) de Mme Claire Delcourt | Mme Paulette Lenert (LSAP)

La proposition de la Commission européenne pour le nouveau Cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 prévoit une restructuration profonde de la Politique agricole commune (PAC), tant au niveau budgétaire qu'organisationnel. Le budget alloué à la PAC serait réduit de manière significative, tandis que son autonomie structurelle disparaîtrait avec son intégration dans un fonds unique intitulé « Plans de partenariat nationaux et régionaux », placé sous la gestion des États membres.

Cette évolution soulève des interrogations majeures quant à une éventuelle renationalisation de la PAC, à ses conséquences pour les exploitants agricoles luxembourgeois – notamment les petites exploitations, les jeunes agriculteurs et les femmes – ainsi qu'au rôle du Luxembourg dans les négociations budgétaires à venir. Elle pose également la question d'une éventuelle compensation budgétaire nationale pour atténuer l'impact des pertes potentielles sur le revenu agricole.

²⁸ L'ensemble des chiffres présentés dans cette réponse se réfèrent aux chiffres des budgets exécutés respectifs, mis à part pour l'année 2025 qui représentent les chiffres du budget voté.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, à Monsieur le Ministre des Finances, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une estimation des pertes potentielles pour les exploitants luxembourgeois si la proposition actuelle devait être adoptée sans modification ?

2) Le Gouvernement considère-t-il que l'intégration de la PAC dans un fonds plus large constitue une renationalisation de facto de la politique agricole européenne ? Quelles garanties souhaite-t-il obtenir pour préserver la spécificité et la cohérence de la PAC ? Le Gouvernement envisage-t-il, dans un tel scénario, de compenser les pertes potentielles pour les agriculteurs luxembourgeois par une mobilisation accrue de ressources nationales, notamment via le budget de l'État ?

3) Quelles sont les conséquences attendues pour le Luxembourg de la suppression des piliers de la PAC, notamment en ce qui concerne le financement du développement rural, qui est désormais intégré dans un cadre concurrentiel avec d'autres priorités nationales ?

4) Comment le Luxembourg compte-t-il soutenir les petites exploitations, les jeunes agriculteurs et les femmes dans l'agriculture dans le cadre du nouveau dispositif de planification nationale ?

5) Dans quelle mesure le Luxembourg participera-t-il activement aux négociations budgétaires à venir, afin de défendre les intérêts des exploitations agricoles luxembourgeoises face aux risques de fragmentation et d'inégalités entre États membres ?

Réponse (29/08/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Actuellement, le Gouvernement ne dispose pas encore d'estimation. Les textes de la proposition législative ainsi que leurs conséquences sont en cours d'analyse.

ad 2) L'intégration de la PAC dans le fonds national et régional de partenariat, regroupant plusieurs domaines politiques, ne garantit pas en soi une rationalisation de la PAC ni une simplification. La proposition législative de la Commission européenne devra être adaptée de manière à prévenir des complexités et coûts administratifs additionnels pour les autorités compétentes nationales.

Le Gouvernement plaidera pour un maintien maximal des spécificités de la PAC, ainsi que pour une marge de manœuvre importante accordée aux États membres dans la mise en œuvre des plans nationaux et régionaux de partenariat.

Le Gouvernement plaidera pour que, dans le cas des États membres disposant d'une enveloppe budgétaire limitée, le nombre d'objectifs, les modalités et procédures administratives des plans nationaux et régionaux de partenariat soient définies selon une approche proportionnée et fondée sur les risques, afin d'éviter des charges administratives excessives.

ad 3) Actuellement, le Gouvernement ne dispose pas encore d'estimation. Les textes de la proposition législative ainsi que leurs conséquences sont en cours d'analyse.

ad 4) Les priorités de la politique agricole seront fixées en concertation avec les organisations professionnelles.

ad 5) Le Gouvernement participera activement et à tous les niveaux de représentation, aux négociations

budgétaires et défendra une PAC forte, disposant d'un budget dédié à la hauteur des enjeux et défis de l'objectif stratégique de la souveraineté alimentaire.

Perspectives de coopération entre le Luxembourg et le Royaume-Uni après le Kensington Treaty | Question 2627 (18/07/2025) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV)

De 17. Juli 2025 hunn Däitschland an d'Vereenegte Kinnekräich zu London de sougenannte „Kensington-Vertrag“ ënnerschiwwen. Dësen ëmfaassenden Accord gesäit eng verstärkt Zesummenaarbecht tëscht de béide Länner a Beräicher wéi Verdeedegung a Sécherheet, Migratioun, Wëssenschaft a Bildung vir. Besonnesch ervirzeisträichen si beim leschte Punkt d'Pläng fir visafrei Reesen am Kader vu Schüler- a Jugendaustauschprogrammer.

An dësem Kontext wëllt ech dem Här Ausseminister folgend Froe stellen:

– Plangt d'Regierung, Gespräicher mam Vereenegte Kinnekräich opzehuelen, fir een Accord auszeschaffen, deem eng verstärkt Zesummenaarbecht a verschiddene Politikberäicher wéi Sécherheet, Wirtschaft a Bildung virgesäit?

– Mat wéi enge Schwierigkeete si momentan Lëtzebuerger Studentinnen a Studenten konfrontéiert, déi am Vereenegte Kinnekräich studéieren oder do wëlle studéieren goen?

– Wier d'Regierung gewëllt, dës Problemer an eventuelle Gespräicher unzeschwätzen a gegebenefalls no Léisungen ze sichen?

Réponse (12/08/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

D'Vereenegte Kinnekräich a Lëtzebuerg verbënnt eng laangjäreg a vertrauensvoll Partnerschaft, déi op enger gemeinsamer europäescher Geschicht berout. D'Regierung setzt sech dofir an, d'Relatiounen tëscht onse béide Länner weider ze stäerken. An deem Sënn gouf den 11. Mee 2023 eng gemeinsam Erklärung iwwer déi bilateral Zesummenaarbecht tëscht béide Regierungen ënnerschiwwen. Ënner anerem sinn d'Sécherheet, d'Defense, d'Wirtschaft an d'Mobilitéit, dorënner och d'Jugendmobilitéit, als Haaptprioritéiten an der Deklaratioun opgeléicht. Dës ass ons Basis, fir ee strukturierte bilaterale Dialog ze féieren an d'Kooperatioun an de festgeluechten Theemeberäicher ze verdéiwen.

Eis Zesummenaarbecht berout natierlech och op der méi breeder Beziéung tëscht dem Vereenegte Kinnekräich an der Europäescher Unioun an ënner anerem der NATO. De sougenannte „Common Understanding“, deem um Sommet tëscht der EU an dem Vereenegte Kinnekräich vum 19. Mee 2025 adoptéiert gouf, enthält eng Engagemente a Beräicher wéi Sécherheet, Defense, Jugendmobilitéit, Erasmus+ an der Stärkung vun der wirtschaftlecher Zesummenaarbecht.

Wat Studéieren am Vereenegte Kinnekräich ubelaangt, bezuelen EU-Studenten zanter dem Brexit a ville Fäll déi méi héich Aschreiwungskäschte fir international Studenten, an net méi déi sougenannten „home fees“, wéi déi brittesch Studenten, a brauchen och e Studentevisum, fir am Vereenegte Kinnekräich ze studéieren.

Gespräicher zu engem sougenannten neie „Youth Experience Scheme“ fannen, an der Suite vum uewe genannte Sommet vum 19. Mee 2025, op EU-Niveau statt.

Évolution de l'infrastructure sur l'aire de Berchem | Question 2628 (18/07/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

L'aire de Berchem, connue comme l'une des plus grandes stations-service d'Europe, joue un rôle stratégique dans le transit routier international, tant pour les véhicules particuliers que pour les poids lourds. Dans le cadre des efforts de transition énergétique, des bornes de recharge électrique y ont récemment été installées. Cette évolution soulève plusieurs questions relatives à l'équilibre entre infrastructures fossiles et électriques sur ce site.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Combien de pompes à carburant classiques étaient installées sur l'aire de Berchem avant les récents aménagements, et combien y en a-t-il actuellement ?

2) Combien de bornes de recharge électrique sont actuellement disponibles sur le site, et combien de nouvelles installations sont encore prévues ?

3) L'installation de bornes de recharge spécifiques pour les camions électriques est-elle déjà en cours ou à l'étude ? Dans la négative, le Gouvernement envisage-t-il de telles installations dans un avenir proche, compte tenu du rôle clé de cette aire pour le trafic de marchandises international ?

Réponse (20/08/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les pompes à carburant classiques se trouvent sur la surface affectée au concessionnaire respectif de l'aire de service, qui fait l'objet d'un contrat de concession entre l'État et le concessionnaire. Le concessionnaire sur l'aire de Berchem est actuellement pour les deux stations Kuwait Petroleum (Luxembourg) SA.

À ce jour, selon les informations disponibles, l'aire de Berchem compte 48 pompes à carburant classiques en direction de la France (dont 28 réservées aux camions) et 75 pompes en direction de Luxembourg (dont 20 réservées aux camions).

Le contrat de concession actuel prévoit que le nombre de postes de distribution de carburant ne peut être inférieur à ce qui était installé au moment de la reprise de la concession par Kuwait Petroleum (Luxembourg) SA le 1^{er} mai 2025. Une modification du nombre de postes de distribution de carburant n'est possible qu'après accord de l'État.

Ceci est une mesure de sécurité routière qui permet d'éviter qu'une réduction non autorisée engendre, lors de journées de grande affluence, de longues queues d'attente qui risqueraient de provoquer des manœuvres dangereuses de la part des usagers et usagers de la route.

ad 2) Actuellement, l'aire de Berchem dispose de 6 bornes de recharge électrique en direction de la France, et également de 6 bornes en direction de Luxembourg. Ces installations sont situées sur la surface non affectée au concessionnaire et font l'objet d'un contrat distinct.

ad 3) Le règlement (UE) 2023/1804 du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2023 relatif au déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs, abrogeant la directive 2014/94/UE (AFIR), impose aux États membres de garantir, d'ici 2030, la mise en place d'infrastructures de charge dédiées aux véhicules utilitaires lourds. Ainsi, par exemple, des

parcs de charge pour camions électriques doivent être installés au moins tous les 60 km dans les deux sens le long du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), ce qui couvre au Luxembourg une grande partie du réseau autoroutier et des stations de service. Ces exigences s'appliquent également aux tronçons transfrontaliers, où il convient de veiller au respect des distances maximales entre infrastructures.

Le Gouvernement luxembourgeois prévoit de se conformer au plus tard en 2030 à ces obligations européennes d'AFIR pour l'ensemble de son réseau central RTE-T. Des échanges sont actuellement en cours avec les pays voisins afin d'assurer une coordination transfrontalière efficace.

Par ailleurs, la nouvelle loi du 18 juillet 2025, modifiant la loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques, confère au Ministère de l'Économie la possibilité de lancer des appels à projets avec mise en concurrence, de manière plus ciblée. Cette modification de loi permet ainsi, en cas de besoin, d'organiser des appels à projets spécifiquement dédiés à l'installation de bornes de charge pour poids lourds électriques et le long du réseau RTE-T.

Sécurité routière des enfants aux abords des écoles primaires | Question 2629 (18/07/2025) de **Mme Djuna Bernard** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Am Kader vum „Zuch vun der Demokratie“, enger Aktivitéit organiséiert vum Zentrum fir politesch Bildung, huet d'Klass 3.2.B aus der Batty Weber-Grondschoul vum Lampertsbiérg de Wonsch formuléiert, en Tempolimit vum 20 km/h am Émkrees vun hirer Schoul aus Sécherheetsgrënn anzeféieren.

D'Initiativ „Séchere Schoulwee“ vun de Gemengen ass begrëssenswäert, mee gëtt fakultativ an net verpflichtend duerchgefuert. Dëst stellt d'Fro no enger koordinéierter an nationaler Approche fir d'Sécherheet vu Schoulkanner am Stroosseverkéier.

An dësem Kontext erlabe mir eis, der Madamm Ministesch fir Mobilitéit follgend Froen ze stellen:

1. Wéi steet d'Ministesch grondsätzlech zu Moosname fir d'Verkéisberouegung ronderëm Schoulen am Kontext vun der Sécherheet vun de Schüler*innen an? Wéi eng Initiativen huet de Ministère geholl, fir d'Gemengen op deem Thema ze sensibiliséieren?

2. Ass d'Regierung gewëllt, d'Initiativ „Séchere Schoulwee“ opzewäerten, beispillsweis duerch eng Verpflichtung fir d'Gemengen oder mat finanziellen Aiden?

Réponse (11/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert renschneiere sech iwwer d'Verkéisberouegung bei de Schoulen an d'Initiativ vum séchere Schoulwee.

ad 1. D'Sécherheet vun de Kanner um Schoulwee ass natierlech och eng vun de Prioritéite vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten. Am „Plan national Sécurité routière 2024–2028 – PNSR“ sinn dofir och verschidde Moosname virgesinn, déi genee dësem Zil dëngen.

Am Kapitel „Comportement humain“ vum PNSR stellt d'Sensibiliséierung vun de Verkéisberouegungsparticipanten e wichtegt Element duer. All Joer ginn hei gezielt Campagnen duerchgefuert, déi sech virun allem mat de vulnerabele Verkéisberouegungsparticipanten auserneeetzen. Dozou zielen natierlech och Kanner, déi zu Fouss oder

mam Vélo ënnerwee sinn. Dës Campagnen hunn als Zil, d'Leit am Verkéier op méiglech Geforen opmierksam ze maachen an si drun ze erënneren, fir op déi aner opzepassen, andeems si sech un de Code de la route halen.

Zousätzlech gesäit de PNSR och vir, dass zesumme mam Educationministère analyséiert gëtt, wéi d'Verkéisberouegung an de Schoule verstärkt kéint ginn. D'Zil dovun ass et, de Kanner scho fréi d'Wichtigkeet vun engem verantwortungsvolle Verhalen am Verkéier nozelleen.

D'Initiativ, fir Gemenge- wéi och Staatsstroossen inneruerts ze apaiséieren, muss vun de jeeweilege Gemengen kommen. Dobäi ginn d'Apaisementer op Staatsstroossen op Héicht vu schouleschen Aarichtunge systematesch vu mengem Ministère accordéiert, ënner der Bedéngung, datt d'Amenagementer de konzeptuellen an techneschen Ufuerderungen entsprechen.

Fir de Gemengen eng Hëllefstellung bei der Ëmsetzung vun de verschiddenen Apaisementsmesuren unzibidden, gouf dofir mat de ministerielle Richtlinien „Apaisement de la circulation“ (www.apaisement.lu) e Leitfaden ausgeschafft. Zu dësem Sujet bitt de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten am INAP reegelméisseg technesch Formatiounen fir d'Gemengen un.

ad 2. Wéi schonns uewe beschriwwen, läit d'Initiativ, fir de Schoulwee ze sécheren, bei de Gemengen, sou datt dëst der Autonomie communale ënnerläit.

Sécurité routière des livreurs de restauration en livraison à domicile | Question 2630 (18/07/2025) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Le recours aux services de livraison de repas (food-delivery) s'est fortement développé au Luxembourg, avec des travailleurs – souvent à vélo, en e-trottinette ou en scooter – qui circulent dans l'espace public. Ces derniers mois, de nombreux témoignages ont signalé des comportements à risque de la part de livreurs circulant sur les trottoirs, ne respectant pas les feux de circulation ou utilisant les pistes cyclables de manière inappropriée, souvent sous pression de temps.

Selon une étude du European Transport Safety Council publiée en 2022, les livreurs de la « gig economy » présentent un risque d'accident significativement plus élevé que les autres usagers professionnels de la route, en raison de conditions de travail précaires, de pressions horaires et d'un manque de formation en sécurité routière.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité :

1) Le Gouvernement dispose-t-il d'une évaluation générale de l'impact de l'activité de livraison de repas à domicile sur la sécurité routière ? Des données existent-elles concernant les incidents ou accidents impliquant ces livreur-euse-s, notamment en ce qui concerne leur circulation à vélo ou en deux-roues motorisés ?

2) Quelles sont les règles actuellement applicables à cette catégorie de travailleur-euse-s en matière de sécurité routière ? Ces règles sont-elles systématiquement communiquées par les plateformes de livraison ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il de lancer des campagnes d'information ou de sensibilisation spécifiques, en collaboration avec les communes et les plateformes concernées, afin d'assurer le respect du Code de la route et de prévenir les comportements dangereux ? Des contrôles ciblés sont-ils également prévus à cet effet ?

Réponse (11/08/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir des informations concernant la sécurité des livreurs se déplaçant à deux roues.

Les statistiques nationales en matière d'accidentalité ne distinguent pas les usagères et usagers selon leur activité professionnelle. Aucune évaluation spécifique relative aux livreurs de repas n'est donc disponible. Les données sont ventilées par type de véhicule (cycle, cyclomoteur, motocyclette, etc.).

Les personnes effectuant des livraisons sont soumises, comme toute usagère et tout usager, aux dispositions du Code de la route.

En ce qui concerne la communication des règles, une campagne dans le cadre de la santé et la sécurité au travail sur les risques et les règles de bonne conduite sur la route est en train d'être élaborée par l'Association d'assurance accident (AAA) en collaboration avec les acteurs concernés, dont également le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, afin de sensibiliser les professionnels aux risques de la route. Celle-ci comprend également des recommandations pour les entreprises concernées afin de sensibiliser leurs collaborateurs au respect de la réglementation en vigueur.

Concernant les contrôles, ceux-ci sont effectués de manière régulière par la Police grand-ducale et couvrent l'ensemble des usagères et usagers de la route. Des contrôles spécifiques de cette catégorie d'usagères et usagers ne sont cependant pas envisagés pour l'instant.

Affaire de conflits d'intérêts en matière immobilière à Differdange | Question 2631 (21/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi een an der Press gewuer gouf, ermëttelt d'Justiz aktuell géint den aktuelle Buergermeeschter vun der Gemeng Déifferdeng an ee Promoteur, deen och President vum FC Déifferdeng 03 ass, wéinst engem Verdacht op Korruptioun. Et gëllt d'Onscholdsvermuddung, allerdéngs verhënnert dat net, dass verschidde politesch Froe musse gestallt ginn, déi d'Féierung vun enger Gemeng duerch de Buergermeeschter a Schäfferot betreffen.

Et geet ëm d'Fro vu méiglechen Interessenkonflikten. Wéi d'„Tageblatt“ a sengem Artikel vum 15. Juli schreift:

„Altmeisch bestätigt auch die Geschäftsbeziehung mit Fabrizio Bei in der Firma BA Promotions – er habe seine Anteile bei Amtsantritt an seinen Sohn überschrieben, um sein Amt als Bürgermeister ohne Interessenskonflikte angehen zu können.“

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Inneminister dës Froen stellen:

1. Ass den Inneminister der Meenung, dass et een Interessenkonflikt duerstellt, wann e Verantwortlechen an der Gemeengepolitik Undeeler un enger Immobilienfirma huet an den Associé iwwert aner Firme mat der Gemeng Geschäfte mécht?

2. Ass den Inneminister der Meenung, dass den Interessenkonflikt aus der Welt ass, wann ee Verantwortlechen an der Gemeengepolitik dës Undeeler un eng Persoun aus sengem direkten oder indirekten familiären Ëmfeld verkeeft?

3. Besteet net de Risiko, dass de Verkauf vu Firmenundeeler un een direkte Familienmitglied nëmme eng Scheintransaktioun ass, an d'Undeeler zu engem



spéideren Zäitpunkt nom Mandat kënnen zeréck verkaf ginn? Wéi eng Reegelen existéieren, fir esou Machenschaften ze verhënneren?

4. Dierf ee Buergermeeschter eng Baugeneemegung fir ee Projet ginn, an deem hien, oder seng Famill, selwer een Interessi huet?

5. Wäert den Inneministère all d'Immobilientransactione vum der Gemeng Déifferdeng, déi a Relatioun mam ehemolegen Associé vum aktuelle Buergermeeschter an aktuellen Associé vu sengem Fils sinn, zënter dem Ufank vu sengem Mandat bis elo nach eng Kéier iwwerpräiwen?

Réponse (24/07/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Ech ka keng Stellung zu de Froen huelen, well eng Enquête judiciaire amgaang ass.

Procédure de recrutement dans les communes | Question **2632** (21/07/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem aktuelle Fall zu Déifferdeng ermëttelt d'Justiz géint den aktuelle Buergermeeschter vum der Gemeng Déifferdeng an ee Promoteur, deem och President vum FC Déifferdeng 03 ass. Et gëllt natierlech d'Onscholdsvermutung.

De Sport an d'Politick sinn enk matenee verbonnen. D'Geschicht huet awer ëmmer nees gewisen, dass Sport a Politick net getrennt vuneneen existéieren. De Sport gëtt direkt an indirekt duerch Steiergelder finanziert. Grad um lokalen Niveau ass d'Gemeng immens an hir Sportsclubb mat agebonnen. Et stellen sech Froen zu verschidde Praxisen, déi een op Gemengenniveau feststellt an iwwert déi d'Leit dobaussen oppen diskutéieren.

Eng Praxis betrëfft d'Astelle vu Gemeengepersonal, wou nei Mataarbechter zoufälligerweis Spiller vum lokale Fussballclub sinn. Esou zum Beispill beim Transfert vum engem Spiller vum der Union Titus Péiteng op den FC Déifferdeng 03.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Inneminister des Fro stellen:

– Dierf ee Veräin, an deem de Buergermeeschter Comitésmember ass, beim Transfert vum engem Spiller, deem eng Offer op eng Aarbechtsplaz an der Gemeng versprochen an duerno ginn? Falls nee, wat sinn d'Konsequenzen, wann eng Aarbechtsplaz ënnert deser Form un ee Spiller géif vergi ginn?

Réponse (06/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Gemengegesetz gëtt exklusiv dem Gemengerot d'Kompetenz, fir Fonctionnaires an Employés communaux anzustellen. Fir d'Astellung vu Salariaire ass och nëmme de Schafferot zoustänneg.

Diplôme de premiers secours CGDIS | Question **2633** (22/07/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Wann ee beim CGDIS en Éischt-Hëllef-Diplom absolvéiert, kritt een dofir e Certificat ausgestellt. Dese Certificat, deem eebe beleet, dass een un där Formation deelgeholl huet, ass a ville Fäll wichteg fir virzeweisen. Deemno op wéi enger Universitéit een am Ausland Fächer ewéi z. B. Sportwëssenschaft studéiert, ass desen Diplom eng Viraussetzung, fir iwwerhaupt un deem Studium kënnen deelzehuelen. Leider ass et awer sou, dass de Certificat fir den Éischt-Hëllef-Diplom just op Franséisch ausgestellt gëtt.

Deemno si mir Fäll bekannt, wou Persounen desen Diplom vun enger zertifizierter Iwwersetzer-Firma hu missen op Däitsch iwwersetze loosse, fir iwwerhaupt kënnen un engem bestëmmte Studium am Ausland deelzehuelen. Des Iwwersetzung ass mat substantielle Käschte verbonnen. Dëst ass ëmsou méi onverständlech, well de CGDIS e staatleche Service ass, a Lëtzebuerg dräi administrativ Sproochen huet an net just eng.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Inneminister:

1. Firwat gëtt de Certificat fir den Éischt-Hëllef-Diplom just op Franséisch ausgestellt?

2. Firwat ginn an deem Fall d'Nationalsprooch Lëtzebuergesch an déi weider administrativ Sprooch Däitsch géintwärt dem Franséischen diskriminiert?

3. Gi systematesch all Certificaten, déi ee beim CGDIS fir déi divers Formationen kritt, just op Franséisch ausgestellt?

4. Gedenkt den Här Minister all déi Certificaten, déi beim CGDIS just op Franséisch ausgestellt ginn, an Zukunft och op Lëtzebuergesch an Däitsch ausstellen ze loosse? Wa jo, a wéi engem zäitliche Kader ka mat der Ëmsetzung vun där Initiativ gerechent ginn? Wann nee, firwat net?

Réponse (07/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Gebrauch vun der franséischer Sprooch op offiziellen Dokumenter ass eng gängeg Praxis beim Staat.

Franséisch ass eng vun den dräi offizielle Sproochen zu Lëtzebuerg.

ad 2. Am Verwaltungsberäich iwwerléisst d'Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Gebrauch vun de Sproochen den zoustännegen Autoritéiten de Choix tëschent dräi administrative Sproochen: Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch.

Gläichzäitig leet dëst Gesetz Franséisch als Sprooch vun der Legislatioun an der Reglementatioun zu Lëtzebuerg fest.

Fir eng beschtméiglech juristesche an administrativ Kohärenz ze garantéieren, ass dowéinst och déi grouss Majoritéit vun offiziellen Dokumenter zu Lëtzebuerg op Franséisch redigéiert.

ad 3. Jo, de CGDIS stellt all seng Certificaten op Franséisch aus.

ad 4. De CGDIS ass en Établissement public a kann dofir autonom entscheeden, a wéi enger Sprooch e seng Certificaten ausstellt.

Prime informatique | Question **2634** (22/07/2025) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Op Basis vum Règlement grand-ducal vum 11. März 1994 bezitt de Staat de Fonctionnaires a Mataarbechter vun IT-Departementer eng sougenannte „prime d'informatique“. Des Primm ass eng zousätzlech Indemnitéit fir Fonctionnaire mat offiziell unerkannten IT-Qualifikatiounen a spezifischen IT-Tätigkeeten. Och verschidde Gemengen hunn an der Vergaangenheet hire Mataarbechter vun den IT-Departementer esou eng Primm ausbezahlt. Mengen Informatiounen no hunn e puer Gemengen elo awer des zousätzlech Indemnitéit gestrach.

An deem Kontext wëll ech folgend Froen un den Här Inneminister stellen.

1. Stëmmt et, dass verschidde Gemengen hire Mataarbechter an der Vergaangenheet ënner gewësse

Konditiounen eng speziell „prime informatique“ ausbezahlt hunn?

– Wa jo, ëm wat fir Gemengen handelt et sech?

2. Kënnt Dir confirméieren, dass eenzel Gemengen des Primm elo gestrach hunn?

– Wa jo, firwat?

3. Denkt d'Regierung drun, fir op Gemengenniveau eng änlech gesetzlech Basis fir eng „prime informatique“ ze schafe wéi beim Staat?

Réponse (07/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et ass richtig, dass verschidde Gemengen hire Mataarbechter eng Prime informatique accordéiert hunn.

Den Inneministère huet keng statistesch Donnéeën iwwer d'Zuel an den Numm vun de Gemengen, déi esou Primm ausbezuelen.

ad 2. Den Inneministère huet keng Kenntnis doriwwer, dass Gemengen hiren Agente sollen d'Prime informatique ewechgeholl hunn.

ad 3. Ech verschléisse mech net enger Diskussioun an der Commission centrale iwwer d'Aféiere vun enger Prime informatique am Gemengesektor.

Abandon des animaux domestiques | Question **2638** (22/07/2025) de **Mme Octavie Modert** (CSV)

A Frankräich ginn all Joer ronn 200.000 Hënn a Katzen ausgesat, besonnesch an der Sommervakanz. Dofir huet de franséische Landwirtschaftsministère rezent ënnert dem Hashtag #StopAbandon eng national Sensibiliséierungscampagne lancéiert. Et sollen och méi strikt Kontrolle gemaach ginn. An Däitschland verbitt dann och d'Gesetz et, Déieren auszusetzen oder zréckzeloossen, fir hinne lass ze ginn oder fir sech der Halter- oder Betreierpflicht ze entzéien. Och hei zu Lëtzebuerg ginn iwwert d'Somméiert vill Hausdéieren op d'Strooss gesat. Dofir sinn d'Déierenasyl dacks iwwerfëllt.

An deem Kader wëll ech der Madamm Landwirtschaftsministesch folgend Froen stellen:

1. Ass der Regierung bekannt, wéi vill Hausdéieren hei zu Lëtzebuerg all Joer ausgesat ginn?

2. Kristalliséiert sech eng Tendenz an der Entwécklung vun de Fäll eraus?

3. Sinn an der Sommervakanz speziell Moosnamen oder Kontrollaktiounen virgesinn?

4. Gedenkt d'Regierung, eng Sensibiliséierungscampagne hei am Land ze lancéieren fir ze verhënneren, dass an de Summerméint ëmmer nees Hënn a Katzen ausgesat ginn?

5. Ass gewosst, wéi vill fräi Plaze grad iwwer de Summer an den Déierenasyl sinn, fir eventuell esou Déieren opfänken a versuergen ze kënnen?

6. Wat sinn d'Strofe fir de Propriétaire, dee säin Hausdéier aussetzt?

Réponse (18/08/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Et gëtt keng genee Zuelen dozou, wéi vill Hausdéieren zu Lëtzebuerg all Joer ausgesat ginn. A ville Fäll ass et och net eendeitig ze klären, ob d'Déier wirklech ausgesat gouf.

Den Déierenasyl Gaasperech schätzt, dass se an der Moyenne 10 Hënn d'Joer hunn, fir déi sech kee Besëtzer mellt. Bei de Katzen ass d'Zuel méi héich, am Joer 2024 waren 217 sougenannte Fundkazen an den Asyl



Gaasperech erakomm, vun deenen der nëmmen 39 rëm zrëck bei de Proprietär gaange sinn. Bis Enn Juni 2025 waren et bis elo 86 Fundkazen, woubäi der 16 bei de Proprietär zrëckgaange sinn.

ad 2. D'Asyler gesi keng Tendenz an der Entwécklung vun de Fäll.

ad 3. a 4. De Landwirtschaftsministère lancéiert 2 x/Joer eng Campagne, fir d'Leit iwwert déi Thematik ze informéieren an ze sensibiliséieren, dës virun der grousser Vakanz a viru Chrëschttag.

ad 5. D'Kapazität, fir ausgesaten Déieren opzehuelen, hântk vun der gesamter Kapazität vum jeeweilegen Asyl an dem Zäitpunkt vum Fanne vum Déier of. Den Asyl Gaasperech probéiert, Plaze fir Fonddéiere fräi ze hunn, wat am Summer méi einfach ass wéi am Wanter, well d'Ausleef bei waarmen Temperature kënnen besat ginn.

ad 6. Den Art. 12 3. vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 verbitt „de lâcher ou d'abandonner, dans l'intention de s'en défaire, un animal approuvé dont l'existence dépend des soins de l'homme“. Bei engem Verstooss ass eng Prisongsstrof vum 8 Deeg bis 3 Joer an/oder eng Geldstrof vum 251 bis 200.000 € am Gesetz virgesinn.

Mort d'un animal suite à un incident au GridX | Question 2639 (23/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'lescht Joer gouf et een tragesche Fall, bei deem een Hausdéier duerch ee Feeler vun enger Baufirma gestuerwen ass. D'Baufirma, déi aktuell ee grouss Shoppingzenter mat Autobunnsofpaart an Tram-Arrêt zu Steebrécken baut (GridX), huet bei Aarbechten nieft engem Privathaus een Drot füttigemaach, wouropshin den Hond ausgebécht ass a spéider op der Strooss iwwerrannt gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Froe stellen:

1. Hunn d'Ministesch Kennntnis vun dësem Fall?
2. Ass d'Baufirma an dësem Fall fir den Doud vum Déier souwéi de Schued um Haus haftbar?
3. Misste seriö Firmen, grad bei esou grouss staatleche Projeten, net besser op d'Émgegend oppassen, fir esou Accidenter ze vermeiden?

Réponse (18/08/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Nee, eisem Ministère goufe keng Informatiounen betreffend de Virfall zougedroen.

ad 2. Prinzipiell ass deejeinegen, deem e materiell Schued verursaacht, duerfir haftbar. Wat elo d'Veantwortung betreffend den Doud vum Hond ueget, sou misst dës juristesche gekläert ginn.

ad 3. Fir d'éischt ass ze erwänen, dass et sech hei net ëm e staatleche Projet handelt, mee ëm e Projet vun engem private Promoteur. Falls et sech ëm e staatleche Projet handele géif, wier d'Kompetenz net beim Landwirtschaftsministère, mee beim Ministère, deem zoustänneg ass fir ëffentlech Bauten.

Sanctions administratives | Question 2640 (23/07/2025) de M. Jeff Engelen | M. Dan Hardy (ADR)

Op reporter.lu war kierzlech ze liesen (Artikel „Wenn der Minister zum Richter wird“; 9.7.2025), datt

d'Cassatiounsgeriicht eng Verurteilung géint e Restaurant-Bedriewer ufanks Juni deelweis opgehuewen huet, wat Follge fir d'Aarbecht vun der ITM wäert hunn, awer och fir aner staatlech Organer an Institutionen, déi administrativ Strofe verhängen kënnen.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gären dës Froe stellen:

1. Kënnen administrativ Strofe weiderhi verhaang ginn, och wann opgrond vun hirem potentiell strofrectleche Charakter de Risiko besteet, datt si vum Cassatiounsgeriicht spéider opgehuewe ginn?

2. Gëtt dem Rechtsprinzip „Ne bis in idem“, deem och vun der Europäescher Mënscherechtskonvention héichgehalte gëtt, am Aarbechtsrecht net genuch Rechnung gedroe beim Ausschaffe vun den Article 572-4 a 572-5?

3. Kann e Minister och an Zukunft administrativ Strofe verhängen, wuel wëssend, datt d'Verhänke vun dëse Strofen net konform zum Prinzip vum der Gewaltentrennung kéint sinn?

4. Huet d'Regierung schonn déi néideg Analyse gemaach, fir dës Problemer an Zukunft ze evitéieren? Wa jo, si scho Léisunge fonnt ginn? A wa jo, wéini kéinten déi der Éffentlechkeet virgestallt an an d'Rechtspraxis implementéiert ginn?

Réponse (08/08/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Fir dem Rechtsprinzip „Ne bis in idem“ Rechnung ze droen, huet d'Cassatiounsgeriicht an engem Urteel festgehalen, dass eng Persoun, där eng administrativ Geldstrof opgrond vum Artikel L. 572-4 vum Aarbechtsgesetzbuch wéinst der illegaler Beschäftigung vu Staatsbürger aus Drëttstaaten ouni Openthaltsgeneemegung verhaange gouf, net nach eng Kéier fir déi selwecht Tatsaache strofrectlech ka bestrooft ginn.

Administrativ Geldstrofe kënnen awer weiderhi verhaang ginn, well dës Geldstrofen an d'Entreprise als juristesche Persoun gericht sinn an am Fall vu Circonstances aggravantes, gëtt de Verantwortleche vun der Entreprise, als natierlech Persoun, no dem Artikel L. 572-5 vum Aarbechtsgesetzbuch strofrectlech bestrooft.

Dem Rechtsprinzip „Ne bis in idem“ gëtt domat am Kader vun den Artikelen L. 572-4 an L. 572-5 vum Aarbechtsgesetzbuch Rechnung gedroen.

ad 2. Wéi an der Äntwert op Fro N° 1 ausgeluecht.

ad 3. E Minister ka weiderhin administrativ Geldstrofe verhängen wann dës kloer ofgegrenzt si vu méigleche strofrectleche Sanktiounen, a wéi hei am spezifesche Fall, kann den Aarbechtsminister domat och an Zukunft weiderhin no dem Artikel L. 572-4 vum Aarbechtsgesetzbuch wéinst illegaler Beschäftigung vu Staatsbürger aus Drëttstaaten ouni Openthaltsgeneemegung eng administrativ Geldstrof verhängen.

ad 4. D'gesetzlech Bestëmmungen erlaben et weiderhin, administrativ Geldstrofen a strofrectlech Sanktiounen kloer ofgegrenzt unzewenden, jee nodeem ob d'Entreprise als juristesche Persoun oder de Verantwortleche vun der Entreprise, als natierlech Persoun, beträff ass.

Bornes de charges vandalisées | Question 2644 (23/07/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An Däitschland ginn aktuell Fäll gemellt, wou ëffentlech Luedstatiounen fütig gemaach goufen. Ënnert

anerem goufen op Schnellluedstatiounen d'Luedekabelen ofgeschnidden a geklaut.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Gouf et och schonn esou Fäll zu Lëtzebuerg, a falls jo, wéi oft ass dës an de vergaangene Jore geschitt?

2. Gëtt d'Méiglechkeet vu Vandalismus beim Bau vu Luedstatiounen berécksiichtegt, a falls jo, wat fir virbeugend Moossnamen ginn heigéint ënnerhollt?

Réponse (19/08/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert vum 16. Juli 2025 op d'parlamentaresch Fro N° 2373 erkläert gi war, erlaben d'Datebanke vun der Police et net, bei Fäll vun Déifstall eng Differenzéierung no geklauten Objeten ze maachen. Et ass deemno net méiglech ze soen, wéi vill Déifstall vu Luedkabelen, mat oder ouni Materialschued, et an de vergaangene Jore gouf.

No Récksprouch mam Bedriewer vun der Luedinfrastruktur „Chargy/SuperChargy“ gouf et rezent keng Fäll vu Beschiedegungen un dës Luedstatiounen.

ad 2. Et gëtt technesch Méiglechkeeten, fir Luedstatiounen ze schützen an de Risiko vu Vandalismus ze reduzéieren. Esou e Schutz ass awer net iwwerall a bei all Typ vu Luedstatiounen ëmsetzbar.

Wéi bei aneren Installatiounen am ëffentleche Raum gëtt et keen absolutte Schutz géint Vandalismus. Et läit un de Bedriewer vu Luedstatiounen, déi jeeweileg passend Mesurë géint Vandalismus ëmzesetzen.

Mouvements migratoires | Question 2645 (23/07/2025) de M. André Bauler (DP)

Au cours des dernières années, le Luxembourg a enregistré un certain nombre de mouvements migratoires entrants et sortants, pour lesquels je souhaiterais obtenir des précisions quant à leur évolution.

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quel a été le nombre de personnes ayant immigré au Luxembourg pour chacune des années de 2019 à 2024 inclus ?

2) Combien de personnes ont quitté le pays durant la même période ? Existe-t-il une ventilation par nationalité pour les départs ?

3) Quelles ont été les principales nationalités représentées parmi les personnes arrivées au Luxembourg, année par année, sur cette période ?

4) Une répartition par circonscription électorale (Centre, Est, Nord, Sud) est-elle disponible pour les personnes établies récemment au Luxembourg ? Si oui, quels éléments peut en fournir Monsieur le Ministre ?

5) Est-il possible de distinguer les personnes immigrées selon le motif de leur séjour (travail, études, regroupement familial, protection internationale, etc.) pour les années concernées ?

6) Des données sont-elles disponibles concernant la durée de séjour ou le maintien sur le territoire des personnes immigrées depuis 2019 ?

Réponse (21/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Dans le cadre de l'analyse des mouvements migratoires au Luxembourg, il convient de distinguer les données publiées par le Statec de celles établies par la Direction générale de l'immigration, celles-ci reposant



sur des modalités de calcul distinctes. Les réponses présentées ici se fondent sur les statistiques officielles de ces deux institutions. L'ensemble des données est disponible sur le portail du Statec ainsi que dans le rapport annuel publié par le Ministère des Affaires intérieures.

Les données publiées par le Statec se basent sur le Registre national des personnes physiques (RNPP). Les données de population entre deux premiers janvier sont comparées : si une personne est inscrite au 1^{er} janvier de l'année x + 1 alors qu'elle ne l'était pas au 1^{er} janvier de l'année x et que la raison de l'inscription n'est pas une naissance, elle est due à une immigration. Si une personne n'est plus inscrite au 1^{er} janvier de l'année x + 1 alors qu'elle l'était au 1^{er} janvier de l'année x et que la raison de sa radiation n'est pas son décès, on est en présence d'une émigration. L'immigration et l'émigration d'une même personne au cours d'une même année ne sont pas pris en compte par le Statec.

Pour la Direction générale de l'immigration une personne est considérée comme immigrée au Luxembourg dès lors qu'elle obtient un titre ou carte de séjour dont la durée de validité dépasse trois mois.

Il est également important de noter que le Statec inclut les ressortissants luxembourgeois dans ses chiffres d'immigration et d'émigration, tandis que la Direction générale de l'immigration ne les intègre pas dans ses données.

ad 1) Tableau [↑]

ad 2) Tableau [↑]

ad 3) Les 10 premières nationalités arrivées sous le régime de la libre circulation sont les suivantes : [↑]

Les dix principales nationalités issues de l'immigration sont les suivantes : [↑]

ad 4) La répartition des données est disponible uniquement au niveau communal. [↑]

Les « 0 » figurant dans les tableaux s'expliquent par les fusions communales intervenues le 1^{er} septembre 2023. À cette date, les communes de Grosbous et Wahl se sont regroupées pour former la commune de Groussbus-Wal, tandis que les communes de Bous et Waldbredimus ont fusionné pour créer la commune de Bous-Waldbredimus.

ad 5) Seules les personnes disposant d'un statut de séjour non temporaire sont prises en compte. Par conséquent, les bénéficiaires de la protection temporaire ne sont pas comptabilisés dans les données.

Les motifs de séjour selon le régime de la libre circulation : [↑]

Les motifs de séjour selon l'accord de retrait UE-UK : [↑]

Les motifs de séjour selon l'immigration : [↑]

ad 6) La ventilation relative à l'arrivée des non-Luxembourgeois actuellement résidant au Luxembourg est présentée ci-dessous. Toutefois, les données disponibles auprès du Statec ne couvrent que la période jusqu'en 2021. [↑]

Propriétaires d'un ou de plusieurs immeubles à l'étranger | Question 2646 (23/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Selon les chiffres publiés par le Service public fédéral finances (SPF – Finances), le nombre de citoyens belges propriétaires d'un ou de plusieurs immeubles à l'étranger a augmenté de 10 % en un an pour atteindre le total de 242.000 propriétaires.

Ces immeubles ont surtout été acquis en France et en Espagne.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre si ses services disposent de chiffres comparables à ceux publiés par le SPF belge qui concernent le nombre et l'évolution du nombre de résidents luxembourgeois qui possèdent des immeubles à l'étranger.

– Quels sont les cas échéant les pays les plus prisés par ces propriétaires ?

Réponse (20/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'Administration des contributions directes ne dispose pas des chiffres comparables avec ceux publiés par le Service public fédéral finances belge.

Contrairement à la Belgique, il n'y a au Luxembourg aucune obligation déclarative d'une propriété foncière à l'étranger si celle-ci ne génère pas un revenu.

Tout immeuble détenu par une personne morale doit figurer dans son bilan commercial et doit aussi faire l'objet d'une déclaration en matière d'impôt sur la fortune dans le chef des entités pleinement imposables au Luxembourg. Un recensement centralisé permettant d'en établir une statistique n'existe toutefois pas.

De même, les informations que le Luxembourg reçoit via échange automatique d'informations en application de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (DAC1) ne permettent pas d'en tirer des conclusions, parce qu'elles ne concernent que les États membres (EM) de l'Union européenne. En plus, certains EM n'échangent pas du tout les informations afférentes aux propriétés immobilières et, parmi ceux qui les échangent, il y a des différences substantielles quant à leur nature (location, ventes, propriété, droits, etc.), de sorte qu'il est impossible d'en établir une statistique fiable.

Contrôles frontaliers sur l'A64 | Question 2647 (23/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Kürzlich haben sich die Innenminister von Luxemburg und Deutschland darauf geeinigt, dass die Grenzkontrollen bei Schengen auf der Autobahn Richtung Saarbrücken ab August auslaufen werden. Somit dürften die dadurch verursachten Staus ebenfalls ein Ende haben.

Allerdings soll sich, Pressemeldungen zufolge, vorerst auf der A64 Richtung Trier nichts ändern.

Dazu gab es bisher weder vom luxemburger noch vom deutschen Innenministerium eine Stellungnahme.

Deshalb möchte ich von Herrn Innenminister wissen:

1. ob die Kontrollstelle auf der A64 beibehalten wird.

2. Was sind gegebenenfalls die Ursachen dafür?

3. Weshalb gab es dazu bisher keine Stellungnahme der Ministerien?

4. Wie lange soll diese Kontrollstelle noch beibehalten werden?

Réponse (25/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Auf der Saar-Autobahn verursachen die Grenzkontrollen der Bundespolizei zu den Stoßzeiten an manchen Tagen einen Rückstau, der bis in den Markusberg-Tunnel zurückreichen kann. Dadurch entsteht eine gefährliche Situation für den nachfolgenden Verkehr. Aus diesem Grund wurde die Neuorganisation der dortigen Grenzkontrollen zusammen mit dem

Bundesinnenministerium und der Bundespolizei prioritär behandelt.

Hinsichtlich der Kontrollstelle auf der A64 gibt es zum jetzigen Zeitpunkt keine Vereinbarung mit Deutschland. In Bezug auf etwaige Rückstaus ist in diesem Zusammenhang zu bemerken, dass sich auch die Bauarbeiten im Rahmen der Fahrbahnerneuerung negativ auf den Verkehrsfluss auswirken.

Ich stehe in regelmäßigem Kontakt mit meinem deutschen Amtskollegen Alexander Dobrindt, zuletzt am 22. Juli im Rahmen des informellen Treffens des EU-Rates Justiz und Inneres (JAI) in Kopenhagen.

Sollte es im September zu einer erneuten Verlängerung der Grenzkontrollen kommen, müsste die Bundesrepublik sich strengeren Anforderungen in puncto Legitimierung und Risikoanalyse stellen.

Salaire social minimum | Question 2648 (23/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Chez nos voisins d'Allemagne, les partenaires de coalition se sont mis d'accord à relever progressivement le salaire social minimum (SSM) à 15 € de l'heure.

– Dans ce contexte, j'aimerais savoir des membres du Gouvernement comment se situent notre salaire social minimum et notre coût de la vie par rapport à ceux de nos voisins directs, à savoir l'Allemagne, la France et la Belgique, ainsi que par rapport aux Pays-Bas.

– Quels sont les écarts en termes de pourcentage entre le SSM d'une part et le coût de vie d'autre part ?

Réponse (13/08/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, publie dans sa base de données les montants du salaire social minimum mensuel, exprimés à la fois en euros et en standards de pouvoir d'achat (SPA)²⁹.

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont des indicateurs des différences de niveau de prix entre les pays. Ils indiquent combien d'unités monétaires coûtent une quantité particulière de marchandises ou de services dans les différents pays. Les PPA peuvent être utilisées comme taux de conversion des monnaies afin de convertir des dépenses exprimées en monnaies nationales en une monnaie commune artificielle (le Standard de pouvoir d'achat, SPA), ce qui supprime donc l'effet des différences de niveaux de prix entre les pays. [↑]

Au début de l'année 2025, le Luxembourg affiche le salaire social minimum le plus élevé en euros (2.638 EUR), suivi des Pays-Bas (2.193 EUR, 83 % du SSM luxembourgeois) et de l'Allemagne (2.161 EUR, 82 % du SSM luxembourgeois). Toutefois, en SPA, le SSM d'Allemagne dépasse légèrement celui du Luxembourg, avec un salaire minimum de 1.992 EUR SPA contre 1.969 EUR SPA.

Pour rappel, le salaire minimum horaire en Allemagne est actuellement de 12,82 EUR et passera à 13,90 EUR en janvier 2026³⁰. Au Luxembourg, une revalorisation du salaire social minimum est intervenue en mai 2025, portant le montant mensuel à 2.703,74 EUR, soit un salaire horaire de 15,6285 EUR³¹, suite à l'indexation déclenchée en avril 2025.

Les données font parties intégrantes du programme Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat

²⁹ Pour plus de détails : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/earn_mw_cur__custom_17604096/default/table

³⁰ <https://www.dgb.de/service/ratgeber/mindestlohn/>

³¹ <https://igss.gouvernement.lu/dam-assets/publications/param%C3%A8tres-sociaux/2025/par-soc-202505.pdf>

(Purchasing Power Parity, PPP). La méthodologie complète utilisée dans ce programme de comparaison international est décrite dans le manuel méthodologique Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat³².

Bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée | Question 2649 (23/07/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans son rapport annuel récemment publié, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) indique qu'en 2024, elle a validé 12.436 demandes de pension sur un total de 16.492. Parmi celles-ci, 8.830 concernaient des pensions de vieillesse anticipées. L'âge moyen de toutes les personnes ayant pris une pension anticipée était de 60,2 ans.

Cependant, ces chiffres ne donnent pas de détails sur les types de périodes d'assurance (obligatoire, complémentaire, volontaire ou achat rétroactif) prises en compte pour accorder la pension. Par exemple, une personne qui prend sa retraite à 63 ans est considérée comme bénéficiaire d'une pension anticipée, même si il/elle peut justifier de 40 années ou plus d'assurance obligatoire.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes parmi les 8.830 assuré.e.s ayant obtenu une pension anticipée en 2024 ont pu justifier d'au moins 480 mois (soit 40 ans) d'assurance obligatoire ? Quel était leur âge moyen au moment de la retraite ? Quelle est la répartition par sexe de ces assuré.e.s ?

2) Parmi ces mêmes assuré.e.s, combien ont justifié de périodes complémentaires (à savoir les années d'études non rémunérées entre 18 et 27 ans et/ou les périodes d'éducation d'enfants de moins de 6 ans au Luxembourg) pour avoir droit à la pension anticipée à 60 ans ? Quel était leur âge moyen à la retraite ? Quelle est la répartition par sexe de ces assuré.e.s ?

Périodes d'assurance obligatoire des bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée | Question 2713 (31/07/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans son rapport annuel, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) indique qu'en 2024, elle a validé 12.436 demandes de pension. Parmi celles-ci, 8.830 concernaient des pensions de vieillesse anticipées.

Cependant, le rapport ne fournit pas de précisions, ni sur la durée des périodes d'assurance obligatoire des bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée, ni sur la répartition par sexe des personnes concernées.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la répartition par sexe des 8.830 assuré.e.s ayant obtenu une pension anticipée en 2024 ?

2) Combien de personnes parmi les 8.830 assuré.e.s ayant obtenu une pension anticipée en 2024 ont pu justifier d'au moins 480 mois (soit 40 ans) d'assurance obligatoire ? Quelle est la répartition par sexe de ces assuré.e.s ?

Réponse (22/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les statistiques qui suivent se basent sur les 7.356 départs en retraite anticipée du régime général

d'assurance pension en 2024. Ces départs sont définis comme le nombre de pensions de vieillesse anticipées ayant une date de début de pension durant l'année et étant en cours au mois de décembre 2024.

À noter que le nombre de départs en retraite anticipée étudié ne correspond pas au nombre d'attributions de pensions de vieillesse anticipées sur base de décisions présidentielles positives tel que renseigné au rapport annuel 2024 de la CNAP. Une décision présidentielle de l'année peut conduire à une pension, le cas échéant payée rétroactivement, avec une date de début dans l'année précédente ou peut ne prendre effet qu'après le paiement des pensions du mois de décembre. Toutes les pensions avec une date de début durant l'année ne sont pas non plus nécessairement encore en cours au mois de décembre.

L'âge moyen au moment du départ en retraite anticipée en 2024 est de 60,2 ans. Parmi les 7.356 pensions de vieillesse anticipées attribuées, 2.251 (30,6 %) l'ont été entre 57 et 59 ans et 5.105 (69,4 %) entre 60 et 64 ans. Les hommes représentent 65,0 % et les femmes 35,0 % des départs en retraite anticipée en 2024.

Dans 68,1 % des cas, il s'agit de pensions dites migratoires, c'est-à-dire que le bénéficiaire a, au cours de sa carrière professionnelle, accumulé des périodes d'assurance au Luxembourg et à l'étranger.

En combinant ces départs avec les pensions de vieillesse attribuées à l'âge de 65 ans ou au-delà, le nombre total des départs en retraite du régime général en 2024 s'élève à 9.655.

Parmi les 7.356 départs en retraite anticipée du régime général d'assurance pension en 2024, la répartition suivante est observée en fonction des périodes d'assurance :

– 16,1 % des départs en retraite anticipée justifient d'au moins 480 mois de périodes d'assurance obligatoire au Luxembourg au sens de l'article 171 du Code de la sécurité sociale (CSS).

– 70,9 % des départs en retraite anticipée totalisent au moins 480 mois de périodes d'assurance obligatoire au Luxembourg et à l'étranger. Parmi ces départs en retraite, 43,2 % sont survenus avant l'âge de 60 et 56,8 % à partir de l'âge de 60 ans.

– 41,9 % des départs en retraite anticipée survenus à partir de l'âge de 60 ans totalisent moins que 480 mois de périodes d'assurance obligatoire au Luxembourg et à l'étranger, et ont fait valoir des périodes d'assurance complémentaire au sens de l'article 172 du CSS afin de satisfaire aux conditions de stage nécessaires.

À noter que le nombre de départs en retraite anticipée avec des périodes d'assurance volontaire ou rachetées (articles 173 et 174 du CSS) reste négligeable en 2024.

Le tableau[†] suivant présente, pour différentes sous-catégories de départs en retraite en 2024, la répartition par sexe, la répartition entre pensions migratoires et pensions non migratoires ainsi que l'âge moyen de départ en retraite.

Le tableau[†] suivant présente la répartition des départs en retraite anticipée en 2024 par âge de départ et par sexe, ainsi que les parts respectives des départs avec au moins 480 mois de périodes obligatoires au Luxembourg et des départs avec au moins 480 mois de périodes obligatoires au Luxembourg et à l'étranger.

Transferts de cotisations entre le régime général et le régime spécial transitoire | Question 2650 (23/07/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Dans son rapport annuel récemment publié, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) indique qu'en 2024 543 demandes de transfert de cotisations versées au régime général auraient été validées par la CNAP. Ces demandes auraient porté sur un montant total de 102.267.499,36 versé par la CNAP au régime spécial transitoire.

Le rapport précise en outre que si le transfert est effectué dans le sens opposé, c.-à-d. du régime spécial transitoire vers le régime général, le demandeur est assuré rétroactivement auprès de la CNAP pour les périodes d'assurance effectuées dans le régime spécial transitoire, mais le rapport ne fournit pas le montant des transferts effectués dans ce contexte entre les deux régimes de pension.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment sont effectués les transferts entre les régimes de pension pour les cas d'assurance rétroactive auprès de la CNAP pour les périodes d'assurance effectuées dans le régime spécial transitoire ? Quel montant a été versé dans ce cadre par le régime spécial transitoire au régime général ?

2) Quel sera l'impact sur le régime général de la mise en œuvre du point 3 de l'accord salarial dans la fonction publique qui prévoit que les employés de l'État auront désormais accès au régime de pension des fonctionnaires de l'État après douze années de service à compter de l'entrée en vigueur du contrat de travail – contre vingt années prévues par le texte actuellement en vigueur – ou à partir de l'âge de cinquante-cinq ans ?

Réponse (18/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les transferts du régime spécial transitoire vers le régime général dans le cadre d'une assurance rétroactive menant, dans la très grande majorité des cas, à une pension à prester par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP), donnent lieu au versement des cotisations afférentes et d'intérêts composés au taux annuel de 4 % à la CNAP par l'organisme compétent du régime spécial transitoire.

Le compte d'exploitation de la CNAP relatif à l'exercice 2024, publié simultanément (sous le lien <https://cnap.public.lu/fr/publications/cnapce24.html>) avec le rapport annuel 2024, indique à la page 27, sous le compte « 7301 Transferts de régimes spéciaux transitoires (assurance rétroactive) », le montant de 7.132.900,17 EUR versés par les organismes respectifs du régime spécial transitoire. Au cours de l'exercice 2024, en tout 53 assurés étaient concernés par une telle assurance rétroactive.

ad 2) Les transferts du régime général aux organismes respectifs du régime spécial transitoire s'effectuent par des versements des cotisations et des intérêts composés afférents. Les montants versés représentent donc la valeur actualisée des cotisations perçues d'antan par la CNAP et qui donnent lieu à une prestation par l'organisme compétent du régime spécial transitoire.

Étant donné que l'accord salarial dans la fonction publique prévoit une admission future anticipée au régime spécial transitoire, la CNAP percevra des cotisations de pension pendant une durée plus courte. Partant, les transferts au compte comptable « 63801 Transferts régimes spéciaux transitoires » (p. 17 du décompte 2024 de la CNAP) diminueront, car les cotisations du chef des assurés concernés ne seront plus dues à la CNAP entre la 13^e et 19^e année de service de l'employé de l'État ou de l'employé communal.

³² Pour plus de détails : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/-/KS-RA-12-023>

En particulier en ce qui concerne les employés de l'État et communaux ayant rejoint le secteur public une première fois après le 31 décembre 1998, donc ceux qui relèvent du régime spécial, ils pourront, à l'avenir, également bénéficier d'un accès au régime spécial après un temps de service de douze ans au lieu de vingt ans. Les cotisations payées du chef de leur affiliation au régime général resteront acquises à la CNAP, qui devra toutefois verser au régime spécial concerné un montant proratisé pour couvrir les prestations dues en rapport avec les périodes d'assurance accomplies sous le régime général. Celui-ci bénéficiera donc dorénavant des cotisations au-delà de la 12^e année de service, mais verra le montant proratisé pris en charge par la CNAP réduit par rapport à la situation actuelle.

Dans les deux cas, en ce qui concerne le transfert de périodes et des cotisations afférentes au régime spécial transitoire ou, pour les régimes spéciaux, la prise en charge d'un prorata du chef des périodes concernées, l'impact net sur le régime général de l'assurance pension sera donc négligeable.

Pays tiers sûrs et externalisation des procédures d'asile | Question 2651 (23/07/2025) de **Mme Liz Braz** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Récemment, la Commission européenne a revu le concept de « pays tiers sûr ». Cette modification risque de profondément changer les règles européennes en matière d'asile. Selon la nouvelle proposition de la Commission publiée le 20 mai 2025, l'exigence actuelle d'un lien préalable entre le demandeur et le pays tiers serait supprimée. Ainsi, un État membre pourrait transférer un demandeur d'asile vers un pays tiers par lequel il a simplement transité, voire vers un pays où il n'a jamais séjourné, à condition qu'un accord bilatéral ou un arrangement informel soit en place.

En mars 2025, la Commission européenne avait déjà dévoilé un projet de règlement visant à harmoniser les procédures de retour. Monsieur le Commissaire Magnus Brunner veut mettre en place des mesures « efficaces et modernes » pour augmenter le nombre de retours. L'une de ces mesures consiste à permettre la création de centres de retour dans des pays tiers, afin que les États membres puissent conclure des accords avec des pays tiers pour que ces derniers accueillent des demandeurs d'asile déboutés.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la position du Gouvernement face au nouveau concept de « pays tiers sûr » mis en avant par la Commission en mai, notamment concernant la suppression de l'exigence d'un lien préalable entre le demandeur et le pays tiers ? Selon Monsieur le Ministre, quelles sont les conséquences éventuelles de ce nouveau concept ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de conclure un accord ou un arrangement avec un pays tiers en vue d'externaliser la procédure d'asile ?

3) Quelle est la position du Gouvernement concernant le projet de règlement relatif aux retours et plus particulièrement l'ouverture permettant aux États membres de créer des centres de retour dans des pays tiers ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de conclure un accord avec un pays tiers en vue de la mise en place d'un centre de retour hors du territoire luxembourgeois ?

Réponse (12/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le Gouvernement est favorable à la proposition de la Commission européenne visant à réviser le

concept de « pays tiers sûr », en vue d'offrir une plus grande flexibilité aux États membres dans son application. Ce concept reposerait alors sur trois critères alternatifs : le lien de connexion, le transit, ainsi que la conclusion d'un accord ou d'un arrangement avec le pays tiers concerné. Par conséquent, le lien de connexion n'est pas supprimé, mais devient l'un des critères possibles parmi d'autres. Ce nouveau concept pourrait permettre d'accélérer les procédures d'asile et de réduire la pression sur les systèmes nationaux, tout en maintenant les garanties juridiques pour les demandeurs d'asile et en assurant le respect des droits fondamentaux.

ad 2) Il n'est pas prévu, à ce stade, de conclure un accord ou un arrangement avec un pays tiers en vue d'externaliser la procédure d'asile. Il convient à ce titre de rappeler que les négociations au sujet de la révision du concept de « pays tiers sûr » sont encore en cours au Conseil de l'Union européenne.

ad 3) Le Gouvernement accueille favorablement la proposition de règlement visant à établir un système européen commun en matière de retour. Le cadre actuellement en vigueur ne répond plus de manière adéquate aux défis actuels, rendant une réforme nécessaire. S'agissant de la création de centres de retour, le Gouvernement considère qu'il s'agit d'une piste pertinente pour rendre les procédures de retour plus rapides, simples et efficaces. Il faut que ce concept soit assorti de sauvegardes et garanties suffisantes pour les personnes et les droits fondamentaux tout au long de la procédure de retour et dans ces centres doivent être garantis.

ad 4) À ce stade, le Gouvernement n'envisage pas de conclure un accord avec un pays tiers en vue de l'établissement d'un centre de retour en dehors du territoire national. Dans ce contexte, il convient de souligner que les projets de différents États membres relatifs à de tels centres sont encore à un stade de projet pilote.

Installation d'appareils d'ostéodensitométrie supplémentaires | Question 2653 (24/07/2025) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1671, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale indique que trois demandes pour l'installation ou le remplacement d'appareils d'ostéodensitométrie ont été introduites en 2024 et que l'inauguration de l'un de ces équipements a eu lieu en janvier 2025 sur le site de Wiltz du Centre hospitalier du Nord (CHdN).

Or, il nous est revenu qu'une patiente, qui avait une prescription pour une ostéodensitométrie, s'est adressée au site du CHdN de Wiltz pour procéder à cet examen au vu des longs temps d'attente à la ZithaKlinik, où elle est habituellement traitée. Une fois les examens réalisés, il s'est révélé que les médecins rhumatologues de la ZithaKlinik ne pouvaient pas interpréter les résultats provenant de Wiltz. Selon les explications fournies à la patiente, les appareils utilisés seraient différents de celui de la ZithaKlinik et les images ne seraient pas comparables avec les examens précédents réalisés à la ZithaKlinik.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Les résultats d'ostéodensitométrie produits par différents appareils agréés au Luxembourg sont-ils normalement considérés comme comparables et exploitables par les spécialistes, notamment les rhumatologues ?

2) Existe-t-il des recommandations, protocoles ou exigences techniques nationales encadrant l'utilisation et l'interprétation des appareils d'ostéodensitométrie, notamment en matière de compatibilité ou de suivi des patients ?

3) S'il devait s'avérer que les résultats provenant d'un centre hospitalier ne sont effectivement pas exploitables par les spécialistes exerçant dans un autre, quelles mesures le ministère compte-t-il prendre pour remédier à la situation ?

4) Où en sont le projet d'installation d'un nouvel appareil d'ostéodensitométrie sur le site de Niederkorn du CHEM et le projet de remplacement de l'appareil d'ostéodensitométrie installé à la ZithaKlinik ?

Réponse (28/08/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'interprétation des résultats d'ostéodensitométrie est basée sur des normes internationales, des critères précis ayant été définis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les résultats sont classés selon des scores, connus de tous les spécialistes du domaine :

– le « T-score » qui est défini selon une population de référence (jeunes adultes). Ceci permet de faire la différence entre une densité osseuse normale, une ostéopénie et une ostéoporose.

– le « Z-Score » qui est utilisé pour comparer la densité osseuse d'une personne à celle d'autres personnes du même âge, sexe et taille.

Tous les équipements de mesure de la densité osseuse calculent automatiquement ces scores, avec des variations possibles entre les constructeurs. Ces variations peuvent être significatives. Selon les informations reçues du Centre hospitalier du Nord (CHdN), un logiciel de conversion des données serait disponible. Ces formules de conversion ont été publiées dans la littérature scientifique afin de pouvoir basculer d'un appareil à l'autre, et leur application en pratique clinique est en cours d'évaluation³³.

Pour pouvoir comparer les résultats d'examens successifs, des précautions sont recommandées :

1) La technique doit être rigoureusement appliquée : par exemple, les repères de mesure doivent être correctement placés sur les vertèbres lombaires et sur le col du fémur, en suivant les recommandations du constructeur.

2) Le médecin doit tenir compte de la morphologie des structures osseuses, cette dernière pouvant changer en quelques années chez une même personne, ce qui peut affecter les mesures (p. ex. arthrose, ...).

3) Pour suivre l'évolution de la masse osseuse chez une même personne, il est conseillé de réaliser les examens successifs sur le même appareil.^{34 35}

ad 2) Depuis l'abrogation en 2024 du règlement grand-ducal du 18 mars 2000 relatif aux conditions d'accès et d'utilisation de l'appareillage pour ostéodensitométrie, chaque établissement hospitalier est responsable d'élaborer, en collaboration avec les médecins de référence des patients, un plan de traitement individuel.

Par ailleurs, l'indication de l'examen est normalement validée par le service de radiologie (processus de

³³ <https://doi.org/10.1093/jbmrpl/ziae088>. JBMR Plus, 2024, 8, ziae088. Colin Vendrami et al. Standardization of body composition parameters between GE Lunar iDXA and Hologic Horizon A and their clinical impact.

³⁴ Comparison between Horizon A System and Lunar iDXA in Bone Assessment and Osteoporosis Diagnosis: The OsteoLaus Cohort - ScienceDirect*

³⁵ Comparison of the Lunar Prodigy and iDXA dual-energy X-ray absorptiometers for assessing total and regional body composition - PMC*



justification pour l'imagerie médicale – loi du 28 mai 2020 relative à la radioprotection)³⁶.

Au niveau national, les recommandations cliniques relatives au diagnostic et au traitement de l'ostéoporose ont été publiées par le Conseil scientifique du domaine de la santé en 2024: « Ostéoporose – Évaluation des risques de fractures, diagnostic et prise en charge »³⁷. Ainsi, pour estimer notamment le risque de fracture et pour préciser les indications de traitement de l'ostéoporose/l'ostéopénie, d'autres éléments que la mesure de la densité osseuse doivent être pris en considération (éléments cliniques et biologiques).

ad 3) Comme pour tout acte technique, la prise en charge des patients est étroitement liée à l'expertise des médecins prescripteurs, quel que soit le site d'exercice de son activité médicale. Ces derniers doivent maîtriser, pour le domaine étudié et pour l'examen demandé :

- Les indications, les avantages et les limites de l'examen, quel que soit le site de sa réalisation.
- La détermination des facteurs de risque d'ostéoporose, la justification de l'examen, et l'interprétation des résultats.
- Le bilan étiologique, l'élaboration d'un plan de traitement, et le suivi thérapeutique.

ad 4) Le CHEM a choisi un appareil identique à celui des HRS. Il sera installé sur le site de Niederborn fin août. Le démarrage de l'activité est prévu fin septembre, voire début octobre.

En ce qui concerne le projet de remplacement mentionné, le nouvel appareil remplaçant l'ancien équipement, a été installé à la ZithaKlinik, et mis en service mi-août.

Réduction des aides directes de la PAC et impact au Luxembourg | Question 2660 (24/07/2025) de M. Jeff Boonen (CSV)

De 16. Juli huet d'Europäesch Kommissioun de Budget fir den Zäitraum vun 2028 bis 2034 virgestallt. Wéi aus den Ausféierunge vum EU-Agrarkommissär Christophe Hansen ervirgeet, soll de Budget fir d'Gemeinsam Agrarpolitik (GAP) op 300 Milliarden Euro festgesat ginn. Dëst stellt eng Reduktioun vu ronn 87 Milliarden Euro par rapport zum Budget 2021–2027 duer, wou 387 Milliarden Euro virgesi waren. Des Weideren huet den EU-Agrarkommissär erkläert, datt d'Direktbäihëllefen, déi flächebaséiert sinn, an Zukunft degressiv no Betriebsgréisst solle berechent ginn. Fir Betriber, déi manner ewéi 20.000 Euro d'Joer Direktbäihëllefe kréien, soll sech näischt änneren. Betriber, déi tëschent 20.000 a 50.000 Euro kréien, mussen mat engem Minus vu 25 Prozent rechnen, tëschent 50.000 a 75.000 Euro ass eng Kierzung vu 50 Prozent geplangt. Bei Betriber mat Direktbäihëllefen an Héicht vu méi wéi 75.000 Euro sinn et 75 Prozent manner.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

1. Wéi vill Betriber falen hei zu Lëtzebuerg bei de geplangte Kierzungen ënnert déi eenzel Kategorien?
2. Wéi vill Prozent vun der aktueller gesamter flächebezunnener Direktbäihëllef géngen no dem virgestallte Modell nach ausbezuelt ginn?

Réponse (20/08/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Folgend aktuell Primme fléissen an déi nei degressiv flächebaséiert Akommesbäihëllef an:

- d'Basisprimm;
- d'Emverdeelungsprimm;
- d'Jongbauereprimm aus dem éischte Piller.

Op Basis vun den Informatiounen, déi aktuell verfügbar sinn, wärend vun den 1.708 aktive Bauere der 390 vun de Kierzungen (oder Capping genannt) vum Artikel 6 vum proposéierte GAP-Règlement betraff. Dovun:

- 362 vum Artikel 6 Paragraph 3(a) (20.000–50.000 EUR);
- 23 vum Artikel 6 Paragraph 3(b) (50.000–75.000 EUR);
- 5 vum Artikel 6 Paragraph 3(c) (> 75.000 EUR).

Vum Artikel 6 Paragraph 4 (> 100.000 EUR no de Kierzungen) wäert kee Betrib betraff sinn.

Et sief och ervirgehewen, datt d'Kierzunge warscheinlech ab enger Betriebsgréisst vun 78 ha gräife wäerten, datt wier deemno liicht iwwert der Landesmoyenne vun 72 ha pro Betrib.

An deem Kontext sief och doropshigewisen, datt d'Betriber mat engem jonke Betriebsleiter iwwerproportional betraff sinn, well si an der Moyenne mat ca. 120 ha méi grouss sinn.

Vun den 165 jonken aktive Baueren, déi d'Jongbauereprimm aus dem éischte Piller kréien, wieren der 83, oder d'Hallschent, vun de Kierzunge vum Artikel 6 vum proposéierte GAP-Règlement betraff. Dovun:

- 71 vum Artikel 6 Paragraph 3(a) (20.000–50.000 EUR);
- 11 vum Artikel 6 Paragraph 3(b) (50.000–75.000 EUR);
- 1 vum Artikel 6 Paragraph 3(c) (> 75.000 EUR).

ad 2. D'Kierzung vun der aktueller gesamter flächebezunnener Direktbäihëllef ass ofhängeg vum Budget, dee mer zougestane kréien. Dëse Montant ass nach net festgesat, genausou wéi d'Modalitéite vum Capping elo mussen am legislative Prozess verhandelt ginn.

Position du Luxembourg sur la reconnaissance de l'État de Palestine | Question 2663 (25/07/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Le 24 juillet 2025, le Président français Emmanuel Macron a annoncé publiquement que la France reconnaîtrait l'État de Palestine, s'inscrivant ainsi dans une dynamique diplomatique relancée ces derniers mois par plusieurs États européens. Cette déclaration, relayée notamment par Le Monde³⁸, marque un tournant dans la politique étrangère française et envoie un signal fort en faveur d'une solution fondée sur deux États.

Au Luxembourg, Monsieur le Ministre avait déclaré, notamment dans un article du Luxemburger Wort³⁹, que le Luxembourg pourrait accompagner une telle reconnaissance si une dynamique coordonnée à l'échelle européenne se mettait en place. Cependant, dans une interview récente accordée à la radio 100,7⁴⁰, sa position semble plus prudente, évoquant la nécessité d'un ensemble de mesures cohérentes et d'une coordination multilatérale avant le prochain sommet international prévu en septembre.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre maintient-il sa position précédemment exprimée selon laquelle le Luxembourg pourrait accompagner une reconnaissance coordonnée de l'État de Palestine à l'échelle européenne, ou a-t-il entre-temps modifié sa position à ce sujet ?

2) Des discussions concrètes sont-elles actuellement en cours entre le Luxembourg et d'autres partenaires européens en vue d'une reconnaissance conjointe de l'État de Palestine avant le sommet de septembre ?

3) Quels sont les critères ou des conditions diplomatiques, juridiques ou politiques spécifiques à remplir avant de s'engager officiellement dans une telle reconnaissance ?

Position du Luxembourg sur la reconnaissance de l'État de Palestine | Question 2668 (25/07/2025) de M. Franz Fayot | M. Yves Cruchten (LSAP)

Le 24 juillet 2025, le Président français Emmanuel Macron a annoncé son intention de reconnaître officiellement l'État de Palestine lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2025. Cette déclaration s'accompagne d'un appel à un cessez-le-feu immédiat, à la libération des otages et à l'acheminement d'une aide humanitaire urgente pour la population civile de la bande de Gaza.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, à l'instar de la France, de reconnaître officiellement l'État de Palestine lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2025 ?

Réponse (13/08/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Vice-Premier ministre a été informé quelques jours auparavant par son homologue français de l'annonce que le Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, a faite de vouloir reconnaître pleinement l'État de Palestine lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Comme la France, le Luxembourg considère que la reconnaissance de l'État de Palestine constitue un élément fondamental pour la mise en œuvre de la solution à deux États. Cette reconnaissance s'inscrit dans un paquet de mesures visant à favoriser une résolution pacifique du conflit, permettant à l'État d'Israël de coexister en paix et en sécurité aux côtés d'un État palestinien souverain.

La lettre adressée par le Président Mahmoud Abbas au Président Macron le 9 juin contient des engagements importants de la part de l'Autorité palestinienne, notamment la condamnation de l'attaque du 7 octobre perpétrée par le Hamas, l'appel à la libération des otages restants, ainsi que le désarmement et le retrait du Hamas de Gaza. L'Autorité palestinienne appelle également à un cessez-le-feu immédiat. Ce sont tous des éléments que le Luxembourg considère comme essentiels.

Le Luxembourg a participé à la rédaction du document final de la Conférence internationale de haut niveau sur le règlement pacifique de la question de Palestine, tenue à New York du 28 au 30 juillet 2025, qui reprend tous ces éléments, mais qui surtout pour la première fois condamne de la part de nombreux pays arabes les actions du Hamas et demande son démantèlement.

Comme l'a souligné à plusieurs reprises le Vice-Premier ministre, le Luxembourg est prêt à reconnaître l'État palestinien lorsque le moment sera opportun. Le mois de septembre pourrait constituer une fenêtre d'opportunité à cet égard. C'est pourquoi le Vice-Premier ministre maintient des contacts réguliers avec son homologue français ainsi qu'avec des partenaires

³⁸ Emmanuel Macron se résout à reconnaître l'État de Palestine devant l'impasse diplomatique et le désastre humanitaire à Gaza. *

³⁹ Daran knüpft Xavier Bettel die Anerkennung Palästinas | Luxemburger Wort *

⁴⁰ Och Lëtzebuerg tendéiert am Moment dozou, Palästina unzuerkennen. *

³⁶ <https://santesecu.public.lu/dam-assets/fr/publications/g/guide-processus-justification/guide-processus-de-justification.pdf>

³⁷ Ostéoporose - Evaluation des risques de fractures, diagnostic et prise en charge (2024) — Conseil Scientifique - Luxembourg *



« like-minded », en vue d'une coordination étroite. En marge de la conférence internationale mentionnée, le Luxembourg a également participé à une réunion de travail convoquée par la Représentation permanente de la France le 28 juillet. Cette réunion visait à coordonner une approche commune entre plusieurs États membres en faveur de la reconnaissance de l'État de Palestine dans le cadre d'un groupe de pays engagés. Elle s'est soldée par l'adoption du « New York Call », auquel ont souscrit 15 États, dont 5 États membres de l'UE qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine. Ce « New York Call » évoque la volonté de reconnaître la Palestine.

Participation au sommet sur la migration à la « Zugspitze » | Question 2666 (25/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

In seiner Antwort auf die parlamentarische Frage N° 2623 betreffend den vom deutschen Innenminister einberufenen Migrationsgipfel, hat Herr Minister Gloden bestätigt, dass Luxemburg zu diesem Treffen nicht eingeladen war. Darüber hinaus wies er darauf hin, dass am Tag des sogenannten Gipfels in Luxemburg eine Sitzung des Regierungsrates stattgefunden hat.

1. Heißt dies, dass der Luxemburger Minister, wäre er eingeladen worden, nicht am „Migrationsgipfel“ auf der Zugspitze teilgenommen hätte?

2. Kann der Minister für innere Angelegenheiten bestätigen, dass es bei diesem Treffen um die Verschärfung der EU-Migrationspolitik ging?

3. Findet der Minister es für angebracht, dass der zuständige EU-Kommissar an diesem einseitigen Treffen teilgenommen hat?

4. Hat der Luxemburger Innenminister nach dem Treffen Kontakt mit dem zuständigen Kommissar aufgenommen?

5. Wie steht der Luxemburger Innenminister zu den Schlussfolgerungen dieses Treffens betreffend Verschärfung der EU-Migrationspolitik?

6. Wie kann sich der Minister erklären, dass keines der Benelux-Länder eingeladen war?

Réponse (30/07/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Das ist eine hypothetische Frage, der Minister war bekanntlich nicht eingeladen.

ad 2. Wir verweisen auf die Pressemitteilung.

ad 3. Diese Frage ist an den EU-Kommissar zu richten.

ad 4. Wie bei jedem EU-Ministerrat, hat sich der Minister zuletzt in Kopenhagen mit dem EU-Kommissar generell über Migrationsfragen ausgetauscht.

ad 5. Seit dem Regierungswechsel verfolgt die Regierung eine Migrationspolitik mit „Herz und Verstand“, basierend auf den Gesetzen, die vom Luxemburger Parlament verabschiedet wurden. Luxemburg und die anderen EU-Mitgliedstaaten beraten zusammen über den Entwurf der EU-Kommission zu den Rückführungen. Darüber hinaus hat die luxemburgische Regierung das Konzept für freiwillige Rückführungen erstellt.

ad 6. Dazu liegen mir keine Informationen vor.

Données relatives à la mise en location des logements abordables par les acteurs GLS | Question 2669 (25/07/2025) de M. Meris Sehic (déli gréng)

Lors d'une récente conférence de presse, Monsieur le Ministre a présenté le premier rapport intermédiaire du Pacte Logement 2.0. Tandis que le rapport inclut des informations sur le nombre de logements mis en gestion locative sociale de 2021 à 2024, il ne précise pas dans quelles communes ces projets ont été réalisés.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser la question suivante au Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir les données relatives à la mise en location des logements abordables par les acteurs GLS pour les années 2021 à 2024, ventilées par commune ?

Réponse (29/08/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Veuillez trouver ci-dessous les données demandées ventilées par commune. ↑

Perturbation des réseaux de communication de POST Luxembourg et accès aux numéros d'urgence | Question 2670 (25/07/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 23. Juli 2025 huet eng grouss Pann am POST-Netz zu enger nationaler Krisensituation gefouert. Fir ongeféier véier Stonne waren all Telekommunikationsservicer vu POST gestéiert, dorënner och d'Noutrufnummern 112 an 113. D'Regierung huet hire Krisestab ënner dem Minister Lex Delles misen aktivéieren. Besonnesch alarméierend war et, datt den LU-Alert-System, deen d'Bevölkerung a Krisensituationen iwwer SMS informéiert, bedeitend Verspéidunge beim Verschécke vun de Messagen u POST-Clienten hat – genau zu deem Moment, wou de System am meeschte gebraucht gouf.

Dës Situatioun huet eng fundamental Schwächt an eiser Telekommunikationsinfrastruktur opgedeckt: d'Ofhängegkeet vun engem eenzegem Netz schafft inakzeptabel Risike fir déi ëffentlech Sécherheet. Während Orange an Tango hir Servicer während der ganzer Pann normal weider ugebueden hunn, hate POST-Clientë keng Méiglechkeet, fir op dës alternativ Netzwierker zougzeifen. Dëst stellt d'Fro no der technescher Méiglechkeet an der regulatorescher Noutwendegkeet vum „National Roaming“ zu Lëtzebuerg, souwéi no eiser technescher Souveränitéit am Telekommunikationssektor. D'belscht Beispill mat sengem ASTRID-Noutfallnetz, dat obligatoresche Roaming vun alle 700 MHz-Operateure verlaangt, weist, datt sou Léisungen technesch realisierbar sinn.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir den Interieur a fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung wëlles, fir eng Analys vum POST-Ausfall vum 23. Juli 2025 ze maachen, an ënnersicht si d'Veréffentlechung vun dëser Analys, dorënner d'Ursaachen an d'Konsequenze fir d'Noutfallkommunikatioun – fir esou doräusser Lektionen ze zéien?

2. Wéi vill Leit waren tatsächlech betraff vum Ausfall vun den Noutrufnummern 112 an 113, an huet dëst zu Verspéidungen oder verhënnerten Noutfallinterventionen gefouert?

3. Wat sinn déi technesch Barriären, déi en „National Roaming“-System zu Lëtzebuerg verhënnern, wou d'Clientë vun engem Operateur automatesch op en aneren Operateur switche kënnen, wann hiren Haaptreseau net verfügbar ass?

4. Plangt d'Regierung, dem Institut luxembourgeois de régulation (ILR) e Mandat ze ginn, fir

obligatoresch National-Roaming-Accorden ze etabliieren, déi automatesch aktivéiert gi während Netzpannen, déi d'Noutfallservicer beaflossen?

5. Wéi ass d'Performance vum LU-Alert-System während dem POST-Ausfall gewiescht, a wat sinn d'konkreet Mesuren, fir sou Verspéidungen an Zukunft ze verhënnern?

6. Kann d'Regierung eng detailléiert Lëscht vun alle kriteschen Technologiefournisseuren an eiser Telekommunikationsinfrastruktur zougänglech maachen, opgedeelt no Ursprungsland a Kritizitéit?

7. Wéi vill Prozent vun eiser kritescher Telekominfrastruktur (5G Core Networks, Fiber Access Nodes, Signaling Systems) baséiert op net europäescher Technologie?

8. Wat sinn d'konkreet Mesuren, déi d'Regierung hält, fir eise groussen Telekomoperateur POST ze encouragéieren, europäesch Fournisseuren ze favorisieren an d'Ofhängegkeet vun net europäescher Technologie ze reduzéieren?

9. Wéi participéiert Lëtzebuerg un europäeschen Initiativen wéi Gaia-X, fir eise sougenannte „Souveränitéitsstack“ an der Telekommunikatioun ze entwéckelen?

10. Huet d'Regierung eng Roadmap fir d'Reduktioun vun net europäeschen Ofhängegkeeten an eiser kritescher Telekominfrastruktur an, wa jo, iwwer wéi een Zäitraum?

Réponse (31/07/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Den HCPN koordinéiert de Moment d'Aarbechten, fir déi néideg Léieren aus dem Incident ze zéien. Am Kader vun dësen Aarbechte gëtt e Bilan gezunn, wéi d'Impakter an d'Konsequenze fir déi verschidde Secteure waren. Et gëtt genoe gekuckt, wéi eng Servicer weider funktionéiert hunn a wéi een déi verschidde komplementär Kommunikatiounssystemer, déi deelweis op verschidde Technologie baséieren, an änleche Krisensituatiounen besser notze kann.

Déi konkreet Ursaach vum Ausfall bei POST gëtt an Zesummenaarbecht tëscht dem nationale Computer Security Incident Response Team (CSIRT) a POST am Detail ënnersicht. Dës Analys ass e Bestanddeel vun enger Enquête beim Parquet.

ad 2. D'Noutriff 112 (CGDIS) an 113 (Police) waren zu all Moment operationell, et gouf keen Ausfall vun dësen Nummern. Allerdéngs konnten déi Leit mat engem POST-Abo den 112 an den 113 zäitweis net errechen. Dëst loung dorunner, datt de verbleiwenden 2G-Reseau vu POST iwwerlaascht war an doduerch vill Leit net duerkomm si fir ze telefonéieren.

Bei deenen 2 Noutrufzentrale gesäit een, wéi vill Leit uruffen, et huet een awer net d'Méiglechkeet ze gesinn, wéi vill Leit et probéieren an net duerkommen. Normalerweis géif een dann erwaarden, datt op eemol vill manner Uruff kommen. Allerdéngs war d'Zuel vun den Noutriff deen Dag generell relativ niddereg, sou datt een net direkt gemierkt huet, datt nom Ufank vum Incident manner ugeruff gi wier.

Zesumme mat der Santé an de Spideeler gouf nom Incident iwwerpréift, ob et duerk dës Problemer zu Verspéidungen mat negative gesondheetleche Konsequenze fir e Patient komm ass. Dat ass, no allem wat bis haut gewosst ass, net de Fall.

ad 3. Den ASTRID-Reseau ass en dediéierte Reseau fir déi belsch Services de sécurité et de secours, vun

der Finalitéit änlech dem Lëtzebuerger RENITA Réseau, mee mat méi grousser Bandbreit, fir groussen Datenträfflech ze erméiglechen. Et handelt sech also net ëm e „réseau de communications électroniques accessible au public“. Vu datt den ASTRID-Réseau selwer awer just iwver limitéierte Spektrum am 700 MHz Band verfüügt an och bei Wäitem keng landeswäit Ofdeckung mat dësem ASTRID-Spektrum virgesinn ass, muss den nationalen ASTRID-Réseau via d'Implementéierung vun nationalem Roaming mat den Operateuren, déi den Nopesch-Spektrum am 700 MHz Band bedreiwen, realiséiert ginn.

D'Implementatioun vun engem nationale Roaming hätt den 23. Juli keng Verbesserung vun der Situatioun bruecht, well et aus technesche Grënn net funktionéiert hätt oder d'Reseaux vun den aneren Operateuren de groussen zousätzlechen Traffick net hätten opfänke kënnen an et doduerch och zu seriöse Stéierung bei dëse mobile Réseaue komm wär.

ad 4. Wéi an der Äntwert op d'QP 2652 präziséiert, wäert d'Méiglechkeet vun esou enger Léisung awer trotzdem a weideren techneschen Analyse mat consideréiert ginn, fir keng Pisten ze verneléissen. Sollten sech no dësen Analysen technesch Méiglechkeeten als realisabel erausstellen, kéint iwver legal oder reglementaresch Dispositiounen nogeduecht ginn, fir dës technesch Solutionen ze imposéieren. Fir dass dës wierksam sinn, müssen se vun entspreichenden techneschen an operative Prozeduren encadréiert ginn.

ad 5. U sech huet den LU-Alert-System fonctionéiert. Allerdéngs sinn d'Messagë bei de Clientë vun engem POST-Abonnement net oder mat Verspéidung ukomm. Dëst erkläert sech duerch déi uewe beschriwwen Problemer beim POST-Réseau. Wéi och an der Äntwert fir déi parlamentaresch Fro Nummer 2652 geschriwwen, ginn aktuell déi néideg Analysen duerchgefuert. Déi haiteg mobil Telekommunikations-Réseaux sinn technesch komplex Systemer, déi aus villen, aneneegräifenden Eenzelelementer bestinn. Incidente kënnen deemno op villen Niveaux passéieren, déi fir d'Clientë jeeweils ënnerschiddlech Repercussiounen hunn. Deemno gëtt et och méi wéi eng technesch Variant vun Handyreseausausfall, op déi mat enger passender technescher Léisung kéint reagiert ginn. Fir esou Léisungen auszeschaffen, si pousséiert technesch Analysen noutwenneg.

ad 6. Aus evidente Sécherheetsgrënn kënnen dës Informationsen, déi confidentiell Natur sinn, net ëffentlech zougänglech gemaach ginn.

ad 7. Aleng POST huet iwver 10.000 eenzel Equipementer an sengem Réseau stoen an et ass onméiglech, fir jidder eenzel Equipement dat ze soen.

ad 8. POST huet beim Opbau vu sengem mobile Réseau (2G, 4G a 5G) komplett op europäesch Fournisseure gesat a wäert och weiderhi beméit sinn, fir méi Resilienz a Sécherheet an seng Réseauen ze integréieren. Doriwwer eraus gëtt et och Beméiungen, fir Equipementer vun Net-EU-Fournisseuren ze remplacéieren.

ad 9. Lëtzebuerg mécht mat verschiddenen Entitéite bei GAIA-X mat, an zwou Entitéite sinn indirekt Partner am wichtegen europäesche Projet „Cloud-Infrastrukturen a -Servicer“ (IPCEI-CIS oder 8RA), deen d'Zil huet, en europäesche souveräne Stack opzubaue fir d'Ëmsetzung vun engem Cloud-Edge-Continuum, wat eng wichteg Roll fir d'5G spille wäert.

ad 10. Den Incident vun leschter Woch an änlech Incidente bei aneren europäeschen Telekom-Provideren weisen virun allem, datt et wichteg ass, en diversifizéierten a concurrentiellen Telekom-Ecosystem hei zu Lëtzebuerg ze hunn.

Résilience des réseaux de communication | Question 2671 (25/07/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 23. Juli 2025 huet eng grouss Pann am POST-Netz zu enger nationaler Krisensituatioun gefuert. Fir ongeféier véier Stonne waren all Telekommunikationsservicer vu POST gestéiert, dorënner och d'Noutruuffnummern 112 an 113. Dës Situatioun huet eng fundamental Schwächt an eiser Telekommunikationsinfrastruktur opgedeckt: d'Ofhängegkeet vun engem eenzegem Netz schafft inakzeptabel Risiko fir déi ëffentlech Sécherheet. Dëst stellt d'Fro no der technescher Méiglechkeet an der regulatorischer Noutwendegkeet vum „national roaming“ zu Lëtzebuerg, souwéi no eiser technescher Souveränitéit am Telekommunikationssektor. D'belscht Beispill mat sengem ASTRID-Noutfallnetz, dat obligatoresch Roaming vun alle 700 MHz-Operateuren verlaangt, weist, datt sou Léisungen technesch realisierbar sinn.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi oft müssen d'Telekomoperatoren zu Lëtzebuerg Resilienztester maachen a goufen dës Tester virum POST-Ausfall richteg duerchgefuert?

2. Gëtt et verbindlech Standarde fir d'Network-Redundanz bei kriteschen Telekomoperatoren an, wann net, plangt d'Regierung sou Standarden anzeféieren?

3. Wéi stellt d'Regierung sécher, datt alternativ Kommunikatiounsweeër (wéi Satellittelekommunikatioun) als Backup fir terrestresch Netzwierker während grousser Pannen zur Verfügung stinn?

4. Wat sinn d'konkreet Verbesserungen vun der Noutfallkommunikationsarchitektur, déi d'Regierung no dem POST-Ausfall ëmsetzt?

5. Wéi evaluéiert d'Regierung d'Néidegkeet, fir eng national Telekommunikationsreserv oder en alternative Kommunikatiounswee fir d'Servicer vum Staat ze garantéieren?

Réponse (31/07/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. Am Kader vun der „loi du 17 décembre 2021 sur les réseaux et les services de communications électroniques“, sinn Telekomoperatoren zu techneschen an organisationelle Mesurë verpflichtet, fir Sécherheitsrisiken ze geréieren. An deem Kontext müssen Telekomoperatoren all Joer hir Mesuren un den ILR schécken, deen se evaluéiert an duerno e Rapport mat individueller Recommendationen un d'Operateuren schéckt. D'Operateuren organiséieren an Zesummenaarbecht mam HCPN a GovCert och reegelméisseg Cyberexercicer. Doriwwer eraus gehéiere Resilienztester zu de Standard-Sécherheitsmoossnamen.

ad 2. Et gëtt eng Rei Standarde fir Telekomsécherheet, notament vun der ISO, ITU, CENELEC an NIST. Dës sinn awer net verbindlech. Et gëtt à ce stade och keng Indicien, datt e verbindleche Standard dës konkreeten Ausfall hätt kënnen verhënneren.

ad 3. Déi national Sécherheits- a Rettungsdéngschter benotze RENITA fir ze kommunizéieren. RENITA ass en dedéiert digitaalt Funknetz, dat exklusiv fir d'Sécherheits- a Rettungsdéngschter reservéiert ass. Bei

der Konzeptioun vun dësem Netz gouf besonnesch Wäert op d'Disponibilitéit geluecht, déi bei iwver 99,99 % läit. Dëst Netz gëtt aktuell benotzt vun der Police, dem CGDIS, der Douane, dem SRE, dem HCPN, de Pönts et chaussées, der Arméi, dem Kommunikationszentrum vun der Regierung, der Penitentiareverwaltung an dem Schëfffaartsdéngscht.

ad 4. Den HCPN coordonéiert de Moment d'Aarbechten, fir déi néideg Léieren aus dem aktuellen Zwëscheffall ze zéien. Dës Analyse ginn a enkster Zesummenaarbecht mat den implizierten Acteuren gemaach. Vu dass dës Aarbechten nach amgaange sinn, ass et am Moment nach net méiglech, éischt definitiv Conclusiounen ze zéien.

ad 5. D'Netzwierker, d'Informations- a Kommunikatiounssystemer bannent der staatlecher Administratioun waren, bis op den Internet-Accès, net direkt vun dësem Zwëscheffall betraff a waren zu all Moment operationell. Am Kader vun der Opaarbechtung vun dësem Zwëscheffall gëtt och analyséiert, wéi d'Resilienz vun de staatleche Systemer nach weider ka verbessert ginn.

Grippe saisonnière | Question 2705 (31/07/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Hei zu Lëtzebuerg ass déi „normal“ Grippesaison an der Tëschenzäit eriwuer.

Ech géif dofir gäre vun der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet wëssen:

1. wéi sech an deene leschte Joren, hei zu Lëtzebuerg, d'Grippenaktivitéit entwéckelt huet.

2. Wéi situéiert sech Lëtzebuerg a Saachen Impfschutz géint d'Gripp am Verglach zu eisen Nopeschlänner respektiv eisen EU-Partner?

3. Gëtt et bei eis an deene leschte Joren eng positiv oder negativ Entwécklung?

4. Wien dierf haut, hei zu Lëtzebuerg, géint d'Gripp impfen?

5. Ass kuerzfristeg geplangt, anere Berufsgruppen, ë. a. Apdikter, déi scho géint de Covid geimpft hunn, d'Impfung ze erméiglechen, sou wéi dat an enger Rei vun europäesche Länner de Fall ass?

Réponse (22/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. An deene leschte Joren ass d'Grippenaktivitéit zu Lëtzebuerg, wéi och an de meeschten Nopeschlänner, staark duerch d'Covidpandemie beaflosst ginn. Während den Hygiènes- an Distanzmesuren 2020/2021 war d'Zuel vu Fäll ongewéinlech niddreg, mee zanterhier ass si nees geklommen an huet an de Wanteren 2022/2023 an 2023/2024 erëm Niveaux erreicht, déi mat der Zäit virun der Pandemie vergläichbar sinn. Dee leschte Wanter 2024/2025 goufe méi Fäll deklaréiert wéi déi 3 Wantere virdrun. ⁴¹

ad 2. Wat d'Impfcouverture géint d'Gripp ugeet, läit Lëtzebuerg mat ronn 42 % vun de Leit iwver 65 Joer am Joer 2024 ënnert dem EU-Duerchschnëtt. An och ënnert deem vun eisen Nopeschlänner Belsch (57 %) a Frankräich (54 %), mee éischer op engem Niveau wéi bei eisen däitschen Nopereen: 2019/2020 gouf do eng Couverture vun 39 % gemoss.

ad 3. D'Impfcouverture⁴¹ géint d'Gripp ass zënter dem Joer 2012 stabel.

ad 4. Zu Lëtzebuerg dierfen aktuell just Dokterinnen d'Grippeimpfung duerchféieren.

⁴¹ Influenza statistics - Statistics Explained - Eurostat

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

ad 5. Kuerzfristeg ass net geplangt, d'Impfung och fir aner Berufsgruppen, wéi z. B. den Apdikter, zougänglech ze maachen.

Flottille Global Sumud | Question urgente 2987
(03/10/2025) de **M. Franz Fayot | Mme Paulette Lenert** (LSAP)

La marine israélienne a intercepté en Méditerranée plus d'une douzaine de navires de la Flottille Global Sumud transportant des marchandises destinées à l'aide humanitaire pour la bande de Gaza. De nombreux activistes ont été arrêtés par les forces de défense israéliennes. Une Luxembourgeoise est parmi les personnes détenues. Le reste de la flotte continue de se diriger vers la bande côtière bouclée.

Dans un communiqué de presse du 2 octobre 2025, le Ministère des Affaires étrangères a déclaré « Le Luxembourg appelle instamment les autorités israéliennes à garantir la sécurité de l'ensemble des participants, à respecter le droit à la protection consulaire et à s'abstenir de toute utilisation de la force à l'égard des participants. » Le ministère affirme également maintenir un contact étroit avec ses partenaires européens.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Le Gouvernement entreprend-il des actions concrètes pour la libération de l'activiste luxembourgeoise arrêtée par les forces de défense israéliennes ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

2) Quelle est la position gouvernementale face à cette situation ? Monsieur le Ministre pense-t-il que l'interception des navires et l'arrestation des activistes constituent des actes illégaux d'intimidation visant à punir et à réduire au silence les critiques d'Israël ?

3) Quel est l'impact de cette situation sur les relations entre le Luxembourg et Israël ?

Réponse (09/10/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) a publié le 2 octobre 2025 un communiqué[†] exprimant clairement sa position sur la situation de la flottille Global Sumud et Thousand Madleens en route vers Gaza. Dans cette déclaration, le MAE a appelé les autorités israéliennes à garantir la sécurité de tous les participants, à respecter leur droit à la protection consulaire et à s'abstenir de recourir à la force à leur rencontre.

Enlèvement d'une ressortissante luxembourgeoise par les autorités israéliennes | Question urgente 2988 (06/10/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre, des membres de la flottille humanitaire Global Sumud et Thousand Madleens en route pour Gaza ont été arraisonnés dans les eaux internationales par la marine israélienne. Parmi les personnes arrêtées se trouve une ressortissante luxembourgeoise. Selon un communiqué, le Gouvernement luxembourgeois a déjà fait part de son inquiétude et a appelé les autorités israéliennes à respecter les droits consulaires de la ressortissante.

Entre-temps, des déclarations inquiétantes ont été faites par le Ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, qui souhaite que les « prisonniers » des flottilles soient traités comme des « terroristes » et restent incarcérés pendant plusieurs mois.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre a-t-il reçu confirmation d'un tel traitement de la ressortissante luxembourgeoise ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il exigé des autorités israéliennes la libération et le rapatriement immédiat de la ressortissante luxembourgeoise ?

3) Quelles démarches Monsieur le Ministre entend-il entreprendre afin d'assurer que la ressortissante luxembourgeoise puisse retourner au Luxembourg dans les meilleurs délais ?

4) Quelles sanctions éventuelles Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre envers cet acte dans l'éventualité d'une absence de coopération du Gouvernement israélien ?

Réponse (09/10/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) a publié le 2 octobre 2025 un communiqué[†] exprimant clairement sa position sur la situation de la flottille Global Sumud et Thousand Madleens en route vers Gaza. Dans cette déclaration, le MAE a appelé les autorités israéliennes à garantir la sécurité de tous les participants, à respecter leur droit à la protection consulaire et à s'abstenir de recourir à la force à leur rencontre.

[†] Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799